Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

2012

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet

Kathleen Kittson

Équipe de projet

Julie Smith, Charlene Saunders, Nasreen Islam et d'autres membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité.

La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Mars 2012

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS

La présente publication se fonde sur les plus récentes données connues en août 2011.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie

Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale

L'information présente dans cette publication y a été fourni afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement que :

L'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales

La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'addresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0S5

copyright.droitdauteur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Documents d'une tierce partie

Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2012

AAC 11660F
ISSN 1919-840X
Catalogue A38-1/1-2011F
Projet 11-014-r

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca/pol/pub

Also available in English under the title: *"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS XIII

FAITS SAILLANTS XV

SECTION A

Section spéciale *1*

A1. Tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire canadien 3

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne *13*

B1. PIB et emploi 15

B2. Commerce international 21

B3. Productivité et innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels 35

SECTION C

Composantes du système agricole et agroalimentaire *55*

C1. Consommateurs 57

C2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 71

C3. Transformation des aliments et des boissons 79

C4. Agriculture primaire 97

C5. Intrants de l'agriculture primaire 119

C6. Utilisation des ressources naturelles et impact environnemental 131

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire *141*

D1. Dépenses publiques 143

D2. Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger 151

ACRONYMES/SIGLES 155

GLOSSAIRE 157

Système agricole et agroalimentaire canadien 157

Consommateurs 158

Types d'exploitations agricoles 159

Définitions du revenu agricole 160

Catégories commerciales 162

Catégories d'aide gouvernementale 163

Mesures d'aide gouvernementale 163

Terminologie économique et statistique 164

Terminologie environnementale 166

Unités de mesure 167

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES 169

Listes des graphiques

Section A – Section spéciale

A1 : Tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire canadien 3

A1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2010 4
A1.2 Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2010 4
A1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1987-2010 5
A1.4 Taux de croissance annuel moyen de l'emploi par branche d'activité, 1987-2010 5
A1.5 Proportion des travailleurs agricoles selon le groupe d'âge, 1987-2010 6
A1.6 Proportion des travailleurs de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons selon le groupe d'âge, 1991-2008 6
A1.7 Part de l'agriculture dans l'emploi total dans certains pays de l'OCDE, 1960-2008 7
A1.8 Part du secteur des services dans l'emploi total en Australie, au Canada et aux États-Unis, 1970-2010 7
A1.9 Répartition de l'emploi agricole total selon la catégorie de travailleurs, 1987-2010 8
A1.10 Croissance du revenu non agricole moyen des exploitations agricoles, 1995-2009 8
A1.11 Ratio capital-main-d'œuvre dans les industries de l'agriculture et de la transformation des aliments, 1961-2007 9
A1.12 Niveau de scolarité des travailleurs des industries de l'agriculture et de la transformation des aliments par rapport à celui de l'ensemble de la population active, 2006 9
A1.13 Contribution des provinces aux expéditions canadiennes d'aliments et de boissons transformés, par industrie, 2009 10
A1.14 Emploi dans l'industrie de la fabrication d'aliments et de boissons, par industrie, 2010 10
A1.15 Répartition des entreprises et des travailleurs dans l'industrie de la transformation des aliments selon la taille de l'entreprise, 2008 11
A1.16 Représentation de certains groupes professionnels dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2006 11
A1.17 Pourcentage d'entreprises qui se heurtent à des obstacles à l'innovation à cause du manque de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie de la transformation des aliments, 2009 12

Section B – Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

B1 : PIB et emploi 15

B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2010 16
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2010 16
B1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2010 17
B1.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2010 17
B1.5 Contribution de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au PIB provincial, 2010 18
B1.6 Contribution provinciale au PIB total de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au Canada, 2010 18
B1.7 Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2010 19
B1.8 Contribution provinciale à l'emploi total dans les secteurs canadiens de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2010 19

B2 : Commerce international ***21***

B2.1 Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2010 22
B2.2 Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2010 22
B2.3 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2010 23
B2.4 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2010 23
B2.5 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2010 24
B2.6 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2010 24
B2.7 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 25
B2.8 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 25
B2.9 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2010 26
B2.10 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2010 26
B2.11 Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits, 2010 27
B2.12 Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits, 1988-2010 27
B2.13 Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers, 2010 28
B2.14 Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 28
B2.15 Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux, 2010 29
B2.16 Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 29
B2.17 Destinations des exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2010 30
B2.18 Exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 30
B2.19 Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits, 2010 31
B2.20 Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits, 1988-2010 31
B2.21 Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés selon l'origine, 2010 32
B2.22 Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 32
B2.23 Importations canadiennes de boissons selon l'origine, 2010 33
B2.24 Importations canadiennes de boissons selon l'origine (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 33
B2.25 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers selon l'origine, 2010 34
B2.26 Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers (Indices des prix et des volumes), 1988-2010 34

B3 : Productivité et innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels ***35***

B3.1 Croissance de la production brute, des intrants et de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'agriculture primaire, 1961-2006 36
B3.2 Contribution annuelle moyenne de la croissance des intrants et de la croissance de la PTF à la croissance de la production brute globale dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis, 1961-2006 36
B3.3 Croissance des intrants, de la production et de la PTF dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2007 37
B3.4 Contribution annuelle de la croissance des intrants et de la PTF à la croissance de la production brute au Canada et aux États-Unis dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 1988-2007 37
B3.5 Dépenses publiques en recherche destinées au secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2010-11 38
B3.6 Dépenses publiques en recherche et développement (RD) destinées au secteur agricole et agroalimentaire, en pourcentage de la valeur ajustée de la production, 1991-95 à 2006-10 38
B3.7 Dépenses réelles du secteur privé en RD dans l'agriculture primaire, 1980-2010 39
B3.8 Dépenses en RD des Saskatchewan Pulse Growers et prélèvements, 1984-2008 39
B3.9 Production de légumineuses à grains et de canola au Canada, 1990-2010 40
B3.10 Poids moyen des carcasses de bovins et de porcs, 1960-2006 40
B3.11 Pourcentage de la superficie des cultures – méthodes classique, de conservation du sol et sans travail du sol, 1991-2006 41

B3.12 Pourcentage des producteurs ayant recours aux pratiques de salubrité des aliments à la ferme selon le type d'exploitation, 2008 41
B3.13 Pourcentage des producteurs ayant adopté de nouvelles stratégies organisationnelles ou de nouveaux modèles d'entreprise, 2007 42
B3.14 Pourcentage des producteurs ayant changé leur mode de gestion, 2009 42
B3.15 Dépenses réelles du secteur privé en RD dans la transformation des aliments, 1980-2010 43
B3.16 Dépenses en RD de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans divers pays de l'OCDE, 1990-2006 43
B3.17 Pourcentage d'entreprises qui innovent sur le plan des procédés, des produits, de l'organisation ou de la commercialisation, 2009 44
B3.18 Pourcentage d'entreprises ayant une orientation stratégique quant à l'amélioration de leurs produits ou activités, 2009 44
B3.19 Pourcentage d'entreprises ayant recours aux technologies de pointe par type de technologie, 2009 45
B3.20 Pourcentage d'entreprises achetant ou intégrant des technologies de pointe par mode d'acquisition des technologies, 2009 45
B3.21 Pourcentage d'entreprises aux prises avec des obstacles à l'innovation, 2009 46
B3.22 Pourcentage d'entreprises ayant changé leur pratiques à l'arrivée de nouveaux concurrents dans leur principal marché, 2009 47
B3.23 Nombre de fabricants de bioproduits au Canada par région, 2009 48
B3.24 Activités de bioproduction des entreprises, 2009 49
B3.25 Types de biomasse utilisés comme intrants, Canada, 2009 50
B3.26 Taille des entreprises et proportion des employés affectés à la bioproduction, Canada, 2009 51
B3.27 Proportion des entreprises de bioprodution selon le nombre d'années d'exploitation et le nombre d'années consacrées aux activités de bioproduction, 2009 51
B3.28 Part de la RD dans les revenus et dépenses des fabricants de bioproduits, 2008-2009 52
B3.29 Nombre d'employés dans l'industrie des bioproduits selon l'activité professionnelle, 2009 52
B3.30 Obstacles perçus à la production ou à la mise au point de bioproduits, 2009 53

Section C – Composantes du système agricole et agroalimentaire

C1 : Consommateurs ***57***
C1.1 Répartition des dépenses personnelles en biens et services, 2010 58
C1.2 Répartition des dépenses personnelles réelles en biens et services, 2002-2010 59
C1.3 Revenu disponible réel par habitant, 1981-2010 60
C1.4 Crédit à la consommation comme pourcentage du revenu personnel disponible, 2005-2011 60
C1.5 Dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments, 1981-2010 61
C1.6 Dépenses réelles par habitant consacrées aux aliments achetés au magasin et au restaurant, 1981-2010 61
C1.7 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments achetés au magasin et au restaurant, par quintile de revenu, 2009 62
C1.8 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu au Canada et aux États-Unis, 2009 62
C1.9 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 1991-2009 63
C1.10 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1982-2010 64
C1.11 Inflation des prix au détail des aliments au Canada par catégorie, 2009 et 2010 64
C1.12 Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes, de graisses et d'huiles par habitant, 1990-2010 65
C1.13 Consommation de bœuf, de porc, de volaille et de poisson par habitant, 1990-2010 65
C1.14 Pertes d'aliments au Canada selon la catégorie, 2009 66
C1.15 Importance de l'origine canadienne pour les consommateurs, 2011 67
C1.16 Importance de l'origine locale pour les consommateurs, 2011 67
C1.17 Proportion des ménages motivés par la santé plus que l'environnement à consommer des produits biologiques, certains pays de l'OCDE, 2010 68

C1.18 Pourcentage des consommateurs refusant de payer plus cher les aliments biologiques, certains pays de l'OCDE, 2010 68
C1.19 Importance de l'information figurant sur l'étiquette des aliments pour les consommateurs canadiens, américains et japonais, 2009 et 2010 69
C1.20 Importance de divers aspects concernant les aliments pour les consommateurs canadiens, américains et japonais, 2009 et 2010 70

C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) ***71***
C2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2010 72
C2.2 Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région, 2010 72
C2.3 Part de marché des quatre plus grands détaillants de certains pays, 2009 73
C2.4 Ratio moyen de la marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2010 73
C2.5 Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente, 1999 vs 2010 74
C2.6 Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires de produits alimentaires par rayon, 2010 74
C2.7 Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2010 75
C2.8 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2010 75
C2.9 Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants, 2010 76
C2.10 Part de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2010 77
C2.11 Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons, 1999-2009 77
C2.12 Marché des services alimentaires institutionnels, 2010 78

C3 : Transformation des aliments et des boissons ***79***
C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2007 80
C3.2 Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie, 2010 81
C3.3 Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2010 81
C3.4 Répartition des transformateurs d'aliments et de boissons par province, 2009 82
C3.5 Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par groupe, 2010 82
C3.6 Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés, 2008 83
C3.7 Ratios de concentration du secteur de la fabrication, 2008 84
C3.8 Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, 2008 84
C3.9 Expéditions d'aliments et de boissons, 1990-2009 85
C3.10 Valeur réelle des expéditions d'aliments et de boissons et indice des prix des produits industriels (IPPI), 1992-2010 85
C3.11 Taux de croissance annuels moyens des expéditions d'aliments et de boissons par sous-secteur, 2005-2009 et 2010 86
C3.12 Taux de croissance annuels moyens des expéditions d'aliments et de boissons par province, 2005-2009 et 2010 86
C3.13 Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur, 2010 87
C3.14 Destination des expéditions d'aliments et de boissons, 2010 87
C3.15 Destination des expéditions des produits de viande, 2010 88
C3.16 Destination des expéditions des produits de boulangerie et de tortillas, 2010 88
C3.17 Destination des expéditions du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 2010 89
C3.18 Destination des expéditions des produits de la mer, 2010 89
C3.19 Coûts des intrants variables dans la transformation des aliments, 2009 90
C3.20 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1991-2010 90
C3.21 Indice des prix des céréales, des oléagineux, des légumes et du sucre, 1981-2010 91
C3.22 Indice des prix des bovins, des porcs et des combustibles minéraux, 1981-2010 91
C3.23 Investissements en stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments, 1990-2010 92
C3.24 Stock de capital dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2010 92
C3.25 Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2010 93

C3.26 Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2010 93
C3.27 Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine, 2000-2010 94
C3.28 Stock d'IDE entrant dans la fabrication de boissons et de produits du tabac par pays d'origine, 2000-2010 94
C3.29 Stock d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments par pays de destination, 2000-2010 95

C4 : Agriculture primaire ***97***

C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2007 98
C4.2 Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2006 99
C4.3 Répartition des exploitations agricoles par province, 2006 99
C4.4 Principales productions par province et par territoire 100
C4.5 Recettes du marché par catégorie de produit, 2000 et 2010 101
C4.6 Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2010 101
C4.7 Part de la valeur des exportations dans les recettes du marché au Canada, aux États-Unis et en Union européenne, 1999-2009 102
C4.8 Part du volume des exportations dans la production au Canada, aux États-Unis et en Union européenne, 2007-2009 102
C4.9 Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, 1982-83 à 2010-11 103
C4.10 Cycle des prix des bovins, 1980-2010 103
C4.11 Recettes du marché par produit, 2005-2010 104
C4.12 Recettes du marché par région par rapport à la moyenne quinquennale, 2010 104
C4.13 Recettes agricoles, paiements directs et dépenses d'exploitation nettes, 1990-2010 105
C4.14 Revenu net réalisé et revenu net comptant (Corrigé en fonction de l'inflation), 1990-2010 105
C4.15 Valeur nette ajoutée à l'agriculture, 2001-2010 106
C4.16 Répartition de la valeur nette ajoutée en agriculture, 2010 106
C4.17 Nombre d'exploitations agricoles par catégorie de revenu, 1999-2009 107
C4.18 Répartition des revenus d'exploitation totaux par catégorie de revenu, 1994-2009 107
C4.19 Répartition des exploitations agricoles par catégorie d'entreprise, 1999 et 2009 108
C4.20 Revenu net du marché et paiements gouvernementaux par catégorie d'entreprise, 2009 108
C4.21 Répartition des exploitations agricoles selon le type d'exploitant, jeunes agriculteurs et exploitants âgés, 1997 et 2009 109
C4.22 Sources de revenu des familles agricoles, entreprises de jeunes agriculteurs et autres exploitations agricoles, 2009 109
C4.23 Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes, 2009 110
C4.24 Revenu d'exploitation net moyen par province, 2009 110
C4.25 Revenu d'exploitation net moyen par type d'exploitation agricole, 2009 111
C4.26 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2009 112
C4.27 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2004-2009 112
C4.28 Revenu moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole, 2008 113
C4.29 Sources de revenus non agricoles des familles agricoles (Exploitations agricoles non constituées en société), 2008 114
C4.30 Revenu de travail autonome non agricole net moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole, 2008 114
C4.31 Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles, 1995-2009 115
C4.32 Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles par province, 2007-2009 115
C4.33 Éléments d'actif, éléments de passif et valeur nette moyenne par type d'exploitation agricole, 2009 116
C4.34 Valeur moyenne des contingents des exploitations agricoles soumises à la gestion de l'offre, 1997-2009 116
C4.35 Ratio d'endettement de l'ensemble des exploitations agricoles, 1995-2009 117
C4.36 Ratio d'endettement par type d'exploitation agricole, 2009 117
C4.37 Taux de rendement des exploitations de céréales et d'oléagineux dont les revenus vont de 250 000 $ à 500 000 $, 2000-2009 118
C4.38 Taux de rendement des exploitations porcines constituées en société dont les revenus vont de 250 000 $ à 500 000 $, 2000-2009 118

C5 : Intrants de l'agriculture primaire ***119***

C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 120
C5.2 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2010 121
C5.3 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2000-2010 122
C5.4 Indice des prix des entrées dans l'agriculture, 2002-2010 122
C5.5 Prix canadiens et mondiaux des céréales fourragères, 1992-93 à 2010-11 123
C5.6 Prix canadiens des veaux d'engraissement et stock de vaches de boucherie, 1980-2010 123
C5.7 Prix des engrais par région et par année de fertilisation (de juillet à juin), 2001-02 à 2009-10 124
C5.8 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1991-2010 124
C5.9 Dépenses d'exploitation agricole en pesticides et en semences, 1981-2010 125
C5.10 Part des pesticides et des semences dans les dépenses d'exploitation agricole totales, 1981-2010 125
C5.11 Prix des carburants et dépenses des exploitations agricoles, 1993-2010 126
C5.12 Indice des prix des produits industriels de la machinerie agricole, d'autres machines industrielles et des véhicules automobiles, 1982-2010 126
C5.13 Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 2002-03 à 2009-10 127
C5.14 Répartition de l'emploi en agriculture primaire, 2010 128
C5.15 Part des salaires et traitements dans les coûts des intrants totaux de l'agriculture primaire, 1999-2007 128
C5.16 Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2009 129

C6 : Utilisation des ressources naturelles et impact environnemental ***131***

C6.1 Priorités environnementales en agriculture dans l'ensemble de la population, 2007, 2009 et 2011 132
C6.2 Priorités environnementales en agriculture pour les producteurs agricoles, 2007, 2009 et 2011 132
C6.3 Agriculteurs ayant suivi une formation liée à l'exploitation agricole, 2004 et 2007 133
C6.4 Agriculteurs ayant suivi une formation en gestion de l'environnement par province, 2004 et 2007 133
C6.5 Exploitants agricoles ayant adopté un plan environnemental de la ferme (PEF), par région, 2001 et 2006 134
C6.6 Exploitants agricoles ayant adopté une pratique de gestion bénéfique (PGB), avec ou sans PEF, 2006 134
C6.7 Exploitants agricoles ayant adopté des mesures de conservation du sol, par région, 2006 135
C6.8 Taux d'adoption des PGB par catégorie de revenu, 2006 136
C6.9 Taux d'adoption des PGB selon l'âge de producteurs agricoles, 2006 136
C6.10 Sources des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'agriculture, 1990-2008 137
C6.11 Émissions et intensité des émissions du secteur agricole, 1990-2008 137
C6.12 Émissions et absorptions associées à des changements dans la gestion des terres cultivées, 1990 et 2009 138
C6.13 Variation en pourcentage des émissions de GES par unité de production, 1981-2006 138
C6.14 Intensité des émissions de GES dans l'industrie de la transformation des aliments, par région et branche d'activité, 2002 139

SECTION D – L'ÉTAT ET LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

D1 : Dépenses publiques ***143***

D1.1 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-86 à 2010-11 144
D1.2 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-86 à 2010-11 144
D1.3 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2010-11 145
D1.4 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, 2010-11 146
D1.5 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB par province, 2010-11 146
D1.6 Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2010-11 147
D1.7 Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2010-11 147
D1.8 Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2010-11 148

D1.9 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions, 1991-92 à 2010-11 148
D1.10 Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des entreprises de transformation, Ontario et Québec, 1960-2010 149
D1.11 Croissance du stock d'infrastructures publiques de génie civil en Ontario et au Québec, selon l'ordre de gouvernement, 2001-2010 149

D2 : Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger 151

D2.1 ESP, certains pays, 1986-2010 152
D2.2 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-2010 152
D2.3 Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2010 153
D2.4 Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-2010 153

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2012 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien.

Ce document de référence polyvalent :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- présente un aperçu des changements structurels qui s'opèrent dans l'ensemble du système en réaction à divers facteurs;
- contient des données et des renseignements généraux destinés à éclairer les débats publics sur les défis et les possibilités qui se présentent dans le système agricole et agroalimentaire canadien.

Des graphiques et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et décrivent les indicateurs de base du rendement.

Ce rapport de 2012 débute par une section spéciale qui décrit les tendances de l'emploi dans le système.

Le document examine en outre les caractéristiques de la main-d'œuvre agricole, comme la répartition par âge et le niveau de scolarité.

Le document passe ensuite en revue chaque composante du système, en débutant en aval de la chaîne alimentaire, avec les consommateurs et les distributeurs d'aliments, pour se diriger en amont, avec les transformateurs d'aliments et de boissons, jusqu'aux producteurs d'agriculture primaire et aux fournisseurs d'intrants. Il contient aussi une section sur l'impact environnemental de l'agriculture au Canada, qui porte entre autres choses sur la façon dont les producteurs agricoles canadiens veillent à protéger l'environnement. Il conclut par un examen des dépenses publiques à l'appui de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et compare diverses mesures de soutien gouvernementales à l'étranger.

Dans l'économie canadienne, le système agricole et agroalimentaire est considéré comme une composante très complexe, moderne, intégrée, concurrentielle à l'échelle internationale et qui revêt de plus en plus d'importance. Résilient, ce système relève d'importants défis et saisit les occasions en se restructurant et en s'adaptant à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration à l'échelle nord-américaine et, enfin, à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

IMPORTANCE DU SYSTÈME POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire englobe diverses branches d'activité, notamment la fourniture d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments et des boissons, la distribution d'aliments, la vente au détail et en gros ainsi que les services alimentaires.
- Il continue à jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces, contribuant dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. En 2010, il a créé directement un emploi sur huit, et ainsi employé 2 millions de personnes et représenté 8,1 % du PIB total.
- Bien que l'agriculture primaire contribue peu à l'économie globale (1,7 % du PIB), elle est au cœur même du système agricole et agroalimentaire et a augmenté en moyenne par 1,5 % par année depuis 1997.

CONTEXTE MONDIAL

- Le secteur agricole et agroalimentaire compte de plus en plus sur les exportations depuis les 15 dernières années.
- La valeur canadienne du commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires a augmenté dans la foulée de la libéralisation du commerce et de l'essor économique mondial.
- La structure des échanges a aussi changé en raison de l'accroissement des exportations de biens à valeur ajoutée destinées à répondre aux nouvelles demandes mondiales.
- De plus, la nouvelle concurrence que posent les économies émergentes, comme la Chine et le Brésil, a augmenté les défis et les opportunités présentent sur les marchés mondiaux.
- Les débouchés extérieurs sont un facteur déterminant de la croissance de la plupart des industries agricoles et agroalimentaires canadiennes. En 2010, le Canada figurait au cinquième rang mondial des pays exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires et au sixième rang des pays importateurs [si l'UE est considérée comme un bloc]. Ses exportations et importations étaient évaluées à 35,5 milliards de dollars et à 28 milliards de dollars, respectivement.
- La compétitivité du secteur dépend de sa capacité à demeurer rentable et viable à long terme par rapport à ses concurrents. La croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieur et extérieur révèle que le Canada est demeuré relativement concurrentiel sur les marchés agricoles et agroalimentaires en 2010.

COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

- L'évolution des exigences des consommateurs et de la société entraîne des changements dans l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs réclament de plus en plus des aliments variés, pratiques, respectueux de l'environnement et sains, des aliments qui correspondent à leurs valeurs, comme les produits biologiques et halal, ainsi que des garanties de qualité et de salubrité.
- Au Canada, le coût de l'alimentation figure parmi les plus bas dans le monde et, ces dernières années, les ménages canadiens ont consacré près de 10 % de leur budget aux achats d'aliments dans les magasins.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons transforme les produits primaires; elle vient au premier rang des industries manufacturières au Canada en 2010. Elle est importante pour l'industrie agricole, étant donné que 38 % de la production agricole lui sert de matières premières.

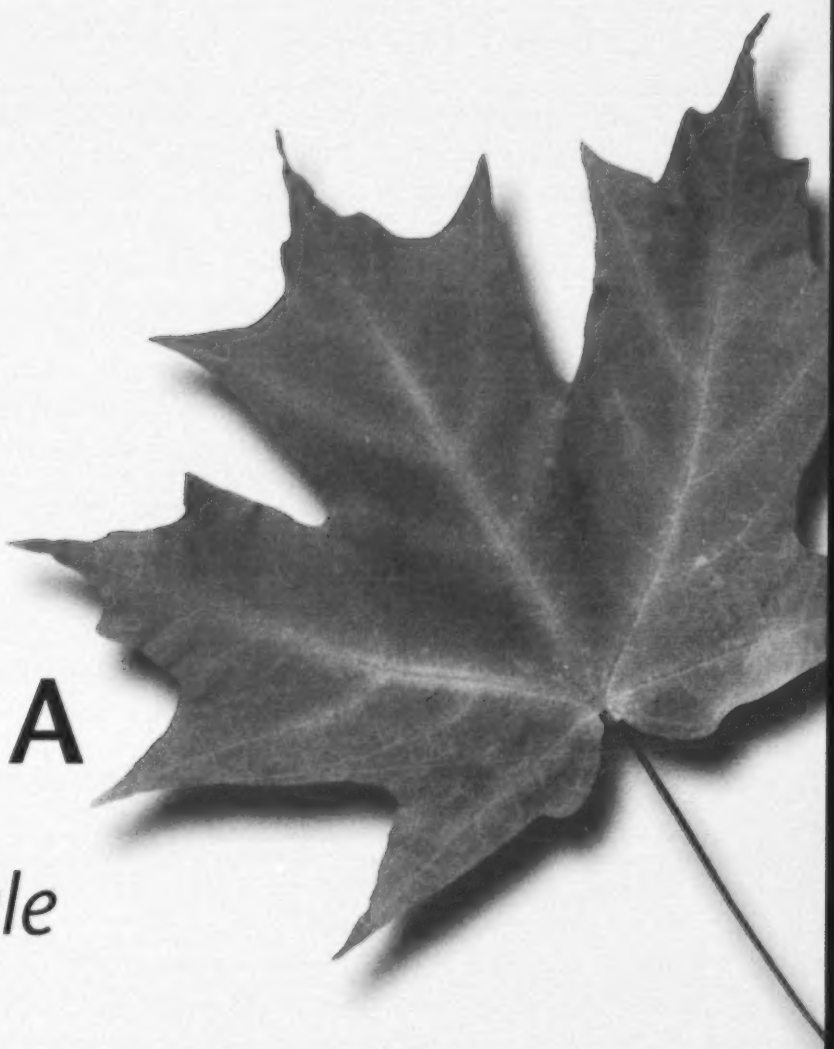
- En 2010, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a progressé et ainsi contribué à la hausse du PIB, mais la volatilité et la hausse des taux de change ainsi que l'augmentation des coûts des intrants l'obligent à modifier ses stratégies commerciales pour rester concurrentielle.
- De plus en plus d'exploitations agricoles diversifient leur production, se spécialisent dans certains produits comme les produits biologiques, adoptent des méthodes respectueuses de l'environnement ou produisent des biens et services non traditionnels comme l'agrotourisme.
- Les fournisseurs d'intrants et de services assurent d'importantes fonctions dans le système agricole et agroalimentaire. En 2010, les producteurs ont engagé des dépenses d'exploitation de plus de 34,5 milliards de dollars, dont la plus grande partie a été consacrée à l'achat d'aliments commerciaux pour animaux. Les diminutions récentes du coût des carburants, des engrais et des pesticides ont atténué quelque peu les pressions subies par les agriculteurs en 2010.

Dépenses publiques en faveur du secteur

- L'aide gouvernementale totale (fédérale et provinciale) accordée au secteur agricole et agroalimentaire a légèrement augmenté par rapport à 2009-2010 pour totaliser 7,9 milliards de dollars en 2010-2011, soit 33 % du PIB total du secteur.
- En 2010-2011, les paiements de programme ont continué à représenter la part la plus importante de l'aide fédérale et provinciale allouée au secteur (41 %), devant les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection (25 %).
- L'aide gouvernementale varie selon la province. Ce sont toutefois les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba qui ont bénéficié le plus de l'aide en proportion du PIB agricole et agroalimentaire provincial.
- Les dépenses publiques en recherche et développement (RD) dans le secteur agricole et agroalimentaire contribuent beaucoup à l'innovation et à la compétitivité du secteur. Ces dépenses augmentaient pendant les trois dernières années et maintenant sont 33 % plus élevées qu'en 1990-91.
- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leur politique agricole, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des changements dans les types de l'aide offerte.
- Mesurée selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), l'aide accordée par le Canada pour tous les produits s'élevait à 18 % en 2010, comparativement à 7 % et à 20 % aux États-Unis et en Union européenne, respectivement. En 2010, l'ESP a diminué dans les principaux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui s'explique surtout par la hausse des recettes agricoles brutes et la réduction du soutien des prix du marché (SPM) qui ont suivi la montée des prix mondiaux des produits de base.

Tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire du Canada

- Cette année, la section spéciale met l'accent sur les tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire du Canada.
- L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a augmenté de 14 % entre 1997 et 2010.
- Le système agricole et agroalimentaire est un employeur important dans la plupart des économies provinciales contribuant ainsi aux emplois et à la croissance économique.
- En 2010, l'emploi dans les services alimentaires et dans les industries de la vente d'aliments au détail et en gros a augmenté de plus de 30 % par rapport à 1987, tandis que l'emploi dans la transformation des aliments est demeuré généralement stable avec une légère augmentation depuis 2000.
- La part de l'agriculture primaire, par rapport au total de l'emploi national, est comparable aux pays du G7 avec une moyenne de 2,3 %, mais est plus élevée qu'aux États-Unis et qu'au Royaume-Uni.



SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

Tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire canadien

INTRODUCTION :

La part de l'agriculture primaire et la transformation des aliments dans l'emploi du système agricole et agroalimentaire ont régressé, tandis qu'elle a fortement augmenté dans le commerce de détail des aliments et les services alimentaires. La présente section porte sur les tendances et les caractéristiques de l'emploi ainsi que sur certains des défis qui y sont liés.

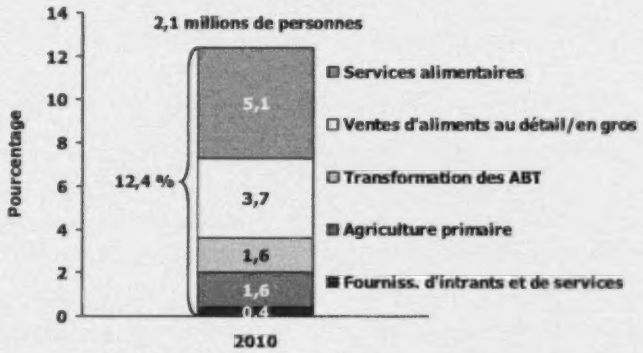
Le système agricole et agroalimentaire contribue pour environ 12 % à l'emploi au Canada

- **Le système agricole et agroalimentaire emploie plus de 2 millions de personnes et est ainsi à l'origine d'environ un emploi sur huit au Canada.**

  L'agriculture primaire et la transformation des aliments contribuent pour environ 3,2 % à l'emploi total au Canada.

  Ce sont les services alimentaires qui contribuent le plus à l'emploi (5,1 %) dans le système, suivis des industries de la vente d'aliments au détail et en gros (3,7 %). En 2010, la part du commerce de détail des aliments dans l'emploi à l'échelle du système était plus élevée que les parts combinées de l'industrie de la transformation des aliments et de l'agriculture primaire.

Graphique A1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
2010



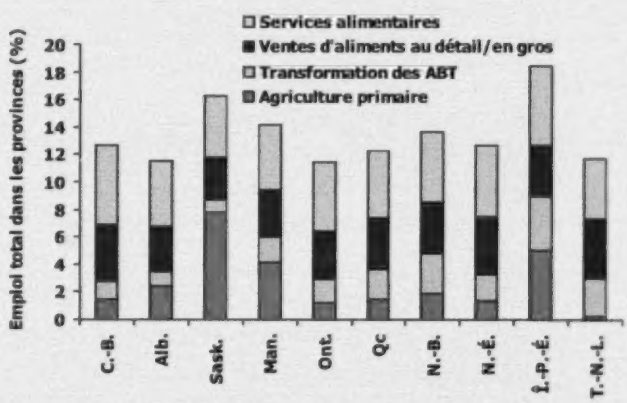
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, et calculs d'AAC.

- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans la plupart des économies provinciales.**

  L'emploi dans les services alimentaires est important dans toutes les provinces.

  À l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire représente respectivement 18 % et 17 % de l'emploi total de la province. L'agriculture primaire contribue aussi grandement à l'emploi dans ces deux provinces (respectivement 4 % et 7 % de l'emploi total), surtout en comparaison des autres provinces.

Graphique A1.2
Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces
2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, et calculs d'AAC.

Note : À la demande de nombreuses branches de l'industrie, les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services agricoles ont été exclus pour des raisons de confidentialité.
Les données de 2010 sont préliminaires.

NOTE(S) :

La plupart des données de la présente section sont tirées de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada. La **population active** comprend les membres de la population civile hors institution âgés de 15 ans et plus qui avaient un emploi (personnes occupées) ou étaient en chômage pendant la semaine de référence. Les personnes **occupées** sont celles qui, au cours de la semaine de référence, ont fait un travail quelconque ou avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail.

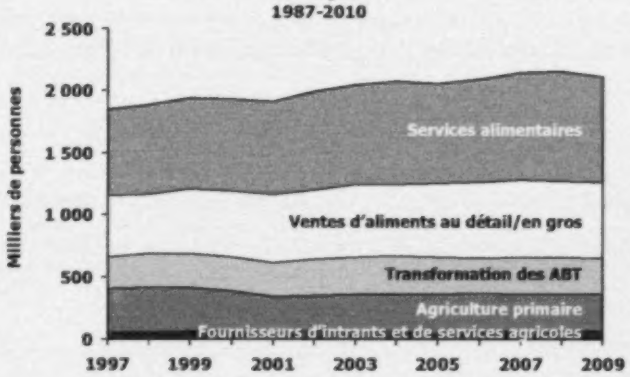
Les services alimentaires et les industries de la vente d'aliments au détail et en gros contribuent de plus en plus à l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire

- **L'emploi dans les services alimentaires et les industries de la vente d'aliments au détail et en gros a crû plus rapidement que dans les autres composantes du système. En 2010, chacune de ces industries a employé plus de 30 % de personnes de plus qu'en 1987.**

  Au cours de cette période, l'emploi dans l'agriculture primaire a reculé de plus de 1 % par année.

  L'emploi dans l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et des produits du tabac (ABT) a fluctué, mais est demeuré généralement stable; il progresse légèrement depuis 2000.

Graphique A1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
1987-2010



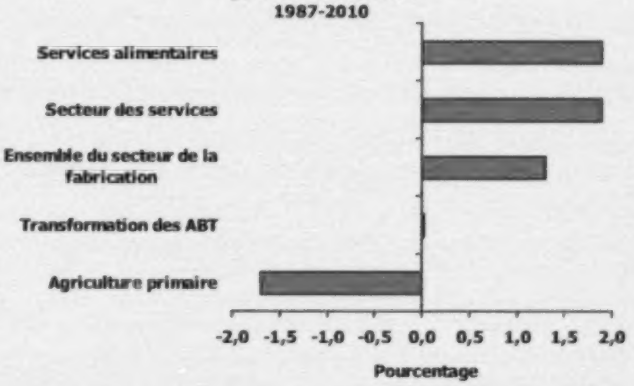
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, et calculs d'AAC.

- **La part du secteur des services dans l'emploi prend de plus en plus d'importance dans l'ensemble de l'économie au fil des ans.**

  Depuis 1987, l'emploi dans le secteur des services a crû au rythme moyen de 1,9 % par année, ce qui s'apparente à la situation de l'emploi dans les services alimentaires.

  En revanche, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi dans l'ensemble du secteur de la transformation s'est fixé à 1,3 %. L'emploi dans l'industrie de la transformation des ABT n'a pratiquement pas progressé au cours de cette période. Quant à l'emploi dans l'agriculture primaire, il a reculé en moyenne de 1,7 % par année, ce qui témoigne des gains de productivité considérables dans l'industrie et des nombreux regroupements d'entreprises agricoles, qui ont eu lieu au cours de cette période.

Graphique A1.4
Taux de croissance annuel moyen de l'emploi par branche d'activité
1987-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

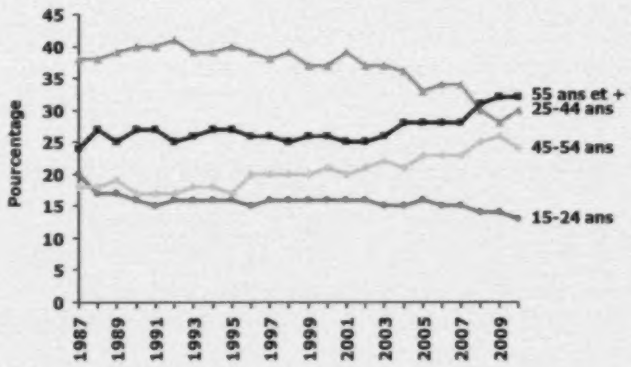
L'évolution de la structure selon l'âge de la population active dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments devrait se répercuter sur l'offre de main-d'œuvre dans le secteur au cours des prochaines décennies

- **Actuellement, dans le secteur agricole, ce sont les travailleurs de 55 ans et plus qui sont proportionnellement les plus nombreux.**

  Par le passé, la plupart des travailleurs agricoles étaient âgés de 25 à 44 ans, mais depuis 2008, ce sont les personnes de 55 ans et plus qui constituent le groupe de travailleurs agricoles le plus important.

  La proportion de travailleurs agricoles de 15 à 24 ans a diminué constamment au cours des dix dernières années, tandis que celle des travailleurs agricoles de 45 à 54 ans et de 55 ans et plus a augmenté de façon constante. Il en va de même pour l'ensemble de la population active, où la proportion des travailleurs âgés (45 ans et plus) a grimpé en moyenne de 3,7 % par année depuis 1987.

Graphique A1.5
Proportion des travailleurs agricoles selon le groupe d'âge
1987-2010



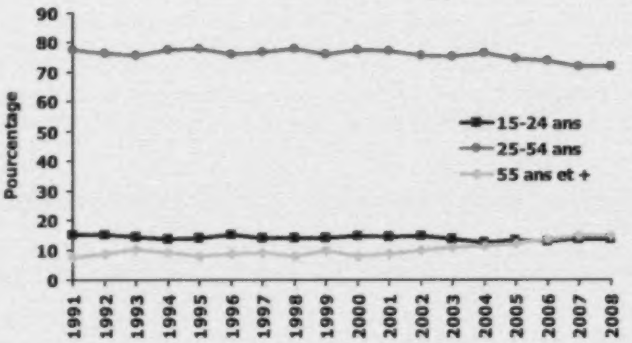
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, et calculs d'AAC.

- **La plupart des travailleurs de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons ont de 25 à 54 ans.**

  Toutefois, leur pourcentage n'a cessé de baisser au cours des 20 dernières années.

  Le nombre de travailleurs de 55 ans et plus a crû en moyenne de 5 % par année. Actuellement, ces travailleurs sont proportionnellement plus nombreux que ceux du groupe des 24 ans et moins.

Graphique A1.6
Proportion des travailleurs de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons selon le groupe d'âge
1991-2008



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Totalisation spéciale.

Au cours des 50 dernières années, l'emploi n'a cessé de reculer dans l'agriculture primaire tant au Canada que dans le reste du monde

- **La part de l'agriculture primaire dans l'emploi national a diminué dans la plupart des pays développés en raison de la prépondérance accrue des emplois axés sur le savoir et liés aux services.**

  La baisse de la part de l'agriculture primaire dans l'emploi national a été la plus rapide au cours des années 1950 dans tous les pays de l'OCDE. Dans les années 1960, cette part a chuté de moitié dans la plupart des pays. Elle a continué de baisser, quoiqu'à un rythme moindre, au cours des 50 dernières années.

  Au Canada, la part de l'agriculture primaire dans l'emploi national a suivi une tendance similaire à celle de certaines autres économies du G7. Elle a chuté rapidement de 13 % dans les années 1960 à 7,5 % dans les années 1970. Elle a glissé depuis à 2,3 % (2008). Au Royaume-Uni et aux États-Unis, elle se chiffre actuellement à un peu plus de 1 %.

Graphique A1.7
Part de l'agriculture dans l'emploi total dans certains pays de l'OCDE
1960-2008

	1960	1970	1980	1990	2000	2008
	Pourcentage					
Australie	10,9	7,5	6,5	5,5	4,8	3,3
Canada	13,0	7,5	5,1	4,4	2,8	2,3
France	21,6	12,9	8,3	4,9	3,3	2,6
Allemagne	13,1	8,1	5,2	4,1	2,6	2,3
Japon	29,0	15,9	10,0	6,7	4,9	4,2
R.-U.	4,6	3,2	2,7	2,2	1,4	1,1
É.-U.	8,1	4,4	3,5	2,9	2,5	1,5
G7	16,5	9,5	6,2	4,4	3,1	2,3

Source : OCDE, *Statistiques de la population active* (base de données). Tableau sommaire.

- **La tendance en faveur d'une économie axée sur les services au Canada suit celle observée aux États-Unis et en Australie.**

  La part du secteur des services dans l'emploi national avoisine en moyenne 80 % au Canada et aux États-Unis, et 77 % en Australie.

  Entre 1970 et 2010, la part du secteur des services dans l'emploi national a crû dans les trois pays.

Graphique A1.8
Part du secteur des services dans l'emploi total en Australie, au Canada et aux États-Unis
1970-2010

	AUSTRALIE	CANADA	É.-U.
	Part de l'emploi total (%)		
1970	57,1	63,3	61,7
1980	64,3	68,8	66,2
1990	70,8	71,8	74,0
2000	75,1	76,0	78,2
2010	77,5	79,1	80,8

Source : OCDE, *Statistiques de la population active* (base de données). Tableaux résumés.

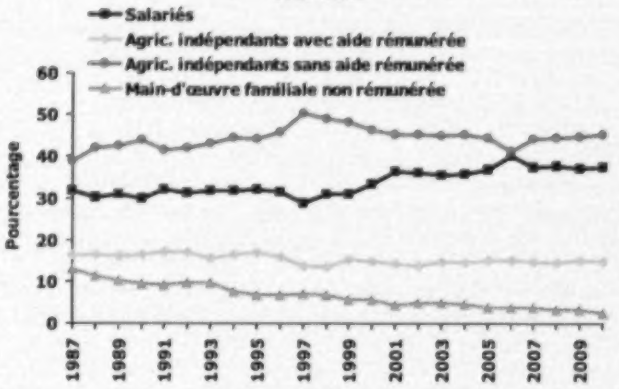
Parmi les autres changements structurels à long terme qui se sont répercutés sur l'emploi figurent la baisse de la main-d'œuvre familiale non rémunérée et la hausse de l'emploi hors ferme

- **La main-d'œuvre familiale non rémunérée représente une part beaucoup moins importante des travailleurs agricoles que par le passé, tandis que la main-d'œuvre salariée est proportionnellement plus nombreuse.**

  Depuis la fin des années 1980, le pourcentage de salariés dans le secteur agricole a grimpé à presque 40 %, tandis que c'est celui de la main-d'œuvre familiale non rémunérée qui a le plus baissé.

  L'emploi agricole demeure surtout caractérisé par les agriculteurs indépendants sans aide rémunérée, qui représentent près de la moitié des travailleurs agricoles. Cependant, l'emploi dans ce groupe a également régressé au cours des 15 dernières années.

Graphique A1.9
Répartition de l'emploi agricole total selon la catégorie de travailleurs
1987-2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, et calculs d'AAC.

- **Le revenu d'emploi non agricole a permis aux agriculteurs d'augmenter leurs revenus totaux.**

  Depuis 1995, le revenu non agricole est passé de 22 254 $ par exploitation agricole à plus de 41 000 $ par exploitation agricole en 2009.

  Les revenus de placement ont également contribué à cette hausse.

Graphique A1.10
Croissance du revenu non agricole moyen des exploitations agricoles
1995-2009

Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales et calculs d'AAC.

Note : La moyenne comprend les exploitations agricoles constituées en société et celles qui ne le sont pas. Le revenu non agricole total comprend les gains en capital imposables.

NOTE(S) :

Dans l'Enquête sur la population active (EPA), l'« emploi principal » du répondant est celui auquel ce dernier a consacré le plus de temps durant la semaine de référence. Par exemple, si une personne dit travailler dans l'industrie agricole, c'est que son emploi principal est dans une exploitation agricole. Un travailleur agricole dont le travail à la ferme constitue le second emploi relève d'une autre industrie. Cette caractéristique de l'EPA peut présenter des difficultés au moment d'interpréter les données dans les industries où il est courant d'avoir plus d'un emploi, car les données sur le second emploi et les heures qui y sont consacrées ne sont pas recueillies.

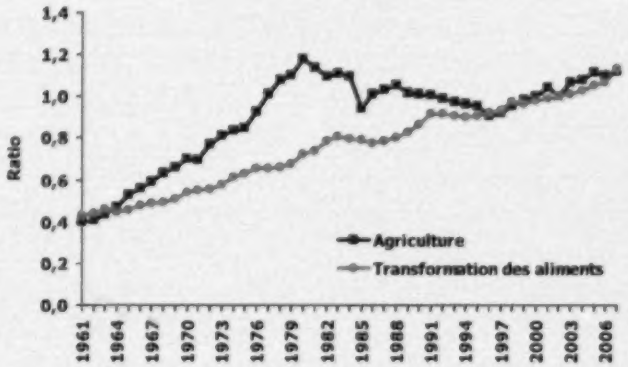
À mesure que le secteur agricole et agroalimentaire devient de plus en plus intensive en capital, la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée augmentera

- **Le ratio capital-main-d'œuvre, un indicateur de l'intensité de capital tant dans l'agriculture que dans la transformation des aliments, s'est accru au fil du temps.**

  L'intensité de capital dans l'industrie agricole a augmenté continuellement et culminé en 1980, signe d'un fort taux d'accumulation du capital dans les années 1970, mais aussi de la chute de l'emploi. Depuis 2000, le ratio capital-main-d'œuvre a grimpé surtout en raison de l'érosion continue de la main-d'œuvre.

  Par ailleurs, l'intensité de capital dans l'industrie de la transformation des aliments n'a cessé de monter depuis les années 1960, ce qui témoigne de l'accumulation continue du capital par rapport à la quantité de main-d'œuvre employée dans l'industrie.

Graphique A1.11
Ratio capital-main-d'œuvre dans les industries de l'agriculture et de la transformation des aliments 1961-2007



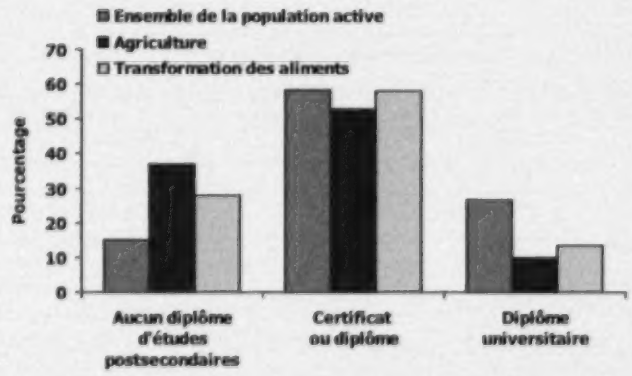
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **En comparaison de la population générale, les travailleurs des industries de l'agriculture et de la transformation des aliments ont souvent des niveaux de scolarité plus bas.**

  La proportion des travailleurs qui ne possèdent pas de diplôme d'études postsecondaires est plus élevée dans les industries de l'agriculture (37 %) et de la transformation des aliments (28 %) que dans la population active en général. Environ 15 % de la population active n'est pas titulaire d'un diplôme d'études postsecondaires.

  La proportion des travailleurs agricoles et de l'industrie de la transformation des aliments titulaires d'un certificat ou d'un diplôme est comparable à celle de l'ensemble de la population active, mais elle est inférieure dans le cas des titulaires d'un diplôme universitaire.

Graphique A1.12
Niveau de scolarité des travailleurs des industries de l'agriculture et de la transformation des aliments par rapport à celui de l'ensemble de la population active 2006



Source : Statistique Canada, *Recensement de la population*, et calculs d'AAC.

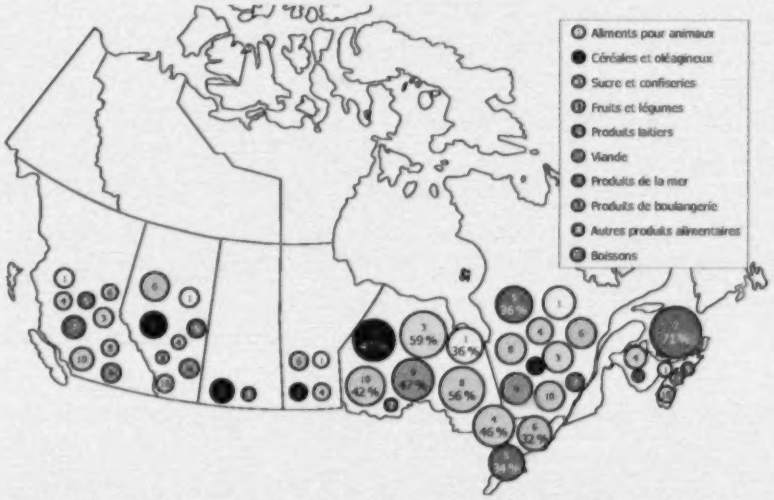
L'emploi dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons varie d'un bout à l'autre du pays, car cette industrie n'est pas répartie uniformément dans les provinces

- **En 2010, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons comptait 273 000 travailleurs. Les usines de transformation des aliments et des boissons sont principalement situées en Ontario et au Québec. Ensemble, ces deux provinces représentent plus de 60 % de la valeur des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments.**

  On compte parmi les autres industries et régions importantes la transformation des produits de la mer dans l'est du Canada, la mouture de céréales et d'oléagineux en Saskatchewan et au Manitoba, la transformation de la viande en Alberta, au Manitoba, en Ontario et au Québec, ainsi que la transformation du lait au Québec et en Ontario.

  Sur le plan de l'emploi, c'est au centre du Canada qu'on trouve la plus forte proportion d'emplois liés à la transformation des aliments et des boissons (66 % du total).

Graphique A1.13
Contribution des provinces aux expéditions canadiennes d'aliments et de boissons transformés, par industrie
2009



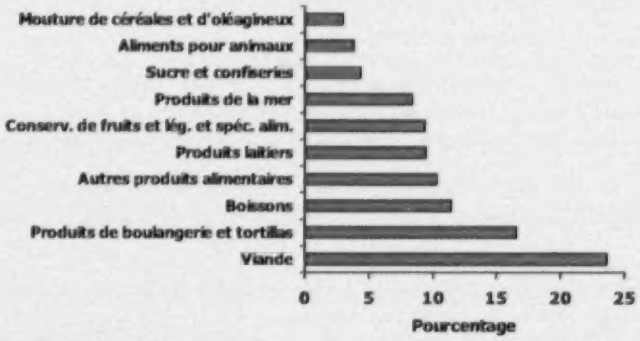
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (2009), et calculs d'AAC.

Note : L'industrie n'est pas forcément représentée à 100 % à l'échelle du Canada. Les contributions de moins de 4 % ne sont pas présentées. Les provinces du Canada atlantique ont été regroupées.

- **L'emploi dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons est réparti dans diverses branches.**

  L'industrie de la transformation de la viande est à l'origine de près de 25 % des emplois de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, suivie de celle des produits de boulangerie et de la fabrication de tortillas (16 %).

Graphique A1.14
Emploi dans l'industrie de la fabrication d'aliments et de boissons, par industrie
2010



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, et calculs d'AAC.

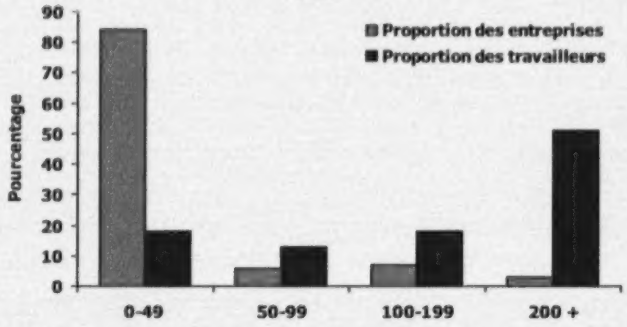
Les entreprises de transformation des aliments varient selon la taille de l'entreprise et les groupes professionnels

- **La plupart des emplois de l'industrie de la transformation des aliments se trouvent dans les grandes entreprises.**

  Bien que seulement 3 % des entreprises de transformation des aliments comptent 200 employés ou plus, ces grandes entreprises occupent la moitié de la main-d'œuvre de l'industrie canadienne de la transformation des aliments.

  La plupart des entreprises canadiennes de transformation des aliments sont petites (moins de 50 employés), mais moins de 20 % de la main-d'œuvre de l'industrie de la transformation des aliments y travaille.

Graphique A1.15
Répartition des entreprises et des travailleurs dans l'industrie de la transformation des aliments selon la taille de l'entreprise
2008



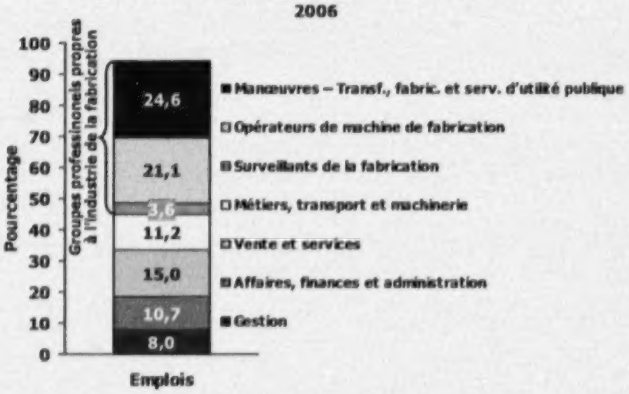
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*. Totalisation spéciale.

- **De très nombreux groupes professionnels forment la main-d'œuvre de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.**

  Les gestionnaires représentaient moins de 10 % de la main-d'œuvre de l'industrie en 2006, alors que la proportion de vendeurs s'élevait à 15 %. Les travailleurs de la branche des affaires et de celle des métiers représentaient de part et d'autre quelque 10 % de la main-d'œuvre de l'industrie.

  Selon le dernier recensement, environ la moitié des travailleurs de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons occupent des emplois « propres à l'industrie de la transformation ». Environ 25 % d'entre eux étaient des manœuvres à la production et 21 %, des machinistes. Dans les emplois propres à la transformation, les surveillants à la transformation représentaient 3,6 % de la main-d'œuvre de l'industrie.

Graphique A1.16
Représentation de certains groupes professionnels dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons
2006



Source : Statistique Canada, *Recensement de la population*, et calculs d'AAC.

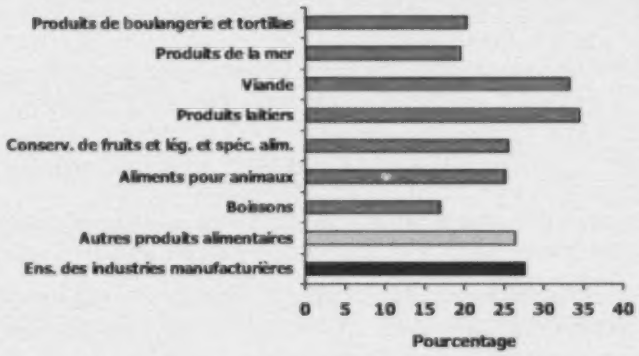
Dans l'industrie de la transformation des aliments, les entreprises sont nombreuses à trouver que le manque de main-d'œuvre qualifiée les empêche d'adopter une technologie de pointe ou d'innover

- **En 2009, plus de 25 % des entreprises de la transformation des aliments ont affirmé qu'ils tardaient à innover en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée, et 27 % des entreprises de l'ensemble du secteur manufacturier étaient du même avis.**

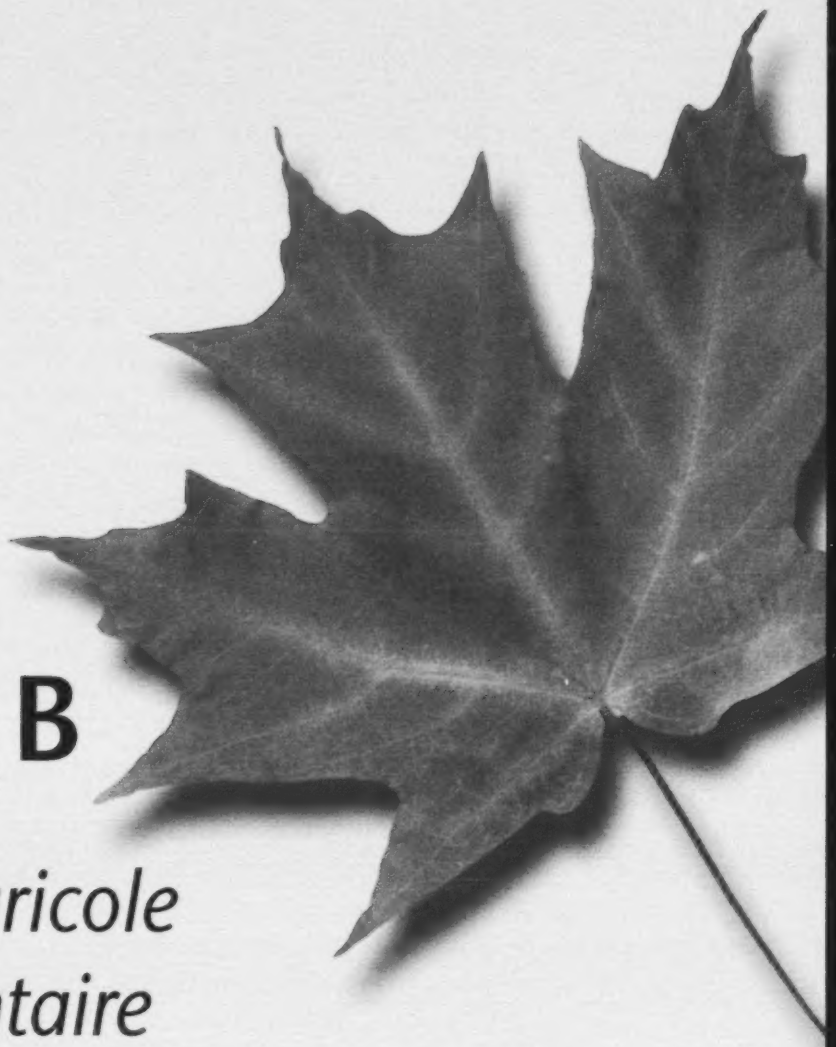
Les entreprises de mise en conserve de fruits et de légumes et les fabricants d'aliments pour animaux ont affirmé que le manque de main-d'œuvre qualifiée constituait un obstacle, dans une proportion semblable à celle des entreprises de l'ensemble de l'industrie de la transformation des aliments.

Cependant, 33 % des entreprises de transformation du lait et 34 % des entreprises de transformation de la viande se sont déclarés de cet avis. Elles étaient plus nombreuses que les autres entreprises de transformation des aliments et de l'ensemble du secteur de la transformation.

Graphique A1.17
Pourcentage d'entreprises qui se heurtent à des obstacles à l'innovation à cause du manque de main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie de la transformation des aliments
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.*



SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

Section B1

PIB et emploi

Introduction :

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui joue un rôle important dans l'économie. Il contribue directement et indirectement, de manière significative, au PIB et à l'emploi au Canada, et son importance varie selon la province.

En 2010, le PIB et l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire ont poursuivi leur croissance, alors que l'ensemble de l'économie se rétablissait de la récession de 2009. L'emploi s'est accru dans toutes les branches d'activité du système, particulièrement dans l'industrie des services alimentaires où il s'était détérioré pendant la récession.

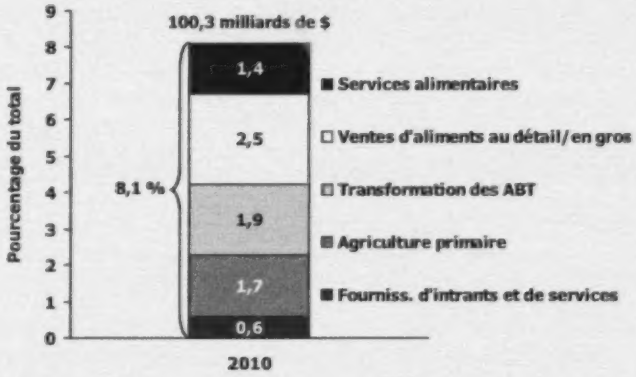
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8,1 % du PIB canadien, soit 100,3 milliards de dollars. Dans son ensemble, le système figure au troisième rang sur le plan de la contribution au PIB national, après le secteur des finances et toutes les autres industries du secteur manufacturier.**

  L'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire (2,5 % ou 31 milliards de dollars), suivie de la transformation des ABT (1,9 % ou 24 milliards de dollars).

  L'agriculture primaire a contribué au PIB pour environ 20,8 milliards de dollars (1,7 %), et les fournisseurs d'intrants, pour 7 milliards de dollars (0,6 %). Enfin, les services alimentaires sont intervenus à raison de 1,4 % dans le PIB (17,4 milliards de dollars).

Graphique B1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
2010



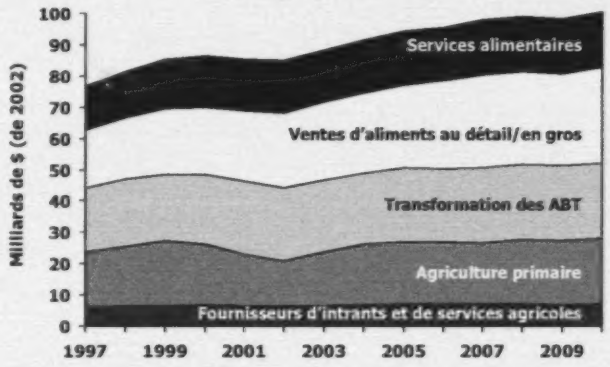
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

- **Depuis 1997, le système agricole et agroalimentaire affiche globalement un taux de croissance annuel moyen de 2,4 %, soit un taux inférieur à celui de l'ensemble de l'économie, qui est de 3 %.**

  La vente d'aliments au détail et en gros est la composante qui a connu la croissance la plus rapide (taux annuel moyen de 4,9 %), malgré le fait qu'elle a ralenti pendant la récession. La part de l'agriculture primaire et de la transformation des ABT dans le PIB a crû respectivement au taux annuel moyen de 1,5 % et de 1,3 %.

  En 2010, le PIB du système s'est accru à la suite du rétablissement de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros, et de celle des services alimentaires après la récession de 2009.

Graphique B1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB
1997-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

NOTE(S) :

Consulter le glossaire pour les définitions du système et du secteur agricoles et agroalimentaires.

Le système agricole et agroalimentaire apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

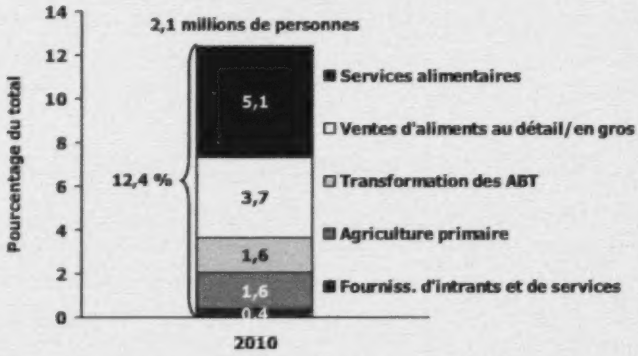
- **Le système agricole et agroalimentaire canadien était à l'origine d'un emploi sur huit en 2010. Il employait donc plus de 2 millions de personnes, ce qui représentait 12 % de l'emploi total.**

  L'agriculture primaire et la transformation des aliments sont de part et d'autre à l'origine de 1,6 % de l'emploi au Canada : elles ont respectivement employé 277 500 et 273 200 personnes.

  Les services alimentaires ont le plus fortement contribué à l'emploi (5,1 %), suivis de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros (près de 4 %), où travaillaient respectivement 867 400 et 628 500 personnes.

  En 2010, la part des détaillants en alimentation dans l'emploi était plus du double de celle de l'industrie de la transformation des aliments et de l'agriculture primaire combinées.

Graphique B1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
2010



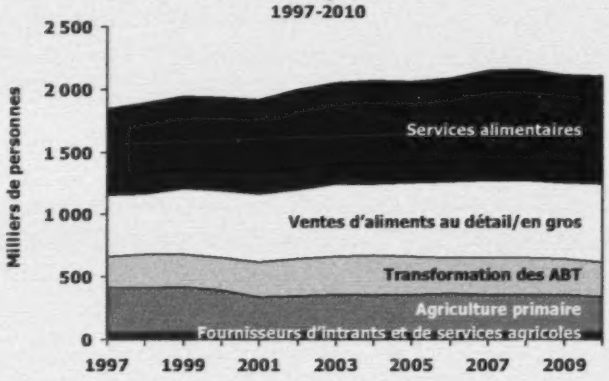
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a crû de 14 % depuis 1997, à un rythme annuel d'environ 1 %. Dans l'ensemble du Canada, l'emploi a progressé de 24 % entre 1997 et 2010.**

  Au diapason de la tendance affichée dans le reste de l'économie, les services alimentaires et l'industrie de la vente au détail occupaient tous deux plus de 25 % de personnes de plus qu'en 1997.

  Par ailleurs, au cours de la même période, l'emploi dans l'agriculture primaire a reculé de plus de 1 % par année. Quant à l'industrie de la transformation des aliments, l'emploi s'y est accru, mais pas autant que dans le secteur des services.

Graphique B1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi
1997-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

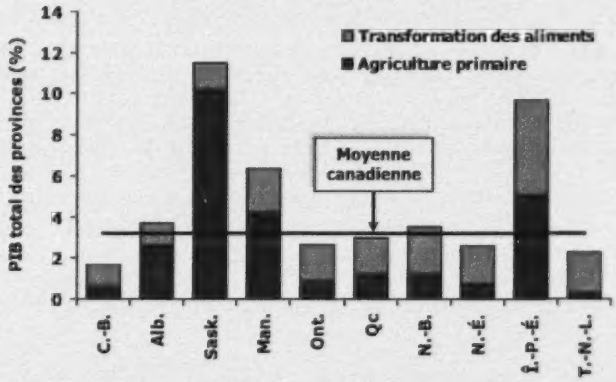
Le secteur agricole et agroalimentaire est une importante source d'activité économique dans la plupart des provinces

- **En 2010, la contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB provincial total a été la plus importante en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard, y représentant respectivement 11,5 % et 9,7 % du PIB provincial.**

  La contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie selon les provinces. À l'est du Manitoba (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard), c'est la transformation des aliments qui contribue pour la plus grande part au PIB provincial.

  Dans les Prairies, l'agriculture primaire domine dans le secteur agricole et agroalimentaire.

Graphique B1.5
Contribution de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au PIB provincial
2010

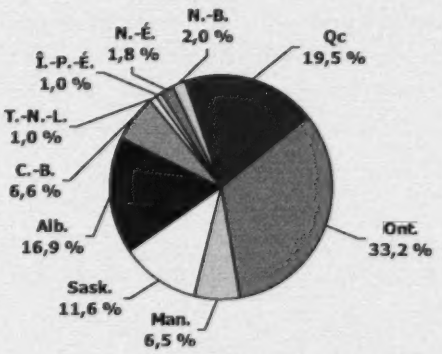


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : À l'exclusion de la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2010 sont préliminaires.

- **La contribution de chaque province au PIB national total de l'agriculture et de la transformation des aliments varie d'une province à l'autre.**

  En 2010, l'Ontario, le Québec et l'Alberta ont contribué pour près de 70 % au PIB national total de l'agriculture et de la transformation des aliments.

Graphique B1.6
Contribution provinciale au PIB total de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au Canada
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : À l'exclusion de la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2010 sont préliminaires.

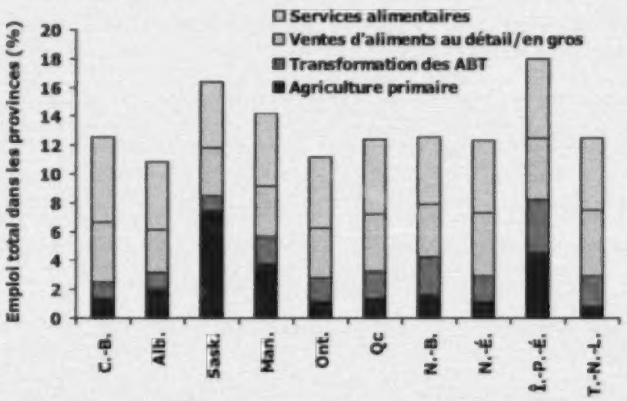
Le système agricole et agroalimentaire est également un employeur important dans la plupart des économies provinciales

- **En 2010, le système agricole et agroalimentaire était le plus gros employeur à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan (respectivement 18 % et 16 %).**

  Dans la plupart des provinces, les services alimentaires représentent la plus importante source d'emploi dans le système agricole et agroalimentaire, suivie de la vente d'aliments au détail et en gros.

  En Saskatchewan, toutefois, c'est l'agriculture primaire qui a constitué la plus grande source d'emploi. À l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire était le deuxième employeur en importance, après les services alimentaires.

Graphique B1.7
Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

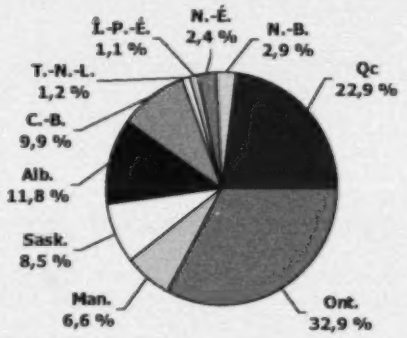
Note : À la demande de nombreuses branches de l'industrie, les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services agricoles ont été exclus pour des raisons de confidentialité.
Les données de 2010 sont préliminaires.

- **C'est en Ontario et au Québec que le système agricole et agroalimentaire contribue le plus à l'emploi.**

  En 2010, l'Ontario et le Québec ont contribué pour 55 % à l'emploi dans l'agriculture et la transformation des aliments, suivis de l'Alberta (près de 12 %).

  Bien que l'emploi total ait augmenté dans tout le pays, le nombre de travailleurs dans ces deux branches d'activité a toutefois baissé dans toutes les provinces en 2010.

Graphique B1.8
Contribution provinciale à l'emploi total dans les secteurs canadiens de l'agriculture et de la transformation des aliments
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : À l'exclusion de la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2010 sont préliminaires.

Section B2

Commerce international

Introduction :

En 2010, la valeur des importations et des exportations canadiennes des produits agricoles et agroalimentaires s'apparentait à celle enregistrée en 2009. De manière générale, par rapport à 2009, les prix canadiens à l'importation et à l'exportation de 2010 étaient inférieurs, tandis que le volume des produits à destination et en provenance du Canada était supérieur. Bien que les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, d'autres marchés offrent depuis une dizaine d'années de nouvelles possibilités de croissance à l'exportation, comme la Chine qui constitue maintenant un important débouché pour les oléagineux et les produits oléagineux. Les produits importés que peuvent se procurer les Canadiens demeurent plus variés que les produits fabriqués au pays, ce que confirme la diversité des importations de 2010. (Les données sur les importations et exportations canadiennes du présent chapitre remontent au mois d'août 2011.)

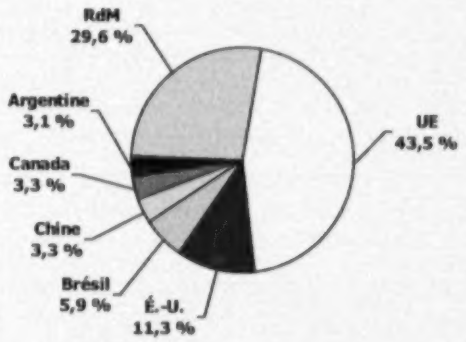
Le Canada est un acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires

- **En 2010, le Canada, dont les ventes à l'exportation se sont chiffrées à 35,5 milliards de dollars, a contribué pour 3,3 % à la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales.**

  Le Canada était le cinquième plus important exportateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde en 2010, derrière l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

  En 2010, la Chine a ravi au Canada le quatrième rang mondial des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.1
Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine
2010

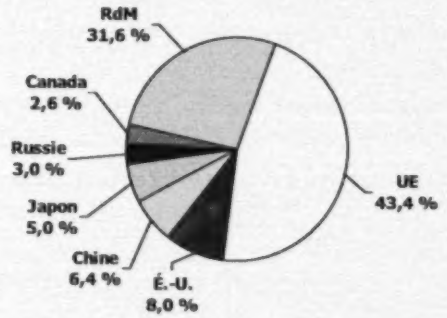


Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Note : 1) Sauf les produits de la mer (frais et transformés).
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

- **En 2010, le Canada a importé des produits agricoles et agroalimentaires d'une valeur de 28 milliards de dollars, soit 2,6 % de la valeur des importations mondiales.**

  Le Canada était le sixième importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

Graphique B2.2
Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination
2010



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Note : 1) Sauf les produits de la mer (frais et transformés).
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

NOTE(S) :

Dans le présent chapitre, les 27 membres actuels de l'Union européenne ont généralement été regroupés pour des raisons pratiques. Données du mois d'août 2011.

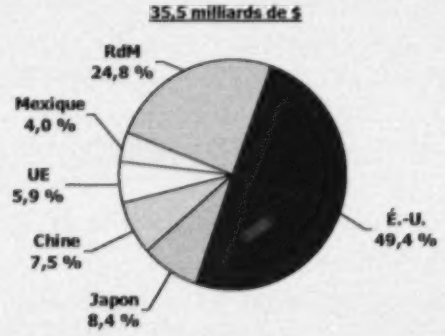
Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation du Canada, bien que d'autres marchés soient par ailleurs importants

- **En 2010, les États-Unis ont acheté la moitié des exportations canadiennes totales (en valeur) de produits agricoles et agroalimentaires.**

  Les quatre autres grandes destinations étaient le Japon, la Chine, l'Union européenne et le Mexique, qui ont absorbé le quart des exportations canadiennes. Cent soixante pays sont à l'origine du reste des ventes à l'exportation.

  La dépendance du Canada à l'égard du marché américain s'est atténuée. En effet, le pourcentage des exportations canadiennes destinées aux États-Unis a glissé du sommet de 67,2 % atteint en 2002 à 49,4 % en 2010.

Graphique B2.3
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
2010



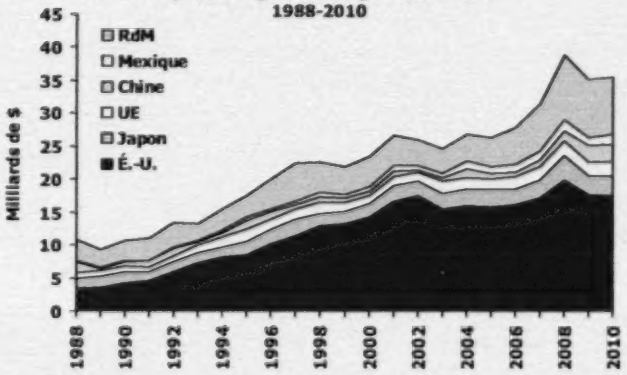
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des exportations canadiennes a grimpé entre 1988 et 2010 grâce à la hausse des exportations à destination des États-Unis et d'autres marchés.**

  Les exportations destinées aux États-Unis ont augmenté de 14,2 milliards de dollars (420 %) entre 1988 et 2010. Au cours de la même période, les exportations à destination des autres marchés ont crû de 10,4 milliards de dollars (139 %).

  La valeur des exportations en 2010 est demeurée la même qu'en 2009 principalement à cause de la baisse des prix.

Graphique B2.4
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
1988-2010



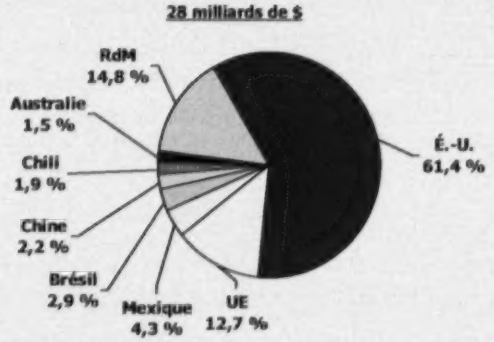
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

De même, les États-Unis demeurent la principale source des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

- **En 2010, les États-Unis étaient à l'origine de 61,4 % de la valeur des importations agricoles et agroalimentaires du Canada.**

  L'Union européenne, le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie ont été à l'origine d'environ le quart des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.5
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
2010



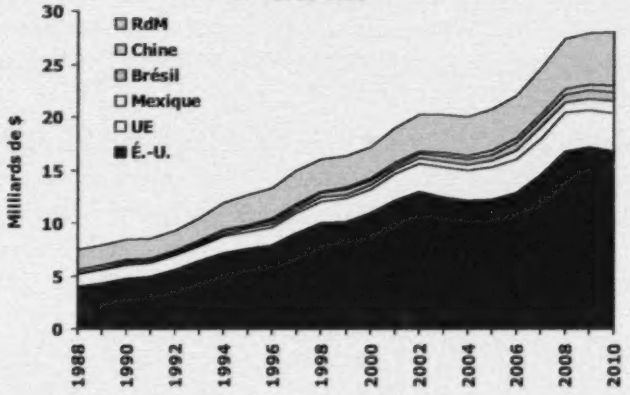
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des importations en provenance des États-Unis est passée de 4 milliards de dollars en 1988 à 16,7 milliards de dollars en 2010 (hausse de 316 %). Ces importations représentaient en moyenne quelque 60 % des importations canadiennes totales pour la majeure partie de cette période.**

  L'Union européenne a également été un important fournisseur; la valeur des importations en provenance de l'Union européenne a triplé au cours de cette période et atteint 3,6 milliards de dollars.

  Les boissons alcoolisées, y compris le vin et la bière, ont représenté près de la moitié de la valeur des importations en provenance de l'Union européenne en 2010. Les importations originaires des États-Unis ont été beaucoup plus variées.

Graphique B2.6
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

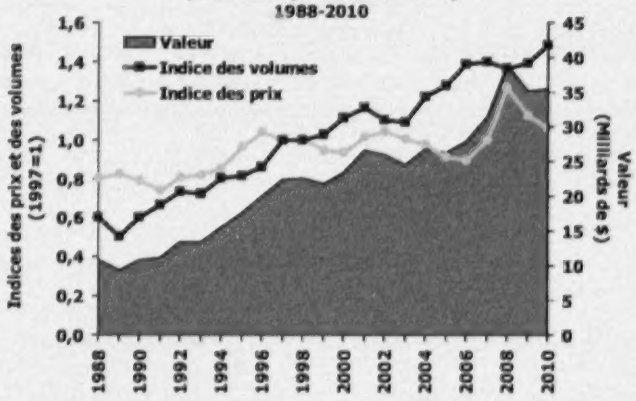
Par rapport à 2009, la valeur des importations et des exportations de 2010 n'a pas vraiment changé, car la diminution des prix à l'exportation a contrebalancé la hausse des volumes

- **La valeur des exportations de produits agricoles et agroalimentaires est passée de 10,9 milliards de dollars en 1988 à 35,5 milliards de dollars en 2010 (hausse de 226 %), ce qui est à peine supérieur à la valeur de 35,2 milliards de dollars enregistrée en 2009.**

  Les prix à l'exportation ont fortement chuté en 2010, après avoir atteint un sommet en 2008. Le volume des exportations a poursuivi sa croissance, ce qui a compensé la baisse des prix à l'exportation. Ainsi, la valeur des exportations est demeurée à peu près la même en 2010.

  La croissance du volume des exportations a contribué à celle de la valeur des exportations pendant la majeure partie des 20 dernières années. La hausse des prix à l'exportation a contribué à l'augmentation rapide de la valeur des exportations du milieu jusqu'à la fin des années 2000.

Graphique B2.7
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes) 1988-2010



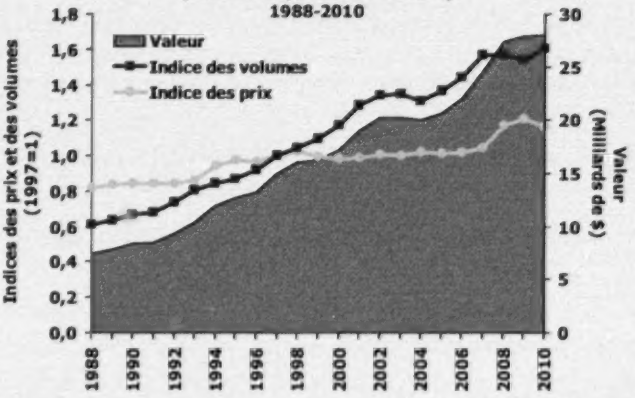
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur totale des importations de produits agricoles et agroalimentaires n'a cessé de croître entre 1988 et 2010. Au cours de cette période, elle a bondi de 7,5 milliards de dollars à 28 milliards de dollars (hausse de 274 %), le résultat de 2010 demeurant le même que celui de 2009.**

  Comme dans le cas des exportations, l'augmentation du volume des importations a contrebalancé le léger recul des prix à l'importation entre 2009 et 2010.

  La valeur et le volume des importations ont progressé parallèlement pendant la majeure partie des 20 dernières années.

Graphique B2.8
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes) 1988-2010



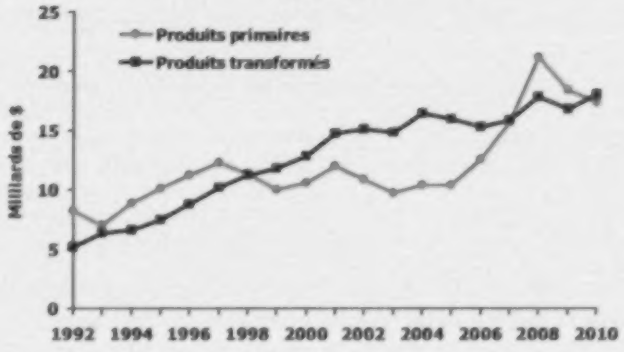
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Si le commerce des produits alimentaires transformés a crû de façon continue au fil du temps, les exportations de produits agricoles primaires ont, quant à elles, progressé surtout au cours des dernières années

- **Les exportations canadiennes de produits agricoles primaires sont passées de 8,2 milliards de dollars à 17,4 milliards de dollars entre 1992 et 2010. Leur valeur en 2010 est légèrement inférieure à celle de 18,4 milliards de dollars enregistrée en 2009 et beaucoup moins élevée que le sommet de 21,1 milliards de dollars atteint en 2008, année où le prix des produits de base a culminé. Elle demeure toutefois de loin supérieure à celle de 2005 (12,5 milliards de dollars).**

  De 5,2 milliards de dollars en 1992, les exportations de produits alimentaires transformés se sont élevées à 18,1 milliards de dollars en 2010, ce qui représente une hausse par rapport à la valeur de 16,8 milliards de dollars enregistrée en 2009.

Graphique B2.9
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés 1992-2010



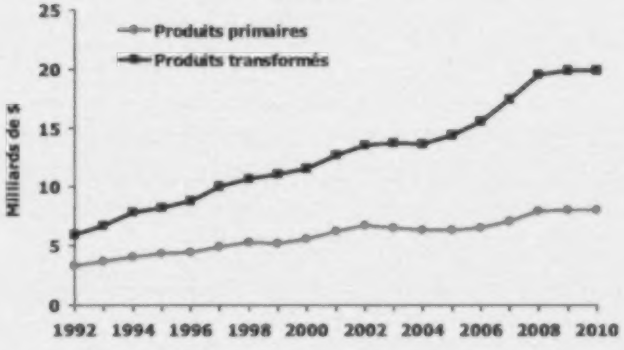
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des importations de produits alimentaires transformés a crû plus rapidement que celle des importations de produits agricoles primaires au cours des 20 dernières années. La valeur des importations canadiennes de produits alimentaires transformés a bondi de 6 milliards de dollars en 1992 à 19,9 milliards de dollars en 2010.**

  Au cours de la même période, la valeur des importations de produits agricoles primaires est passée de 3,3 milliards de dollars à 8,1 milliards de dollars.

  La valeur des importations de produits agricoles primaires et de produits alimentaires transformés est demeurée la même de 2009 à 2010.

Graphique B2.10
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés 1992-2010



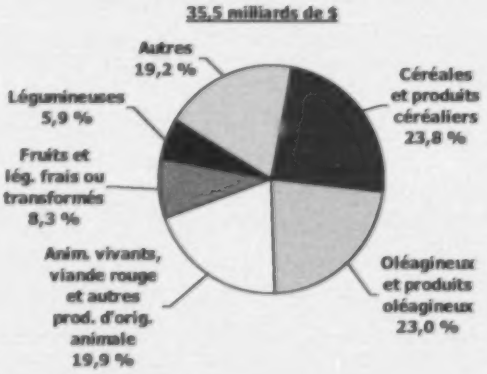
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Trois groupes de produits composent les deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

- **Du total de 35,5 milliards de dollars des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2010, les céréales et les produits céréaliers ont représenté 23,8 %, les oléagineux et les produits oléagineux, 23 %, et les animaux vivants, la viande rouge et autres produits d'origine animale, 19,9 %.**

  Les fruits et légumes frais ou transformés, y compris les jus de fruits, et les légumineuses à grains figurent parmi les autres catégories de produits agricoles et agroalimentaires les plus exportés (respectivement 8,3 % et 5,9 %).

Graphique B2.11
Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits
2010



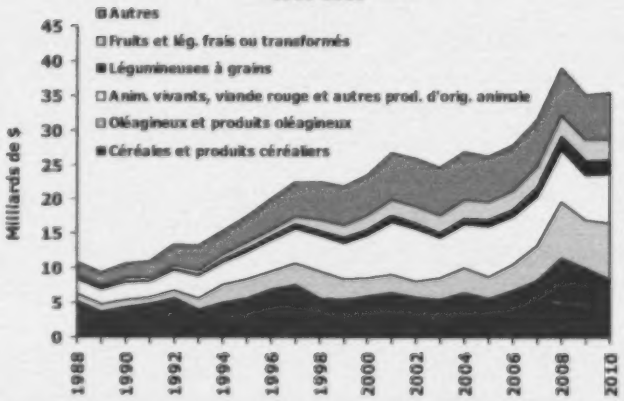
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les exportations se sont grandement diversifiées au cours des 20 dernières années, au détriment de celles de céréales et de produits céréaliers.**

  En 1988, par exemple, les céréales et les produits céréaliers constituaient près de la moitié de la valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires comparativement à environ le quart en 2010.

  Les exportations de légumineuses à grains sont au moins 12 fois plus importantes qu'en 1988. Quant aux exportations d'oléagineux et de produits oléagineux ainsi que de fruits et légumes frais ou transformés, elles ont presque sextuplé au cours de la même période.

Graphique B2.12
Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

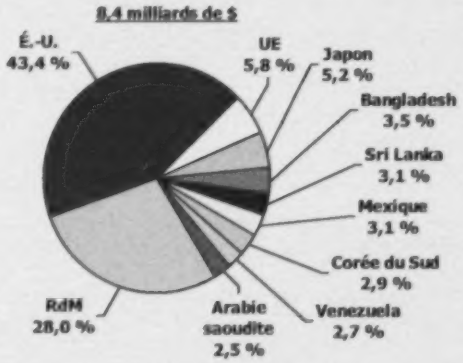
La valeur des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers a baissé en 2010 en raison de la chute des prix à l'exportation

- **Le Canada a exporté des céréales et des produits céréaliers dans des marchés fort divers.**

  Les États-Unis sont le principal marché et absorbent 43,4 % des exportations, suivis de l'Union européenne (5,8 %) et du Japon (5,2 %).

  En valeur, le blé représentait 47 % des exportations de céréales et de produits céréaliers, les produits de boulangerie, 20 %, et le blé dur, 8 %.

Graphique B2.13
Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers
2010



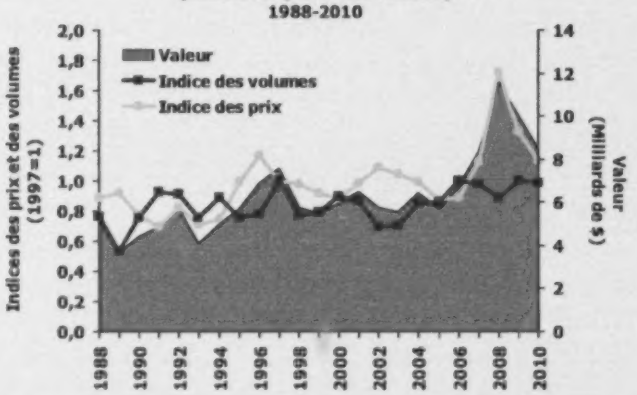
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Bien que les prix à l'exportation des céréales et des produits céréaliers aient baissé depuis le sommet atteint en 2008, ils sont restés élevés par rapport à ce qu'ils étaient durant les années 1990 et au début des années 2000.**

  Le volume des exportations de céréales et de produits céréaliers varie sensiblement d'une année à l'autre, mais il est en moyenne assez stable.

  Les ventes se sont chiffrées à 10 milliards de dollars en 2009, en baisse par rapport à la valeur de 11,5 milliards de dollars enregistrée en 2008, mais bien au-dessus des valeurs des années précédentes.

Graphique B2.14
Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010



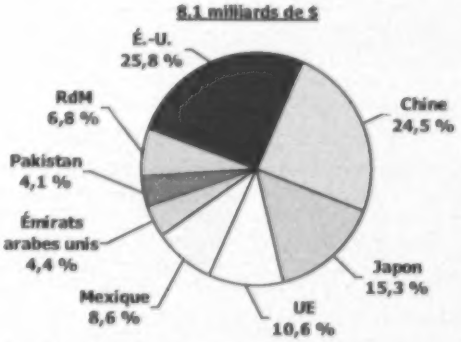
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux a augmenté en 2010, et la valeur des ventes à la Chine se rapproche de celle des ventes aux États-Unis

- **En 2010, les États-Unis et la Chine étaient les deux principaux marchés des exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux, et en absorbaient respectivement 25,8 % et 24,5 %.**

  En valeur, les produits de cette catégorie les plus exportés sont le canola (42 %), l'huile de canola (27 %), le soja (16 %) et les tourteaux (7 %).

Graphique B2.15
Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux
2010



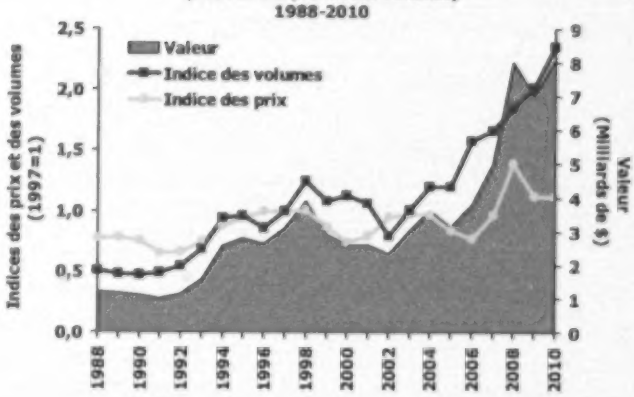
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La relative stabilité des prix à l'exportation et la croissance rapide du volume des exportations ont contribué à la hausse marquée de la valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux, qui est passée de 7,9 milliards de dollars en 2009 à 8,1 milliards de dollars en 2010.**

  L'augmentation assez rapide du volume des exportations pendant la majeure partie des dix dernières années et la hausse des prix à l'exportation depuis 2006 ont contribué à la croissance de la valeur des exportations au fil des ans.

  La valeur des exportations en 2010 a progressé principalement aux Pays-Bas, aux Émirats arabes unis, au Mexique et au Pakistan. Les exportations canadiennes de semences de canola destinées à la Chine ont chuté en 2010 après qu'elle eut avisé le Canada qu'elle restreindrait les expéditions de canola canadien touché par la jambe noire, maladie fongique courante du canola. La baisse des ventes de semences à la Chine a été compensée par la hausse des ventes d'huile et de tourteau de canola, ce qui s'est traduit par des ventes totales d'oléagineux et de produits oléagineux à la Chine de 2 milliards de dollars, la même valeur que celle enregistrée en 2009. La valeur des exportations à destination des États-Unis est aussi demeurée inchangée de 2009 à 2010, à 2,1 milliards de dollars.

Graphique B2.16
Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010

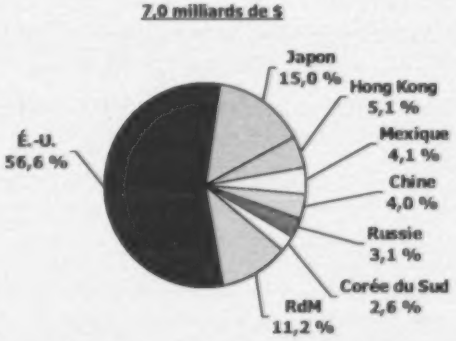


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les prix à l'exportation et le volume des exportations élevés ont contribué à la croissance de la valeur des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale en 2010

- **En 2010, les États-Unis constituaient pour le Canada le premier marché d'exportation d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (56,6 % des ventes), suivis du Japon (15 %), de Hong Kong (5,1 %) et du Mexique (4,1 %).**

Graphique B2.17
Destinations des exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

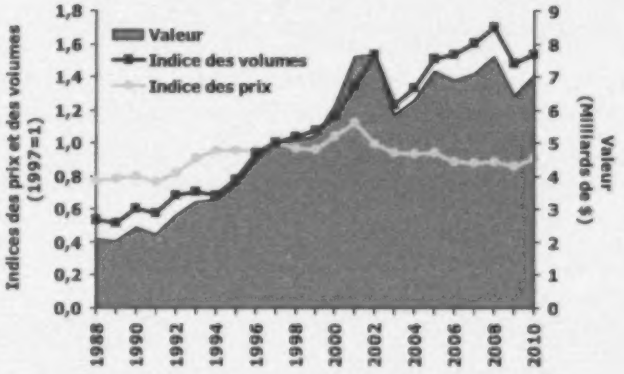
- **Les prix à l'exportation et le volume des exportations élevés ont contribué à la croissance de la valeur des exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale de 2009 à 2010. C'est un renversement de situation par rapport à 2009 où la valeur des exportations de ces produits avait fortement chuté.**

  En 2003, les restrictions américaines à la frontière visant les bovins vivants canadiens, associées à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ainsi que la baisse des exportations destinées aux États-Unis en 2009 par suite de l'utilisation de la mention du pays d'origine sur l'étiquette, ont accru l'instabilité du volume des exportations au cours des dernières années.

  Les prix à l'exportation suivent une légère tendance à la baisse depuis le sommet de 2001.

  L'augmentation des exportations totales en 2010 est surtout attribuable à la hausse des exportations de viande rouge aux États-Unis et en Russie ainsi que d'autres produits d'origine animale, comme les peaux, cuirs et pelleteries, et les graisses et huiles animales, à Hong Kong, en Chine et au Japon.

Graphique B2.18
Exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

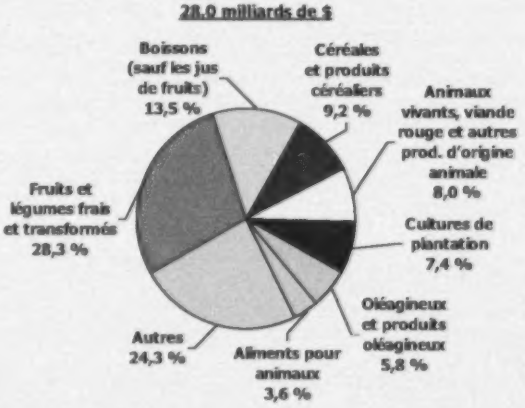
Le Canada importe une grande variété de produits agricoles et agroalimentaires

- **Les importations de fruits et légumes frais et transformés ont constitué plus du quart de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2010.**

  Les boissons, à 13,5 %, et les céréales et produits céréaliers, à 9,2 %, constituaient respectivement les deuxième et troisième catégories en importance au chapitre de la valeur des importations.

  La composition des importations n'a pas vraiment changé par rapport à 2009.

Graphique B2.19
Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits
2010

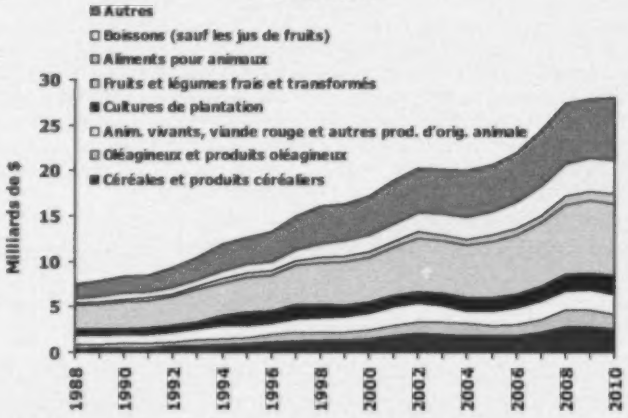


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des importations a crû dans plusieurs catégories de produits, principalement les fruits et légumes frais et transformés et les boissons (à l'exception des jus de fruits).**

  La catégorie « Autres », qui a aussi affiché une croissance, compte une grande variété de produits. Les produits de confiserie et les ingrédients alimentaires, comme les sauces et les épices, constituent une part importante et croissante de cette catégorie.

Graphique B2.20
Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

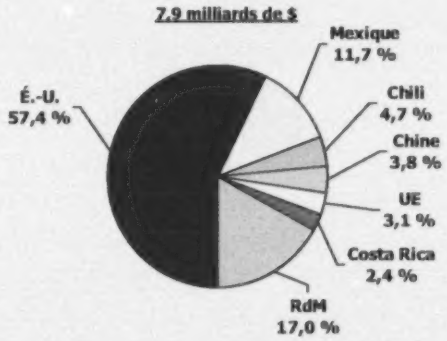
En valeur, les fruits et légumes frais et transformés sont la principale catégorie de produits importés par le Canada

- **En 2010, le Canada a importé pour 7,9 milliards de dollars de fruits et légumes frais et transformés, comme en 2009.**

  En 2010, la principale source des importations canadiennes était les États-Unis (57,4 %), suivis du Mexique (11,7 %).

  En valeur, les baies fraîches figurent au premier rang des importations (8 % du total), suivies des jus de fruits (7,6 %) et des autres fruits frais et noix (7,5 %).

Graphique B2.21
Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés selon l'origine
2010

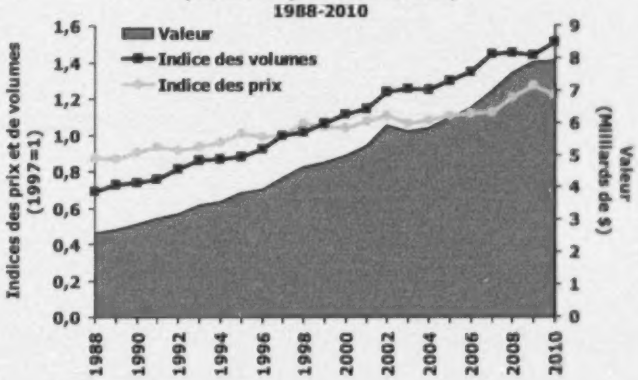


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Y compris les jus de fruits et les autres produits transformés.

- **Comme la hausse du volume des importations en 2010 a été contrebalancée par la baisse des prix des importations, la valeur des importations est demeurée assez stable par rapport à 2009.**

  La croissance soutenue du volume des importations et celle quelque peu ralentie des prix des importations ont contribué à la hausse régulière de la valeur des importations de fruits et légumes frais et transformés au cours des 20 dernières années.

Graphique B2.22
Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010



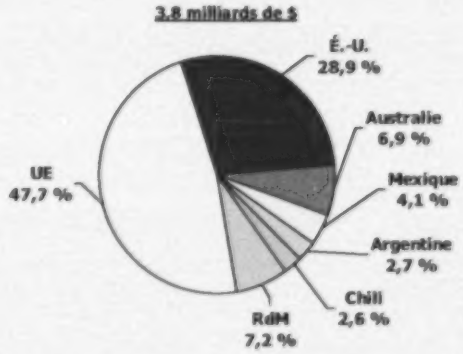
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Y compris les jus de fruits et les autres produits transformés.

La valeur des importations canadiennes de boissons a augmenté de façon constante au cours des 20 dernières années

- **En 2010, l'Union européenne et les États-Unis ont été à l'origine de plus de 75 % de la valeur des importations canadiennes totales de boissons (à l'exception des jus de fruits).**

  En valeur, les produits les plus importés sont le vin (45 %), les boissons distillées (18 %) et la bière (17 %). L'eau minérale et les autres boissons non alcoolisées (à l'exception des jus de fruits) ont représenté 18 % de la valeur des importations.

Graphique B2.23
Importations canadiennes de boissons selon l'origine
2010

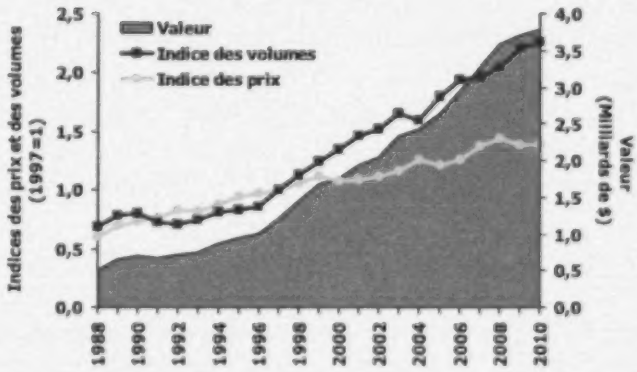


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Sauf les jus de fruits.

- **La valeur des importations canadiennes de boissons est passée de 504 millions de dollars en 1988 à 3,8 milliards de dollars en 2010.**

  Bien que la croissance des prix des importations soit demeurée assez stable au cours de cette période, celle du volume des importations s'est accélérée vers la fin des années 1990, ce qui a stimulé la croissance de la valeur des importations.

Graphique B2.24
Importations canadiennes de boissons selon l'origine
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Sauf les jus de fruits.

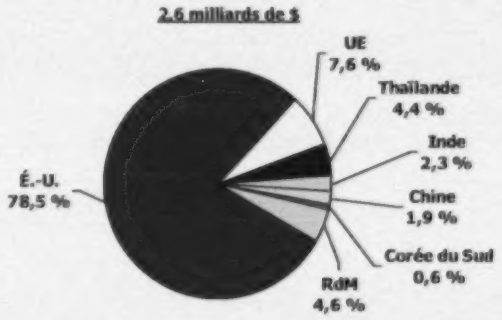
Les États-Unis sont le principal fournisseur des importations de céréales et de produits céréaliers au Canada

- **En 2010, plus de 75 % des céréales et des produits céréaliers importés provenaient des États-Unis.**

  Les importations d'origine américaine étaient plus de dix fois supérieures à celles en provenance de l'Union européenne, deuxième fournisseur du Canada en importance.

  En valeur, les produits de boulangerie, tels que le pain et les gâteaux, constituaient la principale composante des importations de cette catégorie. Le reste des importations était surtout constitué de céréales transformées, de pâtes alimentaires, de riz et de maïs.

Graphique B2.25
Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers selon l'origine
2010



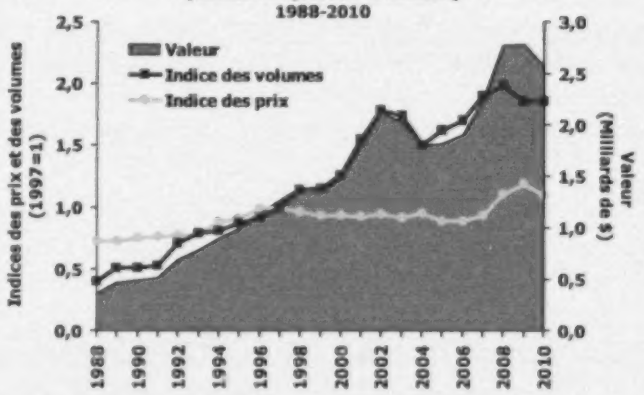
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La valeur des importations de céréales et de produits céréaliers a chuté d'un sommet de 2,8 milliards de dollars en 2009 à 2,6 milliards de dollars en 2010.**

  Les importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers se sont toutefois considérablement accrues par rapport à 1988, où elles se chiffraient à 363 millions de dollars.

  À l'exception d'une période entre 2008 et 2010 où les prix à l'importation étaient plus élevés, la croissance de la valeur des importations ces 20 dernières années est essentiellement attribuable à l'augmentation du volume des importations.

Graphique B2.26
Importations canadiennes de céréales et de produits céréaliers
(Indices des prix et des volumes)
1988-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION B3

Productivité et innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels

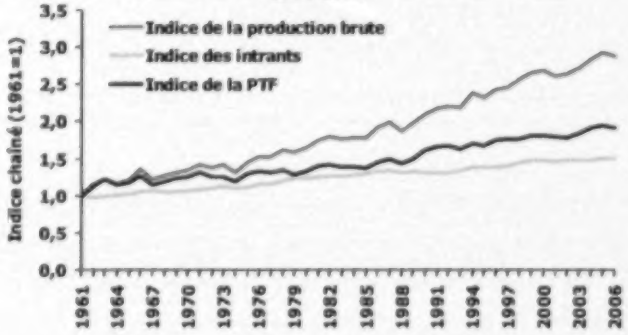
INTRODUCTION :

La croissance de la productivité ainsi que la prospérité et la viabilité à long terme du secteur agricole et agroalimentaire passe par l'innovation. C'est grâce à l'innovation que de nouveaux produits et procédés sont proposés et adoptés. Ainsi, la dynamique entre le capital, la main-d'œuvre et d'autres intrants est améliorée, ce qui favorise une production efficiente ou de meilleurs rendements. Les investissements en RD et l'innovation technologique contribuent à accroître la productivité, ce qui permet au secteur de s'adapter aux défis mondiaux et de réagir aux pressions concurrentielles et à l'évolution de la demande des consommateurs tant sur le marché mondial que sur le marché canadien.

La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) en agriculture a davantage contribué à la croissance économique réelle dans le secteur agricole canadien que celle des intrants

- **La croissance économique réelle de l'agriculture primaire, mesurée ici comme la croissance de la production brute totale, a suivi le rythme moyen de 2,3 % par année entre 1961 et 2006. La croissance de la PTF (de 1,6 % par année en moyenne) a contribué pour les deux tiers à cette croissance économique, et celle des intrants agricoles totaux (de 0,7 % par année), pour le reste.**

Graphique B3.1
Croissance de la production brute, des intrants et de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'agriculture primaire
1961-2006

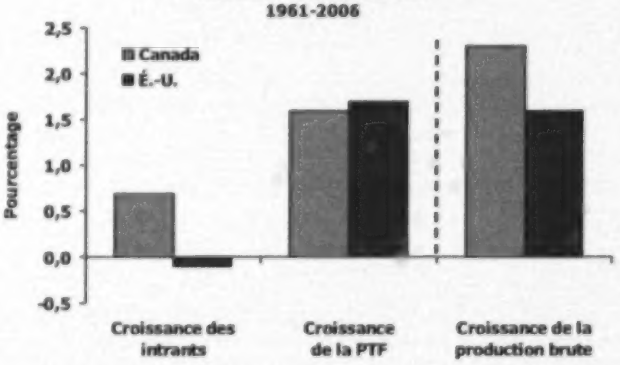


Source : AAC.

- **La croissance de la PTF dans l'agriculture primaire canadienne et américaine était presque la même entre 1961 et 2006.**

  Le taux de croissance annuel moyen de la PTF était de 1,6 % au Canada et de 1,7 % aux États-Unis au cours de cette période. Quant à celui des intrants agricoles totaux du Canada, il s'est établi à 0,7 %, ce qui est de loin supérieur à celui des intrants totaux aux États-Unis, qui est tombé de -0,1 % au cours de la période. Le taux de croissance plus élevé des intrants totaux explique la différence entre le taux de croissance de la production brute totale du Canada et celle des États-Unis (2,3 % comparativement à 1,6 %).

Graphique B3.2
Contribution annuelle moyenne de la croissance des intrants et de la croissance de la PTF à la croissance de la production brute globale dans l'agriculture primaire au Canada et aux États-Unis
1961-2006



Source : AAC et ERS-USDA.

NOTE(S) :

La productivité désigne la productivité totale des facteurs (PTF), soit le rapport entre les extrants totaux et les intrants totaux. La croissance de la PTF, qu'on appelle la croissance de la productivité, peut témoigner des progrès sur le plan de la technologie et de l'amélioration de l'efficience dans une entreprise ou une industrie. L'adjectif « totale » dans le terme « productivité totale des facteurs » signifie que tous les intrants sont pris en compte dans la valeur de la production totale plutôt que certains intrants particuliers, comme la main-d'œuvre.

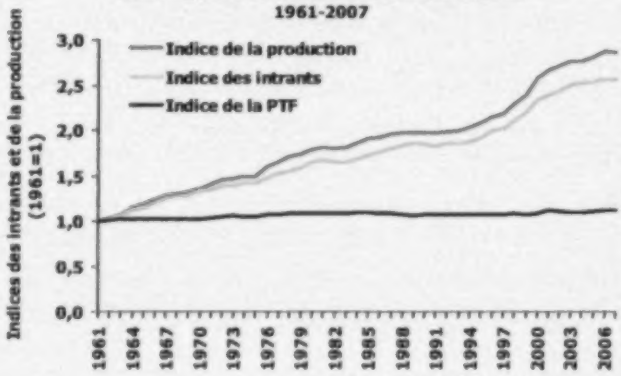
Les termes « productivité multifactorielle » (PMF) et « productivité totale des facteurs » (PTF) sont souvent utilisés indistinctement. Si la PMF établit le lien entre la production et plusieurs types d'intrants, la PTF, quant à elle, est censée prendre en compte la contribution de tous les facteurs à la production. La PMF est souvent mesurée de façon résiduelle comme étant la modification de la production qui ne peut être expliquée par la modification des facteurs utilisés. (Source : *Manuel de l'OCDE*, 2001.)

La croissance économique réelle de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a été en grande partie attribuable à la croissance des intrants plutôt qu'à celle de la PTF

- **Dans l'industrie de la transformation des aliments, la PTF a crû lentement, au taux annuel moyen de 0,2 % entre 1961 et 2007.**

  Dans cette industrie, la croissance de la production, qui s'est opérée au taux annuel moyen de 2,1 % au cours de cette période, s'explique presque entièrement par la croissance des intrants (1,9 %).

Graphique B3.3
Croissance des intrants, de la production et de la PTF dans l'industrie de la transformation des aliments
1961-2007

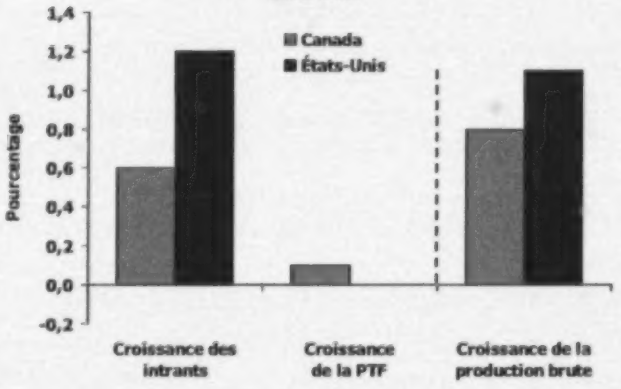


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La croissance faible mais positive de la PTF dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a entraîné une croissance de la production brute supérieure à celle de la même industrie aux États-Unis.**

  La production brute de l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a crû en moyenne de 0,8 % par année entre 1988 et 2007. Cette croissance est surtout attribuable à la croissance des intrants (1 % par année environ), mais également à la croissance faible mais positive de la productivité (0,14 % par année en moyenne). À 1,1 %, le taux de croissance annuel moyen de la production brute de l'industrie américaine de la transformation des aliments et des boissons était légèrement supérieur à celui de la même industrie au Canada (0,8 %). Cet écart entre la croissance de la production au Canada et aux États-Unis a été le fait de la croissance supérieure des intrants et de la croissance légèrement négative de la productivité aux États-Unis.

Graphique B3.4
Contribution annuelle de la croissance des intrants et de la PTF à la croissance de la production brute au Canada et aux États-Unis dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons
1988-2007



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

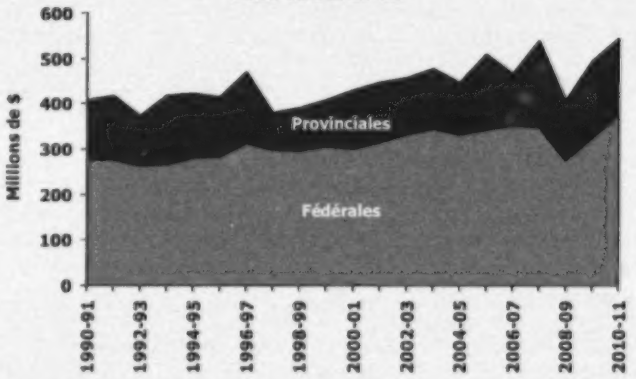
Les investissements en RD sont généralement considérés comme un facteur important de l'innovation et de la croissance de la productivité

- **Au Canada, c'est surtout le gouvernement fédéral qui assume les dépenses publiques en RD dans le secteur agricole et agroalimentaire.**

  En moyenne, 70 % des dépenses publiques en recherche ont été assumées par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années (de 2001-2002 à 2010-2011), et les 30 % qui restent, par les provinces. Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté au cours de la dernière décennie pour culminer à 536 millions de dollars au cours de l'exercice 2010-2011.

  Depuis les cinq dernières années, une plus grande part des investissements publics en RD est consacrée à encourager les partenariats avec les industries et les universités ainsi qu'à intensifier la recherche appliquée.

Graphique B3.5
Dépenses publiques en recherche destinées au secteur agricole et agroalimentaire
1990-91 à 2010-11

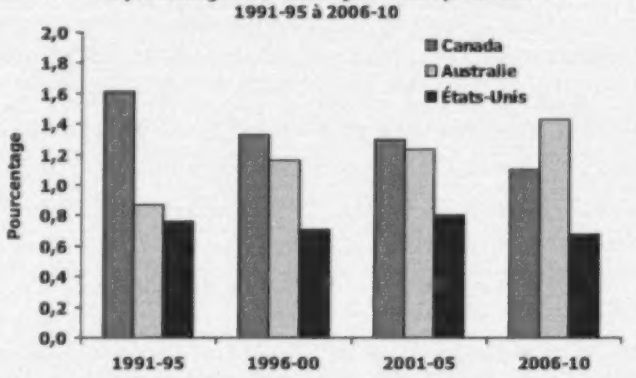


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-2011 sont des estimations.

- **En proportion des recettes agricoles brutes, les dépenses en RD destinées à soutenir le secteur agricole et agroalimentaire ont diminué au fil des ans au Canada, tandis qu'elles ont grimpé en Australie et qu'elles sont demeurées assez stables aux États-Unis.**

  Pour la période 2006-2010, les dépenses publiques du Canada en RD, en pourcentage des recettes agricoles brutes, étaient inférieures à celles de l'Australie, mais supérieures à celles des États-Unis. C'est la première fois depuis 1991-1995 que le Canada consacre moins de dépenses à cet égard que l'Australie où la part moyenne des dépenses publiques est passée de 0,87 % à 1,43 % entre 1991-1995 et 2006-2010; au Canada, elle a chuté de 1,61 % à 1,10 % entre ces deux mêmes périodes.

Graphique B3.6
Dépenses publiques en recherche et développement (RD) destinées au secteur agricole et agroalimentaire, en pourcentage de la valeur ajustée de la production
1991-95 à 2006-10



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.*
Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information concernant les différents pays, l'OCDE réalise actuellement une étude visant à revoir la méthode pour classifier correctement ces dépenses.

NOTE(S) :

Dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels, l'**innovation** permet de produire de nouvelles connaissances et de mettre au point ou d'adapter des produits, pratiques et procédés nouveaux ou améliorés qui, lorsqu'ils sont adoptés, ajoutent de la valeur aux exploitations agricoles, aux entreprises ou au secteur.

Ce processus complexe s'inscrit dans un système dynamique d'acteurs divers, qu'il s'agisse d'investisseurs étrangers directs, d'institutions financières, d'universités et de collèges, d'instituts de recherche sans but lucratif, d'entreprises privées ou de gouvernements. Il nécessite l'interaction entre les exploitations agricoles, les entreprises et les établissements dont les activités peuvent grandement varier, qu'il s'agisse d'inventer, d'investir, de commercialiser ou d'introduire des innovations ou encore d'exercer des fonctions de surveillance, comme le font les organismes de réglementation ou de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les investissements privés en RD dans l'agriculture se sont accrus au fil des ans grâce à la formation de partenariats entre les agriculteurs et les secteurs public et privé

- **Les investissements privés en RD dans l'agriculture ont augmenté depuis les années 1980 et ont continué de croître au cours des années 1990, après que les droits de propriété intellectuelle, appliqués aux innovations en matière d'agriculture, ont garanti le rendement des investissements privés en RD.**

  Les dépenses privées réelles en RD dans l'agriculture primaire ont nettement augmenté de 1998 à 2002, mais ont ralenti ces dernières années. Elles se chiffraient en moyenne à 80 millions de dollars par année entre 2003 et 2010, en baisse par rapport au sommet de 84 millions de dollars atteint en 2002.

  Ces données ne tiennent toutefois pas compte des dépenses en RD des entreprises de machinerie et de produits chimiques, lesquelles sont en mesure d'effectuer de la RD profitable au secteur agricole.

Graphique B3.7
Dépenses réelles du secteur privé en RD dans l'agriculture primaire
1980-2010

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

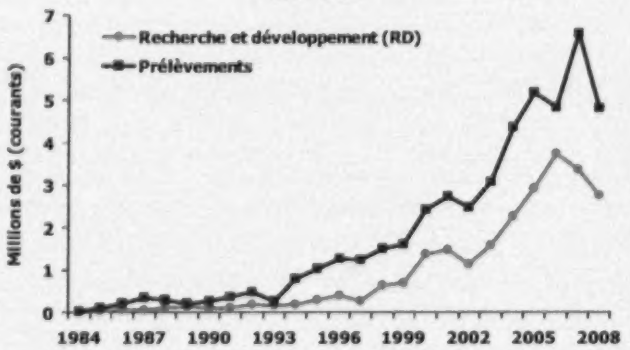
Note : 1) Les données de 2008-2010 sont préliminaires.
2) Y compris les dépenses totales du secteur privé en RD, qu'elles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions ou de contrats accordés par un gouvernement ou une autre entreprise.
3) Y compris les codes SCIAN 111, 112 (sauf l'aquaculture), 1151 et 1152 (activités de soutien à l'élevage).

- **Les prélèvements constituent une source de plus en plus courante de financement de la RD. Ils ont permis aux agriculteurs de financer la RD sur les produits de base et de tirer parti des investissements privés en RD.**

  Les activités de RD sur les légumineuses à grains des Saskatchewan Pulse Growers (SPG) sont principalement financées par des prélèvements sur les ventes des producteurs au bénéfice de tous les producteurs de légumineuses à grains.

  Le montant total des prélèvements a augmenté considérablement de 1984 à 2008, pour passer de 196 000 $ au cours des années 1984 à 1988, à un peu plus de 5,1 millions de dollars entre 2004 et 2008.

Graphique B3.8
Dépenses en RD des Saskatchewan Pulse Growers et prélèvements
1984-2008



Source : Gray et coll., 2008.

Note : 1) Les calculs de l'auteur sont basés sur les données des Saskatchewan Pulse Growers (SPG) ayant trait aux revenus et aux dépenses.
2) Y compris les dépenses nettes au chapitre de la RD et, à partir de 1997, les dépenses nettes engagées dans le cadre du programme de distribution des variétés.

NOTE(S) :

Prélèvements : Certaines associations de producteurs prélèvent des redevances auprès de leurs membres pour financer la recherche sur les produits agricoles ainsi que leur développement et leur promotion. Ces prélèvements sont calculés en fonction des revenus de vente annuels groupés des membres d'une association de producteurs, laquelle prélève un pourcentage ou un montant déterminé aux fins de la RD.

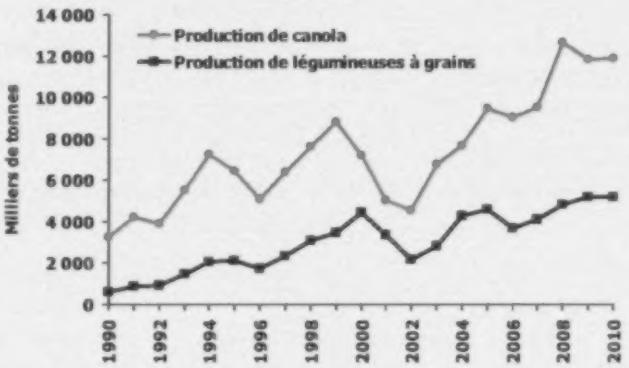
En agriculture, tant dans la culture que dans l'élevage, l'innovation a contribué à la croissance à long terme de la productivité

- **L'innovation en phytogénétique, en agronomie et dans les pratiques de production a mené à l'introduction à grande échelle de nouvelles obtentions végétales au Canada.**

  Le canola, mis au point dans les années 1960 par des scientifiques du gouvernement en collaboration avec des agriculteurs et le Conseil canadien du canola, est un exemple parfait de réussite à cet égard. La recherche collaborative par les intervenants dans la chaîne d'approvisionnement a donné lieu à une culture bien adaptée aux conditions de croissance des Prairies canadiennes et qui fournit une huile alimentaire qui revêt une grande valeur sur les marchés intérieur et étranger. La production et la superficie ensemencée de canola sont actuellement presque quatre fois plus importantes qu'en 1990, à près de 12 millions de tonnes en 2010.

  De même, la recherche agronomique initiale dans les Prairies a mené à l'introduction de nouvelles variétés de légumineuses à grains dans de nouveaux marchés, comme l'Inde. L'industrie continue de se démarquer grâce à la recherche, financée par les prélèvements, et à tirer parti de l'évolution de la demande dans des marchés clés ainsi que d'autres possibilités prometteuses.

Graphique B3.9
Production de légumineuses à grains et de canola au Canada
1990-2010

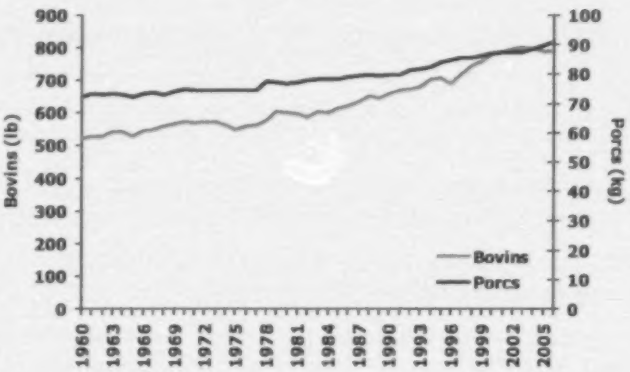


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **De plus, l'amélioration du matériel génétique et des régimes d'alimentation du bétail s'est traduite par un rendement supérieur par animal.**

  La production bovine et porcine s'est accrue de manière continue au cours des 30 dernières années. Le poids moyen d'une carcasse de porc a augmenté de 11 kg (près de 20 %) depuis 1980. Quant au poids moyen d'une carcasse de bovin, il a crû de plus de 30 % (près de 200 livres) au cours de la même période.

Graphique B3.10
Poids moyen des carcasses de bovins et de porcs
1960-2006



Source : Canfax et AAC, diverses années.

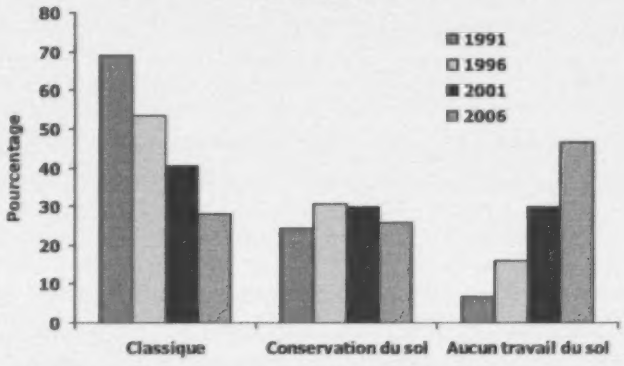
D'importantes innovations en agriculture ont également mené à la mise au point de pratiques de gestion bénéfiques, largement intégrées aux procédés de production agricole

- **La mise au point de méthodes culturales de conservation du sol a été une innovation déterminante qui a transformé l'agriculture dans les Prairies. Adoptées par les agriculteurs depuis une vingtaine d'années, ces méthodes ont contribué à améliorer leur performance environnementale et à réduire leurs coûts.**

  L'innovation dans les méthodes culturales de conservation du sol est le fruit de l'étroite collaboration entre les agriculteurs, les chercheurs (des gouvernements fédéral et provinciaux, et des universités), les petites entreprises d'instruments aratoires et les conseillers agricoles du secteur public.

  Le pourcentage de la superficie des cultures sans travail du sol s'est hissé à près de 50 % depuis les années 1990. C'est en Saskatchewan et en Alberta que ces méthodes culturales sont le plus pratiquées.

Graphique B3.11
Pourcentage de la superficie des cultures – méthodes classique, de conservation du sol et sans travail du sol
1991-2006

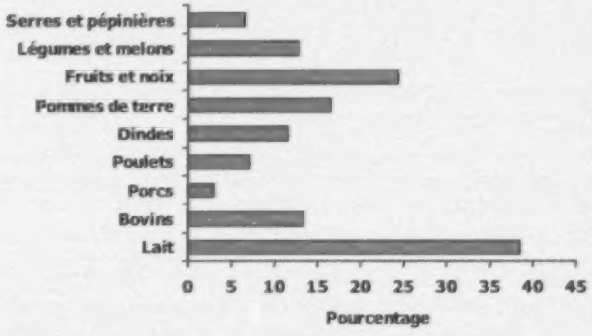


Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, diverses années.

- **Les agriculteurs s'adaptent aussi aux nouvelles exigences réglementaires et aux préférences des consommateurs en adoptant des pratiques favorisant la salubrité des aliments.**

  En 2008, près de 40 % des producteurs laitiers sondés (la proportion la plus élevée de producteurs selon le produit) avaient adopté des pratiques de salubrité des aliments à la ferme. Les producteurs de fruits et de noix sont le second groupe en importance à avoir appliqué certaines de ces pratiques (25 % en 2008).

Graphique B3.12
Pourcentage des producteurs ayant recours aux pratiques de salubrité des aliments à la ferme selon le type d'exploitation
2008



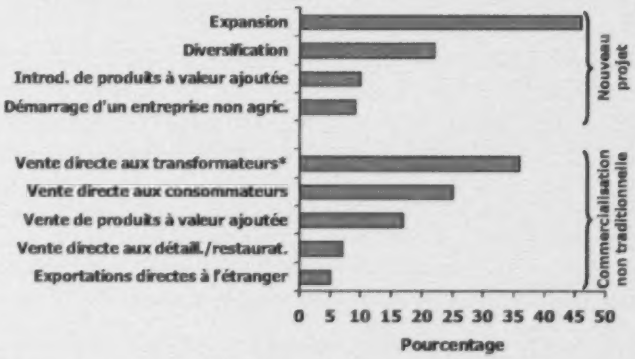
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2008.

Les agriculteurs peuvent grandement contribuer à l'innovation en adoptant de nouvelles stratégies organisationnelles ou en appliquant des méthodes de commercialisation non traditionnelles

- **Selon le *Sondage national sur le Renouveau 2007*, près de la moitié des producteurs (46 %) ont entrepris un nouveau projet, comme l'agrandissement de leur exploitation, et un peu plus du cinquième (22 %) avaient diversifié leurs activités agricoles au cours des cinq années précédant le sondage.**

  Selon le sondage de 2007, la nouvelle méthode de commercialisation le plus souvent adoptée au cours des cinq années précédentes était la vente directe aux transformateurs. Parmi les producteurs qui ont dit commercialiser leurs produits de façon non traditionnelle, plusieurs ont mentionné avoir eu recours à des contrats de production. Les méthodes de commercialisation traditionnelle adoptées par de nombreux agriculteurs comprennent la vente aux enchères, aux agences de commercialisation, aux coopératives ou aux entreprises céréalières ou d'aliments pour animaux.

Graphique B3.13
Pourcentage des producteurs ayant adopté de nouvelles stratégies organisationnelles ou de nouveaux modèles d'entreprise
2007

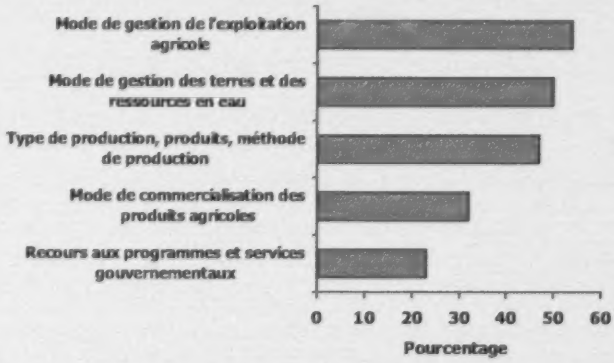


Source : Statistique Canada, *Sondage national sur le Renouveau 2007.*
Note : *Sauf les agences de commercialisation.

- **Un autre sondage récent d'Ipsos Reid révèle que les producteurs innovent en adoptant de nouvelles pratiques d'affaires.**

  En 2009, plus de la moitié des producteurs interrogés (54 %) ont affirmé avoir changé, au cours des deux années précédentes, leur façon de gérer leur exploitation agricole. Environ 50 % des producteurs ont aussi dit gérer leurs terres et leurs ressources en eau ou exercer leurs activités de production autrement que deux ans auparavant. Seulement 32 % ont changé leur façon de commercialiser leurs produits agricoles.

Graphique B3.14
Pourcentage des producteurs ayant changé leur mode de gestion
2009



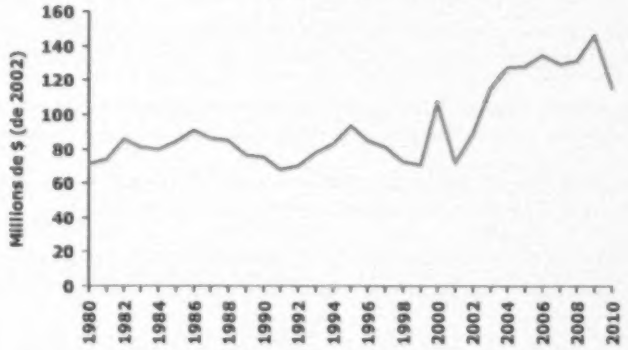
Source : AAC, *Sondage de suivi sur les questions stratégiques*, 2009.

Les dépenses de RD engagées par l'industrie canadienne de la transformation des aliments ont augmenté depuis 2002 et contribué ainsi à l'innovation et à la croissance de la productivité du secteur

- **Selon des estimations préliminaires, les dépenses de RD effectuées par l'industrie de la transformation des aliments ont atteint 116 millions de dollars en 2010, ce qui représente une baisse par rapport à 2009, alors qu'elles se chiffraient à 146 millions de dollars. La moyenne des dépenses de RD enregistrée entre 1980 et 1998 s'élève à 80 millions de dollars.**

  Depuis 1980, l'industrie a innové sur le plan de la salubrité des aliments (approche par analyse des risques et maîtrise des points critiques, ou HACCP), des procédés de conservation (surgélation ultrarapide) et du contrôle des stocks (gestion des stocks juste-à-temps).

Graphique B3.15
Dépenses réelles du secteur privé en RD dans la transformation des aliments 1980-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

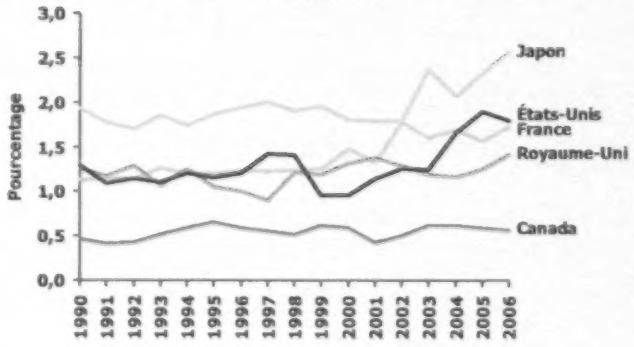
Note : 1) Les données de 2008-2010 sont préliminaires.
2) Y compris les dépenses totales du secteur privé en RD, quelles soient autofinancées ou que les fonds proviennent de subventions ou de contrats accordés par un gouvernement ou une autre entreprise.

- **Comparativement à d'autres pays, en particulier les États-Unis et le Japon, les dépenses de RD de l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons représentent une part beaucoup plus petite de la valeur de la production.**

  L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a consacré environ 0,5 % de sa valeur ajoutée à la RD, tandis que les industries américaines et japonaises y ont alloué respectivement 2 % et 2,4 % de leur valeur ajoutée. Des sondages révèlent que moins de la moitié des transformateurs alimentaires et de boissons effectuent des travaux de RD.

  Cependant, le faible intensité d'investissement en RD au Canada s'expliquerait par le fait que certaines dépenses de RD sont engagées par des multinationales sises à l'étranger et dont les filiales canadiennes tirent parti. En outre, les transformateurs canadiens d'aliments et de boissons modifient de manière efficace les technologies mises au point à l'étranger et acquièrent de nouvelles technologies en achetant des machines et de l'équipement de l'étranger, ou encore profitent des dépenses de RD effectuées par leurs partenaires de la chaîne d'approvisionnement (conditionnement).

Graphique B3.16
Dépenses en RD de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en pourcentage de la valeur ajoutée totale dans divers pays de l'OCDE 1990-2006



Source : OCDE, Indicateurs STAN, 2011.

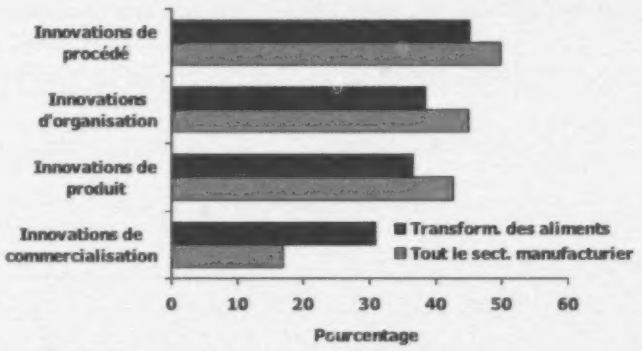
Dans l'industrie de la transformation des aliments, l'innovation se concrétise par la mise au point de nouveaux produits ou procédés ou par l'application de nouveaux modes de commercialisation ou d'organisation

- **En 2009, 45 % des transformateurs alimentaires ont innové sur le plan des procédés et 37 % ont mis au point de nouveaux produits.**

  Les innovations de procédé comprennent l'amélioration des modes de production, des modes de distribution ou des activités de soutien, ce qui nécessite souvent d'apporter des changements aux activités organisationnelles.

  Certaines innovations d'organisation, qui portent généralement sur la gestion du savoir, l'organisation du lieu de travail ou les relations externes, ont été apportées par 38 % des entreprises, tandis que 31 % des entreprises ont innové sur le plan des modes de commercialisation.

Graphique B3.17
Pourcentage d'entreprises qui innovent sur le plan des procédés, des produits, de l'organisation ou de la commercialisation
2009

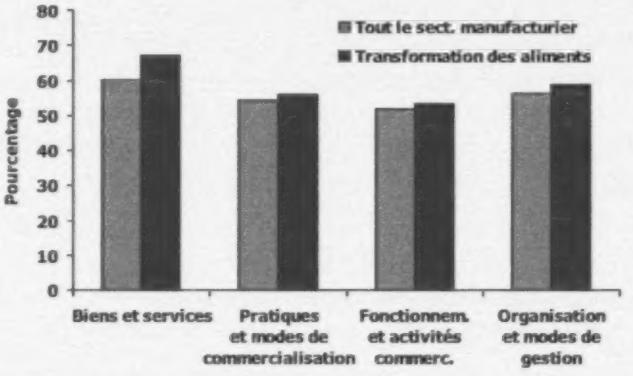


Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

- **Les stratégies commerciales à long terme des transformateurs alimentaires sont axées le plus souvent sur l'amélioration des produits et services, des pratiques et modes de commercialisation, du fonctionnement et des activités commerciales ainsi que des modes d'organisation et de gestion.**

  Pour les transformateurs alimentaires, la stratégie commerciale à long terme est axée sur le positionnement des produits et services sur le marché (67 %), les modes de commercialisation (56 %), les activités commerciales (53 %) et les modes d'organisation et de gestion (59 %). En général, ces pourcentages sont supérieurs à ceux de l'ensemble du secteur de la transformation.

Graphique B3.18
Pourcentage d'entreprises ayant une orientation stratégique quant à l'amélioration de leurs produits ou activités
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

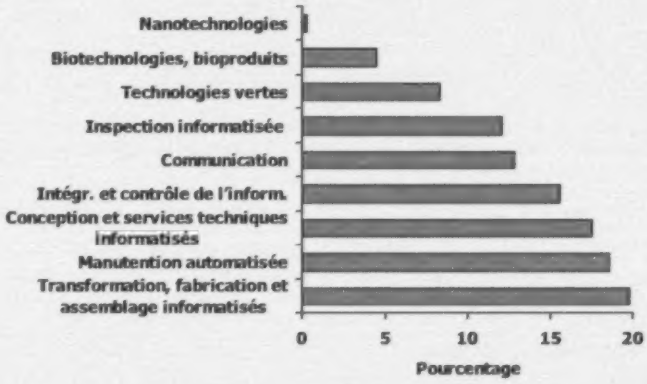
Dans l'industrie de la transformation des aliments, l'innovation passe souvent par l'adoption de technologies de pointe habituellement achetées auprès d'autres entreprises

- **En 2009, la technologie de pointe la plus utilisée par les transformateurs alimentaires était la transformation, la fabrication et l'assemblage informatisés (20 % des entreprises).**

  La manutention automatisée, qui recourt à des technologies comme le codage à barres, arrive au deuxième rang des technologies utilisées (19 % des répondants).

  Suivent la conception et les services techniques informatisés, y compris la conception assistée par ordinateur, auxquels 18 % des répondants ont affirmé avoir recours.

Graphique B3.19
Pourcentage d'entreprises ayant recours aux technologies de pointe par type de technologie
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

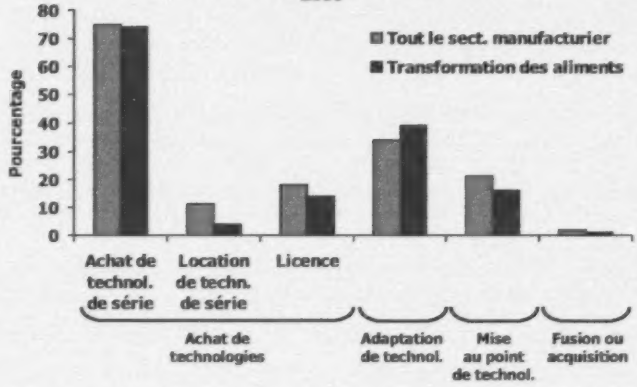
- **Les transformateurs alimentaires achètent plus souvent des technologies de pointe de série, car la mise au point à l'interne est beaucoup plus coûteuse.**

  Pour plus de 70 % des transformateurs alimentaires, l'acquisition ou l'intégration de nouvelles technologies est passée par l'achat de technologies de pointe de série en 2009. Cette proportion est comparable à celle de l'ensemble du secteur de la transformation.

  L'adaptation de technologies existantes est également courante dans l'industrie de la transformation des aliments, car 39 % des transformateurs alimentaires y recourent.

  Par sous-groupe, 97 % des transformateurs de produits de boulangerie et de tortillas ont acheté des technologies de pointe de série, tout comme 93 % des producteurs de fruits et de légumes. En revanche, 35 % des transformateurs de produits de viande se sont dotés de nouvelles technologies de pointe qu'ils ont eux-mêmes mises au point.

Graphique B3.20
Pourcentage d'entreprises achetant ou intégrant des technologies de pointe par mode d'acquisition des technologies
2009



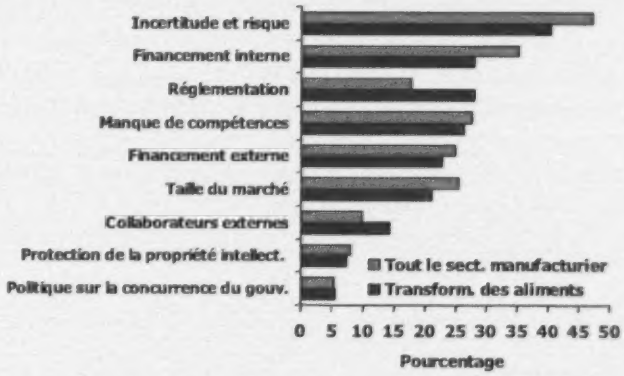
Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

L'incertitude et le risque sont les principaux obstacles à l'innovation des transformateurs alimentaires, mais la plupart d'entre eux ont pris des mesures pour les surmonter

- **Selon 40 % des transformateurs alimentaires, l'incertitude et le risque constituent d'importantes entraves à l'innovation. Quelque 86 % ont pris des mesures pour les surmonter, lesquelles ont été fructueuses selon 40 % d'entre eux. Pour 20 % des répondants, les programmes d'aide gouvernementale ont permis de surmonter ces obstacles.**

Figurent parmi les autres obstacles à l'innovation le financement interne (28 %), la réglementation (28 %) et le manque de compétences de la main-d'œuvre (26 %). En outre, la réglementation et l'apport de collaborateurs externes ont représenté des obstacles plus importants pour les industries alimentaires que pour l'ensemble du secteur de la fabrication. La réglementation est le principal obstacle à l'innovation des transformateurs de produits laitiers.

Graphique B3.21
Pourcentage d'entreprises aux prises avec des obstacles à l'innovation
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

L'innovation est l'un des moyens par lesquels les transformateurs alimentaires ont pu s'adapter à la concurrence accrue dans leur principal marché

- **La plupart de ces transformateurs ont réagi à l'arrivée de nouveaux concurrents en modifiant le prix de leurs produits ou de leurs services. Toutefois, l'innovation et l'adoption d'une nouvelle technologie ou d'un nouveau procédé ont souvent été des solutions privilégiées, tout comme le lancement d'un nouveau produit ou service.**

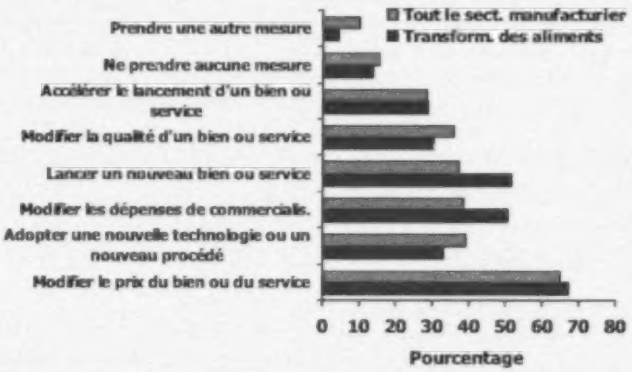
En 2009, 29 % des transformateurs alimentaires ont affirmé que de nouveaux concurrents étaient entrés dans leur marché principal, et 58 % ont dû soutenir la concurrence directe de plus de six entreprises pour assurer la vente de leur produit vedette.

Si de nouveaux concurrents devaient entrer dans leur marché, 67 % des transformateurs alimentaires modifieraient le prix de leurs produits ou de leurs services pour pouvoir rivaliser avec eux.

En revanche, dans cette même situation, plus de la moitié des entreprises lanceraient de nouveaux produits ou services ou modifieraient leurs dépenses de commercialisation.

Enfin, 30 % des répondants affronteraient la concurrence en adoptant de nouvelles technologies ou de nouveaux procédés ou encore en modifiant la qualité de leurs produits.

Graphique B3.22
Pourcentage d'entreprises ayant changé leur pratiques à l'arrivée de nouveaux concurrents dans leur principal marché 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.*

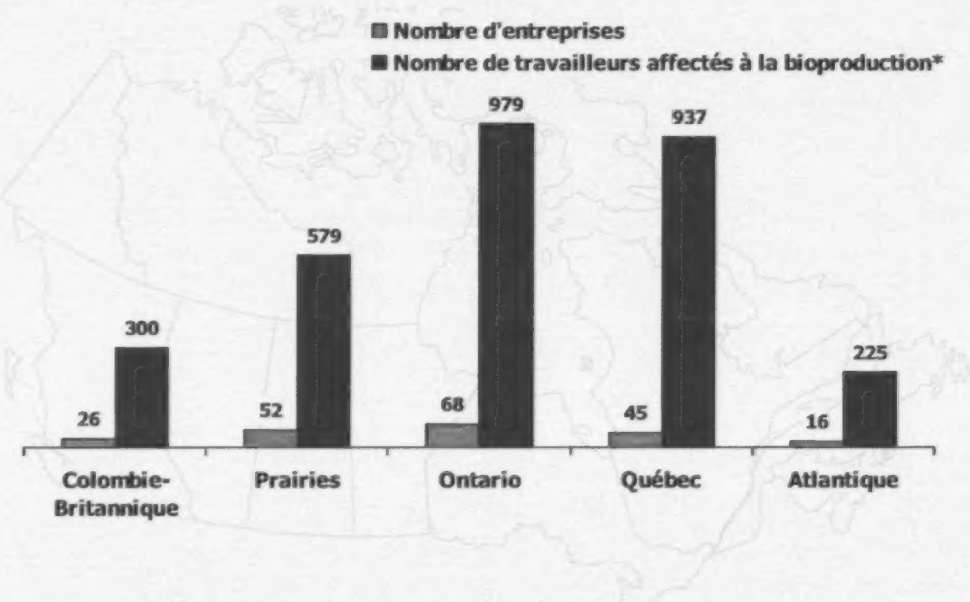
L'industrie canadienne de la production et de la mise au point de bioproduits est un exemple d'industrie en évolution rapide, innovatrice et axée sur le savoir

- **En 2009-2010, l'industrie canadienne des bioproduits comptait 208 fabricants de bioproduits industriels. Ils ont utilisé 2,7 millions de tonnes métriques de biomasse pour générer des revenus de 1,4 milliards de dollars et des ventes à l'exportation de 433 millions de dollars. En outre, ces entreprises ont employé 3 020 travailleurs affectés à la bioproduction à l'échelle du Canada et investi 59,5 millions de dollars en RD.**

Ces fabricants sont répartis dans différentes régions, et 54 % d'entre eux se trouvent en Ontario et au Québec et regroupent près des deux tiers des travailleurs affectés à la bioproduction.

Quelque 38 % de ces entreprises sont situées dans l'Ouest canadien et contribuent pour 29 % de l'emploi total, tandis que 8 % d'entre elles se trouvent dans la région de l'Atlantique et représentent 7 % de l'emploi total.

Graphique B3.23
Nombre de fabricants de bioproduits au Canada par région
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

Note : *Les travailleurs affectés à la bioproduction consacrent plus de 50 % de leur temps aux activités de bioproduction.

NOTE(S) :

Les **fabricants de bioproduits** utilisent de la biomasse renouvelable pour produire ou mettre au point des bioproduits industriels non conventionnels. Ces bioproduits constituent souvent des intrants intermédiaires pour une multitude d'industries, qui les utilisent habituellement au lieu des intrants à base de pétrole. Ces entreprises exercent des activités dans des domaines variés. Plusieurs d'entre elles fabriquent aussi des produits qui ne sont pas considérés comme des bioproduits, comme les coproduits issus de la chaîne de production des bioproduits (p. ex., drêches de distillerie). Par ailleurs, bon nombre de ces entreprises sont présentes dans d'autres secteurs d'activité.

Au Canada, les fabricants de bioproduits mettent au point et produisent une vaste gamme de bioproduits industriels

- **Les fabricants de bioproduits ont mis au point et produit des combustibles, des produits énergétiques, des produits chimiques organiques, des biopesticides, des biocatalyseurs et des bioenzymes ainsi que d'autres matériaux et composites.**

  En 2009, 29 entreprises ont produit de l'éthanol (comme combustible). D'ailleurs, l'éthanol est à l'origine de 69 % des recettes totales générées par les bioproduits cette année-là. Toujours en 2009, 40 entreprises produisaient du biodiésel (comme combustible), 31 fabriquaient d'autres produits chimiques organiques et 13 produisaient des lubrifiants et des graisses.

Graphique B3.24
Activités de bioproduction des entreprises
2009

	NOMBRE D'ENTREPRISES SELON L'ÉTAPE DE MISE AU POINT OU DE PRODUCTION			
	Quelque étape que ce soit	Recherche et développement	Preuve de concept/mise au point de produit	En production/ sur le marché
Type de bioproduit	Nombre d'entreprises			
COMBUSTIBLES LIQUIDES				
Éthanol	29	10	11	20
Biodiésel	40	23	21	29
Autres combustibles liquides	18	10	13	14
Combustibles gazeux	14	10	10	n.d.
Combustibles solides	16	7	11	n.d.
Bioénergie	42	27	29	21
PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES				
Lubrifiants et graisses	13	9	n.d.	9
Polymères	16	12	10	10
Produits chimiques fins	12	7	n.d.	n.d.
Solvants	6	n.d.	n.d.	n.d.
Autres produits chimiques organiques	31	16	17	20
BIOPESTICIDES	**19**	**14**	**8**	**18**
BIO-CATALYSTS AND BIO-ENZYMES	**10**	**10**	**n.d.**	**10**
MATÉRIAUX ET COMPOSITES				
Composites	12	n.d.	n.d.	8
Panneaux de fibres	7	5	n.d.	n.d.
Matériaux	13	7	n.d.	9
AUTRES BIOPRODUITS	**57**	**23**	**26**	**43**

Source : Statistics Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

Note : « n.d. » signifie que les données n'étaient pas disponibles à cause des dispositions sur la confidentialité de la *Loi sur la statistique*. Il est impossible d'additionner les totaux, car les entreprises peuvent exercer plusieurs activités.

NOTE(S) :

Les **bioproduits (extrants)** sont des produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (souvent appelés matière première biologique). Dans le cadre de l'*Enquête sur la production et le développement de bioproduits* de 2009, les entreprises devaient faire la distinction entre les « bioproduits industriels non conventionnels » et les « bioproduits traditionnels », comme les produits du bois, car seuls les premiers ou les produits fabriqués selon un nouveau procédé étaient pris en compte dans l'enquête.

L'industrie émergente des bioproduits utilise la biomasse agricole et forestière

- **En 2009, les entreprises ont utilisé plus de 27 millions de tonnes métriques de matières premières biomassiques. Les deux principales sources de matières premières biomassiques sont la foresterie (16,4 millions de tonnes métriques) et l'agriculture (10,6 millions de tonnes métriques).**

  La biomasse agricole était la principale source de biomasse de 87 des 110 entreprises qui en ont utilisé, et la biomasse forestière l'était pour 46 des 50 entreprises qui y ont eu recours.

Graphique B3.25
Types de biomasse utilisés comme intrants, Canada
2009

	QUANTITÉ ESTIMATIVE	BIOMASSE PRINCIPALE	BIOMASSE UTILISÉE
	(Tonnes métriq.)	(Nombre d'entreprises)	
BIOMASSE AGRICOLE	**10 555 073**	**87**	**110**
Grains de blé (comprend l'équivalent en grains pour l'amidon ou la farine)	614 580		
Grains de maïs (comprend l'équivalent en grains pour l'amidon ou l'huile)	3 757 624		
BIOMASSE FORESTIÈRE (produits forestiers/rémanents, déchets de scierie/résidus)	**16 419 231**	**46**	**50**
Déchets forestiers	1 363 381		
Résidus de scieries (p. ex., liqueur noire, copeaux de bois)	12 365 928		
Déchets urbains de bois (p. ex., déchets de constr./démol., déchets de bois industr., arbres)	2 689 921		
PRODUITS/MATÉRIAUX MARINS OU D'AQUACULTURE (p. ex., algues)	**n.d.**	**10**	**12**
SOUS-PRODUITS DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS, DE L'ABATTAGE DES ANIMAUX OU DE L'ÉQUARRISSAGE	**200 509**	**15**	**23**
SOUS-PRODUITS DES SERVICES DE RESTAURATION (p. ex., graisses recyclées des restaurants)	**n.d.**	**n.d.**	**12**
DÉCHETS URBAINS SOLIDES ORGANIQUES (p. ex., déchets de jardin)	**n.d.**	**n.d.**	**7**
AUTRE BIOMASSE	**224 720**	**39**	**49**

Source : Statistics Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.
Note : « n.d. » signifie que les données n'étaient pas disponibles à cause des dispositions sur la confidentialité de la *Loi sur la statistique*.

NOTE(S) :

La **biomasse (intrant)** s'entend des matières biologiques renouvelables et comprend les matières biologiques provenant de la foresterie, de l'agriculture, des produits marins et de l'aquaculture, ou les produits d'origine microbiologique; les sous-produits de transformation (p. ex., de l'agriculture, de la foresterie, des pâtes et papiers et des aliments destinés à la consommation humaine ou animale); les biomatériaux recyclés (p. ex., les matériaux de construction ou de démolition); les déchets (p. ex., les déchets urbains solides).

L'industrie canadienne des bioproduits est composée en grande partie de nouvelles venues ainsi que de petites entreprises

- **La plupart des entreprises sont petites et comptent une forte proportion d'employés affectés à la bioproduction.**

  Les petites entreprises représentent plus de 80 % des entreprises de cette industrie, la taille moyenne d'une entreprise étant de 14 employés. Les travailleurs affectés à la bioproduction composent 70 % de la main-d'œuvre des petites entreprises. Quant aux moyennes entreprises (moyenne de 58 employés), 55 % de leur main-d'œuvre est affectée à la bioproduction. Les grandes entreprises représentent 12 % de l'ensemble des entreprises et comptent en moyenne 1 626 employés. Seulement 2 % des effectifs des grandes entreprises sont affectés à la bioproduction.

  Les travailleurs des petites entreprises représentent plus de la moitié (54,1 %) des effectifs de l'industrie des bioproduits, ceux des grandes entreprises, 31,5 %, et ceux des moyennes entreprises, seulement 14,7 %.

Graphique B3.26
Taille des entreprises et proportion des employés affectés à la bioproduction, Canada
2009

TAILLE DE L'ENTREPR.	ENTREPRISES		TAILLE MOYENNE DE L'ENTREPR.	EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA BIOPRODUCTION	PROPORTION DES EFFECTIFS DE L'INDUST. DES BIOPROD.
Employés	Nombre	Pourcentage	Employés	Pourcentage	Pourcentage
Petite	169	81	14	70	54,1
Moyenne	14	7	58	55	14,7
Grande	26	12	1 636	2	31,5

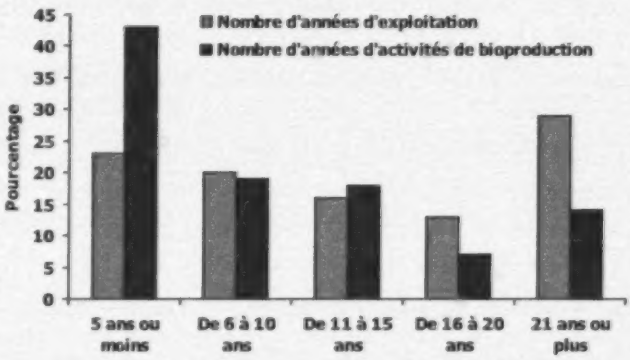
Source : Statistics Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.
Note : Petite entreprise (moins de 50 employés).
Moyenne entreprise (de 51 à 149 employés).
Grande entreprise (150 employés ou plus).

- **Les entreprises canadiennes de bioproduction sont souvent de nouvelles venues dans l'industrie.**

  Bien que 28 % des entreprises fabriquent des bioproduits depuis plus de 20 ans au Canada, le tiers des entreprises sont arrivées sur ce marché après 2005.

  De nombreuses entreprises ne s'intéressent à la bioproduction que depuis une dizaine d'années ou moins : 43 % d'entre elles fabriquent des bioproduits depuis 2005 et 62 %, depuis 2000. Toutefois, 14 % en fabriquent depuis 21 ans ou plus.

Graphique B3.27
Proportion des entreprises de bioprodution selon le nombre d'années d'exploitation et le nombre d'années consacrées aux activités de bioproduction
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

L'industrie émergente des bioproduits, à forte intensité de recherche, emploie une forte proportion de travailleurs qualifiés en comparaison des autres industries

- **Les dépenses de RD ont représenté 4 % des revenus tirés des bioproduits en 2009.**

  Les dépenses en RD en proportion des revenus tirés des bioproduits ont chuté entre 2008 et 2009. En 2008, les dépenses de RD consacrées à la mise au point de bioproduits ont représenté 6 % des revenus tirés directement des bioproduits. En comparaison des autres industries, comme la transformation des aliments, cette proportion est assez élevée.

Graphique B3.28
Part de la RD dans les revenus et dépenses des fabricants de bioproduits
2008-2009

	2008	2009
	Milliers de $	
REVENUS TIRÉS DES BIOPRODUITS	1 152 282	1 434 142
RECHERCHE SUR LES BIOPRODUITS		
RD sur la mise au point de bioproduits (à l'interne)	49 934	50 152
RD sur la mise au point de bioproduits (en sous-traitance)	13 497	9 438
RD sur la valorisation de la biomasse	14 540	14 428
Part de la RD dans les revenus tirés des bioproduits	6 %	4 %

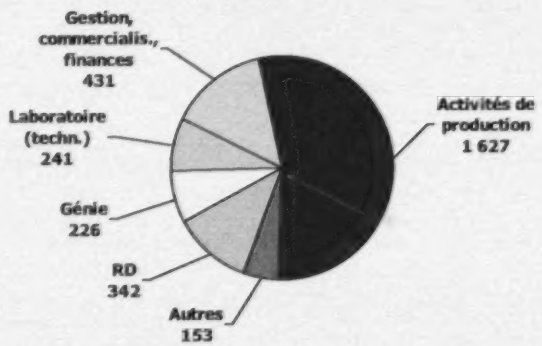
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.
Note : En dollars courants.

- **Les employés affectés à la RD représentaient plus de 10 % des travailleurs de l'industrie des bioproduits en 2009.**

  Bien que les activités d'un peu plus de la moitié des 3 000 employés et plus affectés à la bioproduction soient liées à la production, celles d'une assez forte proportion d'entre eux sont liées aux sciences et à la technologie.

  Près du tiers des emplois se trouvaient dans les sciences, la RD ou le génie. Ensemble, les 342 scientifiques et directeurs de recherche, les 241 techniciens de laboratoire et les 226 ingénieurs occupaient environ 27 % des emplois liés à la bioproduction.

Graphique B3.29
Nombre d'employés dans l'industrie des bioproduits selon l'activité professionnelle
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

Cette industrie émergente doit faire face à diverses difficultés dans la production et la mise au point de bioproduits

- **Selon les entreprises de l'industrie, les principaux obstacles sont, entre autres, le manque de ressources financières ainsi que le coût et la lenteur de l'approbation réglementaire.**

  Pour plus de la moitié des fabricants de bioproduits, le manque de ressources financières nuit considérablement à la production et à la mise au point de bioproduits, tout comme le coût et la lenteur de l'approbation réglementaire.

  Selon moins de 20 % d'entreprises, la qualité ou la quantité non fiable de la biomasse est un obstacle important à la production et à la mise au point de bioproduits. Cependant, d'après 42 % des fabricants, le coût de la biomasse est un obstacle majeur. Quant au manque de ressources humaines qualifiées, 10 % des entreprises le considèrent comme un obstacle d'importance moyenne.

Graphique B3.30
Obstacles perçus à la production ou à la mise au point de bioproduits
2009

Source: Statistics Canada, *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

SECTION C

Composantes du système agricole et agroalimentaire

SECTION C1

Consommateurs

INTRODUCTION :

L'année 2010 a été caractérisée par la reprise économique qui a suivi la récession de 2008-2009. Le revenu disponible par habitant a progressé encore en 2010, et le taux d'emploi est revenu au niveau antérieur à la récession. Cependant, la dette des ménages a continué de grimper, mais à un rythme de plus en plus faible à mesure que les consommateurs se sont serré la ceinture et ont réduit leurs dépenses discrétionnaires.

Les consommateurs ont recommencé à acheter bon nombre de produits durables, comme les voitures et les appareils électroménagers. Les dépenses en alimentation ont continué d'augmenter, surtout à l'égard des aliments achetés au magasin. Les dépenses consacrées aux repas pris à l'extérieur se sont remises à croître après avoir reculé durant la récession. L'inflation du prix des aliments de détail est demeurée inférieure au taux d'inflation global, lequel était d'ailleurs faible en 2010.

Cependant, les consommateurs se satisfont de moins en moins des aliments de base et cherchent des produits correspondant à leurs préférences et à leurs valeurs personnelles, entre autres sur les plans de la production locale, du respect de l'environnement, du bien-être des animaux, de la santé et du commerce équitable. L'industrie alimentaire offre une variété de produits pour répondre aux exigences des consommateurs.

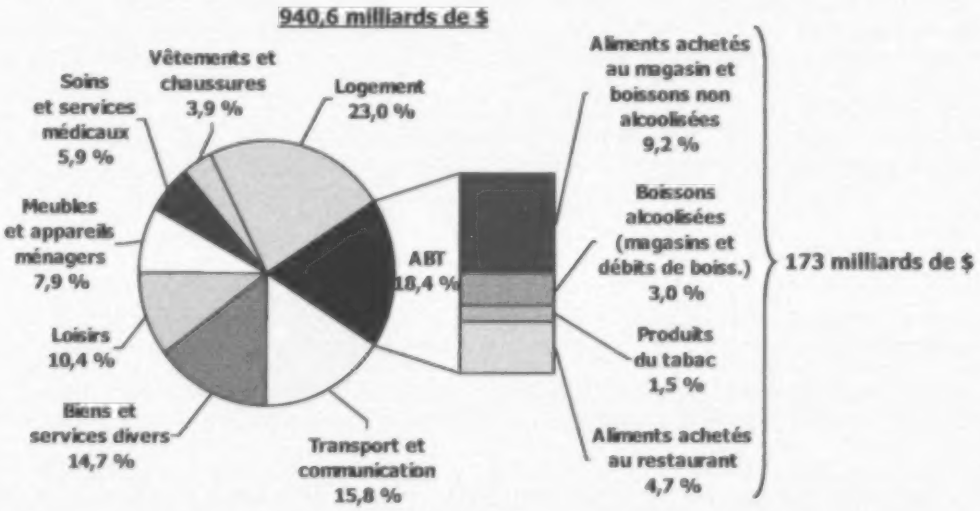
En 2010, les consommateurs canadiens ont dépensé environ 173 milliards de dollars en aliments, en boissons et en produits du tabac

- **En 2010, les Canadiens ont dépensé au total 940,6 milliards de dollars (dollars courants) en produits et services, comparativement à 898 milliards de dollars en 2009.**

  En 2010, la plus grande partie de ces dépenses a été consacrée au logement et au transport ainsi qu'aux communications, à hauteur de 216 milliards de dollars et de 148,4 milliards de dollars respectivement. Les loisirs et les produits et services divers ont représenté une importante part des dépenses des consommateurs. En fait, ils ont accru leurs dépenses personnelles dans toutes les grandes catégories en 2010.

  Les dépenses en alimentation ont progressé pour s'établir à 173 milliards de dollars et représenter 18,4 % des dépenses totales, lesquelles comprennent celles consacrées aux aliments achetés au magasin, aux boissons alcoolisées et non alcoolisées, aux repas pris au restaurant ainsi qu'aux produits du tabac.

Graphique C1.1
Répartition des dépenses personnelles en biens et services
2010



Source : Tableau adapté de Statistique Canada et calculs d'AAC.

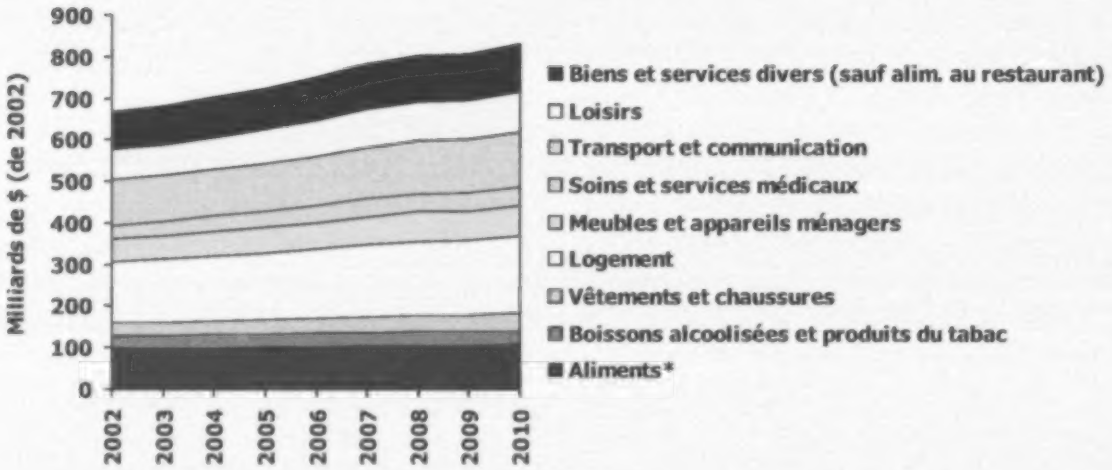
Note : La catégorie « Logement » comprend le loyer brut, les combustibles et l'énergie.
La catégorie « Meubles et appareils ménagers » comprend l'ameublement et l'entretien.
La catégorie « Loisirs » comprend les services d'enseignement, de divertissement et de culture.

L'économie canadienne s'est redressée en 2010, et les dépenses personnelles dans les principaux produits et services de consommation ont modérément progressé

- **Les aliments, boissons et produits du tabac représentent la troisième catégorie en importance des dépenses personnelles réelles, seulement devancées par le logement et les produits et les services divers.**

  En 2010, les Canadiens ont dépensé 106,8 milliards de dollars (en dollars réels de 2002) en aliments achetés au magasin, en boissons non alcoolisées et en aliments achetés au restaurant, une hausse de 2 % par rapport à 2009. En 2010, les dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac ont augmenté de 1,1 %. Les dépenses totales en aliments achetés au restaurant ont progressé de 2,4 % de 2009 à 2010 pour s'établir à 35,9 milliards de dollars.

Graphique C1.2
Répartition des dépenses personnelles réelles en biens et services
2002-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

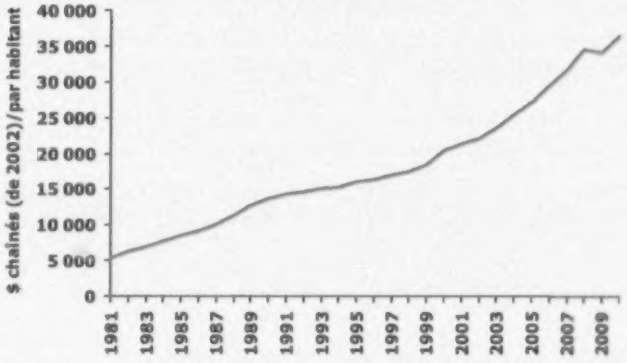
Note : *La catégorie « Aliments » comprend les aliments achetés au magasin (y compris les boissons non alcoolisées) et les aliments achetés au restaurant.

Même si le revenu personnel disponible réel par habitant s'est élevé en 2010, le lourd endettement des ménages a poussé plus de Canadiens à économiser une plus grande part de leurs revenus en vue de réduire leur dette

- **Le revenu personnel disponible réel par habitant a crû de 2009 à 2010 pour passer de 34 093 $ à 36 439 $.**

  L'économie s'est nettement remise de la récession de 2009, surtout au chapitre du revenu des particuliers. Le revenu personnel disponible réel par habitant est reparti à la hausse, poursuivant sa tendance générale et a augmenté d'environ 7 % (6,88 %) de 2009 à 2010.

Graphique C1.3
Revenu disponible réel par habitant
1981-2010

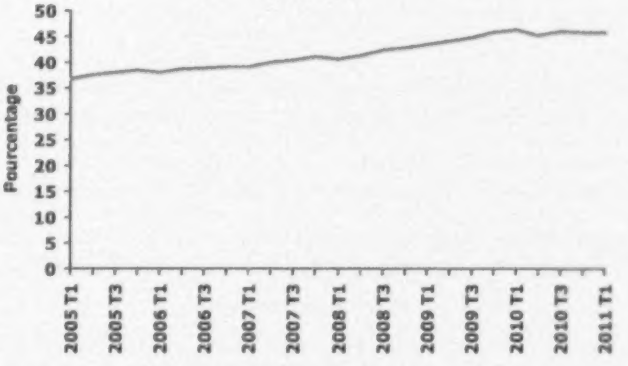


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **À l'époque où le revenu disponible augmentait, le crédit à la consommation, qui constitue la dette non hypothécaire des consommateurs, enregistrait sa plus faible croissance depuis le début des années 1990.**

  La croissance du crédit des ménages n'a jamais été aussi ralentie, en glissement annuel, depuis 2002; à ce rythme, la croissance de la dette non hypothécaire glissera en terrain négatif dans la seconde moitié de 2011. Si les consommateurs se délestent du fardeau de leur dette, leur santé financière en sera améliorée, et ils pourront dépenser davantage dans les années à venir.

Graphique C1.4
Crédit à la consommation
comme pourcentage du revenu personnel disponible
2005-2011



Source : CIBC World Markets, *Household Credit Analysis*, juillet 2011.
Note : T1 = 1er trimestre, T2 = 2e trimestre, T3 = 3e trimestre et T4 = 4e trimestre.

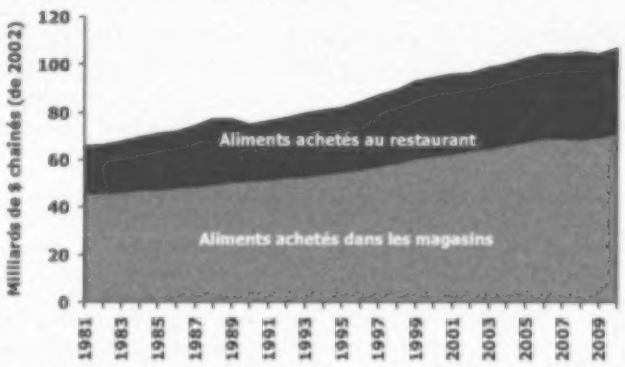
Au Canada, les dépenses par habitant et en termes absolus consacrées aux aliments achetés au magasin et au restaurant continuent d'augmenter

- **Les dépenses personnelles réelles en alimentation (c.-à-d. en boissons non alcoolisées et en aliments achetés au magasin et au restaurant) ont légèrement augmenté en 2010.**

  Entre 2009 et 2010, les dépenses personnelles réelles totales en aliments achetés au magasin sont passées de 69,49 milliards de dollars à 70,9 milliards de dollars, alors que les dépenses en aliments achetés au restaurant sont passées de 35,1 milliards de dollars à 35,9 milliards de dollars, ce qui représente une hausse totale de 2,1 %.

  Environ 34 % des dépenses totales en alimentation ont été consacrées aux aliments achetés au restaurant et 66 %, aux aliments achetés au magasin. Les consommateurs avaient alloué à peu près les mêmes proportions de leur revenu à chacune des catégories en 2009.

Graphique C1.5
Dépenses personnelles réelles consacrées aux aliments
1981-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Ces données ne comprennent pas les dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et au tabac.

- **Les dépenses réelles par habitant en alimentation ont légèrement augmenté entre 2009 et 2010 pour passer de 3 100 $ à 3 133 $, hausse qui témoigne de l'augmentation des dépenses consacrées à l'achat d'aliments au magasin et au restaurant.**

  Les dépenses en alimentation réelles par habitant ont grimpé au cours des ans, passant de 2 636 $ en 1981 à 3 133 $ en 2010. Pendant la même période, la proportion du budget consacré aux aliments achetés au magasin et au restaurant a chuté de 17,4 % à 12,7 % entre 1981 et 2010.

Graphique C1.6
Dépenses réelles par habitant consacrées aux aliments achetés au magasin et au restaurant
1981-2010

ANNÉE	TOTAL DES DÉPENSES EN ALIMENTATION	POPULATION	DÉPENSES EN ALIMENTATION PAR HABITANT	DÉP. TOTALES EN ALIMENTATION EN % DES DÉP. PERSONNELLES TOTALES
	Milliards de $ chaînés (de 2002)	Nombre de personnes	$ chaînés (de 2002)	Pourcentage
1981	65,4	24 819 915	2 636	17,4
1991	76,6	28 037 420	2 689	15,8
2001	94,7	31 019 020	3 054	15,0
2008	104,9	33 327 337	3 147	12,9
2009	104,6	33 739 859	3 100	12,8
2010	106,8	34 108 752	3 133	12,7

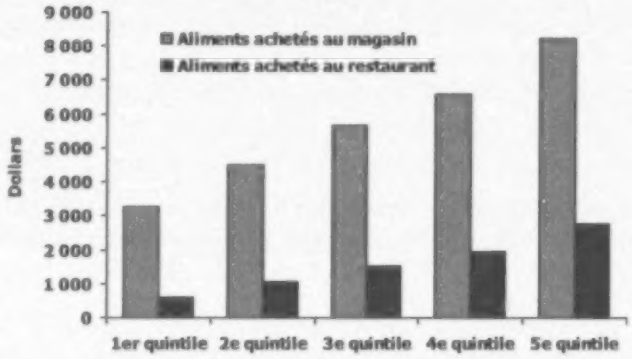
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les dépenses personnelles totales en alimentation comprennent les dépenses consacrées aux aliments achetés au magasin (aliments et boissons non alcoolisées) et au restaurant.

Les Canadiens au revenu élevé ont consacré à l'alimentation une plus petite part de leurs dépenses que les Canadiens et les Américains au revenu plus faible

- **En 2009, la part des aliments achetés au magasin dans les dépenses totales en alimentation a diminué chez les ménages au revenu élevé.**

  En 2009, dans le quintile de revenu le plus faible (le premier quintile), les dépenses en alimentation consacrées aux aliments achetés au magasin ont représenté 84,6 %, et les dépenses consacrées aux aliments achetés au restaurant n'en ont représenté que 15,3 %. À mesure qu'augmente le revenu des ménages au revenu élevé, la part des aliments achetés au restaurant dans les dépenses en alimentation totales augmentait également, pour culminer à 25 % dans le quintile de revenu le plus élevé (le cinquième quintile).

Graphique C1.7
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments achetés au magasin et au restaurant, par quintile de revenu* 2009



Source : Tableau adapté de Statistique Canada.

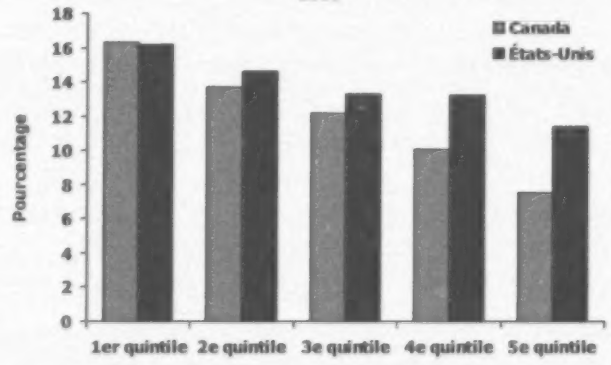
Note : *Quintile : Classement des ménages en cinq groupes de nombre égal par ordre croissant du revenu. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages au revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages au revenu le plus élevé.

- **Les ménages canadiens de la catégorie de revenu la plus élevée (cinquième quintile) consacrent généralement à l'alimentation une plus petite partie de leurs dépenses que les ménages américains de la même catégorie.**

  En 2009, les 20 % des ménages canadiens au revenu le plus élevé (cinquième quintile) ont consacré seulement 7,5 % de leur budget à l'alimentation, comparativement à 11,4 % dans le cas des ménages correspondants aux États-Unis.

  La proportion du budget consacrée aux achats d'aliments était comparable entre les ménages canadiens et américains des quintiles inférieurs, l'alimentation accaparant une part presque identique du budget des ménages du premier quintile, soit 16,3 % au Canada et 16,2 % aux États-Unis.

Graphique C1.8
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu* au Canada et aux États-Unis 2009



Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

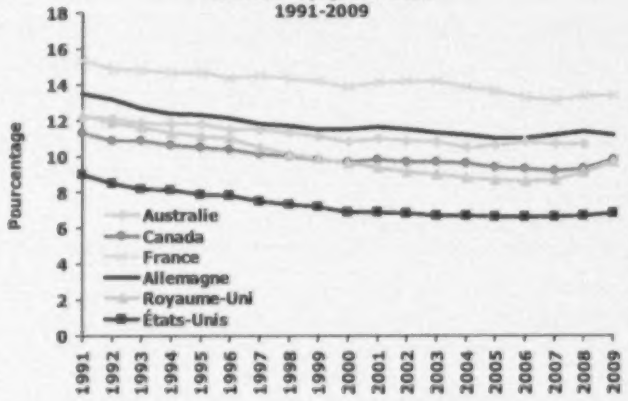
Note : *Quintile : Classement des ménages en cinq groupes de nombre égal par ordre croissant du revenu. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages au revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages au revenu le plus élevé.

Les ménages canadiens sont représentatifs des ménages des économies développées en ce que la part du budget consacré à l'achat d'aliments et de boissons non alcoolisées a diminué au fil des ans

- **Dans l'ensemble, la part des aliments et des boissons non alcoolisées dans les dépenses totales des ménages a diminué au fil des ans dans tous les grands pays de l'OCDE.**

  Cependant, les dépenses en aliments et en boissons non alcoolisées représentent au Canada une proportion du revenu personnel disponible moindre que dans plusieurs pays de l'OCDE. En 2009, les ménages canadiens ont consacré environ 9,8 % de leur revenu disponible aux aliments et aux boissons non alcoolisées, comparativement à 9,3 % en 2008. En 2009, le Canada se situait ainsi à égalité avec le Royaume-Uni (9,7 %), mais nettement derrière la France (13,4 %) et l'Allemagne (11,2 %). Ce sont les consommateurs américains qui ont le moins dépensé en aliments et en boissons non alcoolisées (6,8 %). En comparaison, les ménages canadiens consacraient près de 11,3 % de leur budget à l'alimentation en 1991.

Graphique C1.9
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE
1991-2009



Source : OCDE.

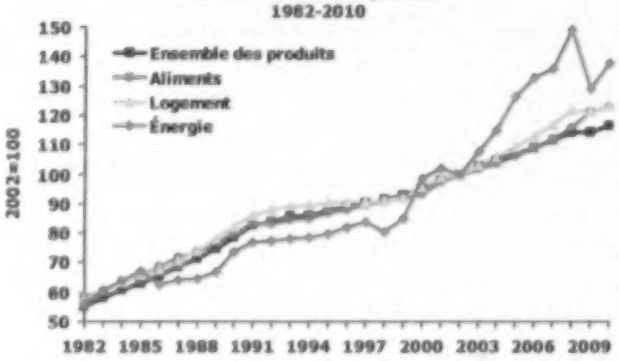
Au Canada, le taux d'inflation des prix des aliments de détail a été inférieur au taux d'inflation général en 2010

- **L'inflation des prix des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des prix à la consommation au cours des dernières décennies.**

  Cependant, en 2010, le taux d'inflation annuel moyen des prix des aliments a augmenté au rythme de 1,4 % par année, inférieur au taux d'inflation 1,8 % de l'ensemble des prix à la consommation.

  Le taux d'inflation des prix des aliments a fluctué beaucoup moins que celui des coûts de l'énergie, surtout au cours des dernières années. Encore en 2010, les coûts de l'énergie ont nettement augmenté, alors que ceux des aliments ont crû légèrement, au même rythme que les autres prix à la consommation, tels que le prix du logement.

Graphique C1.10
Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits
1982-2010



Source : Statistique Canada.

- **En 2010, les prix des aliments au détail ont augmenté de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse est nettement inférieure à celle de 4,9 % enregistrée en 2009.**

  Seul le prix du sucre et des confiseries a affiché une forte croissance (8,1 %) en 2010 en raison de la hausse des prix mondiaux.

  La croissance des prix des produits de boulangerie et des produits céréaliers ainsi que ceux des produits laitiers a nettement ralenti en 2010 par rapport à 2009, et les prix au détail du bœuf, du porc et des fruits et des légumes frais ont reculé.

Graphique C1.11
Inflation des prix au détail des aliments au Canada par catégorie
2009 et 2010

CATÉGORIE	INFLATION (%)	
	2009	2010
IPC global	**0,3**	**1,8**
Aliments	**4,9**	**1,4**
Aliments achetés au magasin	**5,5**	**1,0**
Bœuf, frais ou surgelé	5,8	-0,1
Porc, frais ou surgelé	3,6	-0,1
Volaille, fraîche ou surgelée	4,2	0,2
Produits laitiers	3,6	0,9
Œufs	1,7	2,8
Produits de boulangerie et produits céréaliers	4,2	0,6
Fruits frais	6,3	-3,1
Légumes frais	9,6	-2,6
Sucre et confiserie	7,4	8,1
Graisses et huiles	8,4	0,1
Aliments achetés au restaurant	**3,5**	**2,4**

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

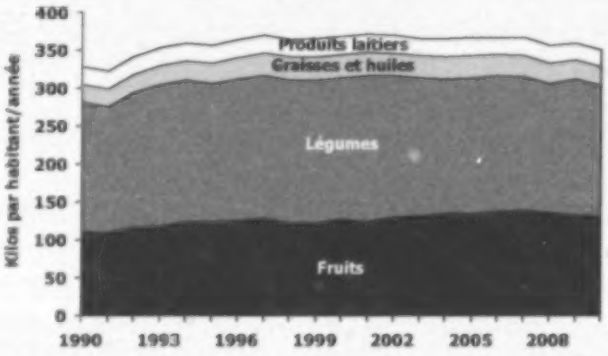
Les préférences alimentaires des Canadiens continuent d'évoluer, comme en témoignent les tendances de consommation de légumes frais, de yogourt, de fromage et de crème, de graisses et d'huiles, et de viande

- **En 2010, la consommation apparente par habitant de fruits et de légumes, de graisses et d'huiles ainsi que de produits laitiers a diminué.**

  La consommation apparente par habitant est la mesure employée pour rendre compte de l'offre de divers aliments, et donc de leur consommation. L'important recul de la consommation apparente par habitant de graisses et d'huiles (6,0 %) a contribué à la diminution de la consommation de ces produits, probablement attribuable à des raisons de santé. La baisse de la consommation apparente de légumes a également été considérable (3,5 %), surtout après la hausse enregistrée en 2009. La consommation de produits laitiers a également reculé en 2010, de 1,5 %.

  De 1990 et 2010, en ce qui a trait aux produits laitiers, les Canadiens ont accru leur consommation de crème (56,4 %) et de fromage (13,0 %), mais ils ont réduit leur consommation de lait (18,3 %).

Graphique C1.12
Consommation de produits laitiers, de fruits et de légumes, de graisses et d'huiles par habitant
1990-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

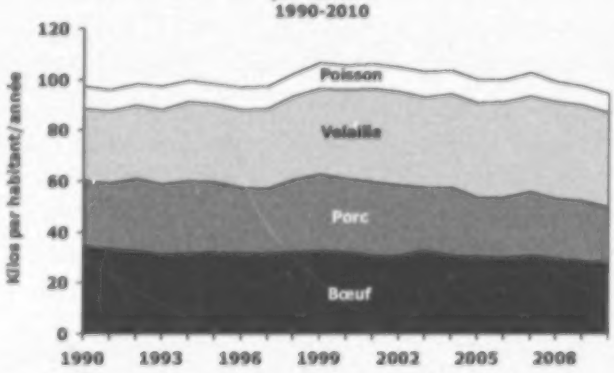
Note : Les données ne tiennent pas compte des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les ménages, les grands établissements privés ou les restaurants, ni des pertes subies pendant la préparation des aliments. Elles représentent les quantités d'aliments offerts à la consommation et non les quantités consommées.

- **En 2010, la consommation de bœuf, de porc, de volaille et de poisson a reculé comparativement à l'année dernière.**

  La consommation de bœuf, qui baisse de façon assez soutenue depuis la moitié des années 1970, s'est chiffrée à 27,69 kg par habitant en 2010, une baisse de 3,18 % par rapport à l'année précédente. La consommation de porc recule aussi depuis 2000 et ne représentait que 21,69 kg par habitant en 2010, une énorme diminution (7,15 %) par rapport à l'année précédente. La consommation de volaille est, quant à elle, passée de 37,66 à 37,4 kg par habitant entre 2009 et 2010.

  La consommation de poisson a également chuté de 6,15 % entre 2009 et 2010, pour se fixer à 7,33 kg par habitant.

Graphique C1.13
Consommation de bœuf, de porc, de volaille et de poisson par habitant
1990-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : 1) Les données ne tiennent pas compte des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les ménages, les grands établissements privés ou les restaurants, ni des pertes subies pendant la préparation des aliments. Elles représentent les quantités d'aliments offerts à la consommation et non les quantités consommées.

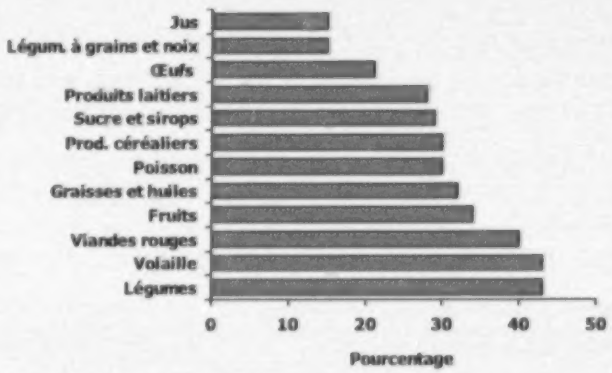
2) La catégorie « Poisson » comprend les variétés fraîches et surgelées de poissons de mer et d'eau douce ainsi que de poissons de mer et de mollusques et crustacés transformés.

De plus en plus, la quantité d'aliments perdus est prise en compte dans le cadre des efforts visant à veiller à ce que la population mondiale ne manque pas de nourriture dans l'avenir

- **La proportion d'aliments perdus au Canada irait de 15 % à près de 45 %, selon le produit.**

  Les estimations sont dérivées de la consommation apparente par habitant et varient selon les catégories de produits. Au Canada, de toutes les catégories de produits, les légumes et la volaille sont les plus gaspillés (44 % et 43 % de l'offre, respectivement). En comparaison, seulement 15 % des jus et 20 % des œufs sont perdus. Le gaspillage se produit essentiellement dans les ménages et est attribuable à la préparation des repas et à l'entreposage des produits.

Graphique C1.14
Pertes d'aliments au Canada selon la catégorie
2009



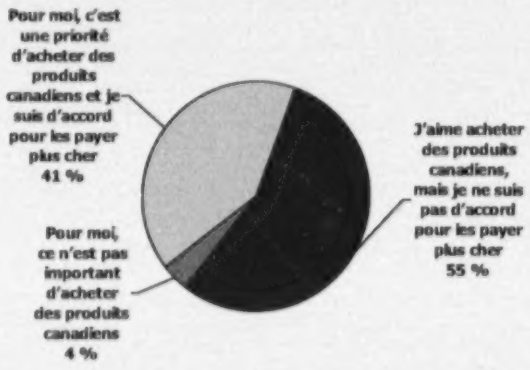
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Outre le prix, facteur le plus important, diverses autres raisons motivent les décisions d'achat des consommateurs canadiens, comme l'origine canadienne des produits, la production locale et biologique ainsi que la salubrité

- **Selon un sondage réalisé en 2011 par Financement agricole Canada, 96 % des consommateurs canadiens estiment important d'acheter des produits canadiens.**

  Dans une proportion de 55 %, les répondants aiment acheter des produits canadiens, mais ne sont pas prêts à les payer plus cher. En revanche, 41 % des répondants considèrent comme prioritaire d'acheter des produits canadiens et sont disposés à les payer plus cher. Seulement 4 % des répondants n'accordent pas d'importance au fait que le produit soit canadien.

Graphique C1.15
Importance de l'origine canadienne pour les consommateurs
2011

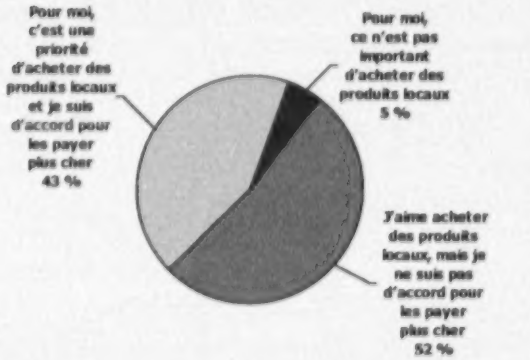


Source : FAC, *Intentions des consommateurs canadiens en matière d'achat de nourriture*, Vision, 2011.

- **Les consommateurs canadiens accordent de plus en plus d'importance aux produits locaux.**

  Selon le même sondage, 43 % des Canadiens estiment prioritaire d'acheter des produits locaux et sont prêts à les payer plus cher. Par ailleurs, 52 % des répondants aiment acheter des produits locaux, mais ne sont pas prêts à les payer plus cher. À peine 5 % des répondants ont indiqué ne pas accorder d'importance à l'origine locale. La majorité des consommateurs qui seraient prêts à payer plus cher pour se procurer des produits locaux sont plus âgés (55 ans et plus) et aisés (revenu de 100 000 $ et plus).

Graphique C1.16
Importance de l'origine locale pour les consommateurs
2011



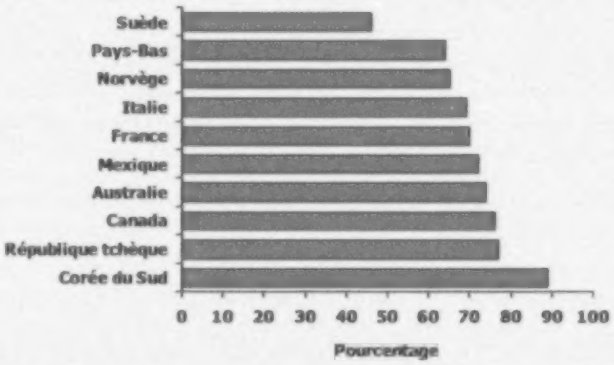
Source : FAC, *Intentions des consommateurs canadiens en matière d'achat de nourriture*, Vision, 2011.

Les Canadiens ont de nombreuses raisons d'acheter des produits biologiques, et leur santé en est la principale

- **Selon un sondage auquel ont participé plus de 10 000 ménages de dix pays de l'OCDE, la santé plus que l'environnement motive 76 % des répondants canadiens à consommer des produits biologiques.**

  Pour les ménages canadiens, sud-coréens et tchèques, la santé motive la consommation de produits biologiques plus que l'environnement. Selon le sondage, au nombre des autres facteurs qui influencent la décision d'acheter des aliments biologiques figurent les prix élevés de ces produits comparativement au prix des aliments conventionnels, les considérations sociales (protection de l'environnement et le bien-être des animaux) ainsi que la confiance dans l'étiquetage et la certification.

Graphique C1.17
Proportion des ménages motivés par la santé plus que l'environnement à consommer des produits biologiques, certains pays de l'OCDE
2010

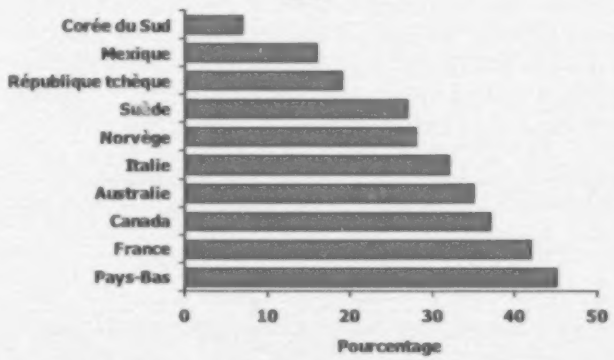


Source : OCDE, *Politique de l'environnement et comportement des ménages*, 2011.

- **Les résultats de l'enquête montrent que les consommateurs ne sont généralement pas disposés à payer 15 % de plus pour les aliments biologiques que le prix des produits conventionnels, toutes catégories d'aliments confondues. Plus précisément, 37 % des répondants canadiens ont indiqué ne pas être prêts à payer plus cher les aliments biologiques.**

  C'est au Canada que se trouve la troisième plus forte proportion de répondants (37 %) qui ne sont pas prêts à payer plus cher les aliments biologiques, la moyenne au sein des pays de l'OCDE étant de 29 %. Plus précisément, les consommateurs qui n'ont pas confiance dans les systèmes de certification actuels refusent de payer plus cher les produits biologiques. Les résultats du sondage montrent également que les consommateurs soucieux de l'environnement et ceux qui estiment les produits biologiques meilleurs pour la santé sont prêts à payer plus.

Graphique C1.18
Pourcentage des consommateurs refusant de payer plus cher les aliments biologiques, certains pays de l'OCDE
2010



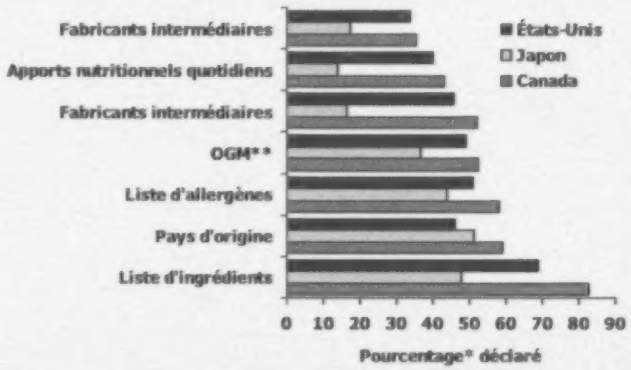
Source : OCDE, *Politique de l'environnement et comportement des ménages*, 2011.

Les consommateurs se fient aux étiquettes des aliments pour se renseigner sur les produits qu'ils consomment

- **Lorsque les consommateurs ont été invités à noter par ordre d'importance l'information figurant sur les étiquettes des aliments, la liste d'ingrédients a été classée au premier rang par les Canadiens et les Américains, et au deuxième rang par les Japonais.**

  L'information sur le pays d'origine a été classée au premier rang par les consommateurs japonais, au deuxième rang par les consommateurs canadiens et au quatrième rang par les consommateurs américains. Les consommateurs des trois pays ont également indiqué que la liste des allergènes était très importante.

Graphique C1.19
Importance de l'information figurant sur l'étiquette des aliments pour les consommateurs canadiens, américains et japonais
2009 et 2010



Source : Calculs de l'Université de l'Alberta à partir des études de marché de Leger Marketing et de TNS Global, 2009 et 2010.

Note : * Selon la méthode du pourcentage favorable net de Roselius, 1971.
**OGM : Organisme génétiquement modifié.

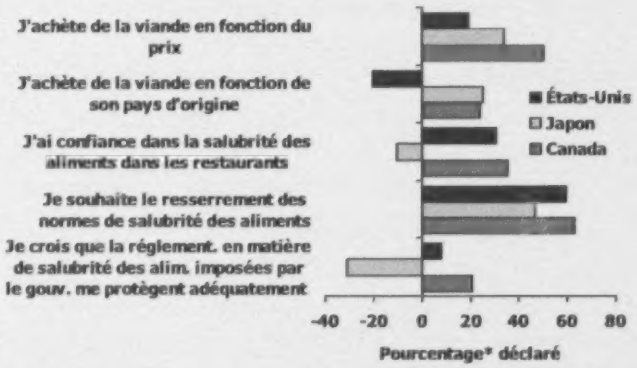
Le resserrement des normes de salubrité des aliments se classait également dans les priorités des consommateurs canadiens, japonais et américains

- **En 2009 et en 2010, la majorité des consommateurs canadiens (plus de 60 %), américains (plus de 60 %) et japonais (plus de 40 %) ont indiqué souhaiter le resserrement des normes de salubrité des aliments dans leur pays respectif.**

  Les Canadiens et Américains ont été nombreux à avoir confiance en la salubrité des aliments dans les restaurants, contrairement aux Japonais. Très peu de Japonais sont d'avis que leurs lois en matière de salubrité des aliments les protègent adéquatement, alors les Canadiens ont été nombreux à être de cet avis, plus nombreux encore que les Américains.

  Aux États-Unis, les consommateurs ont affirmé que le pays d'origine n'influait pas sur leurs achats de viande, contrairement aux Canadiens et aux Japonais. De plus, le prix est déterminant dans la décision d'achat de viande pour une plus forte proportion de consommateurs japonais et canadiens qu'américains.

Graphique C1.20
Importance de divers aspects concernant les aliments pour les consommateurs canadiens, américains et japonais 2009 et 2010



Source : Calculs de l'Université de l'Alberta et à partir des études de marché de Leger Marketing et de TNS Global, 2009 et 2012.

Note : *Selon la méthode du pourcentage favorable net de Roselius, 1971.

SECTION C2

Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

INTRODUCTION :

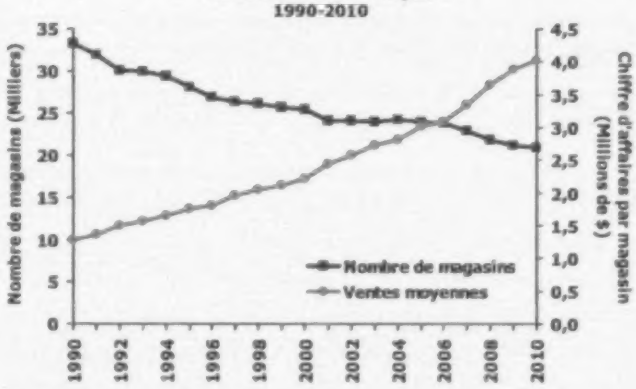
La vente au détail et en gros des aliments et les services alimentaires sont des composantes majeures du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation, qui se trouvent en première ligne, réagissent aux besoins en constante évolution des consommateurs, aux caprices du marché et à l'arrivée de nouveaux joueurs (p. ex., Walmart). À cette fin, ils se restructurent pour préserver, voire accroître, leur part du marché et forment des partenariats et créent des réseaux avec des fournisseurs en amont des chaînes d'approvisionnement en vue d'assurer la salubrité, la qualité et d'autres propriétés des aliments qu'ils vendent. Les établissements des services alimentaires adaptent continuellement leurs produits et services afin d'augmenter leur chiffre d'affaires en réaction à la concurrence féroce que leur livrent les restaurants et les détaillants en alimentation, qui offrent aux consommateurs la commodité qu'ils souhaitent en leur proposant une variété croissante d'aliments préparés et de repas à emporter.

Les détaillants continuent de se regrouper

- **Au cours de la dernière décennie, les détaillants ont rationalisé leurs activités en vue de prendre de l'expansion.**

  Les chaînes de supermarchés traditionnels ont consolidé leurs activités pour faire face à la concurrence accrue. En 2010, le Canada ne comptait plus que 21 009 magasins d'alimentation, soit une baisse de 233. Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada sont Les Compagnies Loblaw Limitée (31 milliards de dollars en chiffre d'affaires et 1 027 magasins), Sobeys Inc. (15,5 milliards de dollars et 1 334 magasins) et Métro Inc. (11,3 milliards de dollars et 566 magasins en Ontario et au Québec).

Graphique C2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen
1990-2010

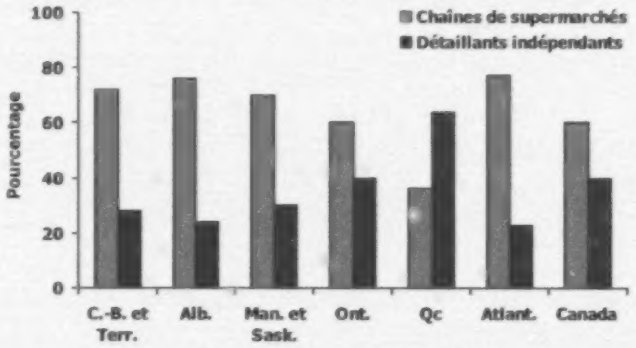


Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2010 sont des estimations.

- **Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.**

  Il n'existe que deux chaînes de supermarchés pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys Inc. Au Canada, 60 % des ventes d'aliments sont réalisées par les chaînes de supermarchés. Toutefois, la prépondérance des chaînes en pourcentage des ventes varie considérablement selon la province. Les chaînes dominent dans les provinces de l'Atlantique (77,2 %) et l'Alberta (76,1 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,2 %). En 2010, les chaînes ont gagné une petite part du marché dans l'est du Canada, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Graphique C2.2
Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région
2010



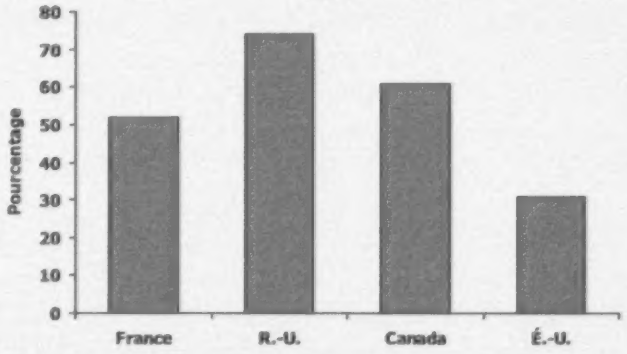
Source : Canadian Grocer, février 2011.

Selon les parts de marché détenues par les quatre premiers détaillants en alimentation sont plus importantes au Canada qu'aux États-Unis, mais moins qu'au Royaume-Uni

- **Au Canada, les quatre plus gros détaillants en alimentation ont contribué pour environ 61 % aux ventes nationales d'aliments.**

  La concentration des détaillants en alimentation est moins forte au Canada qu'au Royaume-Uni (75 % des ventes) et encore plus faible aux États-Unis et en France. Cependant, à l'échelle régionale, la concentration dans l'alimentation de détail s'avère élevée aux États-Unis.

Graphique C2.3
Part de marché des quatre plus grands détaillants de certains pays
2009

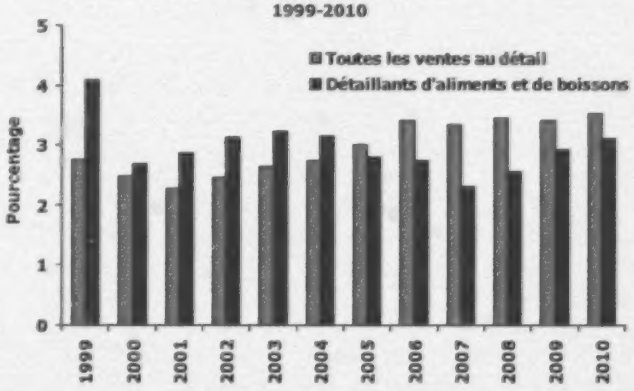


Source : TNS (Royaume-Uni), AC Nielsen (Canada), L'expansion.com (France), U.S. Census Bureau (États-Unis), selon une présentation à la CIBC World Markets Retail Conference, mars 2009.

- **La marge bénéficiaire des détaillants canadiens en alimentation et de boissons demeure inférieure à celle de l'ensemble des détaillants, mais l'écart a diminué en 2010.**

  Jusqu'en 2004, la marge bénéficiaire de l'ensemble des détaillants était inférieure à celle des détaillants d'aliments et de boissons, mais la situation s'est inversée depuis, ce qui rend compte de la concurrence accrue posée par des détaillants autres qu'en alimentation comme Walmart, les pharmacies et autres. La marge bénéficiaire des détaillants en alimentation et de boissons s'est chiffrée en moyenne à 3,1 % par année, la plus élevée depuis 2004.

Graphique C2.4
Ratio moyen de la marge bénéficiaire* des détaillants d'aliments et de boissons
1999-2010



Source : Statistique Canada, *Statistiques financières trimestrielles des entreprises.*

Note : *Consulter le glossaire pour les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières.
Ne comprend pas les coopératives régies par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

Les aliments, boissons gazeuses et boissons non alcoolisées se vendent de plus en plus dans les magasins de détail non traditionnels

- **Les magasins de marchandises diverses, les stations-service et les pharmacies vendent de plus en plus des produits alimentaires. De leur côté, les détaillants traditionnels en alimentation et de boissons ont élargi leur offre de produits non alimentaires.**

  En 2010, la part des ventes d'aliments et de boissons des magasins de marchandises diverses s'élevait à 11,4 %, une hausse comparativement à 7,6 % en 1999, alors que la part des ventes des supermarchés est passée de 88 % à 84 % au cours de la même période.

  Les ventes d'aliments et de boissons par les magasins de marchandises diverses ont grimpé de 10 % par année en moyenne au cours des cinq dernières années, soit bien plus que celles des supermarchés, lesquelles n'ont crû que de 4 %.

Graphique C2.5
Chiffre d'affaires au titre des aliments et boissons selon le genre de point de vente
1999 vs 2010

GENRE DE POINT DE VENTE	1999	2010
	POURCENTAGE	
Magasins d'aliments et de boissons (supermarchés)	87,8	84,0
Magasins de marchandises diverses	7,6	11,4
Stations-service et concessionnaires d'automobiles	2,5	2,7
Pharmacies	1,7	1,7
Autres	0,4	0,2

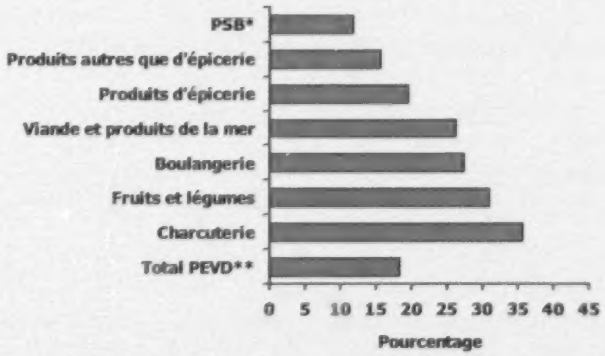
Source : Statistique Canada, *Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail.*

- **En 2010, les produits de marque maison représentaient toujours une part considérable (19,5 %) des ventes totales de produits d'épicerie. Au cours de la dernière récession, les ventes de marques maison ont stagné au Canada, pendant qu'elles augmentaient aux États-Unis.**

  Les ventes dans les rayons de la charcuterie, des fruits et des légumes, et des produits de boulangerie ont été dominées par les marques maison, à 35,6 %, à 31,0 % et à 27,3 %, respectivement. La croissance des marques maison (4 %) a surpassé celle des grandes marques (-2 %) dans le rayon des fruits et légumes.

  La création de marques maison demeure une stratégie concurrentielle importante des grands détaillants qui veulent attirer et fidéliser les clients. En 2010, les Compagnies Loblaw Limitée a lancé 1 200 nouveaux produits maison et ont repensé l'emballage d'environ 300 produits. Ses ventes de produits maison sont estimées à 8,2 milliards de dollars et représentent 26 % de ses ventes totales. Les principales marques maison de Loblaw sont « Choix du Président » et « Sans nom ». Selon le cabinet Nielsen, ce sont les deux marques de produits emballés les mieux vendues au Canada. Les autres principales chaînes de supermarchés ont également accru leur offre de nouveaux produits maison.

Graphique C2.6
Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires de produits alimentaires par rayon
2010



Source : Données recueillies par Nielsen au cours de 52 semaines consécutives jusqu'au 3 juillet 2010, tous circuits de distribution confondus, à l'échelle nationale.

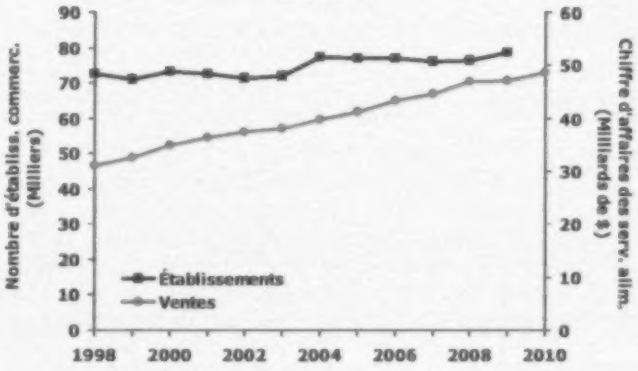
Note : Les aliments frais en vrac ne sont pas pris en compte.
* Produits de santé et de beauté (PSB).
** Produits emballés pour la vente au détail (PEVD).

Les ventes des services alimentaires continuent de croître, et le nombre de faillites demeure à un niveau historiquement bas

- **Les ventes des services alimentaires commerciaux (restaurants, etc.) ont progressé de 39 % au cours des dix dernières années, mais le nombre d'établissements s'est stabilisé, n'augmentant que de 1 % par année en moyenne.**

  Le chiffre d'affaires des établissements de services alimentaires commerciaux était évalué à 48,6 milliards de dollars en 2010, soit une hausse de 3,2 % par rapport à 2009. En 2009, on dénombrait environ 78 600 de ces établissements au Canada, dont 6 % dans les provinces de l'Atlantique, 23 % au Québec, 40 % en Ontario, 16 % dans les Prairies et 15 % en Colombie-Britannique. En 2009, les ventes des services alimentaires commerciaux avaient légèrement reculé en raison de la récession économique que traversait le Canada.

Graphique C2.7
Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements
1998-2010



Source : Statistique Canada.

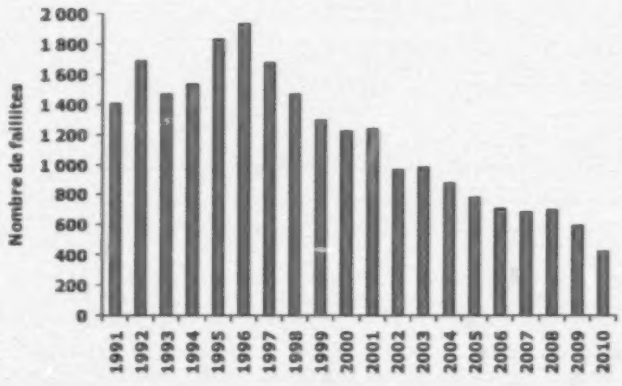
Note : Comme le nombre d'établissements a cessé d'être calculé, les données ne sont pas actualisées en 2010.

- **Le nombre de faillites d'établissements de services alimentaires commerciaux a chuté de 28 % en 2010 par rapport à l'année précédente.**

  Le nombre de faillites a diminué sensiblement et assez systématiquement depuis une dizaine d'années, passant d'un sommet de 1 933 en 1996 à 426 en 2010, étant donné que la proportion de restaurants appartenant à de grandes chaînes n'a cessé d'augmenter.

  Les restaurants à service complet, qui représentent 45 % de l'ensemble des établissements de services alimentaires commerciaux, interviennent également pour 70 % des faillites dans les services alimentaires canadiens en 2010. Les principaux facteurs en cause sont les coûts de main-d'œuvre élevés, la mince marge bénéficiaire et la concurrence féroce.

Graphique C2.8
Nombre de faillites de restaurants commerciaux
1991-2010



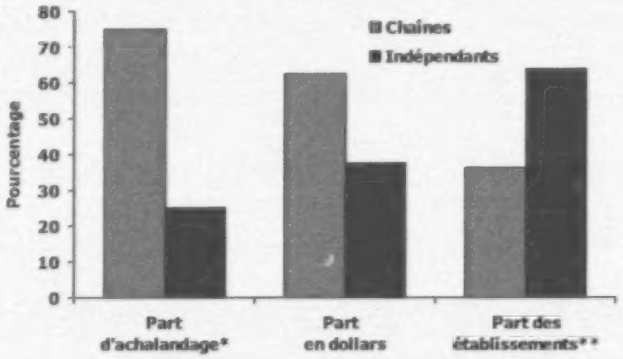
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, *InfoStats* trimestriel.

Les restaurants indépendants sont plus nombreux que les restaurants appartenant à des chaînes, mais ils retiennent une moindre part des ventes et de l'achalandage

- **Les restaurants indépendants sont environ deux fois plus nombreux que les restaurants de chaînes au Canada. Toutefois, ils n'accaparent que 38 % des ventes et 25 % de la clientèle.**

  En 2010, l'achalandage des restaurants de chaînes a augmenté de 2,1 %, alors que l'achalandage des restaurants indépendants a baissé de 3,6 %. En 2009, les 50 principales chaînes étaient à l'origine de 51 % des ventes et représentaient 30 % des établissements.

Graphique C2.9
Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants
2010



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

Note : * L'achalandage désigne le nombre de clients visitant les établissements par année.
** Les données se rapportent aux services alimentaires des chaînes et des restaurants indépendants dans les restaurants et les magasins de détail.

Les Canadiens ont dépensé davantage au restaurant cette année que l'année dernière

- **Pour la première fois en plus de dix ans, les ventes des restaurants à service restreint ont surpassé celles des restaurants à service complet. La récession à peine terminée, la quête de valeur des consommateurs a ralenti la croissance des ventes des restaurants à service complet.**

  En 2010, les ventes de tous les services alimentaires se sont redressées de 3,3 % après avoir diminué en 2009 sous le coup de la récession économique. En 2010, les ventes de l'ensemble des services alimentaires commerciaux et non commerciaux se sont chiffrées à 60,9 milliards de dollars. Les traiteurs et traiteurs à forfait (7,1 %), les restaurants hôteliers (5,5 %) et les restaurants à service restreint (5,4 %) ont enregistré les plus fortes croissances. Les débits de boissons et les services alimentaires en magasin ont quant à eux baissé de 3,4 % et de 3,6 %.

Graphique C2.10
Parts de marché des services alimentaires selon la catégorie
2010

2010	(MILLIONS DE $)	POURCENTAGE
Services alimentaires commerciaux	**48 617**	**80**
Restaurants à service restreint	21 220	35
Restaurants à service complet	20 931	34
Traiteurs et traiteurs à forfait	3 998	7
Pubs, tavernes et boîtes de nuit	2 468	4
Services alimentaires non commerciaux*	**12 255**	**20**
Restauration hôtelière	5 128	8
Restauration collective	3 636	6
Restauration en magasin	1 236	2
Autres services alimentaires**	2 255	4
Total des services alimentaires	**60 872**	**100**

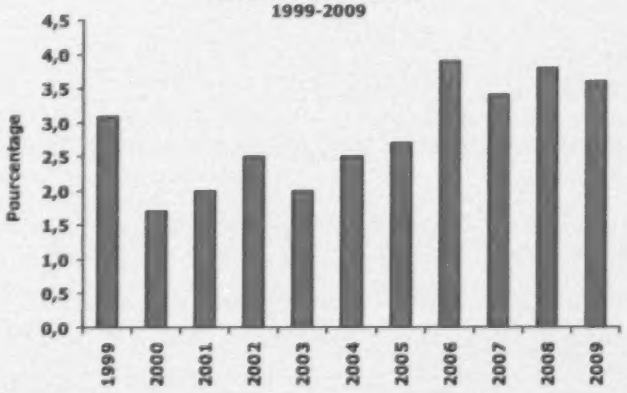
Source : Statistique Canada, Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.

Note : * Les données sur les services de restauration non commerciale sont provisoires.
** Cette catégorie comprend les exploitants de distributeurs automatiques et les services de restauration dans les clubs privés et sportifs, les cinémas, les stades et dans d'autres établissements saisonniers et de divertissement.

- **En 2009, la marge bénéficiaire des établissements de restauration et des débits de boissons a légèrement baissé.**

  Les services alimentaires et les débits de boissons ont enregistré une faible baisse de leur marge bénéficiaire, laquelle est passée de 3,8 % à 3,6 % entre 2008 et 2009, dans la foulée de la récession. Les marges bénéficiaires des services alimentaires et des débits de boissons avaient augmenté régulièrement durant la majeure partie de la décennie, passant d'un creux de 1,7 % en 2000 à un sommet de 3,9 % en 2006.

Graphique C2.11
Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons
1999-2009



Source : Statistique Canada, *Statistiques financières et fiscales des entreprises*, Annuel.

NOTE(S) :

Selon Statistique Canada, les services alimentaires et les débits de boissons comprennent les établissements dont l'activité principale consiste à préparer des repas, des repas légers et des boissons pour consommation immédiate sur place ou pour emporter. Ce sous-secteur n'englobe pas les services alimentaires offerts dans les établissements comme les hôtels, les associations de citoyens et les associations sociales, les parcs d'attractions et de loisirs, et les salles de spectacles. Toutefois, les locaux loués pour les services alimentaires offerts dans diverses installations comme les hôtels, les centres commerciaux, les aéroports et les grands magasins sont compris. Les groupes faisant partie de ce sous-secteur sont définis en fonction du niveau et du genre de service fourni.

Les services alimentaires institutionnels sont aussi des composants importants de l'industrie de la restauration

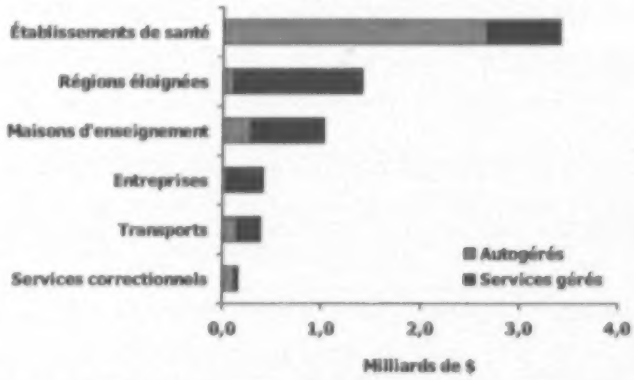
- **Le marché des services alimentaires institutionnels se chiffrait à 6,6 milliards de dollars en 2010, soit environ 11 % du marché total de la restauration.**

  Les revenus tirés des services alimentaires institutionnels par des fournisseurs de services se sont chiffrés à 3 milliards de dollars (soit 45 % du marché institutionnels) et sont compris dans la catégorie « traiteurs et entrepreneurs de l'industrie de la restauration commerciale ». Les revenus des services alimentaires institutionnels autogérés se sont élevés à 3,6 milliards de dollars (soit 55 %) et sont classés dans la catégorie « autres services alimentaires » du segment restauration non commerciale.

  Les établissements de santé représentent 52 % du marché des services alimentaires institutionnels et ceux-ci sont essentiellement autogérés (78 %). Les autres composantes du secteur institutionnel, comme les services alimentaires en régions éloignées et les services alimentaires en entreprise, dépendent surtout de fournisseurs de services gérés (environ 90 %).

  Au nombre des fournisseurs importants de services alimentaires institutionnels figurent Compass Group Canada, Aramark Canada et Sodexo Inc.

Graphique C2.12
Marché des services alimentaires institutionnels
2010



Source : foSTRATEGY Inc., *2011 Canadian Institutional Foodservice Market Report.*
Note : D'autres marchés pour lesquelles les données ne sont pas produites régulièrement ont été exclus (p. ex., l'Armée et la garde côtière).

NOTE(S) :

Les services alimentaires institutionnels comprennent les services d'alimentation dans les établissements de soins de santé (hôpitaux, établissements de soins de longue durée, maisons de retraite), dans les maisons d'enseignement (écoles privées, écoles secondaires, collèges et universités), chez les transporteurs (compagnies aériennes et ferroviaires, traversiers et navires de croisière) et dans les établissements correctionnels (établissements correctionnels fédéraux et provinciaux), en régions éloignées (campements de travailleurs des mines, de la foresterie, du pétrole et du gaz, et de l'hydroélectricité, des services de lutte contre les incendies, de la construction routière et de l'entretien des voies ferrées), et en entreprise (cantines des employés de bureaux et d'établissements privés et publics). Les services alimentaires institutionnels englobent également d'autres marchés (forces armées et garde côtière), mais comme les données à leur égard ne sont pas produites régulièrement, ces catégories ne font pas l'objet d'évaluations distinctes.

SECTION C3

Transformation des aliments et des boissons

INTRODUCTION :

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons fait le lien entre les agriculteurs qui produisent les produits agricoles et les détaillants, les services alimentaires et les consommateurs qui achètent ces produits. Ce lien devient de plus en plus dynamique à mesure que les transformateurs intègrent à leurs activités les acteurs en amont, les producteurs agricoles, et ceux en aval, les détaillants, tant sur les marchés canadien qu'étranger, en vue de fournir aux consommateurs les produits aux caractéristiques qu'ils demandent. Récemment, l'industrie s'est heurtée à diverses difficultés causées par l'instabilité du taux de change et des prix des produits de base, le resserrement des marchés du travail et la récession économique mondiale qui a nui au prix des intrants, à la demande à l'exportation et à la concurrence.

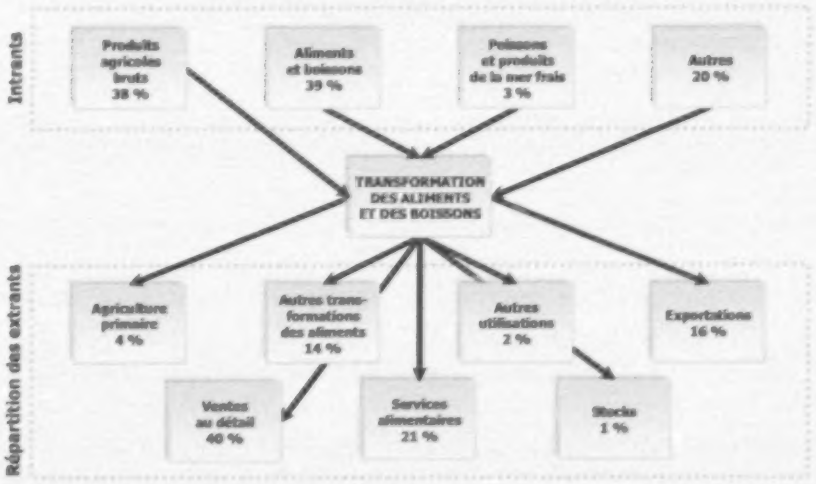
La transformation des aliments et des boissons est une composante importante et diversifiée du système agricole et agroalimentaire; elle joue un rôle crucial dans la transformation des produits agricoles en aliments pour consommation humaine, en aliments pour animaux et en produits non alimentaires vendus au Canada et ailleurs dans le monde

- **Les produits agricoles bruts représentent 38 % de la valeur totale des intrants matériels utilisés dans la transformation des aliments et des boissons au Canada.**

  Les intrants déjà transformés représentent 39 % des intrants matériels, alors que les poissons et les produits de la mer frais et transformés en représentent 3 %. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et l'équipement constituent la plus grande partie des 20 % restants.

  Au Canada, près de la moitié des extrants de la transformation des aliments et des boissons sont vendus aux détaillants en alimentation (40 %) et aux fournisseurs de services alimentaires (21 %) et à l'exportation (16 %). La part restante est utilisée par d'autres composantes du système (c.-à-d. l'agriculture primaire [4 %], la transformation des aliments [14 %] et d'autres industries).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants
2007



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

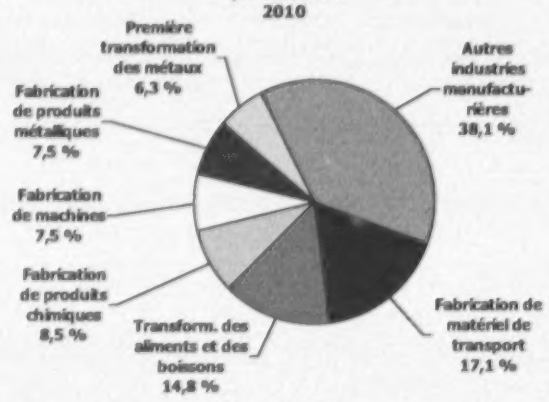
Note : Comme certaines données sont confidentielles, la somme des données peut ne pas correspondre à 100 %.

La transformation des aliments et des boissons est l'une des principales industries manufacturières du Canada

- **En 2010, la transformation des aliments et des boissons s'est classée au deuxième rang des industries manufacturières du Canada pour sa part au PIB de la fabrication totale.**

  Le PIB de la transformation des aliments et des boissons (23 milliards de dollars) représentait 14,8 % du PIB total des industries manufacturières, devancé uniquement par le PIB de la fabrication de matériel de transport qui représentait 17,1 % du total (27 milliards de dollars).

Graphique C3.2
Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie
2010

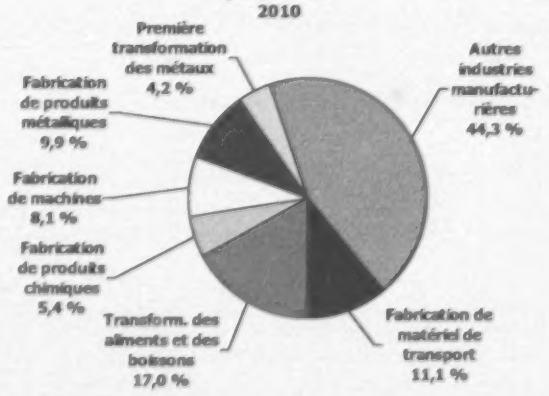


Source : Statistique Canada.

- **La transformation des aliments et des boissons est arrivée première, devant la fabrication de matériel de transport, en ce qui concerne la proportion des emplois dans le secteur de la fabrication.**

  La proportion des travailleurs manufacturiers de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons s'est établie à 17 % en 2010 (249 560 emplois), alors que celle des travailleurs de l'industrie de la fabrication de matériel de transport a stagné à 11,1 % (162 545 emplois).

Graphique C3.3
Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie
2010



Source : Statistique Canada.

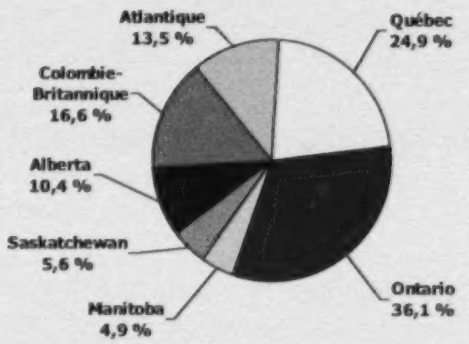
Les transformateurs des aliments et des boissons se trouvent dans tout le Canada et produisent une variété de produits

- **Les transformateurs des aliments et des boissons sont établis dans toutes les provinces, mais la plupart des établissements sont au Québec et en Ontario.**

  En 2009, plus de 8 000 transformateurs d'aliments et de boissons étaient établis d'un océan à l'autre, une baisse de 10 % par rapport à 2004.

  Près des deux tiers des établissements étaient situés en Ontario (36,1 %) et au Québec (24,9 %). Une grande partie fabriquait des produits laitiers, des viandes, des produits de boulangerie et des tortillas, et mettait en conserve des fruits et des légumes. Les autres provinces qui comptent un bon nombre d'établissements de transformation des aliments sont la Colombie-Britannique (16,6 %), les provinces de l'Atlantique (13,5 %) et l'Alberta (10,4 %).

Graphique C3.4
Répartition des transformateurs d'aliments et de boissons par province
2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

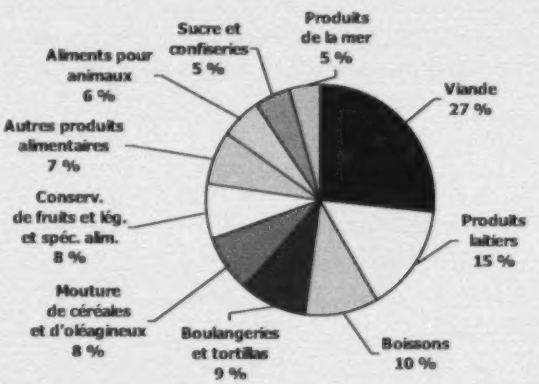
- **En 2010, les produits de viande, les produits laitiers et les boissons ont représenté plus de la moitié de la valeur des expéditions d'aliments et de boissons (89,8 milliards de dollars).**

  Selon la valeur des expéditions, le plus important sous-secteur de la transformation des aliments et des boissons est la transformation des viandes (27 %), suivie de la transformation des produits laitiers (15 %) et des boissons (10 %).

  La transformation des viandes et des produits laitiers a représenté environ 42 % de la valeur des expéditions d'aliments et de boissons en 2010.

Graphique C3.5
Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par groupe
2010

89,8 milliards de $



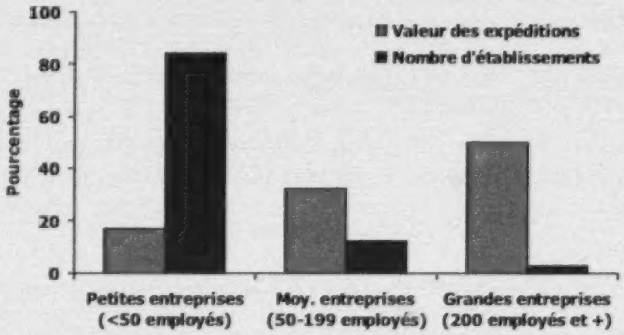
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La majorité des établissements de transformation des aliments sont de petites entreprises comptant moins de 50 employés, mais les grands établissements revendiquent la plus grande part de la production

- **Les grands établissements de transformation des aliments (200 employés ou plus) sont à l'origine de la plus grande part de la production. En 2008, ils ne représentaient que 3 % du nombre total d'entreprises, mais contribuaient pour 50 % à la valeur des expéditions.**

  En revanche, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 84 % des établissements, mais seulement 17 % de la valeur totale des expéditions. Quant aux moyennes entreprises, elles représentaient 13 % des établissements et 33 % de la valeur totale des expéditions. À l'avenir, la restructuration et les regroupements dans l'industrie devraient accroître la part des grandes entreprises dans la production totale.

Graphique C3.6
Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés
2008



Source : Statistique Canada, totalisation spéciale.

Note : Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de modifications apportées aux définitions.

Les transformations d'aliments et de boissons continuent de se restructurer et de se regrouper pour s'adapter aux conditions du marché et demeurer rentables

- **La transformation des aliments est l'une des industries les moins concentrées du secteur manufacturier, et celles des boissons et des produits du tabac, l'une des plus concentrées.**

  La concentration d'une industrie est mesurée à l'aide du ratio de concentration (RC4), lequel mesure la proportion de ventes attribuables aux quatre principales entreprises d'une industrie. Dans le secteur de la fabrication, ces ratios vont de 5 % dans la fabrication de produits métalliques à 65 % dans la fabrication de produits du pétrole et du charbon.

  Dans l'ensemble, les quatre principaux établissements de transformation des aliments étaient à l'origine d'environ 20 % des ventes seulement, alors que les quatre principaux fabricants de boissons et de produits du tabac représentaient pour 58 % dans le total de ventes.

Graphique C3.7
Ratios de concentration du secteur de la fabrication
2008

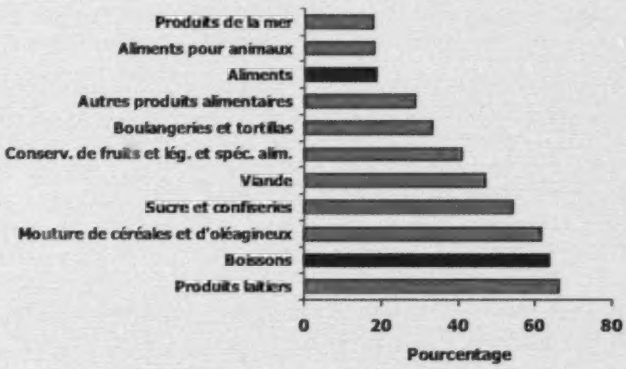
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les ratios de concentration varient selon les sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, du secteur des produits laitiers étant le plus concentré à ceux des aliments pour animaux et des produits de la mer étant les moins concentrés.**

  D'importants changements structurels se sont opérés dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons depuis le début des années 1990; elle est aujourd'hui de plus en plus concentrée surtout dans les secteurs des produits laitiers, de la mouture de céréales et d'oléagineux, et des boissons.

  En 2008, les quatre principaux transformateurs de produits laitiers représentaient 66 % des ventes, ceux des boissons, 64 %, et ceux de la mouture de céréales et d'oléagineux, 62 %. À l'autre extrémité du spectre de la concentration, les quatre principaux transformateurs des produits de la mer et des aliments pour animaux représentaient 18 % du total des ventes.

Graphique C3.8
Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons
2008



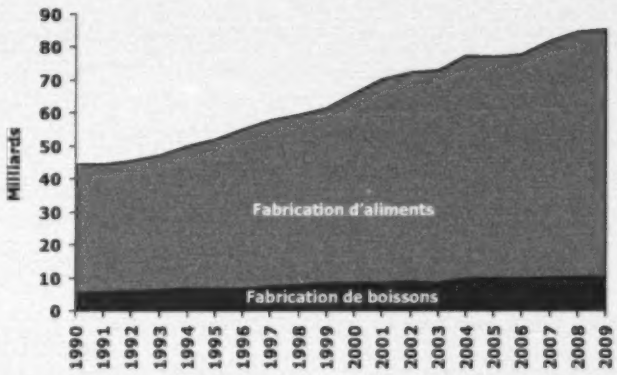
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des expéditions d'aliments et de boissons a progressé de façon constante depuis les années 1990, et celle de certains groupes de l'industrie a augmenté plus rapidement

- **La valeur des expéditions d'aliments et de boissons a presque doublé de 1992 à 2010 pour atteindre 89,8 milliards de dollars.**

  Même durant la récession de 2008-2009, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons n'a cessé de grimper; l'alimentation étant une nécessité, même si les revenus des ménages ont baissé, les consommateurs ont simplement délaissé les repas au restaurant au profit des aliments achetés au magasin.

Graphique C3.9
Expéditions d'aliments et de boissons
1990-2009



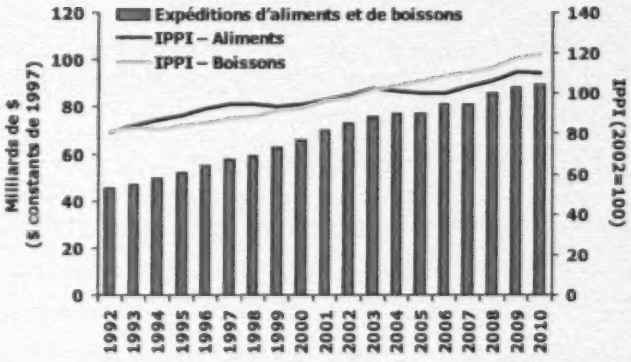
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : Les données de 1990 à 2002 proviennent des enquêtes annuelles sur les manufactures et l'exploitation forestière (EAMEF), d'une série terminée, et sont fondées sur la valeur des expéditions manufacturières; les données de 2003 à 2009 proviennent des EAMEF de la série actuelle et sont fondées sur le revenu tiré des produits fabriqués.

- **Pendant que grimpait la valeur des expéditions, les prix de vente dans l'industrie des aliments transformés et des boissons augmentaient au rythme de l'inflation.**

  Cela dit, la croissance des expéditions a été plus forte que la hausse des prix de vente dans l'industrie, c'est pourquoi la valeur réelle des expéditions d'aliments et de boissons a augmenté.

Graphique C3.10
Valeur réelle des expéditions d'aliments et de boissons et indice des prix des produits industriels (IPPI)
1992-2010

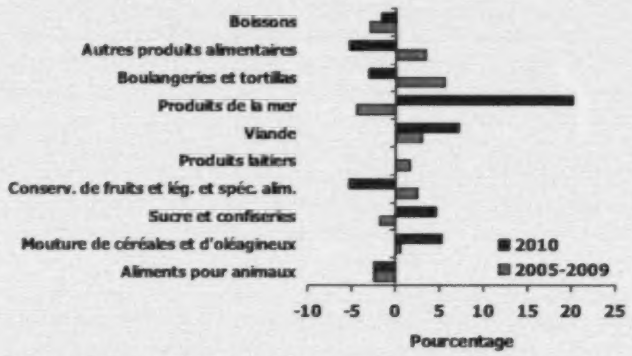


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Cependant, la croissance n'a pas été égale dans tous les sous-secteurs de transformation des aliments et des boissons

- **De fait, les taux de croissance annuels moyens de la valeur des expéditions de bon nombre de sous-secteurs de l'industrie de la transformation des aliments ont reculé en 2010.** Alors que les expéditions des sous-secteurs de la transformation des produits de la mer, de la fabrication de sucre et de confiseries, des produits de viande ainsi que de la mouture de céréales et d'oléagineux ont augmenté en 2010, celles d'autres groupes ont plutôt reculé, comme dans le cas des produits de boulangerie, de la mise en conserve de fruits et de légumes, et de la transformation d'aliments pour animaux. Au cours des cinq années précédentes, la plupart de ces sous-secteurs avaient affiché des taux de croissance annuels moyens positifs.

Graphique C3.11
Taux de croissance annuels moyens des expéditions d'aliments et de boissons par sous-secteur 2005-2009 et 2010

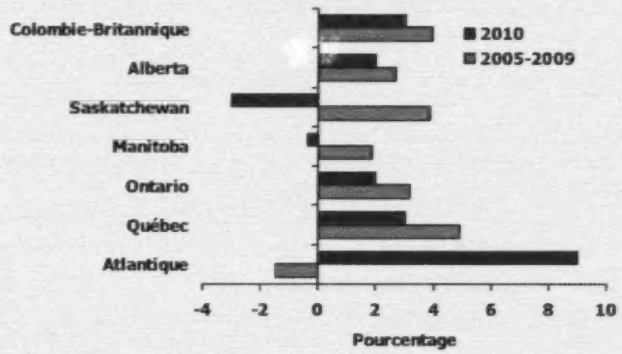


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les expéditions ont crû plus lentement en 2010 qu'au cours des cinq années précédentes dans toutes les provinces, à l'exception des provinces de l'Atlantique où les expéditions accrues de produits de la mer ont soutenu la croissance.**

  Les expéditions ont progressé plus lentement en 2010 qu'au cours des cinq années précédentes dans toutes les provinces, à l'exception des provinces de l'Atlantique en raison de la forte croissance des expéditions de produits de la mer (20 %). Au Manitoba, le recul est principalement attribuable à la baisse des expéditions de légumes (pomme de terre) et d'autres aliments, et en Saskatchewan, à la baisse des expéditions de produits de viande. La croissance a été positive dans toutes les autres provinces, quoique plus faible qu'au cours des cinq années précédentes.

Graphique C3.12
Taux de croissance annuels moyens des expéditions d'aliments et de boissons par province 2005-2009 et 2010



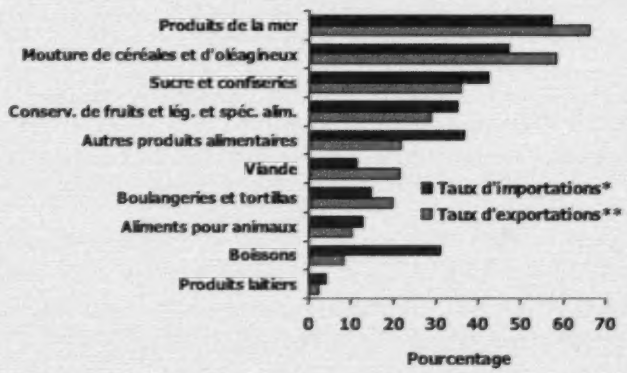
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Alors que les transformateurs d'aliments et de boissons vendent la majeure partie de leur production sur le marché canadien, certains sous-secteurs comptent davantage sur les exportations que d'autres

- **En moyenne, le quart des expéditions d'aliments et de boissons a été exporté en 2010, alors que les aliments et boissons importés ont représenté 23,2 % des ventes sur le marché intérieur.**

  Certains des sous-secteurs qui exportent le plus sont aussi ceux qui importent le plus, comme la préparation de produits de la mer (57,3 %) et la mouture de céréales et d'oléagineux (47,1 %).

Graphique C3.13
Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

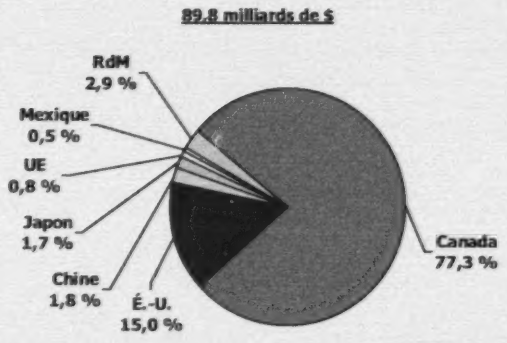
Note : * Importations/(expéditions-exportations+importations).
**Exportations calculées en pourcentage des expéditions.

- **Les États-Unis sont les premiers importateurs d'aliments et de boissons du Canada, suivis de l'Asie et de l'Union européenne.**

  Le marché canadien a absorbé 77 % des expéditions d'aliments et de boissons en 2010, devant le marché des États-Unis, qui en a importé environ 15 %.

  Dans l'ordre, la Chine (1,8 %), le Japon (1,7 %), l'Union européenne (0,8 %) et le Mexique (0,5 %) ont été les autres principaux importateurs.

Graphique C3.14
Destination des expéditions d'aliments et de boissons
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

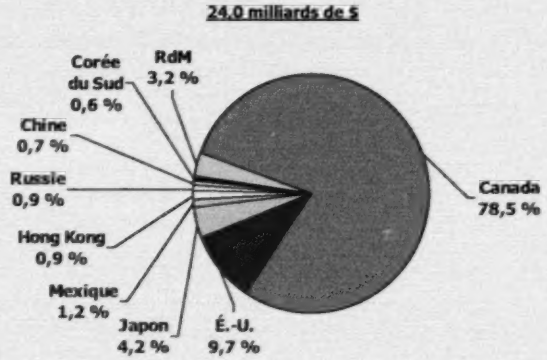
La principale destination de la plupart des boissons et aliments transformés est le marché intérieur, et le principal marché d'exportation est les États-Unis

- **En 2010, plus des trois quarts des expéditions de produits de viande (78,5 %) ont été destinés au marché intérieur.**

  Les transformateurs de produits de viande sont les plus importants exportateurs du secteur de la transformation des aliments et des boissons.

  Les principaux marchés d'exportation des viandes transformées sont les États-Unis (9,7 %) et le Japon (4,2 %).

Graphique C3.15
Destination des expéditions des produits de viande
2010

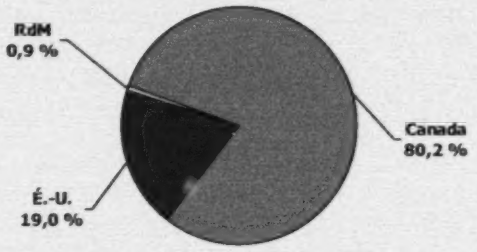


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La majeure partie des produits de boulangerie et des tortillas a été consommée en sol canadien (80 %).**

  Les exportations étaient presque exclusivement destinées au marché américain.

Graphique C3.16
Destination des expéditions des produits de boulangerie et de tortillas
2010

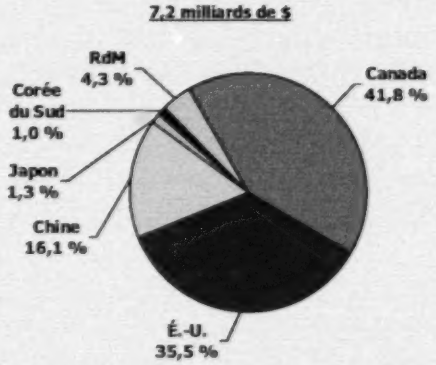


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les marchés des secteurs de la mouture de céréales et d'oléagineux et de la préparation de produits de la mer sont plus diversifiés

- **Le Canada (41,8 %) et les États-Unis (35,5 %) sont les principales destinations des expéditions de la mouture de céréales et d'oléagineux, outre la Chine qui représente maintenant aussi un important marché d'exportation (16 %).**

Graphique C3.17
Destination des expéditions du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux
2010



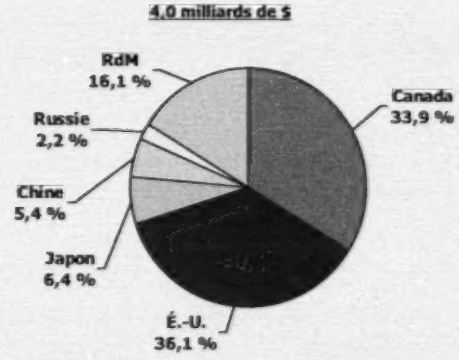
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Le groupe de la préparation de produits de la mer est celui qui compte le plus sur les exportations, lesquelles ont représenté environ les deux tiers de ses expéditions en 2010.**

  Les expéditions de ce groupe ont été plus importantes aux États-Unis (36,1 %) qu'au Canada (33,9 %).

  Le Japon (6,4 %), la Chine (5,4 %) et la Russie (2,2 %) sont d'autres importants marchés d'exportation.

Graphique C3.18
Destination des expéditions des produits de la mer
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

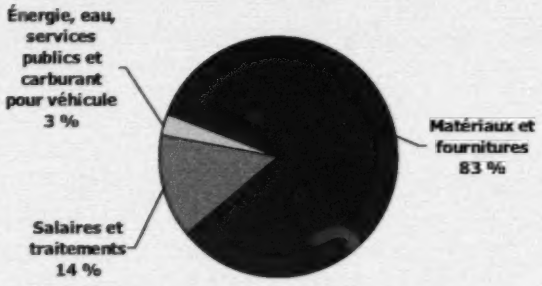
Étant donné l'importance que revêt le commerce international pour l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, elle doit absolument rester concurrentielle sur le plan des coûts

- **Les matériaux et les fournitures constituent la principale composante du coût variable de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.**

  En 2009, les matériaux et les fournitures étaient de loin la principale composante du coût variable global de la transformation des aliments, représentant près de 83 % du coût global. Cette proportion varie selon l'industrie, et dans la transformation des viandes par exemple, les animaux vivants comptent pour quelque 60 %.

  La main-d'œuvre (salaires et traitements) venait au deuxième rang des principaux coûts et représentait 14 % du coût variable global, tandis que l'eau, l'énergie, le carburant et les services publics n'en représentaient que 3 %.

Graphique C3.19
Coûts des intrants variables dans la transformation des aliments
2009



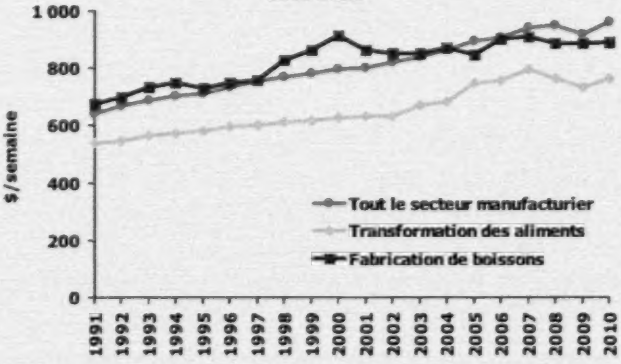
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les coûts de la main-d'œuvre qui étaient à la hausse dans la transformation des aliments et des boissons et l'ensemble du secteur de la tranformation ont récemment diminué en raison du ralentissement économique.**

  La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et des boissons depuis le début des années 1990.

  De 2004 à 2006, le resserrement du marché du travail a fait grimper les salaires et les traitements, surtout dans l'industrie de la transformation des aliments. Cependant, la récession de 2008-2009 a touché la transformation d'aliments beaucoup plus que les autres industries du secteur. En conséquence, cette baisse a atténué les pressions engendrées par le coût de la main-d'œuvre dans cette industrie.

Graphique C3.20
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier
1991-2010



Source : Statistique Canada, totalisation spéciale.

NOTE(S) :

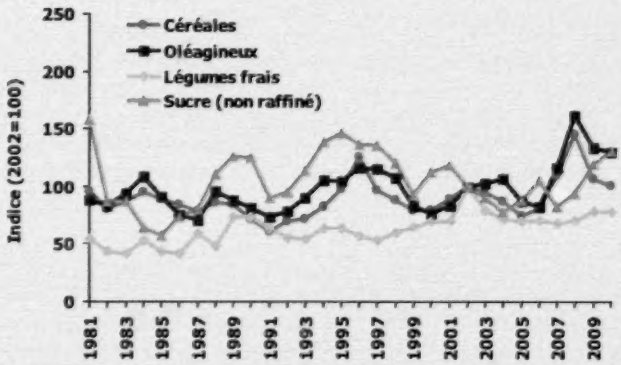
Le coût total variable comprend les coûts de production, comme les coûts des matériaux et des fournitures, les coûts de l'énergie et de la main-d'œuvre, mais exclut les coûts du capital physique.

La stabilité des prix du bétail au cours des dernières années a atténué les effets de la hausse marquée des coûts de l'énergie, des céréales et des oléagineux sur la transformation des aliments et des boissons

- **Le coût des matériaux est influencé par les prix des matières brutes, comme l'énergie et les produits agricoles, lesquels ont nettement augmenté ces dernières années.**

  L'Indice des prix des matières brutes, qui mesure les variations des prix des matières utilisées comme intrants par les fabricants canadiens, a considérablement grimpé en 2008, mais a reculé de nouveau en 2009 pour se stabiliser au-dessus des niveaux historiques. Plus particulièrement, l'indice des prix des céréales et des oléagineux et celui des légumes ont fléchi davantage, alors que celui du sucre a poursuivi sa montée.

Graphique C3.21
Indice des prix des céréales, des oléagineux, des légumes et du sucre
1981-2010

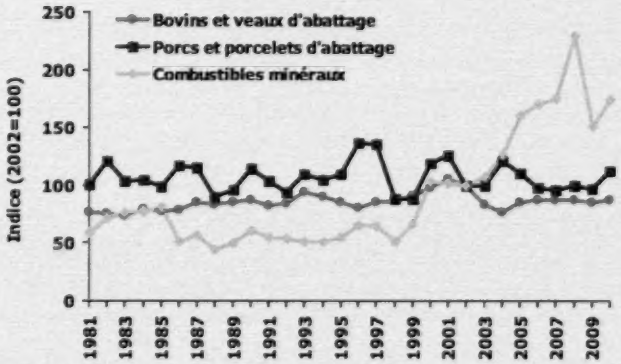


Source : Statistique Canada.

- **L'indice des prix des combustibles minéraux a nettement augmenté ces dernères années avant de chuter considérablement, alors que celui des bovins et des porcs est demeuré stable.**

  Comme les matières brutes tiennent généralement une plus grande part dans le coût variable que l'énergie, la stabilité des prix des animaux vivants a amélioré les résultats des transformateurs alimentaires.

Graphique C3.22
Indice des prix des bovins, des porcs et des combustibles minéraux
1981-2010



Source : Statistique Canada.

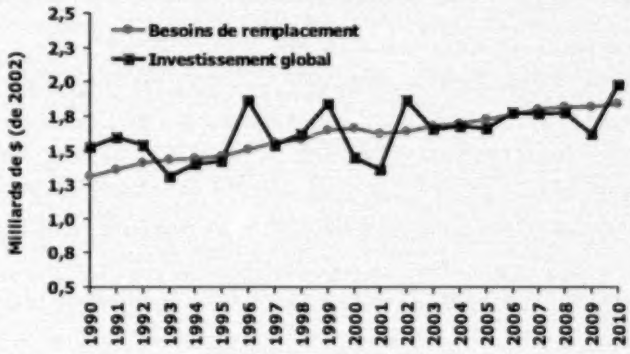
Les investissements en machinerie et en équipement ont enregistré une forte hausse en 2010 dans l'industrie de la transformation des aliments, ce qui a contribué à l'augmentation du stock de capital

- **Les investissements en capital aident grandement les entreprises de transformation des aliments à améliorer leur efficience et leur productivité, et à abaisser leurs coûts.**

  De 1990 à 2010, les dépenses globales en capital dans la transformation des aliments au Canada se sont chiffrées à 1,6 milliards de dollars en moyenne par année, en dollars constants.

  Ces investissements ont tout juste dépassé la somme requise pour remplacer les immobilisations en voie de dépréciation (besoins de remplacement), ce qui explique que le stock de capital total s'est accru de seulement 40 millions de dollars par année.

Graphique C3.23
Investissements en stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments 1990-2010



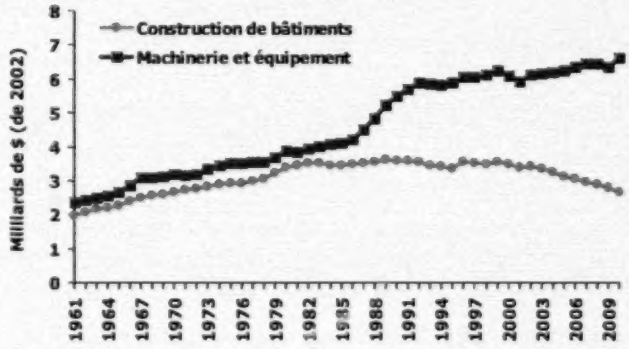
Source : Statistique Canada.

- **Le stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments est le résultat des investissements antérieurs et de la dépréciation.**

  Le stock de machines et d'équipement servant à la transformation des aliments a brusquement augmenté à la fin des années 1980 et au début des années 1990 avant de revenir à une croissance stable. En 2010, des mesures incitatives gouvernementales ont provoqué la hausse des investissements en machines et en équipement. Le stock des bâtiments a grimpé régulièrement jusqu'en 2000, mais s'est mis à décroître depuis.

  Les investissements dans les bâtiments, la machinerie et l'équipement ont beaucoup varié au cours de cette période. L'industrie de la transformation des aliments n'a pas suffisamment investi dans les bâtiments pour maintenir son stock, ce qui a entraîné une perte de la valeur réelle de l'ordre de 40 millions de dollars par année. Quant aux machines et à l'équipement, l'industrie a non seulement remplacé ses actifs existants, mais elle en a ajouté chaque année 80 millions de dollars.

Graphique C3.24
Stock de capital dans l'industrie de la transformation des aliments 1961-2010



Source : Statistique Canada.

NOTE(S) :

Le stock de capital comprend les bâtiments, les ouvrages de génie civil, la machinerie et l'équipement. Les investissements totaux en capital sont constitués des achats nécessaires pour compenser la dépréciation (besoins de remplacement) et des achats devant accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs aux investissements, le stock de capital diminue, car le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque les investissements dépassent les besoins de remplacement, le stock augmente.

Les marges bénéficiaires dans l'industrie de la transformation des aliments ont crû en 2009 et en 2010, malgré la récession

- **Pour la première fois depuis de nombreuses années, les marges bénéficiaires pour la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont dépassé celles de l'ensemble des industries manufacturières depuis 2009.**

  Les marges bénéficiaires de la plupart des industries manufacturières ont chuté en 2009 en raison de la récession, mais elles se sont redressées en 2010. Alors que, par le passé, les marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses ont généralement été inférieures à celles de l'ensemble des industries manufacturières, elles les ont dépassées en 2010.

  La demande d'aliments, qui sont des produits de première nécessité, se maintient habituellement lors des récessions, ce qui n'est pas le cas d'autres produits manufacturiers, comme les produits durables (p. ex., les voitures et les électroménagers). C'est en partie pourquoi les marges bénéficiaires du secteur manufacturier ont baissé en 2009.

Graphique C3.25
Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier
1999-2010

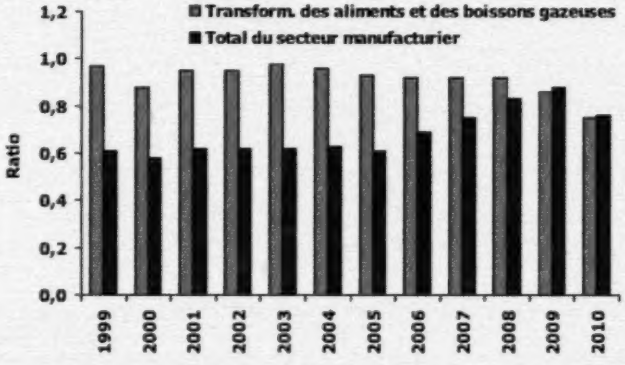
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Les ratios d'endettement du secteur manufacturier, qui a chuté en 2010 après avoir atteint un sommet en 2009, témoignent de la santé financière de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons gazeuses et de l'ensemble du secteur de la fabrication.**

  Le ratio d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses a chuté à son niveau le plus faible des dix dernières années en 2010, tout comme dans le secteur manufacturier.

  Le resserrement des marchés du crédit qui s'est poursuivi en 2010 a posé de grandes entraves au financement par emprunt.

Graphique C3.26
Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier
1999-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

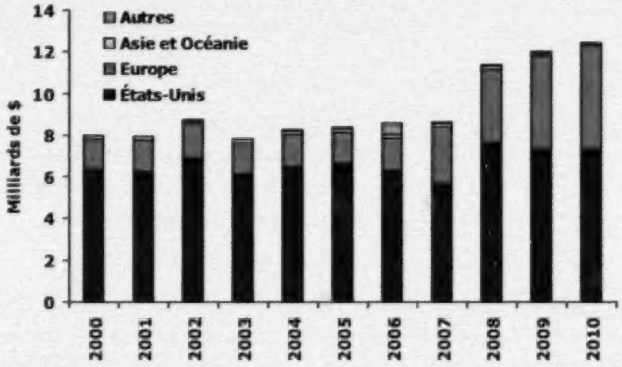
Les investissements directs étrangers (IDE) sont une importante source de financement des immobilisations et des innovations dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada

- **Le stock d'IDE entrant des entreprises canadiennes de la transformation des aliments en 2010 se chiffrait à 12,4 milliards de dollars.**

  En 2010, les États-Unis ont été à l'origine de 59 % des IDE dans l'industrie de la transformation des aliments au Canada, et l'Europe, de 40 %.

  La part de l'IDE provenant de l'Europe augmente avec les années, alors que celle des États-Unis diminue depuis 2008.

Graphique C3.27
Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine
2000-2010

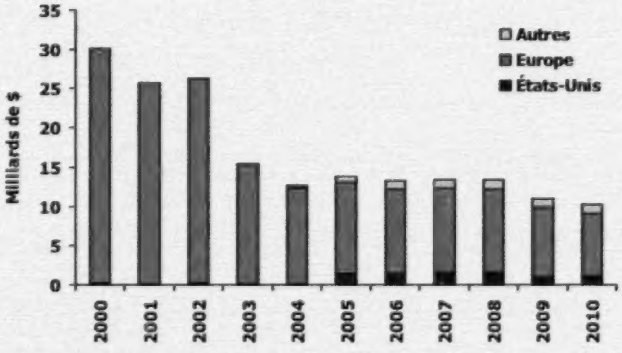


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

- **Le stock d'IDE dans l'industrie des boissons et des produits du tabac provient en majeure partie d'Europe.**

  En 2010, le stock d'IDE dans l'industrie des boissons et des produits du tabac a totalisé 10,3 milliards de dollars.

Graphique C3.28
Stock d'IDE entrant dans la fabrication de boissons et de produits du tabac par pays d'origine
2000-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

NOTE(S) :

L'IDE désigne l'investissement fait par une entité non résidante (particuliers ou entreprises publiques ou privées), au moyen d'une mise de fonds, d'une fusion, d'une acquisition ou d'un achat d'actions, et qui représente 10 % ou plus de la participation dans une entreprise d'un autre pays.

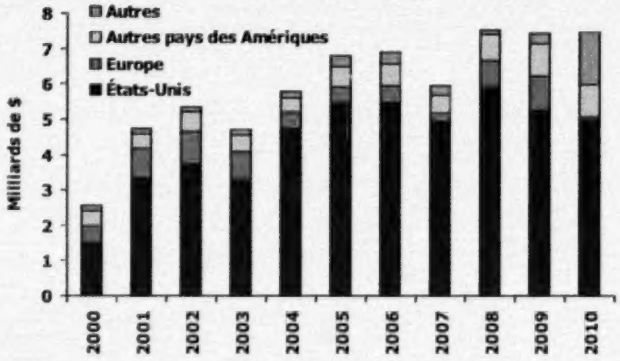
L'IDE entrant est l'investissement placé dans une entreprise canadienne par une entité étrangère, alors que l'IDE sortant est l'investissement d'une entité canadienne dans une entreprise étrangère.

Les entreprises canadiennes de transformation des aliments ont effectué les investissements à l'étranger

- **En 2010, les États-Unis ont absorbé plus des deux tiers du stock d'IDE sortant du Canada dans la transformation des aliments.**

  En 2010, les investissements réalisés à l'extérieur des Amériques et de l'Europe ont augmenté, alors que les investissements en Europe ont diminué.

Graphique C3.29
Stock d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments par pays de destination
2000-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

SECTION C4

Agriculture primaire

INTRODUCTION :

Les agriculteurs constituent le fondement même du secteur agricole et agroalimentaire et ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Ils contribuent aussi grandement à la croissance et à l'activité économique du Canada par l'intermédiaire de ces liens. Par conséquent, les changements qui touchent les marchés des produits de base et les autres maillons de la chaîne, comme dans la production et les prix des intrants agricoles, la transformation des aliments, le commerce au détail des aliments et les services alimentaires, influent sur la structure et le rendement de l'agriculture primaire. La récente instabilité et les augmentations des prix des produits de base ont eu des effets tant positifs que négatifs sur ces maillons.

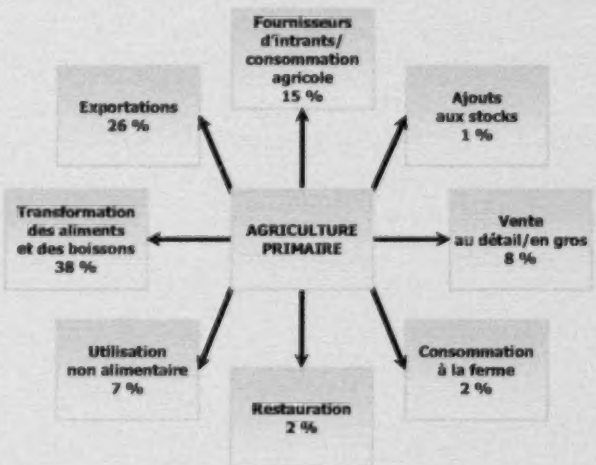
À un niveau plus désagrégé, les exploitants agricoles recourent à des stratégies commerciales et à des compétences en gestion différentes selon la taille et le type de leur exploitation, et la région. Cette diversité explique les différences de rendement d'une exploitation agricole à une autre.

Les agriculteurs ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

- **L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a constitué le plus important débouché pour les produits agricoles puisqu'elle a utilisé 38 % de la valeur des produits agricoles disponibles au Canada.**

  Les agriculteurs ont à leur disposition de nombreuses façons de commercialiser leurs produits. En 2007, 26 % de la production agricole a été directement exportée (cette proportion ne tient pas compte des exportations indirectes d'aliments transformés), 15 % a été utilisée par l'agriculture primaire (aliments pour animaux, semences, etc.), 10 % a été vendue aux consommateurs directement à la ferme (principalement des fruits et des légumes frais) ou par l'intermédiaire de détaillants et 7 % a été destinée à des utilisations non alimentaires (principalement du matériel de pépinière, des fleurs et d'autres produits horticoles destinés à la construction résidentielle et aux consommateurs ainsi que des bioproduits).

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole
2007



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

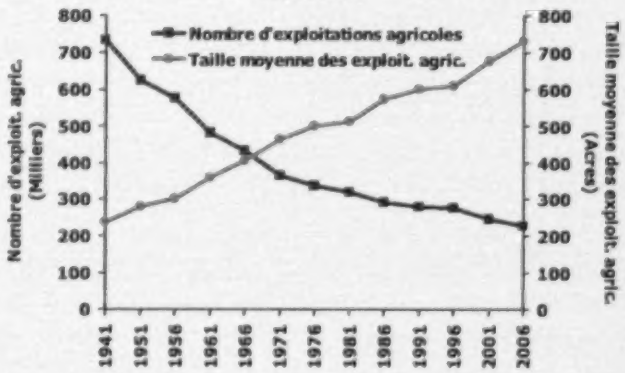
L'agriculture primaire est moderne et dynamique et ne cesse de se restructurer et de s'adapter aux changements de la conjoncture économique canadienne et mondiale

- **Au cours des 60 dernières années, la taille moyenne des exploitations agricoles au Canada a presque quadruplé, alors que leur nombre a diminué.**

  En 2006, le Canada comptait 229 373 exploitations agricoles, soit une diminution de 7 % par rapport à 2001. À titre de comparaison, on avait enregistré une baisse de 11 % du nombre d'exploitations agricoles entre 1996 et 2001.

  Par ailleurs, la taille moyenne des exploitations agricoles est à la hausse. Les avancées technologiques et l'accroissement de la productivité ont favorisé le regroupement et l'exploitation à grande échelle.

Graphique C4.2
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada
1941-2006



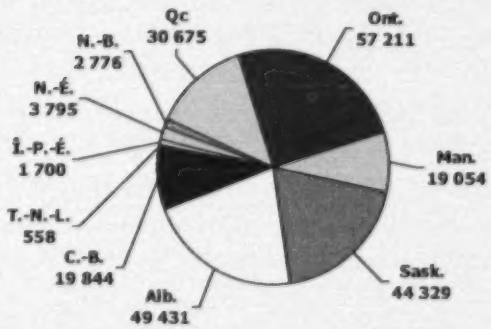
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, diverses années.

- **En 2006, le nombre d'exploitations a continué de reculer dans toutes les provinces.**

  En 2006, l'Ontario comptait le plus grand nombre d'exploitations agricoles (57 211), devant l'Alberta (49 431) et la Saskatchewan (44 329).

  C'est en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador que le nombre d'exploitations agricoles a le plus diminué de 2001 à 2006, soit de 12 % et de 13 % respectivement. Au cours de la même période, la Colombie-Britannique est la province qui s'en est le mieux tiré (baisse de 2 %).

Graphique C4.3
Répartition des exploitations agricoles par province
2006



Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture*, 2006.

Le Canada produit une vaste gamme de produits qui varient selon la province

En Colombie-Britannique, la production agricole est dominée par l'horticulture en raison du climat doux et de la longue saison de croissance.

Les Prairies produisent la majeure partie de la viande rouge, des céréales et des oléagineux canadiens. L'Alberta et le Manitoba sont les principaux éleveurs de bovins et de porcs. La Saskatchewan vient au premier rang des producteurs de céréales et d'oléagineux.

L'Ontario et le Québec sont les plus grands producteurs laitiers du pays. De plus, l'Ontario produit la grande part du maïs et du soja canadiens, tandis que le Québec est le principal producteur de porc après les Prairies.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'horticulture domine, tirée par la culture de la pomme de terre. La production laitière y est également importante.

Graphique C4.4
Principales productions par province et par territoire

Source : AAC.

La composition de la production a varié au fil du temps selon les régions

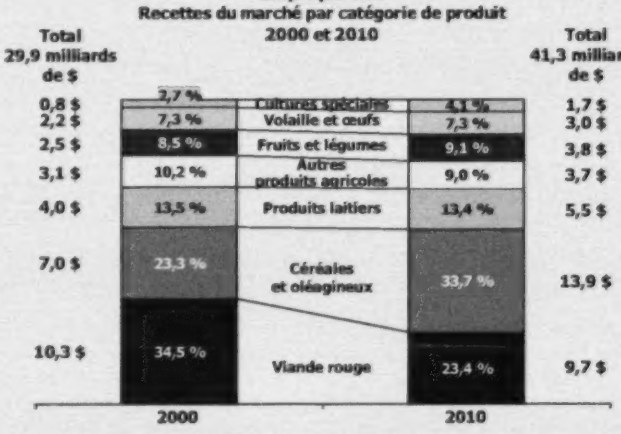
- **La répartition des recettes du marché selon les produits de base a changé depuis 2000.**

  En 2010, les recettes du marché, chiffrées à 41,3 milliards de dollars, dépassaient de 11 milliards de dollars celles de 2000. La proportion des recettes tirées des céréales et des oléagineux a augmenté en raison de la hausse des prix, alors que celle des recettes tirées de la viande rouge a chuté.

  Les recettes tirées des cultures spéciales, comme les légumineuses, graines de moutarde, de tournesol et à canaris ont plus que doublé entre 2000 et 2010, et la part du marché de ces cultures est passée de 2,7 % à 4,1 %.

  La proportion des recettes du marché tirées de la volaille, des œufs et des produits laitiers est demeurée stable au cours de cette période, alors que celle des fruits et des légumes, dont les pommes de terre, s'est accrue.

Graphique C4.5
Recettes du marché par catégorie de produit
2000 et 2010



Source : Statistique Canada.

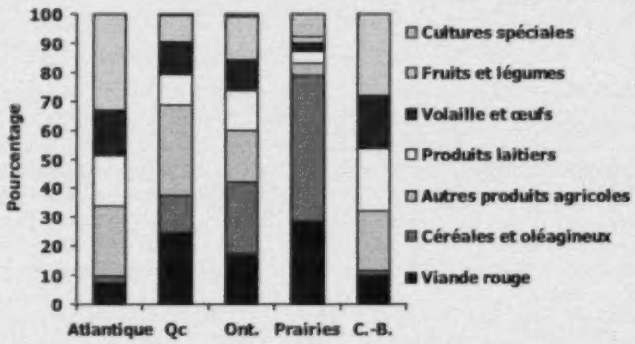
- **La répartition des recettes du marché tirées des divers produits varie selon la région et la province.**

  Dans les Prairies, les céréales et les oléagineux ont généré la majeure partie des recettes (50 %), suivies de la viande rouge (29 %). En Colombie-Britannique, les fruits et légumes, les produits laitiers et d'autres produits agricoles, comme les produits de floriculture et de pépinières, ont contribué dans une proportion de 70 % aux recettes du marché, alors que les céréales et les oléagineux ainsi que la viande rouge ont seulement représenté 12 % de ces recettes.

  Au Québec, les produits laitiers et la viande rouge ont généré plus de 56 % des recettes du marché. En Ontario, les céréales et les oléagineux, les produits laitiers et la viande rouge ont été responsables du gros des recettes du marché (60 %).

  Dans les provinces de l'Atlantique, les fruits et les légumes ont généré plus de 33 % des recettes de la région en 2010, devant les produits laitiers, à 25 %.

Graphique C4.6
Recettes du marché par région et par catégorie de produit
2010



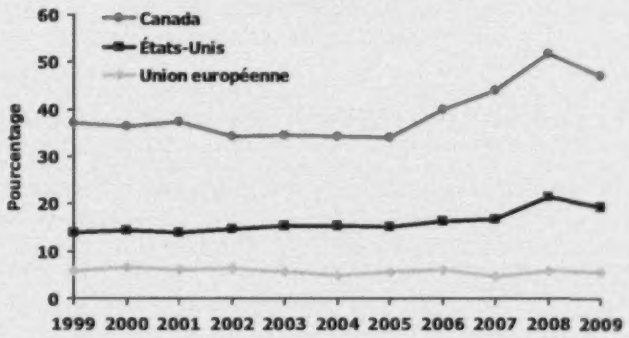
Source : Statistique Canada.

Le système agricole et agroalimentaire canadien est largement axé sur les exportations

- **En 2010, le Canada a exporté une grande part de sa production agricole et agroalimentaire.**

  Au Canada, environ 45 % de la production est exportée, alors que cette proportion n'est que de 20 % aux États-Unis et de 5 % en Union européenne.

Graphique C4.7
Part de la valeur des exportations dans les recettes du marché au Canada, aux États-Unis et en Union européenne
1999-2009



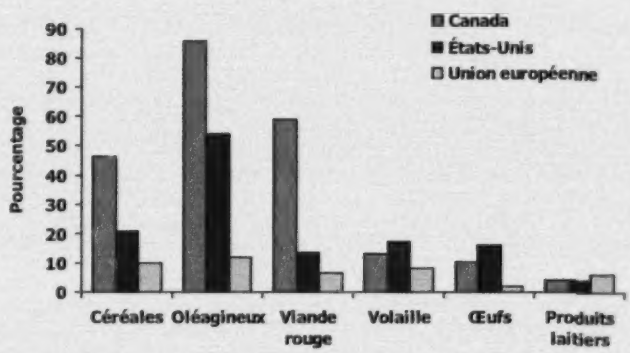
Source : OCDE, World Trade Atlas et calculs d'AAC.

- **Les producteurs de céréales, d'oléagineux et de viande rouge comptent beaucoup plus sur les marchés d'exportation que leurs concurrents étrangers.**

  En moyenne entre 2007 et 2009, la part du volume de produits exportés dans la production totale de céréales, d'oléagineux et de viande rouge s'est élevée à 46,4 %, à 85,6 % et à 58,9 % au Canada, comparativement à 20,7 %, à 54 % et à 13,5 % aux États-Unis, et à 9,9 %, à 12 % et à 6,7 % en Union européenne.

  La production canadienne de volaille, d'œufs et de produits laitiers est principalement destinée au marché intérieur.

Graphique C4.8
Part du volume des exportations dans la production au Canada, aux États-Unis et en Union européenne
2007-2009



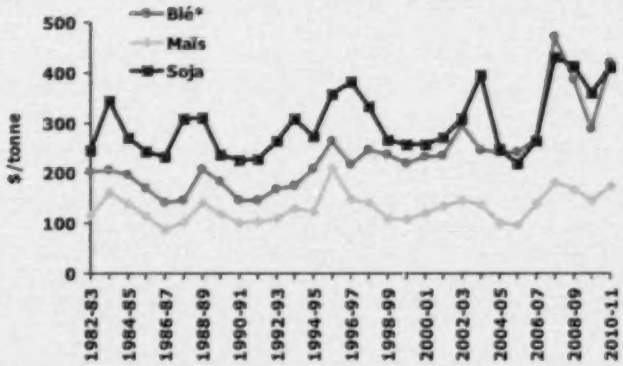
Source : OCDE, World Trade Atlas et calculs d'AAC.

Les prix des produits de base ont bondi de nouveau dans la seconde moitié de 2010, et ces hausses ont touché les agriculteurs et les éleveurs

- **En 2010-2011, la hausse de la demande de céréales et d'oléagineux, stimulée par la reprise économique mondiale, le maintien de la politique américaine favorable à l'éthanol, les dures conditions météorologiques et les interdictions d'exporter, a provoqué la montée en flèche des prix mondiaux.**

  Durant cette période, l'appréciation du dollar canadien a atténué en partie l'augmentation des prix des céréales et des oléagineux au Canada.

Graphique C4.9
Prix du maïs, du blé et du soja au Canada
1982-83 à 2010-11



Source : Commission canadienne du blé et University of Guelph, Collège de Ridgetown.

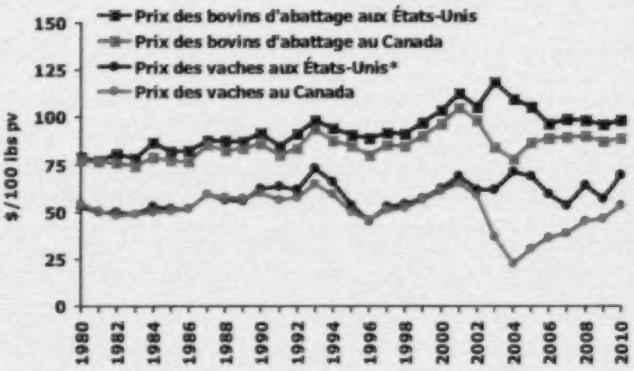
Note : * Blé roux de printemps de l'Ouest canadien.
Les données de 1982-1983 à 1993-1994 sont des estimations d'AAC, basées sur les prix d'une tonne de blé roux du printemps de l'Ouest canadien à 11,5 % de protéines.

- **Le prix des bovins se redresse, mais il n'atteint toujours pas ses sommets historiques.**

  Dans le passé, le prix des bovins a évolué de façon assez semblable au Canada et aux États-Unis. Toutefois, après que les États-Unis ont interdit l'importation des bovins canadiens dans la foulée de la crise de l'ESB en 2003, ces prix se sont distancés.

  La reprise du commerce des bovins de moins de 30 mois en 2005 et des bovins de plus de 30 mois en 2008 a entraîné un certain rapprochement des prix. Cependant, en 2008, l'entrée en vigueur aux États-Unis de l'obligation d'indiquer le pays d'origine sur l'étiquette a renforcé les pressions à la baisse sur les prix canadiens des bovins d'abattage, et l'écart s'est de nouveau creusé. En 2010, le prix des bovins s'est redressé, mais il n'a toujours pas atteint son sommet cyclique.

Graphique C4.10
Cycle des prix des bovins
1980-2010



Source : USDA ERS, Canfax et calculs d'AAC.

Note : *Cette série de données a cessé d'être mise à jour en 2008; les données de 2009-2010 sont des estimations fondées sur la croissance annuelle des prix de vente directe de vaches au Canada.

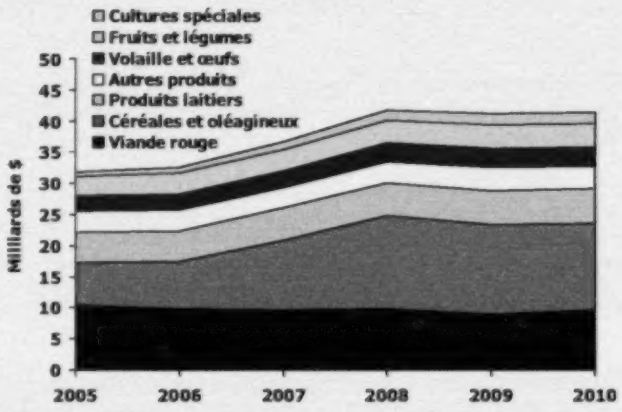
Les recettes du marché se sont stabilisées en 2010

- **Les recettes du marché, à 41,3 milliards de dollars, sont demeurées au même niveau que l'année précédente, mais elles ont tout de même été supérieures de 12 % à la moyenne des cinq années précédentes.**

  En 2010, les recettes tirées des cultures ont reculé de 3 %. Les recettes des producteurs de volaille, d'œufs et de cultures spéciales ont également diminué, après avoir été élevées en 2009.

  De 2009 à 2010, les recettes provenant des animaux d'élevage ont crû de 4 %, celles des bœufs et des veaux, de 5 %, et celles des porcs, de 15 %. Les recettes tirées des produits laitiers, des fruits et des légumes et d'autres produits agricoles, comme les plantes fourragères et les semences de graminées, le foin, le trèfle et le miel, ont également augmenté, mais modérément.

Graphique C4.11
Recettes du marché par produit
2005-2010

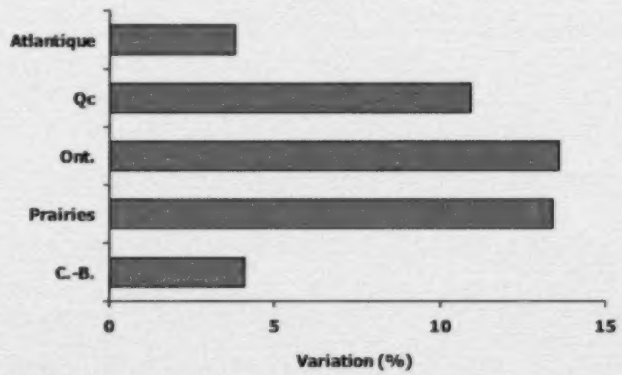


Source : Statistique Canada.

- **Les producteurs ont réalisé de belles affaires dans tout le Canada, malgré la stabilisation des recettes du marché en 2010, lesquelles se sont fixées bien au-dessus de la moyenne des cinq années précédentes (2005-2009).**

  De toutes les régions, ce sont l'Ontario et les Prairies qui ont réalisé les meilleures recettes en 2010, soit 13 % de plus que la moyenne entre 2005 et 2009, grâce aux recettes accrues tirées des animaux d'élevage.

Graphique C4.12
Recettes du marché par région
par rapport à la moyenne quinquennale
2010



Source : Statistique Canada.

Au cours de la même période, les dépenses d'exploitation ont quelque peu diminué et donné lieu à une légère augmentation du revenu net comptant

- **En 2010, les recettes monétaires agricoles, qui comprennent les paiements de programmes, se sont fixées à 44,4 milliards de dollars, un niveau plus ou moins semblable à celui de l'année précédente, mais supérieur à la moyenne quinquennale de 2005 à 2009.**

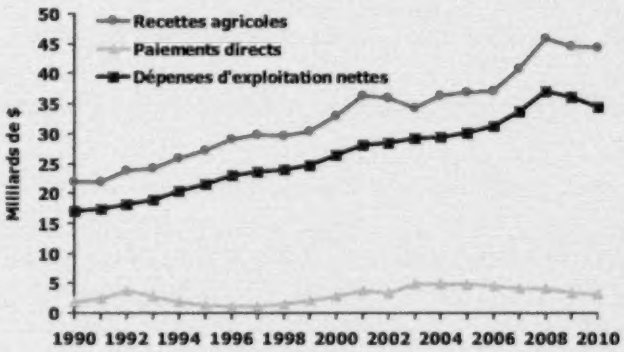
  Les recettes agricoles sont demeurées plus ou moins stables, ne reculant que de moins de 0,5 % en 2010, après une perte de 3 % en 2009; elles ont augmenté de plus de 10 %, en glissement annuel, en 2008 et en 2007, principalement grâce aux fortes recettes du marché tirées des cultures.

  Les dépenses d'exploitation nettes, lesquelles avaient augmenté systématiquement au cours des années 1990 et 2000, ont également diminué de 4 % en 2010 après avoir aussi baissé en 2009.

  Les paiements directs des gouvernements ont baissé à 3,1 milliards de dollars en 2010, poursuivant leur déclin depuis le sommet de 2005. Ces paiements servent à stabiliser le revenu des exploitants agricoles et à compenser les pertes de production attribuables aux catastrophes naturelles.

  La diminution des coûts de production, l'amélioration des prix des produits agricoles et l'augmentation des marges bénéficiaires des producteurs ont contribué à réduire les paiements de programmes.

Graphique C4.13
Recettes agricoles, paiements directs et dépenses d'exploitation nettes
1990-2010

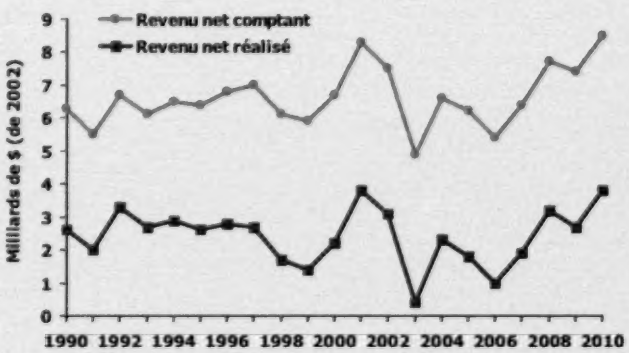


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **Compte tenu de l'amortissement et de l'inflation, le revenu net réalisé a augmenté de 43 % en 2010 par rapport à 2009, année où il avait reculé de 17 %.**

  Le revenu net comptant (corrigé pour tenir compte de l'inflation) a crû d'environ 15 % en 2010, après avoir diminué de 4 % en 2009.

Graphique C4.14
Revenu net réalisé et revenu net comptant (Corrigé en fonction de l'inflation)
1990-2010



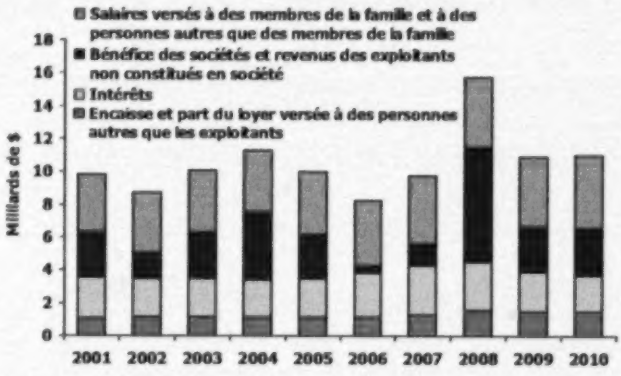
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur ajoutée nette en agriculture a aussi augmenté de façon marquée en 2010

- **La valeur ajoutée nette en agriculture a augmenté d'environ 1 % en 2010, après avoir atteint un sommet de 15,8 milliards de dollars en 2008 et reculé en 2009.**

  En plus de mesurer la valeur de la production économique du secteur agricole, la valeur ajoutée nette rend compte du rendement de tous les facteurs de production, comme le loyer foncier, la rémunération de la main-d'œuvre et les intérêts du capital. En 2010, la répartition de cette valeur ajoutée nette entre les facteurs de production est demeurée relativement semblable à celle des années précédentes.

Graphique C4.15
Valeur nette ajoutée à l'agriculture
2001-2010



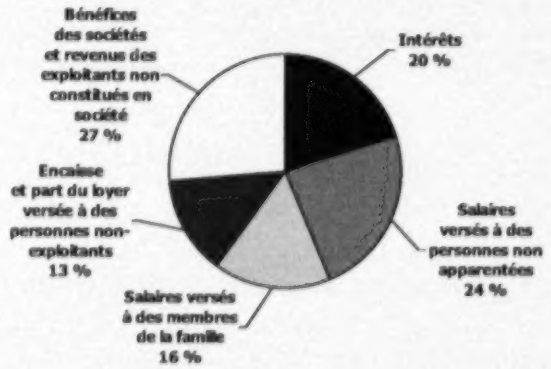
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

- **La répartition de la valeur ajoutée nette entre les divers facteurs de production a légèrement changé en 2010.**

  Bien que les revenus des exploitants non constitués en société aient largement diminué et que les bénéfices des sociétés aient considérablement augmenté, les autres facteurs de production ont enregistré peu de changement. L'encaisse, le loyer de métayage versé à des non-exploitants ainsi que les paiements d'intérêts ont légèrement reculé, alors que les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes non apparentées ont crû quelque peu.

  La proportion de la valeur ajoutée nette représentée par les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société s'est légèrement redressée en 2010 pour se fixer à 27 %, comparativement à 25 % en 2009. Le loyer versé aux propriétaires non-exploitants représentait une proportion légèrement plus faible (13 %) de la valeur ajoutée nette qu'en 2009 (14 %). La part des paiements d'intérêts dans la valeur ajoutée nette a reculé entre 2009 et 2010 pour passer de 22 % à 20 %. Enfin, la proportion représentée par les salaires versés à des membres de la famille est restée à 16 % de la valeur ajoutée nette totale, alors que la proportion représentée par les salaires versés à des personnes non apparentées augmentait pour passer de 23 % à 24 %.

Graphique C4.16
Répartition de la valeur nette ajoutée en agriculture
2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

NOTE(S) :

La **valeur ajoutée nette** en agriculture permet de mesurer la valeur de la production économique dans le secteur agricole canadien et se calcule en soustrayant les coûts de production de la valeur totale de la production agricole. Elle rend compte du rendement des différents facteurs de production, dont le loyer versé à des propriétaires non-exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes non apparentées ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société.

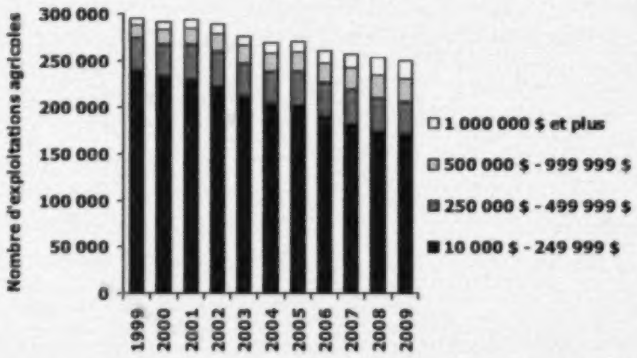
Une représentation désagrégée du secteur agricole montre que les exploitations agricoles continuent de prendre de l'expansion et de se diversifier

- **Les exploitations agricoles dont le chiffre d'affaires est de 1 million de dollars et plus, qui comptaient pour une très petite proportion du total, continuent de croître en importance.**

  La proportion de ces exploitations agricoles dans l'ensemble des exploitations agricoles est passée de 2,3 % à 7,5 % entre 1999 et 2009.

  La proportion des petites et moyennes exploitations agricoles (revenus d'exploitation entre 10 000 $ et 249 999 $), lesquelles sont toujours les plus nombreuses, a reculé entre 1999 et 2009 pour passer de plus de 80 % du total à près de 70 %.

Graphique C4.17
Nombre d'exploitations agricoles par catégorie de revenu
1999-2009



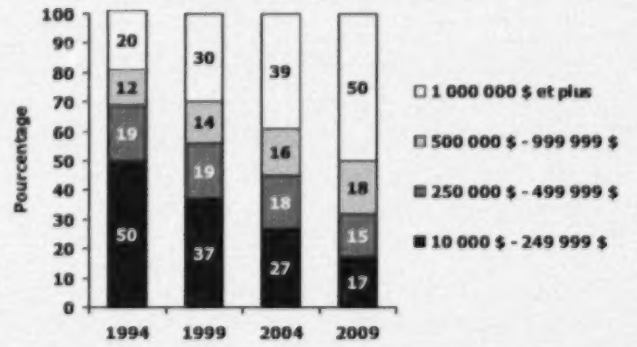
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

- **Au fil des ans, les grandes exploitations agricoles contribuent de plus en plus aux revenus d'exploitation totaux.**

  Les petites et moyennes exploitations agricoles (revenus d'exploitation de 10 000 $ à 249 999 $) ont contribué pour une part beaucoup plus petite aux revenus d'exploitation (17 %) en 2009 qu'en 1994 (50 %).

  Les exploitations agricoles dont le revenu dépassait le million de dollars contribuaient pour plus de la moitié aux revenus d'exploitation totaux, une augmentation par rapport au niveau de 20 % enregistré en 1994.

Graphique C4.18
Répartition des revenus d'exploitation totaux par catégorie de revenu
1994-2009



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

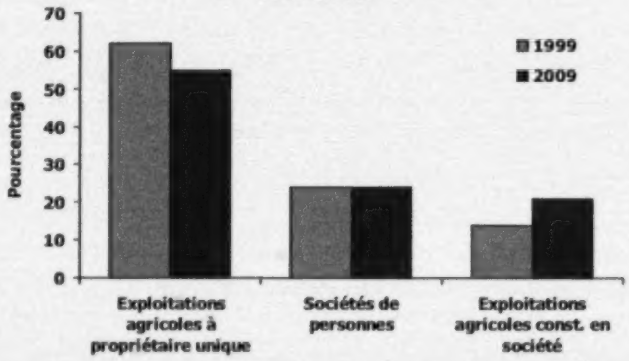
En plus de prendre de l'expansion, les exploitants sont de plus en plus nombreux à se constituer en société

- **En 2009, les exploitations agricoles à propriétaire unique représentaient un peu plus de la moitié de toutes les exploitations agricoles canadiennes, alors qu'elles en représentaient près des deux tiers en 1999.**

  La structure organisationnelle en agriculture a changé au cours des dix dernières années.

  En effet, la part des exploitations agricoles constituées en société dans le total des exploitations agricoles canadiennes a augmenté (+7 %) au détriment de celle des exploitations agricoles à propriétaire unique (-7 %). La proportion de sociétés de personnes est demeurée stable à 24 %.

Graphique C4.19
Répartition des exploitations agricoles par catégorie d'entreprise
1999 et 2009



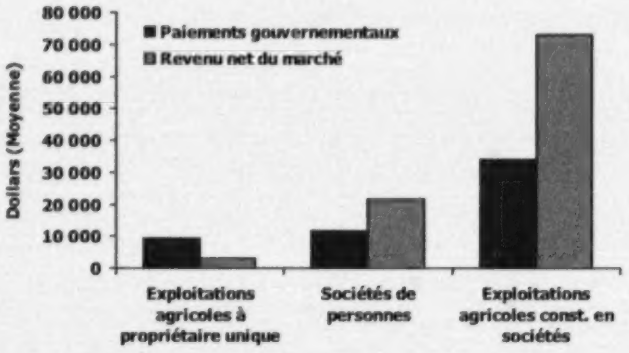
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 1999 et 2009.
Note : Coopératives et exploitations communautaires exclues.

- **Les exploitations agricoles constituées en société ont tiré le revenu net moyen du marché le plus élevé en 2009, à plus de 73 000 $ par exploitation agricole, et les paiements gouvernementaux représentaient en moyenne la moitié de cette somme, à 34 000 $.**

  Dans le cas des sociétés de personnes, les paiements gouvernementaux représentaient également environ la moitié du revenu net du marché.

  En 2009, les paiements gouvernementaux représentaient plus du double du revenu net du marché des exploitations agricoles à propriétaire unique.

Graphique C4.20
Revenu net du marché et paiements gouvernementaux par catégorie d'entreprise
2009



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
Note : Coopératives et exploitations communautaires exclues.

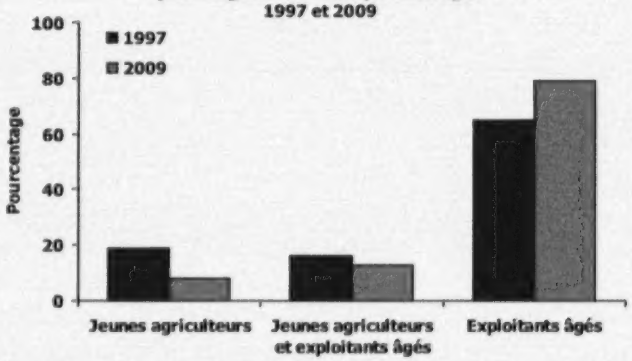
Les entreprises jeunes agriculteurs (EFA) sont certes peu nombreux, mais essentiels à l'avenir du système agricole et agroalimentaire

- **Près de 8 % des exploitations agricoles canadiennes appartiennent à de jeunes agriculteurs (un ou plusieurs) âgés de 18 à 39 ans et ayant en moyenne 12 ans d'expérience agricole.**

  Entre 1997 et 2009, la proportion d'entreprises de jeunes agriculteurs dans l'ensemble des exploitations agricoles a diminué, alors que celle des exploitations agricoles d'exploitants plus âgés a augmenté avec le vieillissement de la population.

  De nombreux facteurs entrent dans la décision de devenir un exploitant agricole, dont les avantages d'un emploi agricole. Il importe d'attirer les jeunes dans l'agriculture, car ils assureront l'avenir du secteur.

Graphique C4.21
Répartition des exploitations agricoles selon le type d'exploitant, jeunes agriculteurs et exploitants âgés 1997 et 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 1997 et 2009.
Note : Les jeunes agriculteurs ont entre 18 et 39 ans.

- **Toutes sources de revenus considérées, les jeunes agriculteurs gagnent légèrement moins que les autres producteurs agricoles.**

  Le revenu familial des entreprises de jeunes agriculteurs était composé en moyenne à presque 50 % de revenus d'activités agricoles et d'une proportion de revenus non agricoles plus petite que celle des autres exploitations. Le revenu agricole des jeunes agriculteurs était de 44 578 $ et celui des autres exploitants, de 42 775 $.

  Le revenu non agricole des jeunes agriculteurs était de 53 143 $ et celui des autres exploitants, de 56 361 $. Ces derniers ont touché des revenus de pension ou de placement plus élevés que les jeunes agriculteurs (19 367 $ par rapport à 10 550 $).

  Au bout du compte, en 2009, le revenu familial total des jeunes agriculteurs, à 97 721 $, était sensiblement le même que celui des autres exploitants agricoles, à 99 136 $.

Graphique C4.22
Sources de revenu des familles agricoles, entreprises de jeunes agriculteurs et autres exploitations agricoles 2009

	EJA	AUTRES EXPL. AGRIC.
Part familiale du revenu net d'exploitation*	36 653	32 914
Salaires agric. et autres salaires payés aux membres de la famille	7 925	9 861
Revenu total de sources agricoles	44 578	42 775
Revenus d'emploi non agricole	42 593	36 994
Autres revenus non agricoles (placements, pensions, etc.)	10 550	19 367
Revenu non agricole total	53 143	56 361
REVENU FAMILIAL TOTAL	**97 721**	**99 136**

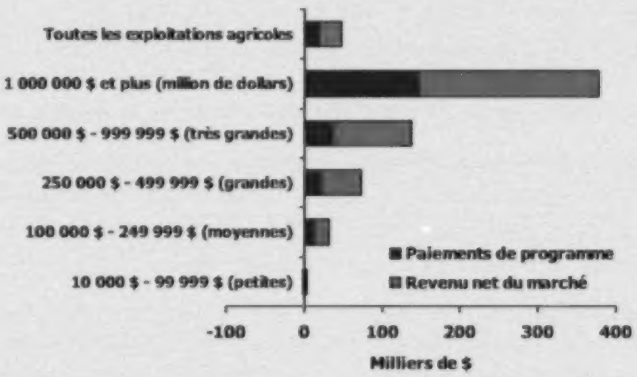
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
Note: *Part familiale du revenu net d'exploitation avant la déduction pour amortissement.

Le rendement des exploitations agricoles, mesuré par le revenu d'exploitation net moyen, varie selon la taille de l'exploitation agricole et la province

- **En 2009, le revenu d'exploitation net moyen s'élevait à 47 100 $.**

  Le revenu d'exploitation net moyen variait entre 1 900 $ pour les petites exploitations agricoles (revenu de 10 000 $ à 99 999 $) et 377 700 $ pour exploitations agricoles dont le revenu est de 1 million de dollars ou plus. Dans le cas de ces dernières, le revenu d'exploitation provenait à 61 % du revenu du marché, le reste étant attribuable aux paiements de programme. Dans le cas des moyennes et des très grandes exploitations (revenu de 100 000 $ à 999 999 $), il provenait surtout du revenu net du marché.

Graphique C4.23
Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes
2009



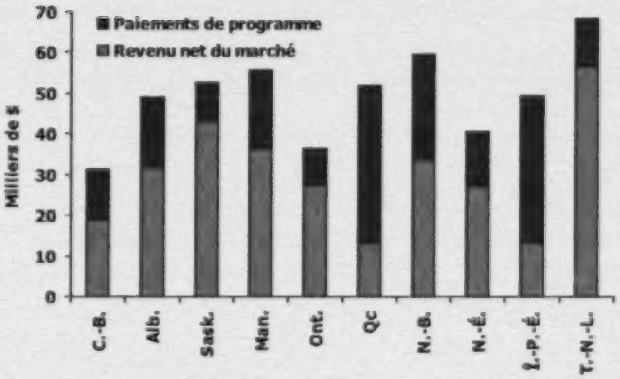
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

- **La Colombie-Britannique compte la plus forte proportion de petites exploitations agricoles et le revenu d'exploitation net moyen y est par conséquent le moins élevé.**

  En 2009, le revenu d'exploitation net moyen était le plus élevé à Terre-Neuve-et-Labrador suivie du Nouveau-Brunswick et du Manitoba.

  L'importance des paiements de programme diffère aussi selon la province. En 2009, la part du revenu d'exploitation provenant des paiements de programme était la plus faible en Ontario et la plus forte au Québec.

Graphique C4.24
Revenu d'exploitation net moyen par province
2009



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

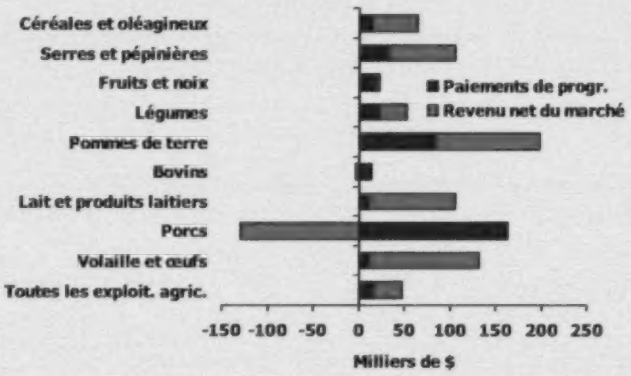
Le revenu d'exploitation net moyen varie aussi selon le type d'exploitation agricole

- **Le revenu d'exploitation net moyen varie selon le type d'exploitation agricole et est assujetti dans une large mesure aux prix et aux conditions qui règnent sur le marché.**

  Les fermes de culture de pommes de terre, d'élevage de volaille et de production laitière ont affiché le revenu d'exploitation net moyen le plus élevé de tous les types d'exploitations agricoles en 2009.

  Les fermes bovines et porcines ont affiché le revenu d'exploitation net moyen le plus faible de tous les types d'exploitations agricoles en 2009. En particulier, les fermes porcines ont éprouvé de sérieuses difficultés financières et affiché un revenu du marché net négatif pour diverses raisons, dont les prix records des aliments pour animaux et une demande d'exportation réduite par l'appréciation du dollar. Divers programmes étaient en place pour les aider à surmonter leurs difficultés et à compenser leur revenu du marché net négatif.

Graphique C4.25
Revenu d'exploitation net moyen par type d'exploitation agricole
2009



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

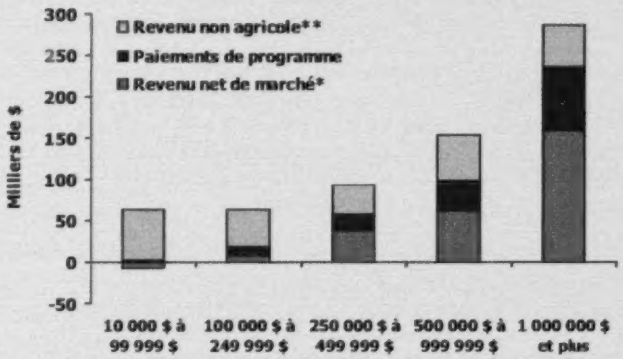
Le revenu non agricole des familles agricoles canadiennes continue d'être important indépendamment de la taille des exploitations agricoles

- **En 2009, toutes les familles agricoles ont engrangé un revenu non agricole. Toutefois, les petits exploitants (revenus de 10 000 $ à 99 000 $) comptaient en général presque exclusivement sur des sources de revenus non agricoles.**

  Dans les petites exploitations, le revenu d'autres sources et les paiements de programme suffisent à compenser le revenu du marché net négatif ou faible.

  Toutefois, plus les exploitations agricoles sont grandes, plus la part du revenu provenant des ventes ou des paiements de programme est élevée par rapport aux sources non agricoles.

Graphique C4.26
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société) 2009



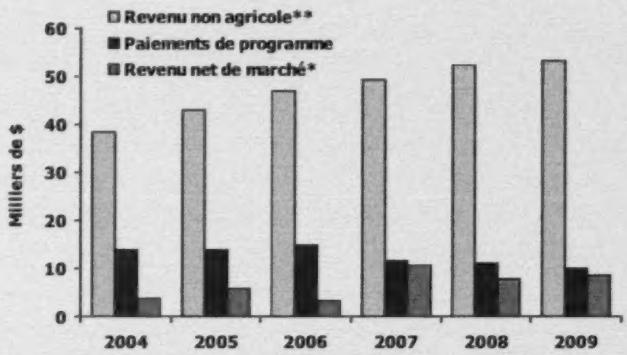
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2009.

Note : * Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA). Le salaire versé aux membres de la famille est considéré comme une dépense de l'exploitation agricole; il est également considéré comme un revenu par la famille, car celle-ci doit l'inscrire comme salaire et traitement sous la rubrique du revenu non agricole. Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation et ne sont pas déduites des paiements de programme.
**Le revenu non agricole est fondé sur les données de l'*Enquête financière sur les fermes* et constitue une moyenne obtenue pour l'ensemble des exploitations agricoles.

- **La part du revenu familial tirée de sources non agricoles, de revenus agricoles et de paiements gouvernementaux varie d'une année à l'autre selon les conditions du marché.**

  De 2004 à 2009, la part du revenu familial provenant de revenus non agricoles a augmenté, alors que celle provenant de revenus du marché et des paiements de programmes a diminué, surtout après 2007.

Graphique C4.27
Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société) 2004-2009



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2004-2009.

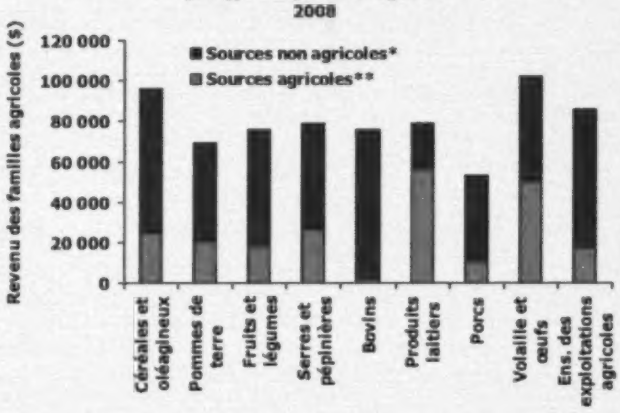
Note : * Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA). Le salaire versé aux membres de la famille est considéré comme une dépense de l'exploitation agricole; il est également considéré comme un revenu par la famille, car celle-ci doit l'inscrire comme salaire et traitement sous la rubrique du revenu non agricole. Les primes de programme sont considérées comme des dépenses d'exploitation et ne sont pas déduites des paiements de programme.
**Le revenu non agricole est fondé sur les données de l'*Enquête financière sur les fermes* et constitue une moyenne obtenue pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Le revenu des familles agricoles varie selon le type d'exploitation agricole

- **Les familles agricoles qui exploitent des fermes laitières et des fermes avicoles et ovocoles dépendent généralement moins des revenus non agricoles que les autres types d'exploitations agricoles.**

  Cette situation tient au fait que les fermes laitières, avicoles et ovocoles sont en général à plus forte intensité de main-d'œuvre que les autres types d'exploitations agricoles. Les éleveurs de bovins (principalement vaches et veaux) et les producteurs de céréales et d'oléagineux ont tiré des sources non agricoles un plus grand pourcentage de revenus. Ces types d'exploitations agricoles ont en général une moins forte intensité de main-d'œuvre, ce qui permet aux membres des familles de travailler à temps partiel.

Graphique C4.28
Revenu moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole
2008



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales, Familles agricoles non constituées en société et calculs d'AAC.

Note : * Y compris les salaires et traitements non agricoles et le revenu d'emploi autonome non agricole.
**Y compris le revenu agricole net et les salaires et traitements agricoles.

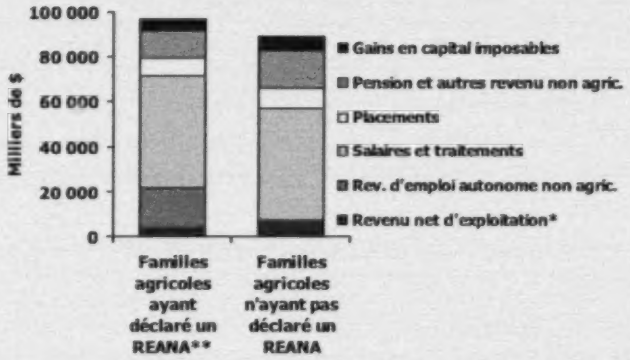
De nombreuses familles agricoles comptent sur les sources de revenus non agricoles, dont le revenu d'emploi autonome non agricole

- **En 2008, le revenu familial moyen était plus élevé pour les exploitations agricoles non constituées en société qui avaient gagné un revenu d'emploi autonome non agricole.**

  Certaines familles agricoles ont déclaré un revenu d'emploi autonome qui n'était pas lié à l'agriculture; ces revenus s'élevaient en moyenne à 17 800 $ en 2008.

  Le revenu total des familles agricoles se fixait en moyenne à 97 230 $, alors que celui de familles n'ayant pas de revenu d'emploi autonome non agricole s'élevait à 88 923 $. Les revenus tirés d'autres sources, comme les revenus de placements et les salaires et traitements non agricoles, étaient similaires chez les deux types de familles. Le revenu de pension des familles agricoles sans revenu d'emploi autonome non agricole était supérieur de 5 000 $ à celui des autres familles agricoles. Le revenu agricole des familles ayant un revenu net d'un emploi autonome non agricole était moindre que celui des autres familles.

Graphique C4.29
Sources de revenus non agricoles des familles agricoles (Exploitations agricoles non constituées en société) 2008

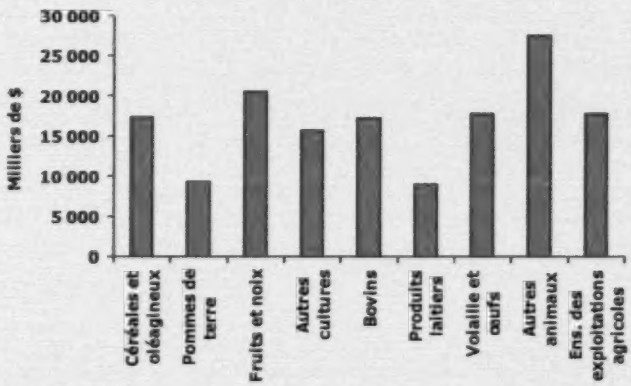


Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Programme des données fiscales.

Note : * Revenu net d'exploitation ajusté pour tenir compte de la déduction pour amortissement.
**Revenu d'emploi autonome non agricole.

- **Ce sont les familles exploitant des fermes de culture de fruits et de noix et d'élevage d'autres animaux qui ont affiché en moyenne les revenus d'emploi autonome non agricole nets les plus élevés, à 20 600 $ et à 27 600 $ respectivement.** La moyenne pour l'ensemble des exploitations agricoles était de 17 800 $. Les familles exploitant des fermes de pommes de terre et des fermes laitières ont déclaré des revenus nets d'un emploi autonome non agricole les plus faibles, à 9 260 $ et à 9 080 $ respectivement. Ces types d'exploitations agricoles ont en général une plus forte intensité de main-d'œuvre, ce qui ne permet pas aux membres des familles de trouver d'autres sources de revenus.

Graphique C4.30
Revenu de travail autonome non agricole net moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole 2008



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Programme des données fiscales.

NOTE(S) :

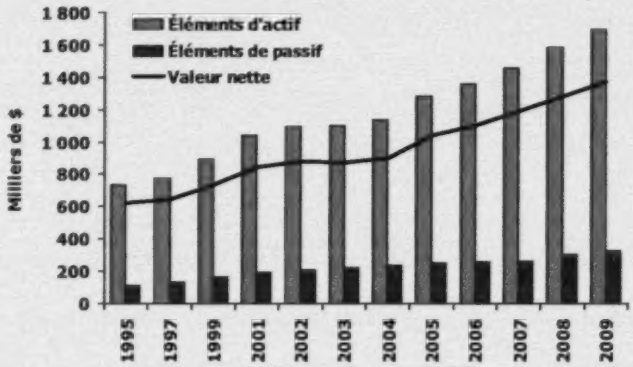
Le revenu net d'un emploi autonome non agricole est un type de revenu qui provient d'un emploi non agricole, par exemple d'un emploi dans une petite entreprise non agricole.

Dans l'ensemble, le rendement financier des exploitations agricoles est déterminé à la fois par les revenus et la valeur nette

- **La valeur nette moyenne des exploitations agricoles, soit l'actif moins le passif, a augmenté au fil du temps.**

  Au Canada, la valeur nette moyenne des exploitations agricoles a continué d'augmenter de façon régulière au cours des dernières années après s'être stabilisée en 2003. En 2009, elle s'élevait à 1,4 million de dollars, ce qui représente une hausse de 7 % par rapport à 2008.

Graphique C4.31
Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles
1995-2009



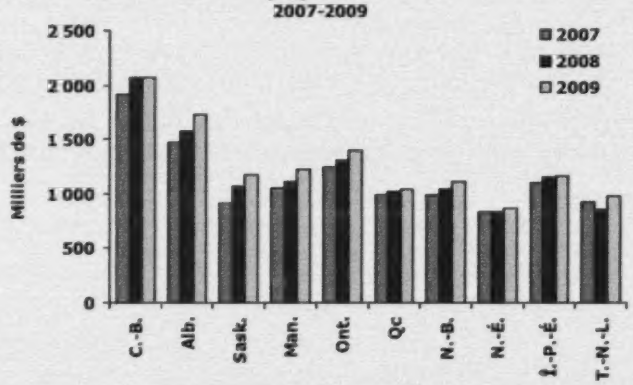
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, de 1995 à 2009 et calculs d'AAC.
Note : Exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur nette moyenne a augmenté dans toutes les provinces en 2009.**

  La valeur nette moyenne des exploitations agricoles a nettement augmenté en Ontario et dans les Prairies, alors qu'elle est demeurée stable en Colombie-Britannique, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

  La plus forte hausse a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador en partie parce qu'elle avait fait piètre figure à cet égard en 2008.

Graphique C4.32
Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles par province
2007-2009



Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, de 2007 à 2009 et calculs d'AAC.
Note : Exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Les exploitations agricoles de certains types ont une grande valeur nette parce qu'elles possèdent généralement davantage d'actifs

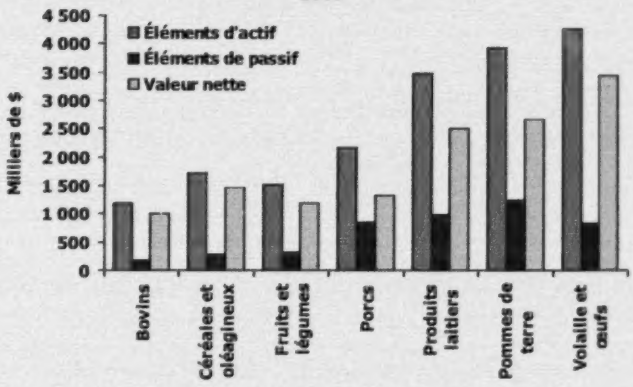
- **En 2009, les fermes avicoles et ovocoles avaient la valeur nette moyenne la plus élevée, à plus de 3,4 millions de dollars, suivies des fermes de pommes de terre, à 2,6 millions de dollars et des fermes laitières, à 2,5 millions de dollars**

  Cette situation tient au fait que les fermes laitières, avicoles et ovocoles doivent acheter des contingents, lesquels sont comptabilisés dans les éléments d'actif. Quant aux fermes de pommes de terre, la machinerie spécialisée requise pour cette culture fait grimper la valeur de l'actif.

  Les éléments d'actif et de passif moyens étaient beaucoup moins élevés dans les fermes bovines, les fermes porcines, les fermes céréalières, les fermes de culture d'oléagineux et les fermes de culture de fruits et de légumes.

  Les exploitations bovines avaient la valeur nette, les éléments d'actif agricoles et les éléments de passif agricoles moyens les plus faibles de tous les types d'exploitations agricoles.

Graphique C4.33
Éléments d'actif, éléments de passif et valeur nette moyenne par type d'exploitation agricole
2009



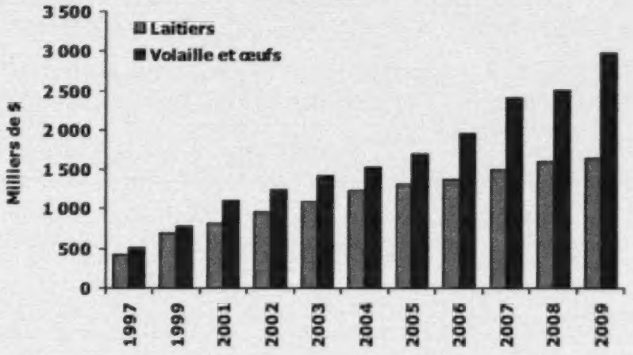
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2009 et calculs d'AAC.
Note : Exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur des contingents a augmenté de façon marquée dans les fermes avicoles et ovocoles au cours des dernières années.**

  En 2009, les fermes laitières ont déclaré détenir un contingent valant en moyenne 1,6 million de dollars, et les fermes avicoles, un contingent d'environ 3 millions de dollars. Les contingents représentaient 46 % et 53 % de l'actif agricole total respectif de ces exploitations. Il faut un contingent pour produire du lait, de la volaille et des œufs au Canada.

  Les contingents des fermes laitières ont augmenté plus faiblement que ceux des fermes avicoles et ovocoles entre 1997 et 2009. En janvier 2010, des plafonds ont été imposés aux contingents des fermes laitières.

Graphique C4.34
Valeur moyenne des contingents des exploitations agricoles soumises à la gestion de l'offre
1997-2009



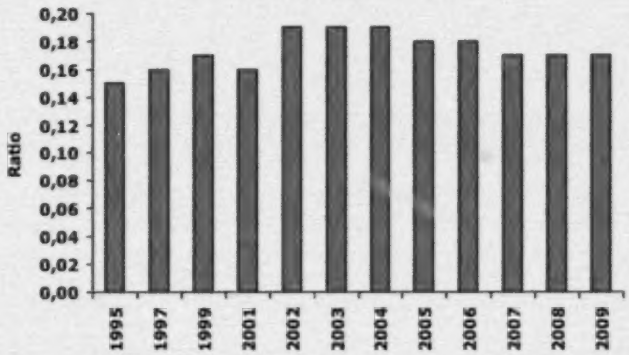
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, de 1997 à 2009 et calculs d'AAC.
Note : Exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Le ratio d'endettement rend compte, dans une certaine mesure, du risque financier auquel sont exposées les exploitations agricoles et de la valeur des actifs agricoles qui ont été financés par des emprunts

- **Au cours des dernières années, le ratio d'endettement est demeuré relativement stable et inférieur aux ratios élevés enregistrés de 2002 à 2004.**

  Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, ce qui contribue à maintenir les faibles coûts du service de la dette.

Graphique C4.35
Ratio d'endettement* de l'ensemble des exploitations agricoles
1995-2009

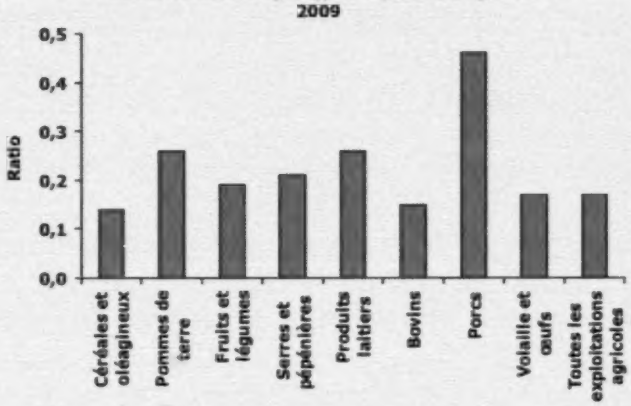


Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, de 1995 à 2009 et calculs d'AAC.
Note : Exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.
*Moyenne par exploitation agricole.

- **Le ratio d'endettement varie selon le type d'exploitation agricole.**

  En 2009, les fermes de céréales et d'oléagineux ont affiché le ratio d'endettement le plus faible (14 %) de tous les types d'exploitations agricoles, et les fermes porcines, le plus élevé (46 %), comme en témoigne la forte dette accumulée durant l'expansion des activités des fermes porcines depuis le début des années 2000.

Graphique C4.36
Ratio d'endettement par type d'exploitation agricole
2009



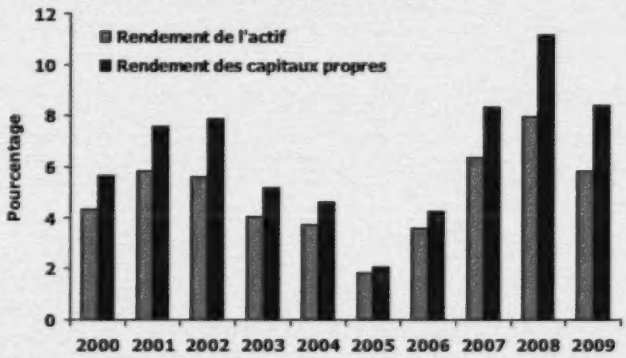
Source : Statistique Canada, *Enquête financière sur les fermes*, 2009.

Les taux de rendement de l'actif et des capitaux propres témoignent également du rendement financier et varient selon les types d'exploitations et les conditions du marché

- **Au Canada, les taux de rendement de l'actif et des capitaux propres des fermes de culture de céréales et d'oléagineux ont considérablement varié d'une année à l'autre entre 2000 et 2009, et ils ont reculé en 2009 à la suite de la flambée des prix des céréales et des oléagineux enregistrée en 2008.**

  Les taux de rendement des fermes de céréales et d'oléagineux ont reculé en 2009 après avoir culminé en 2008. En 2009, le taux moyen de rendement des capitaux propres s'est fixé à 8,4 %, et celui de l'actif, à 5,8 %.

Graphique C4.37
Taux de rendement des exploitations de céréales et d'oléagineux dont les revenus vont de 250 000 $ à 500 000 $
2000-2009

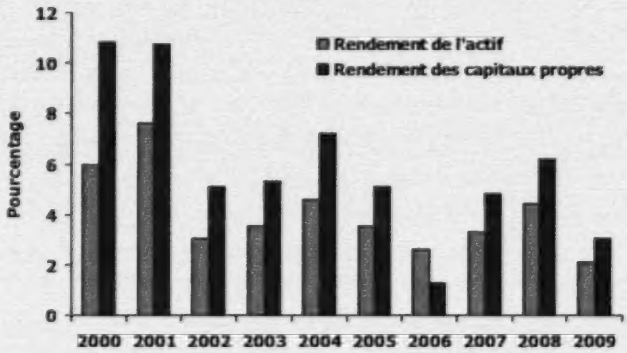


Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés), diverses années.

- **Le rendement des fermes porcines a également beaucoup varié au fil des années.**

  En 2009, les taux de rendement de l'actif et des capitaux propres des fermes porcines constituées en société ont nettement reculé par rapport à 2008, passant respectivement de 4 % à 2,13 % et de 6 % à 3,05 %, au deuxième rang des taux les plus faibles enregistrés en plus de dix ans.

Graphique C4.38
Taux de rendement des exploitations porcines constituées en société dont les revenus vont de 250 000 $ à 500 000 $
2000-2009



Source : Statistique Canada, base de données des déclarants (sociétés), diverses années.

SECTION C5

Intrants de l'agriculture primaire

INTRODUCTION :

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse de sociétés multinationales, de courtiers en marchandises ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le système agricole et agroalimentaire canadien. Les hausses des coûts de l'énergie et la demande accrue de produits agricoles ont contribué à une majoration des prix des intrants à l'échelle mondiale, ce qui a eu des répercussions importantes sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire celles-ci, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives ou pendant la saison morte, ou encore adoptent des pratiques écoénergétiques.

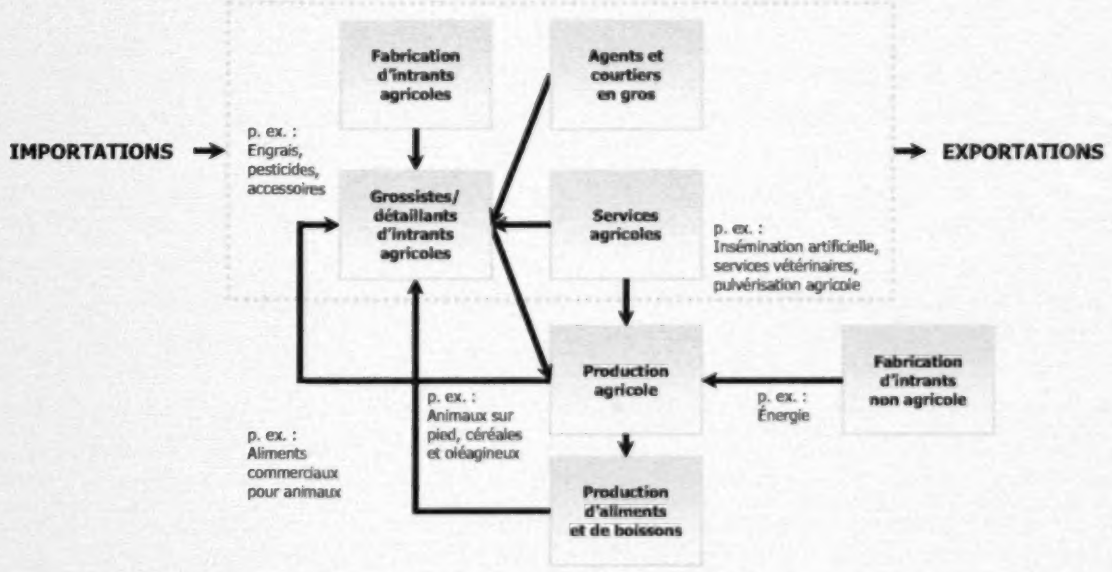
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète au sein du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services ainsi que les détaillants et les grossistes.**

  Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux minoteries de céréales et d'oléagineux ou veaux d'engraissement achetés aux exploitations de naissage).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment un groupe hétérogène composé notamment de sociétés multinationales qui fabriquent de la machinerie et du matériel agricoles, de petites entreprises locales qui vendent des aliments pour animaux et des pesticides, de courtiers internationaux en marchandises et de petits fournisseurs de proximité qui réalisent des travaux sur commande.

Graphique C5.1
Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



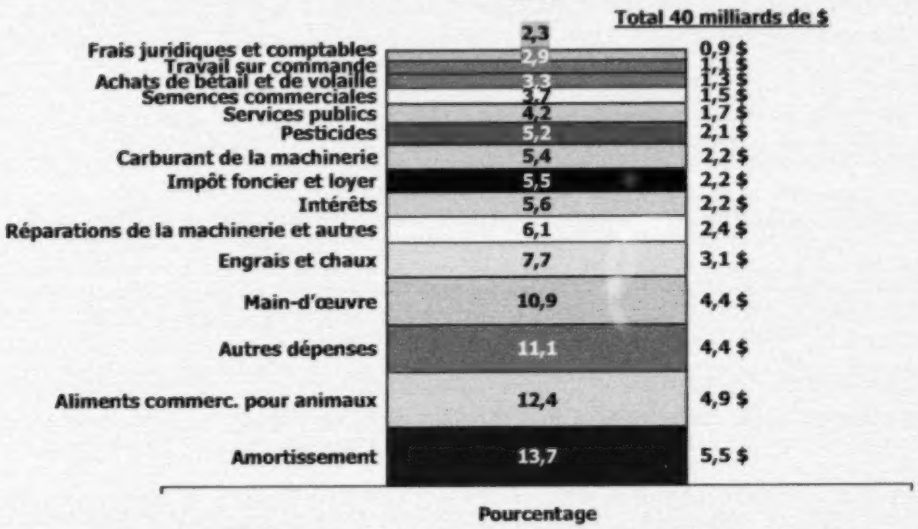
Source : AAC.

Comme les exploitations agricoles nécessitent des investissements de plus en plus importants, l'amortissement demeure un élément de dépense non négligeable

- **En 2010, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement totalisaient 40 milliards de dollars, soit une baisse de 3,65 % par rapport à 2009.**

  Les frais d'amortissement étaient la principale dépense des agriculteurs en 2010, suivis des aliments commerciaux pour animaux (4,9 milliards de dollars), des autres dépenses (4,4 milliards de dollars), de la main-d'œuvre salariée (4,4 milliards de dollars) et des engrais et de la chaux (3,1 milliards de dollars).

Graphique C5.2
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement
2010



Source : Statistique Canada.

Note : La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

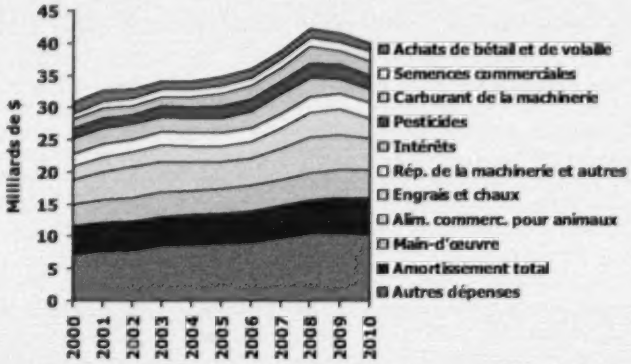
Les dépenses d'exploitation agricole ont diminué en 2010, le prix des intrants ayant reculé après avoir enregistré un sommet en 2008

- **Les coûts d'exploitation globaux des producteurs ont grimpé de 30 % entre 2000 et 2010.**

  Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans les catégories des semences commerciales, et des engrais et de la chaux, pour lesquelles les dépenses ont augmenté respectivement de 65 % et de 50 % entre 2000 et 2010.

  Au cours de la même période, les dépenses relatives au bétail et à la volaille ont reculé de 22 % et les frais d'intérêts, de 10 %.

Graphique C5.3
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement
2000-2010



Source : Statistique Canada.

Note : La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.

- **Le prix des intrants de la culture a augmenté plus rapidement que celui des intrants de l'élevage et a fait grimper l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture.**

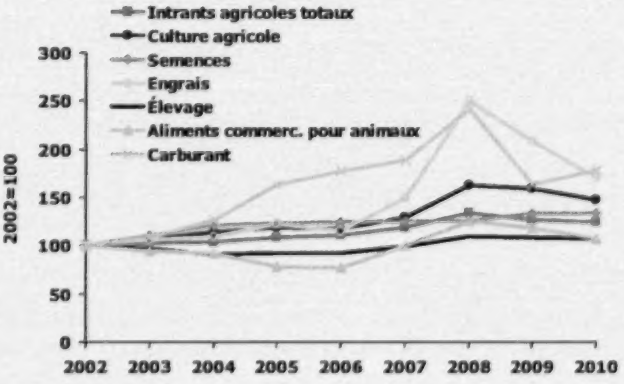
  La grande dépendance des cultures à l'égard des intrants énergétiques, comme le carburant de la machinerie et l'engrais, est la principale cause de la croissance rapide du prix de leurs intrants.

  Après avoir bondi en 2008, le prix de l'engrais a reculé en 2009 et en 2010 pour atteindre un niveau d'avant 2008.

  La hausse des prix des céréales et des oléagineux a fait grimper les prix des aliments commerciaux pour animaux utilisés par les fermes d'élevage en 2008, mais les prix des aliments pour animaux ont reculé en 2009 et en 2010.

  L'élevage étant généralement moins vulnérable que la production végétale aux hausses des prix des intrants énergétiques, comme le carburant, les prix des intrants sont restés stables au cours des deux dernières années.

Graphique C5.4
Indice des prix des entrées dans l'agriculture
2002-2010



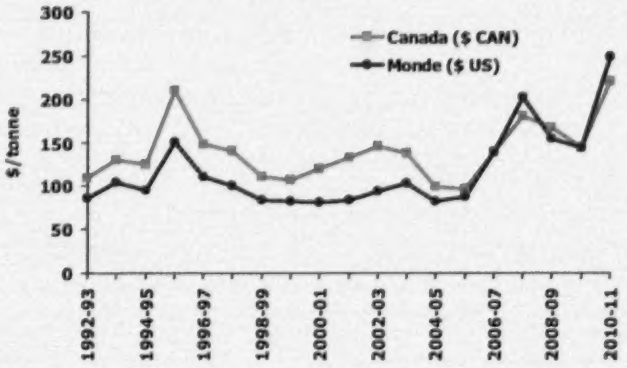
Source : Statistique Canada.

Dans la seconde moitié de 2010, les prix des céréales fourragères canadiens et mondiaux ont nettement bondi et entraîné la hausse du coût des aliments pour animaux. Le prix des veaux d'engraissement s'est également redressé au cours de cette période

- **Au cours de la campagne agricole de 2010-2011, les prix mondiaux des céréales fourragères ont augmenté de façon considérable et atteint un niveau record principalement en raison de la forte demande mondiale ainsi que de la baisse de la production et des stocks qu'ont occasionnée des conditions climatiques défavorables.**

  Au Canada, les prix des céréales fourragères se sont aussi nettement accrus, mais dans une moindre mesure que sur les marchés étrangers, la vigueur du dollar ayant contribué à neutraliser ces hausses.

Graphique C5.5
Prix canadiens et mondiaux des céréales fourragères
1992-93 à 2010-11



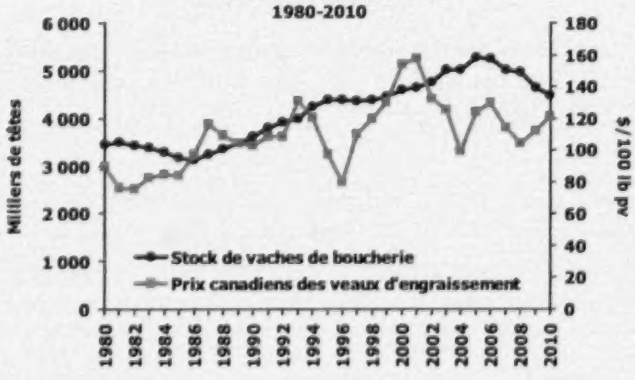
Source : Université de Guelph, Collège de Ridgetown et Chicago Board of Trade.
Note : Moyenne cumulative pour la campagne agricole de 2010-11.

- **Le prix des veaux d'engraissement est en partie tributaire de la rentabilité de la production de bétail et des stocks de bovins de boucherie.**

  Le prix des veaux d'engraissement dégringole depuis 2000. Cette baisse est attribuable à la crise de l'ESB de 2003 et à la hausse des stocks qu'ont provoquées l'interdiction d'exporter des animaux vivants aux États-Unis à l'époque et la mise en œuvre de l'obligation de mentionner le pays d'origine sur les étiquettes en 2008.

  En 2005, après la crise de l'ESB, la reprise du commerce de jeunes bovins de moins de 30 mois, dont des génisses de boucherie, a permis de réduire les stocks accumulés. La baisse des prix des bovins d'engraissement a aussi ralenti la forte croissance des troupeaux observée ces dernières années. La sécheresse et la récession économique mondiale en 2009 ont ralenti la période de liquidation des troupeaux et affaibli les prix, lesquels ont récemment rebondi.

Graphique C5.6
Prix canadiens des veaux d'engraissement
et stock de vaches de boucherie
1980-2010



Source : Statistique Canada, Canfax et calculs d'AAC.

Après avoir atteint un sommet en 2008, les prix des engrais ont reculé à des niveaux normaux en 2010

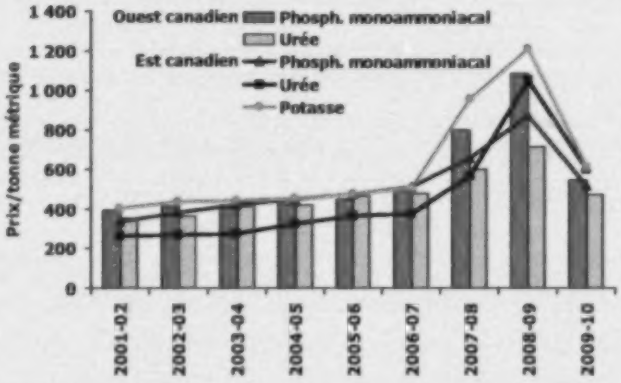
- **La chute des coûts de l'énergie en 2009 et en 2010 a occasionné la baisse des prix des engrais.**

  Les prix de l'urée et du phosphate monoammoniacal ont régressé en 2009-2010, aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest canadien, pour atteindre des niveaux bien inférieurs au sommet de 2007-2008.

  Toutefois, les prix de la potasse observés en 2009-2010 dans l'Est canadien demeuraient bien supérieurs à ceux d'avant la hausse rapide enregistrée en 2006-2007.

  L'Ouest canadien domine au chapitre de la production, de la consommation et de l'exportation des engrais au Canada. Quant à l'Est canadien, il a dû composer avec une hausse plus marquée des prix des engrais, lesquels n'ont pas reculé autant qu'en 2010.

Graphique C5.7
Prix des engrais par région et par année de fertilisation (de juillet à juin) 2001-02 à 2009-10



Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture, AAC et Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS).

- **Les prix des engrais sont principalement déterminés par l'offre et la demande ainsi que par les coûts de l'énergie.**

  En 2010, les prix de l'ammoniac anhydre sont demeurés stables en Alberta, après avoir enregistré une forte baisse dans la seconde moitié de 2009.

  En général, les prix des engrais azotés suivent de près ceux du gaz naturel. Cette situation tient au fait que le gaz naturel est une composante importante de la production d'engrais et représente une grande part des intrants utilisés pour produire les engrais azotés.

  Les prix du gaz naturel ont varié davantage que ceux de l'ammoniac anhydre en 2010. Cela dit, ils sont restés au-dessus du creux observé en septembre 2009.

Graphique C5.8
Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel 1991-2010

Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration.

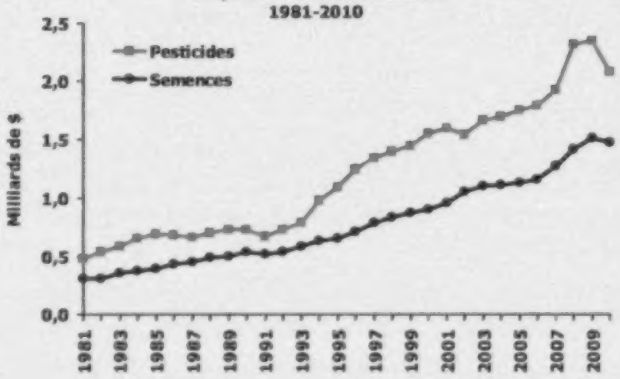
Après avoir augmenté pendant plusieurs années, les prix des pesticides et des semences ont reculé en 2010

- **Ce recul est principalement dû à l'utilisation réduite des pesticides et à la faible densité de plantation qu'ont entraînées les conditions humides au Manitoba et en Saskatchewan tout au long de 2010.**

  Les dépenses en semences et en pesticides ont dépassé les 3 milliards de dollars en 2010 au Canada.

  L'utilisation accrue de fongicides pour végétaux pour lutter contre la fusariose de l'épi du blé au début et au milieu des années 1990 a contribué à cette tendance à la hausse des prix des pesticides.

Graphique C5.9
Dépenses d'exploitation agricole en pesticides et en semences
1981-2010



Source : Statistique Canada.

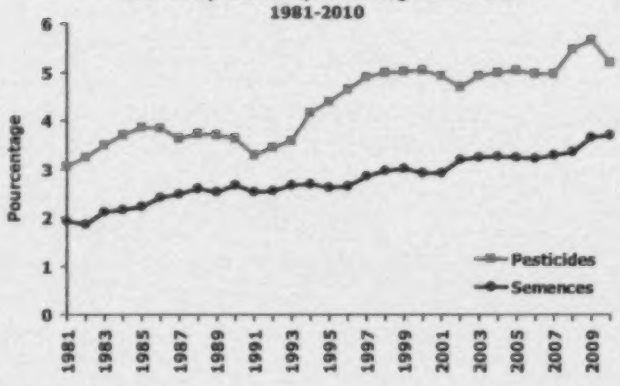
- **En conséquence, la part des pesticides et des semences dans le total des dépenses d'exploitation agricole est passée de 5 % à près de 9 % entre 1981 et 2010.**

  L'augmentation considérable de la RD sur les pesticides dans les années 1970 et 1980 a mené à la mise sur le marché de pesticides nouveaux et plus chers, comme les fongicides (des produits chimiques ciblant les maladies des végétaux), lesquels ont fait grimper le prix de l'ensemble des pesticides.

  Les nouvelles pratiques culturales de conservation du sol, la diminution du nombre des jachères et des rotations de cultures plus courtes ont favorisé les maladies et, par conséquent, l'utilisation de fongicides.

  Ces dernières années, l'utilisation accrue des végétaux génétiquement modifiés, comme le canola, le maïs et le soja, a occasionné l'augmentation des dépenses globales en semences parce que les principaux fabricants de ces semences tiennent compte de la valeur de la propriété améliorée dans leurs prix de vente.

Graphique C5.10
Part des pesticides et des semences dans les dépenses d'exploitation agricole totales
1981-2010

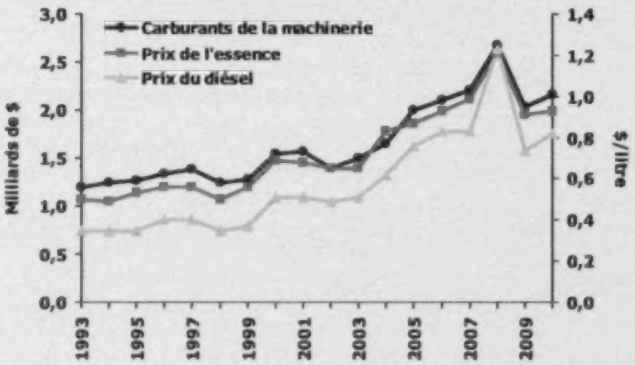


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le carburant est également un intrant coûteux pour les agriculteurs

- **Les dépenses agricoles associées au carburant de la machinerie, lesquelles sont arrimées aux prix de l'essence et du diesel, ont légèrement augmenté en 2010 après avoir sérieusement dégringolé en 2009. Les prix des carburants sont tout de même demeurés inférieurs au sommet observé en 2008, mais supérieurs à ceux des années 1990.**

Graphique C5.11
Prix des carburants et dépenses des exploitations agricoles
1993-2010



Source : Statistique Canada.
Note : Les prix de l'essence et du diésel sont ceux observés en Ontario.

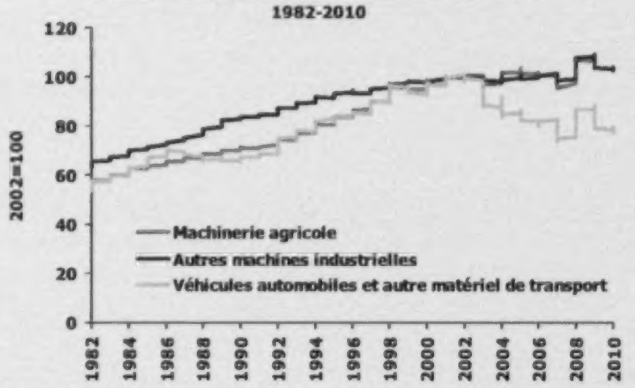
- **La machinerie agricole intervient grandement dans les dépenses des producteurs agricoles.**

  La machinerie agricole constitue une dépense en capital qui n'est pas forcément faite tous les ans; elle représente, tout de même, une part importante des dépenses des agriculteurs parce qu'elle occasionne d'autres dépenses, comme les réparations et l'amortissement.

  Après avoir stagné de 2000 à 2008, les prix de la machinerie agricole ont progressé d'environ 4 % depuis le milieu de 2008. Ils ont atteint un sommet en 2009, mais sont retombés en 2010.

  Les prix des autres machines industrielles ont suivi de près ceux de la machinerie agricole. Les prix des véhicules automobiles et des autres matériels de transport reculent depuis les dix dernières années, les prix de 2010 ayant baissé d'environ 25 % par rapport à ceux de 2002. Cette situation donne à penser que les facteurs qui font baisser les prix des véhicules automobiles, comme la hausse des prix des carburants et de la demande de véhicules légers et à faible consommation, ne sont pas aussi importants dans la détermination des prix de la machinerie agricole.

Graphique C5.12
Indice des prix des produits industriels de la machinerie agricole, d'autres machines industrielles et des véhicules automobiles
1982-2010



Source : Statistique Canada.

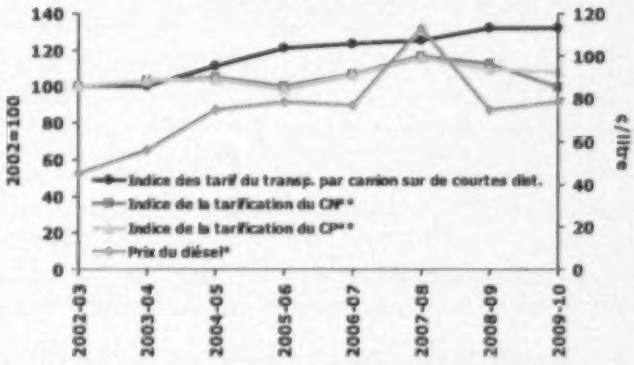
Les prix que les agriculteurs pratiquent pour leurs produits tiennent compte des coûts de transport jusqu'au marché

- **Les coûts de transport des céréales ont augmenté au cours des dernières années dans l'Ouest canadien, les tarifs du camionnage sur de courtes distances ayant affiché la plus forte croissance.**

  Les tarifs du camionnage sur de courtes distances ont augmenté ces dernières années en raison de la hausse des prix du carburant. Cependant, la forte demande de transport de céréales de 2008 à 2010 a eu pour effet de compenser la baisse des prix du carburant et de stabiliser les tarifs de camionnage pour cette période.

  Les tarifs du transport ferroviaire, indirectement assujetti au plafond des revenus fixé par Transports Canada, n'ont pas augmenté au même rythme que ceux du camionnage, moins réglementé.

Graphique C5.13
Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien
2002-03 à 2009-10



Source : Quorum Corporation, diverses entreprises céréalières, et l'*Enquête des prix des entrées dans l'agriculture*, AAC.

Note : * Prix du Manitoba.
** La tarification du CN désigne les tarifs de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), et la tarification du CP désigne les tarifs du Chemin de fer Canadien Pacifique (CP).

NOTE(S) :

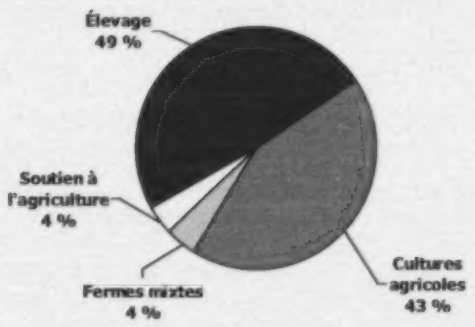
Le regroupement dans l'industrie de la manutention des grains qui a débuté au milieu des années 1990 avec l'abrogation de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* et, du coup, de l'élimination d'une importante subvention, ce qui a mené à la diminution du nombre de silos à grains dans l'Ouest canadien. Les compagnies de chemins de fer ont réagi en abandonnant ou en vendant une partie des voies ferrées, ce qui a eu pour effet d'allonger les distances du transport des grains pour les agriculteurs. Ce regroupement dans la manutention et le transport du grain a donné naissance à l'industrie du camionnage de courte distance, qui est venue combler un manque créé par la fermeture de silos et l'abandon de voies ferrées.

Les agriculteurs recourent à des ouvriers et à des membres de la famille agricole, mais leur nombre varie selon le type d'exploitation

- **En 2010, plus de 300 000 personnes travaillaient dans l'agriculture primaire, sont presque 2 % de la main-d'œuvre canadienne totale.**

  L'industrie de l'élevage représente la plus grande part de l'emploi total dans l'agriculture primaire à 49 %, suivi de l'industrie de la culture agricole, à 43 %.

Graphique C5.14
Répartition de l'emploi en agriculture primaire
2010

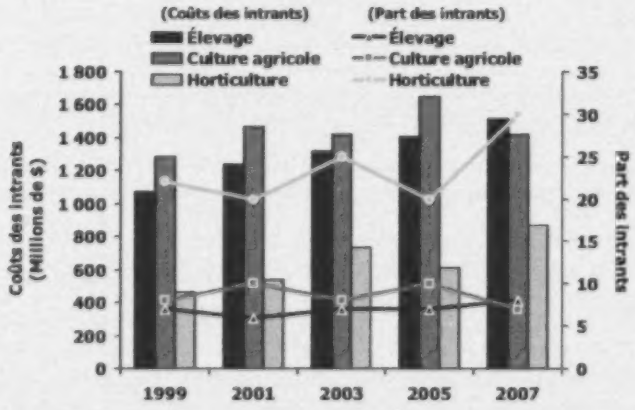


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* et calculs d'AAC.

- **De 1999 à 2007, la rémunération nominale a augmenté dans les trois industries de l'agriculture primaire, à savoir l'élevage, la culture agricole et l'horticulture. La part de la masse salariale dans le coût total des intrants est la plus grande dans l'horticulture. C'est également la masse salariale de l'horticulture qui a enregistré la plus forte hausse nominale au cours de cette période.**

  En 2007, la masse salariale représentait déjà le plus important intrant de l'horticulture, à 30 % du coût total des intrants.

Graphique C5.15
Part des salaires et traitements dans les coûts des intrants totaux de l'agriculture primaire
1999-2007



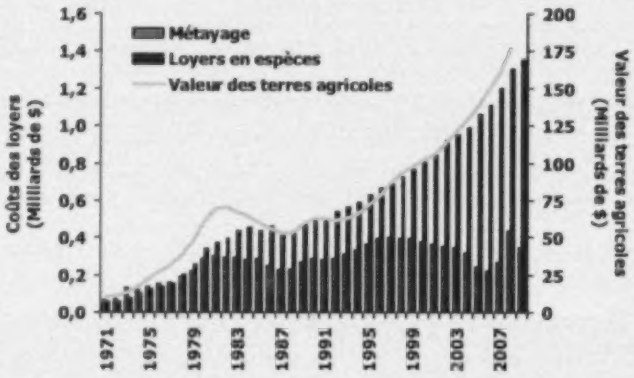
Source : Statistique Canada, tableaux des entrées-sorties et calculs d'AAC.

La valeur des terres agricoles et les loyers fonciers ont considérablement augmenté au cours des 40 dernières années

- **Après s'être maintenue pendant la plus grande partie des années 1980, la valeur des terres agricoles a considérablement crû au cours des années 1990 et 2000.**

  Alors que les loyers des terrains loués au comptant et la valeur des terres agricoles ont affiché une tendance à la hausse similaire, les loyers de métayage ont diminué parce que les propriétaires privilégient depuis une vingtaine d'années les ententes de loyer de terrains loués au comptant, moins risquées que les ententes de métayage.

Graphique C5.16
Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles
1971-2009



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

NOTE(S) :

Les propriétaires fonciers louent généralement leurs terres aux agriculteurs selon des ententes de loyer de terrains loués au comptant ou de loyer de métayage. Dans le cadre des ententes de loyer de terrains loués au comptant, qui portent généralement sur plusieurs années, le locataire est généralement tenu d'adopter de bonnes pratiques de gestion des terres en luttant contre les organismes nuisibles, mais le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

Dans le cadre d'une entente de louage ou de métayage, le propriétaire et l'agriculteur partagent les coûts des intrants et la production de l'exploitation dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties et de la production. Dans cette situation, le propriétaire assume un plus gros risque de perte au cours des années où la production est à la baisse, mais il court la chance d'obtenir un loyer élevé au cours des années où la production est supérieure à la moyenne.

SECTION C6

Utilisation des ressources naturelles et impact environnemental

INTRODUCTION :

La production agricole est tributaire de l'accessibilité et de la qualité des ressources naturelles, dont la terre, le sol, la biomasse et l'eau. Elle se répercute aussi sur ces ressources naturelles, et ses effets varient selon les choix de cultures, les pratiques agricoles et l'utilisation des intrants ainsi que la conjoncture du marché. La majorité des agriculteurs ont toujours tiré une certaine fierté de leur bonne gestion des terres; ils sont de plus en plus encouragés par les politiques gouvernementales et par la demande des consommateurs à produire des aliments écologiques et à réduire leur empreinte écologique de façon à garantir la viabilité du secteur.

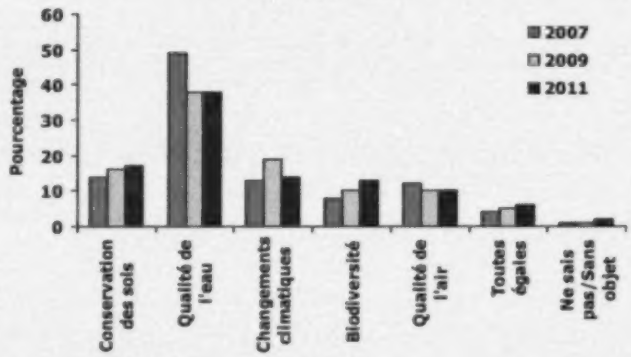
Les consommateurs canadiens sont de plus en plus conscients de l'impact de l'agriculture sur l'environnement

- **Selon les résultats d'un sondage d'opinion mené en 2011, la qualité de l'eau est une priorité environnementale pour 38 % de Canadiens et la conservation des sols, pour 17 %.**

  Les autres priorités sont les changements climatiques (14 %), la biodiversité (12 %) et la qualité de l'air (10 %).

  Au cours des cinq dernières années, l'importance qu'accorde la population à la qualité de l'eau, à la qualité de l'air et aux changements climatiques a faibli, alors que celle de la conservation des sols et de la biodiversité a augmenté.

Graphique C6.1
Priorités environnementales en agriculture dans l'ensemble de la population 2007, 2009 et 2011



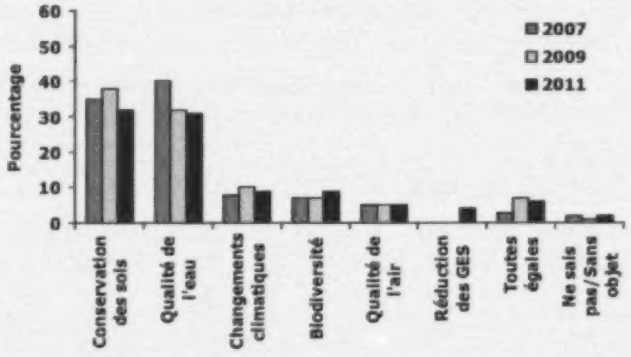
Source : AAC, *Sondage de suivi sur les questions stratégiques*, 2011.

- **Les priorités des producteurs agricoles qui ont répondu au même sondage concordaient avec celles de la population générale. La seule grande différence était que les agriculteurs ont accordé plus d'importance à la conservation des sols.**

  La proportion d'agriculteurs considérant la conservation des sols comme une priorité a légèrement baissé depuis 2007 pour s'établir à 32 %. La proportion de producteurs agricoles (31 %) considérant la qualité de l'eau comme une priorité est légèrement plus faible que dans la population générale (38 %).

  Chez les producteurs agricoles, les changements climatiques et la biodiversité sont d'autres grandes priorités, mais la qualité de l'air et la réduction des gaz à effet de serre (GES) sont celles qui ont rallié l'appui le plus faible en 2011 (moins de 5 %).

Graphique C6.2
Priorités environnementales en agriculture pour les producteurs agricoles 2007, 2009 et 2011



Source : AAC, *Sondage de suivi sur les questions stratégiques*, 2011.

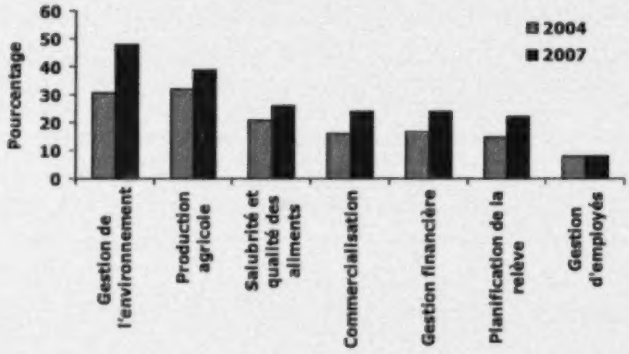
Pour mieux comprendre les effets qu'ils peuvent avoir sur l'environnement, et apprendre à améliorer leur performance, les producteurs agricoles sont de plus en plus nombreux à suivre une formation en gestion de l'environnement

- **En 2007, 69 % des producteurs agricoles ont déclaré avoir suivi une formation liée à l'exploitation agricole au cours des cinq dernières années, alors que cette proportion se fixait seulement à 59 % en 2004.**

  Les trois types de formation les plus suivis en 2007 portaient sur la gestion de l'environnement (48 %), la production agricole (39 %) et la salubrité et la qualité des aliments (26 %).

  La participation à tous les types de formation a augmenté entre 2004 et 2007, et particulièrement en gestion de l'environnement (de 31 % à 48 %).

Graphique C6.3
Agriculteurs ayant suivi une formation liée à l'exploitation agricole
2004 et 2007



Source : AAC, *Sondage national sur le Renouveau*, 2004 et 2007.

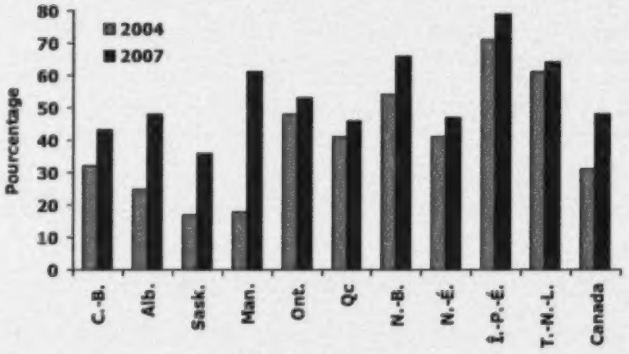
- **En 2007, la participation à une formation en gestion de l'environnement a augmenté dans toutes les provinces (plus de 48 % des répondants).**

  L'Île-du-Prince-Édouard (79 %) est la province où l'on trouve la plus forte proportion de producteurs à avoir suivi une formation en gestion de l'environnement au cours des cinq dernières années, suivie de Terre-Neuve-et-Labrador (66 %).

  En 2007, le tiers des producteurs agricoles de la Saskatchewan (36 %) ont indiqué avoir suivi une formation du genre au cours des cinq dernières années.

  Entre 2004 et 2007, c'est au Manitoba qu'a le plus augmenté la proportion de producteurs à avoir suivi une formation en gestion de l'environnement (de 18 % à 61 %) devant l'Alberta (de 25 % à 48 %) et la Saskatchewan (de 17 % à 36 %).

Graphique C6.4
Agriculteurs ayant suivi une formation en gestion de l'environnement par province
2004 et 2007



Source : AAC, *Sondage national sur le Renouveau*, 2004 et 2007.

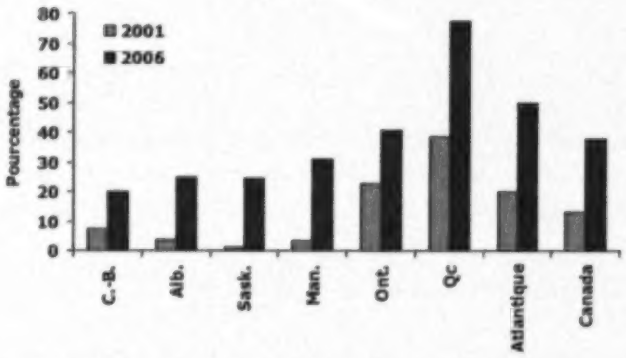
Les plans environnementaux des fermes, qui sont devenus un important outil de gestion des agriculteurs, favorisent l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques

- **Les plans environnementaux des fermes (PEF), instaurés par le Cadre stratégique pour l'agriculture de 2004, ont eu d'importantes répercussions positives, dont l'augmentation marquée du nombre d'agriculteurs ayant adopté un PEF dès 2006.**

  Le nombre d'exploitants agricoles canadiens s'étant conformés à un PEF est passé de 13 % à 38 % entre 2001 et 2006. Dans les Prairies toutefois, cette proportion est passée d'à peine 2,7 % à près d'un sur quatre.

  Au Québec, le fort taux d'adoption de PEF est attribuable aux multiples programmes mis en œuvre depuis le milieu des années 1990 par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'aider les agriculteurs à se conformer à certaines exigences environnementales et à améliorer leurs pratiques environnementales.

Graphique C6.5
Exploitants agricoles ayant adopté un plan environnemental de la ferme (PEF), par région
2001 et 2006



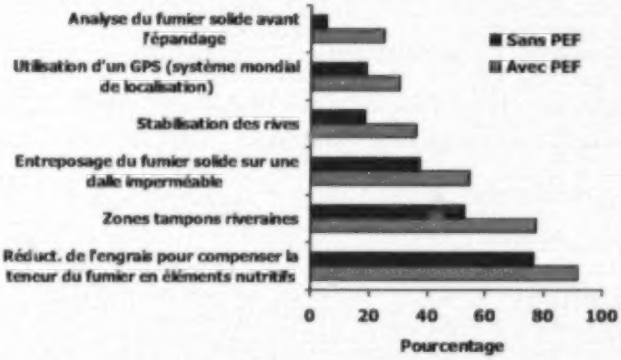
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2006* et AAC, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale de 2006*.

- **L'adoption des PEF a fortement encouragé l'adoption de pratiques environnementales et de pratiques de gestion bénéfiques (PGB).**

  Les producteurs qui s'étaient astreints à un PEF en 2006 étaient proportionnellement plus nombreux à suivre diverses PGB. Par exemple, des agriculteurs qui avaient défini des zones tampons autour des cours d'eau, 80 % avaient adopté un PEF et 50 % n'en avaient pas.

  Même si l'adoption de PEF favorise grandement l'adoption de PGB, les données historiques indiquent que la proportion d'agriculteurs sans PEF à avoir adopté des PGB a augmenté entre 2001 et 2006. Les exploitants agricoles sont donc de plus en plus soucieux de l'impact de leurs pratiques agricoles sur l'environnement et cherchent à exploiter leur ferme dans une optique écologique avec ou sans PEF.

Graphique C6.6
Exploitants agricoles ayant adopté une pratique de gestion bénéfique (PGB), avec ou sans PEF
2006



Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2006* et AAC, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale de 2006*.

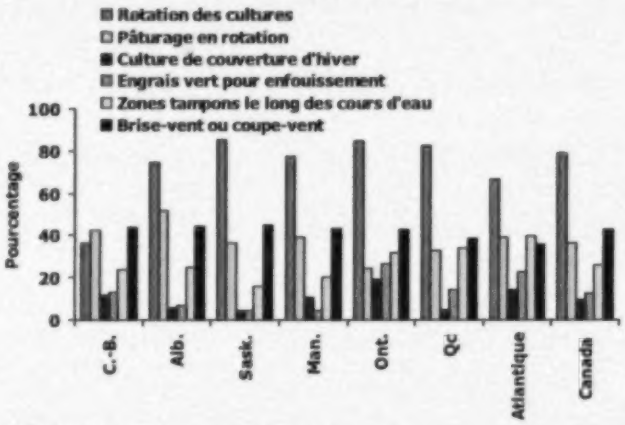
Les pratiques culturales de conservation du sol sont d'importantes PGB à la protection du sol, à l'amélioration de la productivité du sol et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

- **La plupart des exploitants agricoles au Canada recourent à la rotation des cultures comme mesure de conservation du sol.**

  La rotation des cultures, qui consiste à changer le type de plantes cultivées sur une même parcelle de terre d'une année à l'autre, facilite l'éradication des mauvaises herbes, des insectes et des maladies, favorise le renouvellement des éléments nutritifs du sol et prévient l'érosion du sol.

  Selon le *Recensement de l'agriculture de 2006*, plus de 70 % des agriculteurs canadiens pratiquent la rotation des cultures. Le recours à cette méthode varie selon le type de culture et la province (p. ex., les pommes de terre et le canola nécessitent une rotation des cultures plus fréquente). En Saskatchewan, en Ontario et au Québec, plus de 80 % des agriculteurs font la rotation des cultures, alors qu'en Alberta, où l'élevage est important, 50 % des exploitants agricoles font la rotation des pâturages. En Colombie-Britannique, seulement 40 % des agriculteurs pratiquent la rotation des pâturages; car la rotation des pâturages et l'utilisation de brise-vents y sont les méthodes de conservation du sol les plus courantes.

Graphique C6.7
Exploitants agricoles ayant adopté des mesures de conservation du sol, par région
2006



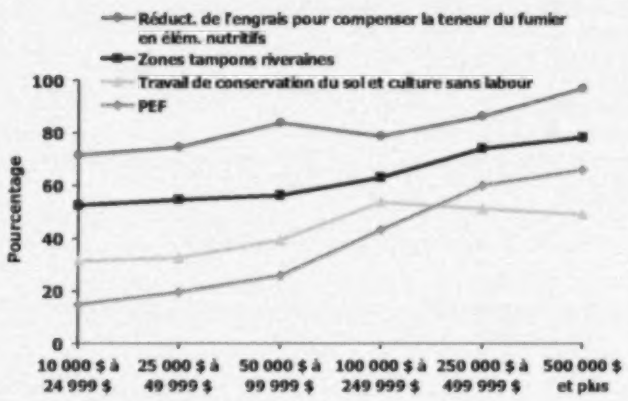
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2006*.

Les grands producteurs utilisent des PEF et se livrent à des PGB plus souvent que les petits producteurs

- **Cependant, les proportions varient selon les PGB.**

  En effet, en 2006, la culture sans labour et la conservation du sol sont courantes dans 50 % des très grandes exploitations (revenu de 100 000 $ et plus) et dans 30 % des petites exploitations (revenu de 10 000 $ à 99 999 $). Des agriculteurs ayant établi des zones tampons riveraines, 55 % engrangent un revenu de 10 000 $ à 99 999 $ et 79 %, 500 000 $ et plus. La réduction de la quantité d'engrais pour compenser la teneur du fumier en éléments nutritifs est la PGB la plus répandue, toutes exploitations agricoles confondues; cette pratique est courante dans 70 % des exploitations dont le revenu va de 10 000 $ à 24 999 $ et dans 97 % de celles dont le revenu est de 500 000 $ et plus.

Graphique C6.8
Taux d'adoption des PGB par catégorie de revenu
2006

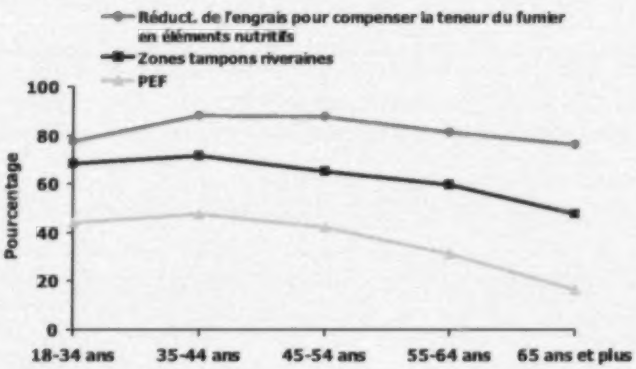


Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2006* et AAC, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale de 2006.*

- **Les PGB sont les plus courantes chez les exploitants agricoles de 35 à 44 ans, et de moins en moins utilisées à mesure qu'augmente l'âge des producteurs.**

  La proportion d'exploitants agricoles ayant mis au point un PEF était de 40 % chez les jeunes agriculteurs (âgé de 18 à 34 ans) et diminuait à mesure qu'augmentait l'âge des producteurs pour se fixer à moins de 20 % chez les agriculteurs de 65 ans et plus. Ces données portent à croire que les agriculteurs plus âgés seraient plus réticents à adopter un PEF en bonne et due forme que des PGB. Par ailleurs, le taux d'établissement de zones tampons riveraines recule également à mesure qu'augmente l'âge des agriculteurs, pour passer de 70 % chez les jeunes agriculteurs à 40 % chez les agriculteurs de 65 ans et plus.

Graphique C6.9
Taux d'adoption des PGB selon l'âge de producteurs agricoles
2006



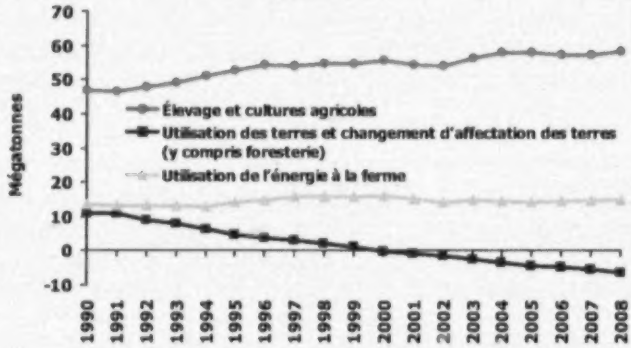
Source : Statistique Canada, *Recensement de l'agriculture de 2006* et AAC, *Enquête sur la gestion agroenvironnementale de 2006.*

Les émissions agricoles de gaz à effet de serre ont diminué au fil des ans grâce à de meilleures pratiques de gestion des terres

- **De 1990 à 2008, les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'affectation des terres et du changement d'affectation des terres (foresterie incluse) ont été réduites de 17 Mt; cette baisse a largement compensé la hausse de 12 Mt des émissions provenant de l'intensification de l'élevage et de la culture. L'utilisation de l'énergie à la ferme est responsable d'une augmentation de 1 Mt de GES.**

  Les principales causes de la hausse des émissions de GES provenant de l'élevage et de la culture ont été l'accroissement des stocks de bovins de boucherie et de porcs, et l'application accrue d'engrais azotés synthétiques dans les Prairies.

Graphique C6.10
Sources des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'agriculture
1990-2008

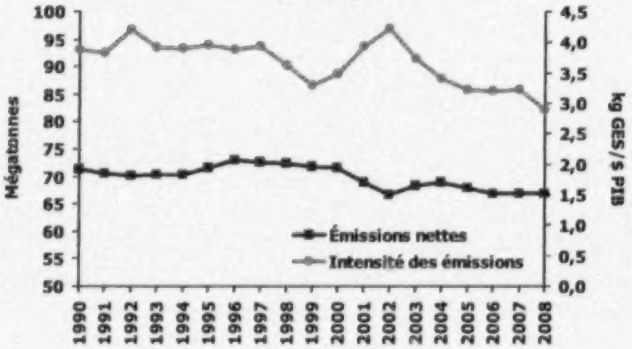


Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national*, et Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur la consommation de l'énergie, 1990-2009.

- **Les émissions de GES nettes de l'agriculture ont diminué de 6 % (4 Mt) entre 1990 et 2008.**

  Au cours de cette période, l'intensité des émissions, mesure du volume de GES émis par unité d'activité économique (c.-à-d. le PIB) s'est réduite de 26 % par suite de l'augmentation de 26 % du PIB de l'agriculture.

Graphique C6.11
Émissions et intensité des émissions du secteur agricole
1990-2008



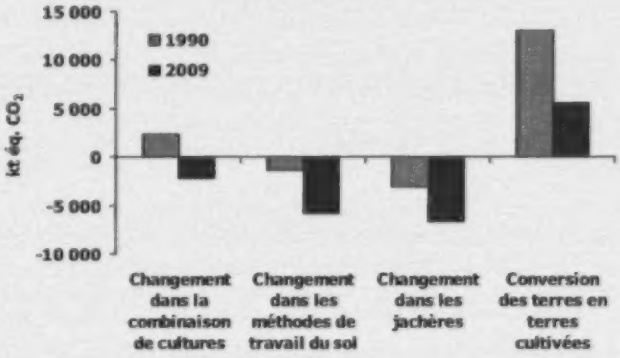
Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national*, et Ressources naturelles Canada, Base de données nationale sur la consommation de l'énergie, 1990-2009.

Les gains de productivité et l'évolution des pratiques de gestion au fil du temps ont entraîné une réduction considérable des émissions par unité de production agricole

- **Les nouvelles combinaisons culturales, la réduction des jachères, les pratiques de conservation de travail du sol et la diminution des terres forestières converties en terres agricoles expliquent la réduction des émissions de GES nettes.**

  La réduction des jachères a réduit les émissions de GES de plus de 5 Mt d'équivalent CO_2. De même, une réduction équivalente est attribuable au changement des méthodes culturales, les agriculteurs ayant délaissé le travail du sol classique au profit de la culture sans labour. Les terres converties en terres cultivées sont parfois des terres forestières et parfois des pâturages. Les émissions de GES attribuables aux terres converties en terres cultivées se sont réduites entre 1990 et 2006, mais les terres forestières converties sont à l'origine de la presque totalité des émissions.

Graphique C6.12
Émissions et absorptions associées à des changements dans la gestion des terres cultivées
1990 et 2009



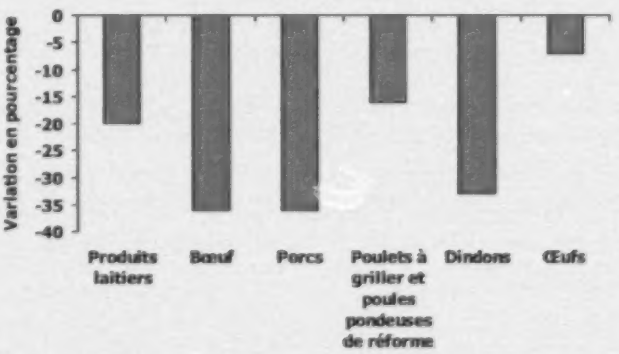
Source : Environnement Canada, *Rapport d'inventaire national.*

- **La gestion améliorée des éléments nutritifs, la consommation réduite d'énergie et les nouvelles méthodes d'alimentation et de reproduction animales ont accru l'efficacité de la production et réduit les émissions de GES par unité de production entre 1981 et 2006.**

  Ainsi, l'augmentation de la production de lait par vache a permis de réduire le nombre de têtes du troupeau laitier tout en maintenant la même production de lait. Ce changement a réduit de 20 % les émissions de GES par kilogramme de lait produit.

  Les émissions de GES par unité de production de bovins et de porcs ont baissé de 36 % entre 1981 et 2006.

Graphique C6.13
Variation en pourcentage des émissions de GES par unité de production
1981-2006



Source : AAC, *L'agriculture écologiquement durable au Canada : série sur les indicateurs agroenvironnementaux*, rapport n° 3, 2010 et X.P.C. Vergé, J.A. Dyer, R.L. Desjardins et D.E. Worth.

Note : La série sur la production porcine et bovine s'est terminée en 2001.
Voici les différentes unités de mesure : kg éq. CO_2/kg pv, kg lait ou 12 œufs.

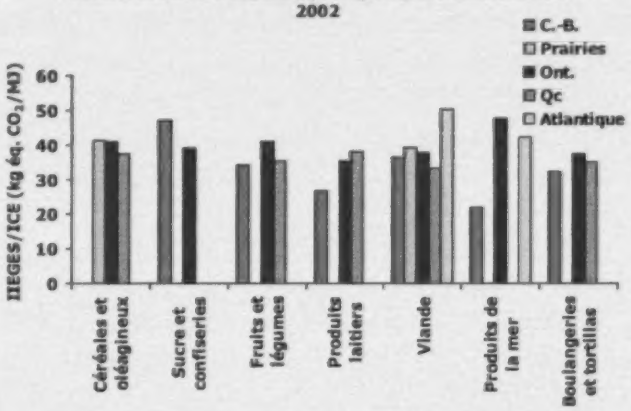
L'intensité des émissions de GES dans l'industrie de la transformation des aliments varie selon les provinces et les branches d'activité

- **L'intensité des émissions de GES dans les groupes de la transformation des aliments varie par région en fonction de la source d'énergie.**

  La différence de l'intensité des émissions de GES entre la Colombie-Britannique et l'Ontario découle surtout des différents besoins d'énergie des branches d'activité. En effet, la fabrication du sucre, importante industrie de la Colombie-Britannique, utilise une grande quantité de combustibles fossiles (principalement du gaz naturel) car l'électricité ne serait pas une solution économique.

  Dans le groupe des produits de la mer, les différences entre les provinces sont principalement dues au fait que le réseau électrique de la Colombie-Britannique est plus vert, les autres provinces utilisant davantage le gaz naturel. Pour les entreprises de transformation des produits de la viande, l'écart est attribuable au fait que les réseaux électriques des provinces de l'Atlantique et de l'Alberta utilisent davantage le mazout que ceux de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique, qui fonctionnent à l'hydroélectricité et au gaz naturel.

Graphique C6.14
Intensité des émissions de GES dans l'industrie de la transformation des aliments, par région et branche d'activité
2002



Source : AAC, *L'agriculture écologiquement durable au Canada : série sur les indicateurs agroenvironnementaux*, rapport nº 3, 2010.

Note : IIEGES/ICE (indicateur d'intensité des émissions de gaz à effet de serre/intensité de la consommation d'énergie) désigne le nombre de kilogrammes d'équivalent dioxyde de carbone émis pour chaque mégajoule d'énergie consommé.

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

Section D1

Dépenses publiques

Introduction :

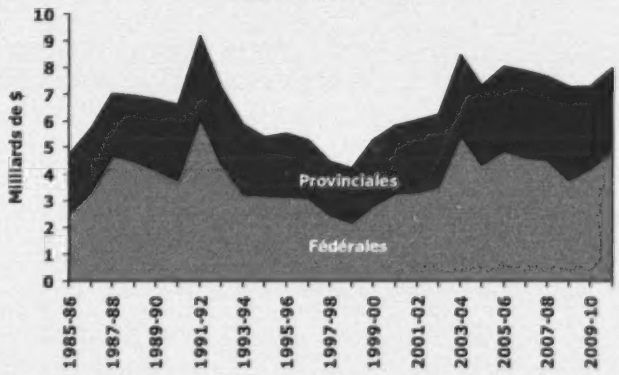
Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient de nouveau augmenter en 2010-2011. En pourcentage du PIB du secteur, elles devraient s'élever à 33 %, en hausse par rapport à 2009-2010. Les paiements de programme continuent de constituer la portion la plus importante des dépenses publiques dans le secteur.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire continuent de croître par rapport à celles de la fin des années 1990

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur agricole et agroalimentaire. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs contribué à hauteur de 59 % au soutien total pendant toute la période.**

  Le soutien public accordé au secteur agricole et agroalimentaire devrait s'établir à 7,9 milliards de dollars pour l'exercice 2010-2011. Il s'agit d'une hausse de plus d'un demi-milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent; tant l'aide fédérale que l'aide provinciale ont augmenté.

Graphique D1.1
Dépenses publiques totales
à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire
1985-86 à 2010-11

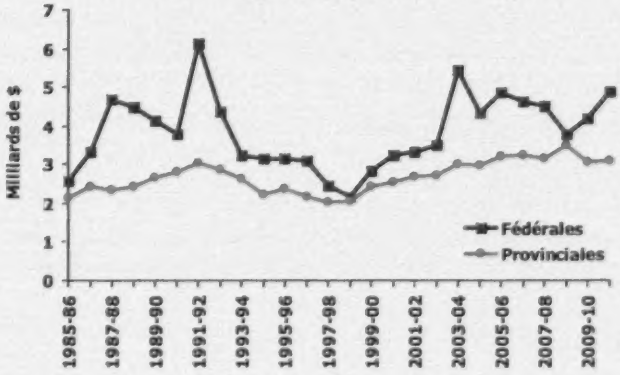


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

- **Les dépenses publiques fédérales et provinciales se sont accrues au fil du temps, celles du gouvernement fédéral ayant varié beaucoup plus en raison de crises particulières, comme celle de l'ESB, survenue en 2003, et les récentes inondations dans les Prairies.**

  Les dépenses publiques fédérales ont atteint un sommet en 1991-1992 lorsque le Compte de stabilisation du revenu net et le Régime d'assurance-revenu brut ont été instaurés. Le gouvernement fédéral a également facilité la transition des agriculteurs à ces deux nouveaux programmes grâce à des programmes de soutien ponctuels. Les dépenses ont également culminé en 2003-2004 lors de la crise de l'ESB. Récemment, elles ont augmenté à cause des inondations dans les Prairies et des difficultés éprouvées par l'industrie porcine.

Graphique D1.2
Dépenses publiques fédérales et provinciales
à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire
1985-86 à 2010-11



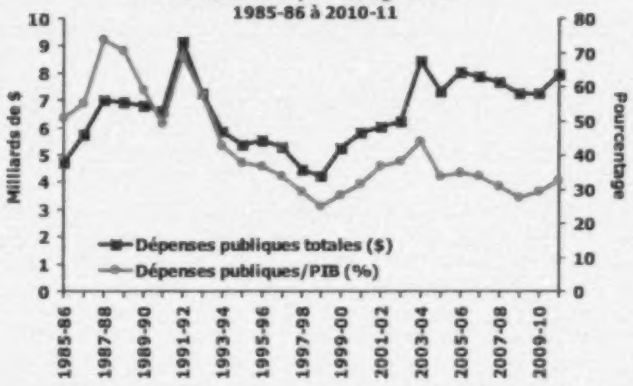
Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

L'aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire a également augmenté en pourcentage du PIB en 2010-2011

- **Les indemnisations pour les pertes causées par les inondations de 2010 et un certain nombre de programmes d'aide destinés à l'industrie du bétail ont fait grimper les paiements de programmes en 2010-2011 à 33 % du PIB du secteur agricole et agroalimentaire.**

  Pendant les années 1990, les dépenses publiques ont fléchi autant en valeur qu'en pourcentage du PIB du secteur, mais elles ont crû de 1999-2000 à 2003-2004. Par la suite, elles ont suivi une légère tendance à la baisse, tant en valeur qu'en pourcentage du PIB, jusqu'à cette année, où la tendance s'est inversée.

Graphique D1.3
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB
1985-86 à 2010-11



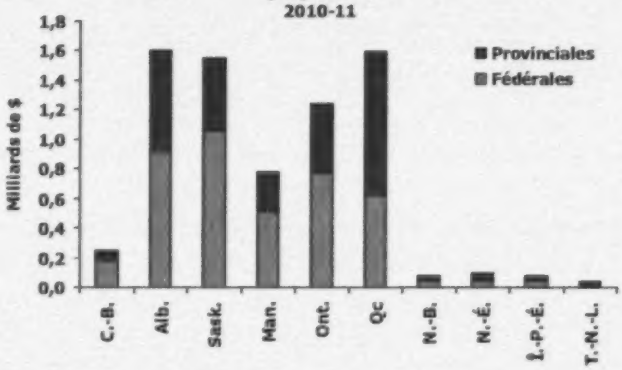
Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varient selon la province, car certaines provinces se sont dotées de programmes particuliers qui répondent à des besoins régionaux spécifiques

- **Le gouvernement fédéral devrait contribuer pour plus de la moitié au soutien total dans bon nombre des provinces au cours de l'exercice 2010-2011.**

  Toutefois, la Nouvelle-Écosse, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador devraient contribuer pour une part plus importante au soutien total accordé au secteur en raison de leurs programmes particuliers qui répondent à leurs besoins régionaux respectifs.

Graphique D1.4
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province
2010-11

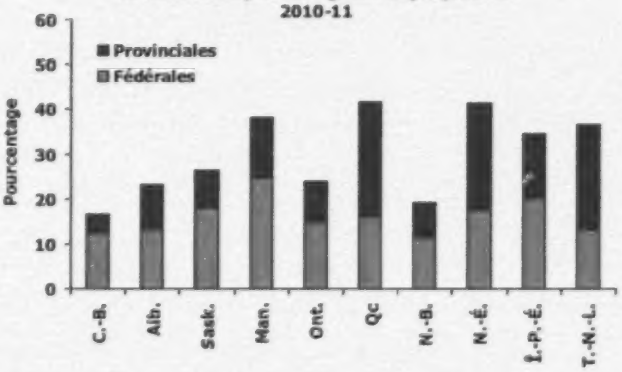


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

- **En 2010-2011, les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire se sont élevées en moyenne à 33,5 % du PIB du secteur à l'échelle nationale, mais cette part fluctue d'une province à une autre.**

  L'aide exprimée en pourcentage du PIB du secteur, qui sera accordée par l'État au secteur agricole et agroalimentaire, devrait être supérieure à la moyenne à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Manitoba, en Nouvelle-Écosse et au Québec, tandis qu'elle sera inférieure à la moyenne en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Graphique D1.5
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB par province
2010-11



Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

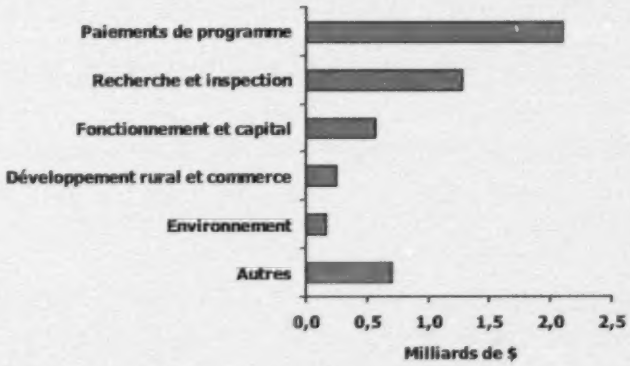
Les paiements de programme composent la plus grande partie de l'aide fédérale et provinciale

- **Au cours de l'exercice 2010-2011, les paiements de programme devraient constituer la principale contribution du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada.**

  Les paiements de programme représenteront 41 % du total des dépenses fédérales dans le secteur en 2010-2011.

  La recherche et l'inspection représentent le deuxième poste en importance des dépenses de l'État, à 25 % du total en 2010-2011.

Graphique D1.6
Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale 2010-11

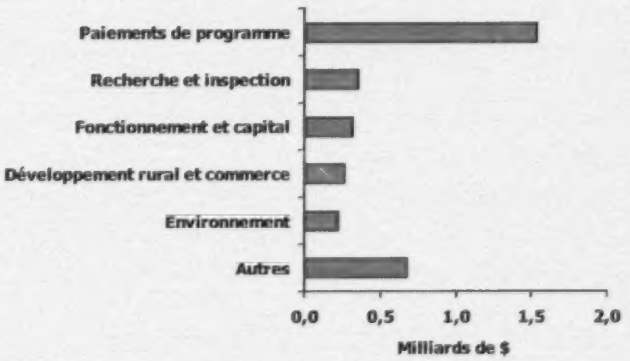


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

- **À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur agricole et agroalimentaire.**

  Les paiements de programme représenteront 46 % du total des dépenses provinciales dans le secteur en 2010-2011. Cependant, seulement 10 % du soutien sera consacré à la recherche et à l'inspection, comparativement à 25 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.7
Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale 2010-11



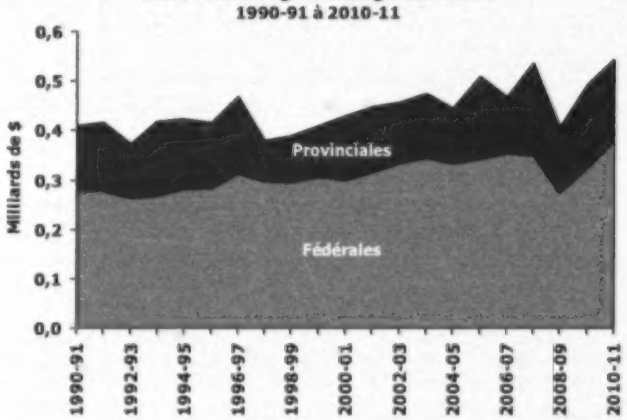
Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire constituent des investissements importants pour la croissance future du secteur

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire suivent une tendance à la hausse depuis les dix dernières années et devraient culminer à 543 millions de dollars au cours de l'exercice 2010-2011.**

  Au Canada, les fonds publics consacrés à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire sont principalement d'origine fédérale. En moyenne, 70 % des dépenses publiques en recherche ont été assumées par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années (de 2000-2001 à 2010-2011), et les 30 % qui restent, par les provinces. Au cours des cinq dernières années, une proportion plus grande des investissements publics en RD visent à encourager des partenariats avec les industries et les universités ainsi qu'à accroître les travaux de recherche appliquée.

Graphique D1.8
Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire 1990-91 à 2010-11

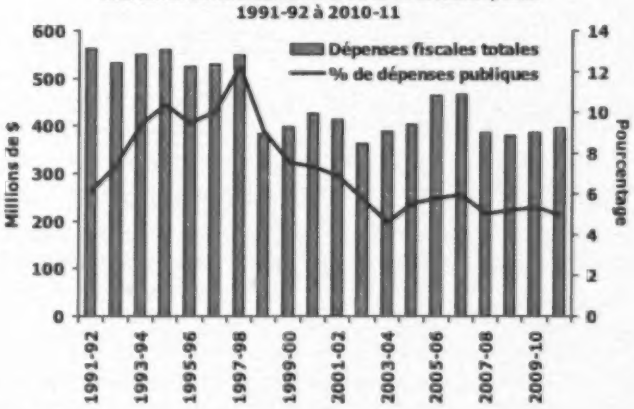


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

- **Les manques à gagner en recettes fiscales (dépenses fiscales) constituent, avec les exemptions fiscales et les remboursements de taxes, une source du soutien public au secteur agricole et agroalimentaire. Entre 1991-1992 et 2010-2011, les dépenses fiscales ont représenté en moyenne 6,9 % du soutien gouvernemental total et sont restées stables depuis 2007-2008.**

  Après avoir diminué récemment, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes provinciales accordés à l'agriculture primaire devraient se relever à presque 400 millions de dollars au cours de l'exercice 2010-2011. Malgré cette hausse, la part des dépenses fiscales dans les dépenses publiques a glissé à un peu moins de 5 %.

Graphique D1.9
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions 1991-92 à 2010-11



Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2010-11 sont des estimations.

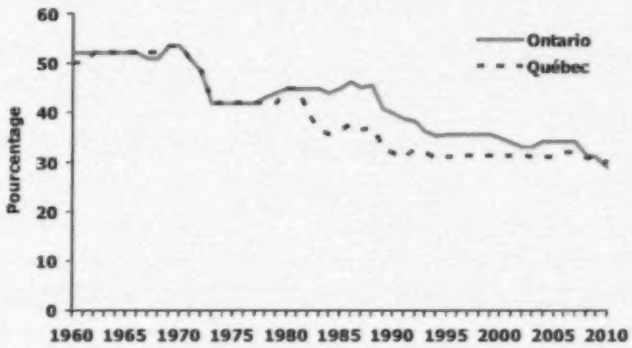
Les gouvernements soutiennent aussi le secteur agricole et agroalimentaire par des mesures fiscales et des investissements dans l'infrastructure publique

- **Le taux d'imposition fédéral-provincial combiné des sociétés dont l'activité principale est la transformation des aliments a baissé dans la plupart des provinces depuis le milieu des années 1980.**

  En Ontario et au Québec, qui contribuent ensemble pour les deux tiers au PIB de l'industrie canadienne de la transformation des aliments, le taux d'imposition fédéral-provincial combiné des entreprises de transformation a diminué considérablement. Au milieu des années 1980, il était respectivement de 45 % et de 36 %, et en 2010, de 29 % et de 30 %.

  Le taux d'imposition combiné des entreprises de transformation a baissé entre 2009 et 2010. En Ontario, cette diminution est attribuable à la baisse du taux d'imposition général fédéral (de 19 % à 18 %) et à celle du taux d'imposition provincial des entreprises de transformation (de 12 % à 10 %). Au Québec, cette diminution est entièrement le fait de la baisse du taux d'imposition fédéral.

Graphique D1.10
Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des entreprises de transformation, Ontario et Québec 1960-2010

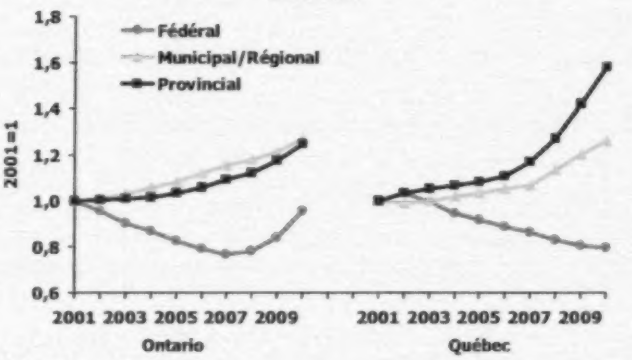


Source : AAC, Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : le Canada et les provinces, 1960-2005 (données révisées en septembre 2011).

- **Les infrastructures publiques de génie civil revêtent une grande importance dans la production et la distribution des aliments transformés. Leur croissance a varié au cours des dix dernières années.**

  Le stock d'infrastructures publiques fédérales a diminué en Ontario et au Québec de 2001 à 2007. De 2008 à 2010, il a augmenté en Ontario, mais il a continué de se contracter au Québec. Le stock des infrastructures publiques municipales et régionales a crû de la même façon dans les deux provinces au cours des dix dernières années : celui des provinces a suivi cette croissance jusqu'en 2007, mais à partir de 2008, il a progressé beaucoup plus rapidement au Québec qu'en Ontario. Comme l'apport du gouvernement fédéral dans le stock des infrastructures publiques de génie civil a été faible dans les deux provinces, les entreprises de transformation du Québec pourraient avoir accès depuis 2007 à un plus grand stock que celles de l'Ontario.

Graphique D1.11
Croissance du stock d'infrastructures publiques de génie civil en Ontario et au Québec, selon l'ordre de gouvernement 2001-2010



Source : Statistique Canada.

Note : Les infrastructures de génie civil comprennent l'infrastructure des transports (routes, autoroutes, rues, ponts, voies ferrées, installations portuaires, etc.) ainsi que d'autres types d'infrastructures tels que les réseaux d'aqueduc et les égouts.

SECTION D2

Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger

INTRODUCTION :

La politique agricole au Canada et ailleurs a évolué au fil des ans. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le soutien, mais aussi à en modifier le type. Certains pays ont procédé à d'importantes réformes de leur politique agricole. Ces changements stratégiques sont présentés ici selon les indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

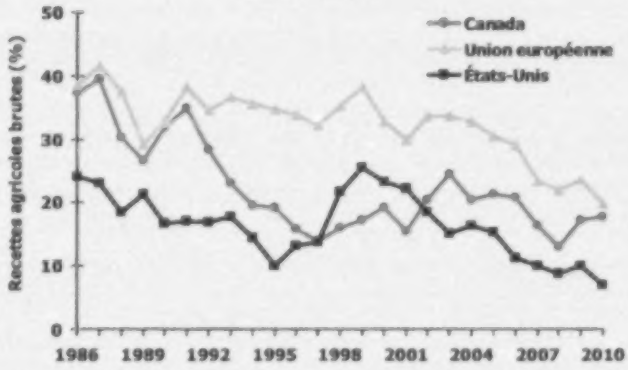
Au cours des dernières années, selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), le soutien aux producteurs du Canada a chuté, particulièrement sur le plan des transferts budgétaires. Il a toutefois surpassé le soutien aux producteurs accordé par les États-Unis, mais demeure inférieur à celui de l'UE

- **En 2010, l'ESP au Canada correspondait à 18 % des recettes agricoles brutes comparativement à 20 % dans l'Union européenne et à 7 % aux États-Unis.**

  Le soutien accordé aux producteurs du Canada a légèrement augmenté; il est passé de 17 % des recettes agricoles en 2009 à 18 % en 2010. Cet accroissement tient principalement à une diminution des recettes agricoles, d'une part, et à une hausse du soutien des prix du marché (SPM), d'autre part. Le Canada soutient toujours davantage ses producteurs que les États-Unis, mais moins que l'Union européenne.

  La baisse du SPM en 2010 est liée à celle de la valeur de la production et à celle du prix mondial des produits laitiers (utilisé comme prix de référence), mais aussi à la hausse du prix à la production.

Graphique D2.1
ESP, certains pays
1986-2010



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.*
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

- **En 2010, 62 % de l'ensemble du soutien accordé aux producteurs canadiens sont attribuables aux transferts budgétaires et au SPM (respectivement 7 % et 11 % des recettes agricoles brutes).**

  Depuis 1986, tant le SPM que les transferts budgétaires ont diminué considérablement. Les transferts budgétaires ont glissé de 19 % à 7 % des recettes agricoles brutes. Quant au SPM, en proportion des recettes agricoles brutes, il est passé de 19 % en 1986 à 11 % en 2010.

  Le lait est le produit auquel le Canada accorde toujours le plus de SPM. Cependant, le SPM accordé au secteur céréalier était également important avant l'abrogation de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995, année après laquelle le soutien aux producteurs a oscillé entre 6 % et 11 % des recettes agricoles brutes.

Graphique D2.2
Composition du soutien aux producteurs, Canada
1986-2010

Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.*
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

NOTE(S) :

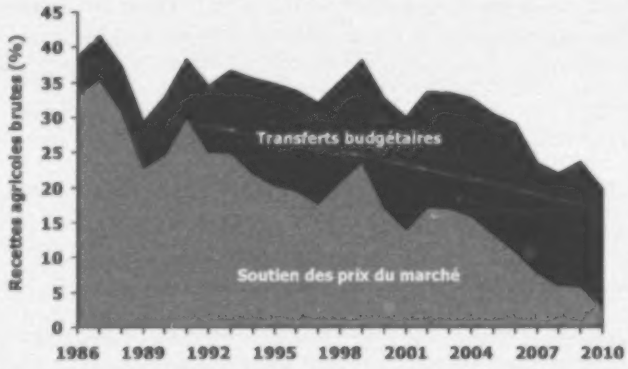
L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) est un indicateur qui mesure le soutien accordé aux producteurs, y compris le soutien budgétaire (types de dépenses publiques) et le soutien des prix du marché (SPM) (mesures frontalières) accordés implicitement aux producteurs.

En Union européenne et aux États-Unis, les réformes politiques ont mené à une baisse sensible du SPM et une hausse continue des transferts budgétaires aux producteurs

- **En 2010, 17 % de l'ensemble du soutien aux producteurs de l'Union européenne des 27 a été accordé sous forme de transferts budgétaires, tandis que le SPM a représenté 3 % des recettes agricoles brutes.**

  Depuis 1986, en pourcentage des recettes agricoles brutes, le SPM a diminué considérablement, tandis que les transferts budgétaires se sont beaucoup accrus. De 33 % en 1986, le SPM est tombé à 3 % des recettes agricoles brutes en 2010, alors que les transferts budgétaires ont grimpé de 5 % à 17 % au cours de la même période. Cette tendance au détriment du SPM et à la faveur des transferts budgétaires découle de diverses réformes de la politique agricole commune (réforme MacSharry, Agenda 2000 et révision à mi-parcours), qui ont mené à la baisse des prix d'intervention, compensée par la hausse des paiements directs aux producteurs.

Graphique D2.3
Composition du soutien aux producteurs, Union européenne
1986-2010

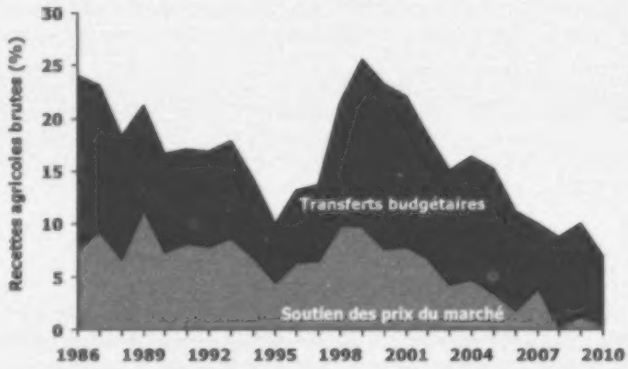


Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.*
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

- **En 2010, le SPM n'a constitué que 6 % du soutien total accordé aux producteurs par les États-Unis, soit moins de 1 % des recettes agricoles brutes, tandis que les transferts budgétaires ont représenté 7 % de ces dernières.**

  Depuis 1986, aux États-Unis, tant le SPM que les transferts budgétaires, en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont baissé considérablement. De 8 % en 1986, le SPM a glissé à moins de 1 % des recettes agricoles brutes en 2010, tandis que les transferts budgétaires sont passés de 17 % à 7 %. À l'exception de 1989, les transferts budgétaires ont toujours dépassé le SPM. Le lait est le produit auquel les États-Unis ont toujours accordé le plus de SPM, sauf en 2008 et en 2010.

Graphique D2.4
Composition du soutien aux producteurs, États-Unis
1986-2010



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.*
Note : Les données de 2010 sont préliminaires.

Acronymes / Sigles

A

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
AIMS	*Alberta Agriculture Input Monitoring System* (Système de contrôle des intrants agricoles de l'Alberta)
ABT	Aliments, boissons et produits du tabac
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain

B

BRIC	Brésil, Russie, Inde et Chine

C

CANSIM	*Canadian Socioeconomic Information Management System* (Système canadien d'information socioéconomique)
CFCP	Chemin de fer Canadien Pacifique
CIBC	*Canadian Imperial Bank of Commerce* (Banque Canadienne Impériale de Commerce)
CN	Canadien National (Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada)
CPG	*Consumer Packaged Goods* (Biens emballés pour la vente au détail)
COOL	*Country of Origin Labelling* (Mention du pays d'origine sur l'étiquette)
CRAWUM	*Canadian Regional Agricultural Water Use Model* (Modèle d'analyse régionale de l'utilisation de l'eau au Canada)
CSA	Cadre stratégique pour l'agriculture

D

DAL	Données administratives longitudinales
DP	Dépenses publiques

E

EJA	Entreprises de jeunes agriculteurs
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
É.-U.	États-Unis

F

FAC	Financement agricole Canada
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Base de données statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

G

GES	Gaz à effet de serre

H

HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques

I

IDE	Investissement direct étranger
IPC	Indice des prix à la consommation

L

LCBO	*Liquor Control Board of Ontario* (Régie des alcools de l'Ontario)

M

MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

O

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organisme génétique modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce

P

PAC	Politique agricole commune
PEF	Plan environnemental de la ferme
PGB	Pratique de gestion bénéfique
PIB	Produit intérieur brut
PSB	Produits de santé et de beauté
PTF	Productivité totale des facteurs

R

RAB	Recettes agricoles brutes
RC4	Ratio de concentration
RD	Recherche et dévelppement
RdM	Reste du monde
R.-U.	Royaume-Uni

S

SAQ	Société des alcools du Québec
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SPG	*Saskatchewan Pulse Growers* (Producteurs de légumineuses à grain de la Saskatchewan)
SPM	Soutien des prix du marché
STAN	*Structural Analysis* (Analyse structurelle)

U

UE	Union européenne
USDA	*United States Department of Agriculture* (Département de l'Agriculture des États-Unis)
USDA ERS	*United States Department of Agriculture Economic Research Service* (Service de recherche économique du département de l'Agriculture des États-Unis)

V

VC	À vocation commerciale

GLOSSAIRE

Le système agricole et agroalimentaire canadien

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Sous-secteurs (codes à trois chiffres)
- 111 Cultures agricoles
- 112 Élevage d'animaux

Au niveau des cinq chiffres
- 1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
- 1112 Culture de légumes et de melons
- 1113 Culture de fruits et de noix
- 1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
- 1119 Autres cultures agricoles
- 1121 Élevage de bovins
- 1122 Élevage de porcs
- 1123 Élevage de volailles et production d'œufs
- 1124 Élevage de moutons et de chèvres
- 1125 Aquaculture
- 1129 Autres types d'élevage

Transformation des aliments et des boissons
La transformation des aliments et des boissons comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatre chiffres
- 3111 Fabrication d'aliments pour animaux

3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses
3113 Fabrication de sucre et de confiseries
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
3115 Fabrication de produits laitiers
3116 Fabrication de produits de viande
3117 Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
3118 Boulangeries et fabrication de tortillas
3119 Fabrication d'autres aliments
3121 Fabrication de boissons

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
33311 Fabrication de machines agricoles

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Consommateurs

Les consommateurs ne font pas partie du système agroalimentaire parce qu'ils ne constituent pas une composante du système, mais ils sont toutefois l'élément moteur de la chaîne de valeur agroalimentaire. L'objectif de la chaîne de valeur est de mettre en adéquation le système agroalimentaire et le consommateur final en mettant l'accent sur la création de valeur et l'innovation.

Consommation courante totale
Dépenses faites pour l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, les articles et accessoires d'ameublement, l'habillement, le transport, les soins de santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard, et un groupe d'articles divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur les biens usagés.

Classement des achats d'aliments

Aliments achetés au magasin
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de produits frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Aliments achetés au restaurant
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Types d'exploitations agricoles

Coopérative agricole
Entité commerciale juridique appartenant à ses membres et contrôlée démocratiquement et équitablement par ceux-ci. Ses membres sont étroitement associés à l'entreprise en tant que producteurs ou consommateurs de ses produits ou services. Les coopératives agricoles se divisent en deux grandes catégories : les coopératives de services agricoles, qui fournissent des services et intrants aux agriculteurs membres, et les coopératives de production agricole, qui mettent en commun les ressources requises pour la production (terres, bâtiments et machines) et exploitent les ressources conjointement.

Entreprises de jeunes agriculteurs
Les entreprises de jeunes agriculteurs sont des exploitations agricoles dont les exploitants, peu importe leur nombre, sont âgés de 18 à 39 ans.

Exploitation agricole à propriétaire unique
Type d'entreprise commerciale qui appartient à une seule personne et est dirigée par celle-ci et pour laquelle il n'y a pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise. Il s'agit d'un propriétaire unique puisque celui-ci n'a pas de partenaire.

Ferme communautaire
Type d'exploitation qui englobe les coopératives et autres exploitations communautaires, comme celles des colonies huttériennes.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Ferme de recensement
Exploitation agricole qui s'adonne à au moins l'une des productions suivantes : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences); bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.); produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de l'érable).

Ferme non constituée en société
Exploitation agricole sans distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Cette désignation englobe les fermes à un seul propriétaire et les sociétés de personnes.

Ferme non familiale
Ferme organisée comme une société de capitaux non familiale, une coopérative ou une autre exploitation communautaire. Cette désignation englobe les fermes faisant partie d'une fiducie ou d'une succession.

Société de personnes
Exploitation commerciale dont les partenaires (associés) partagent les profits ou les pertes de l'entreprise et où il n'y a pas de distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Tous les partenaires gèrent l'exploitation et sont personnellement responsables de ses dettes, sauf dans le cas d'une société en commandite où certains partenaires peuvent renoncer à leur capacité de gérer l'entreprise en échange d'une responsabilité limitée dans l'endettement de la société.

Définitions du revenu agricole

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles
Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Dette en pourcentage de l'actif
La dette en pourcentage de l'actif au niveau d'une ferme correspond au passif divisé par l'actif total.

Loyer de métayage
Dans le cadre d'une entente de loyer en nature ou de métayage, le propriétaire et l'agriculteur partagent les coûts des intrants et la production de l'exploitation dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties ainsi que de la production. Dans cette situation, le propriétaire assume un plus gros risque de perte au cours des années où la production est à la baisse, mais il court la chance d'obtenir un loyer élevé au cours des années où la production est supérieure à la moyenne.

Loyer de terrains loués au comptant
Le loyer de terrains loués au comptant est généralement convenu en fonction du nombre d'acres dans le cadre d'une entente qui porte sur plusieurs années entre le propriétaire foncier et le producteur. Ce dernier doit habituellement adopter de bonnes pratiques de gestion des terres en luttant contre les organismes nuisibles, mais le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

Paiements directs
Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes payées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements directs qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Ratio de la dette sur l'avoir propre
Le ratio se calcule en divisant le passif par l'avoir propre.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité pour la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Recettes du marché
Les recettes monétaires désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Recettes monétaires agricoles
Comprennent les revenus tirés de la vente de produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux en vertu des programmes ainsi que les paiements provenant des programmes privés d'assurance-récolte et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile (janvier à décembre) où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caise) aux agriculteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu d'exploitation net la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Revenu d'emploi autonome non agricole
Revenu net gagné par un exploitant agricole en tant que propriétaire ou exploitant d'un travail autonome non lié à la ferme.

Revenu d'emploi non agricole
Revenu d'emploi provenant d'autres sources que la ferme (p. ex. salaires et traitements bruts) et revenu net provenant d'un travail autonome (entreprise, profession libérale, travail à commission et pêche) non lié à la ferme.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net au niveau de la ferme, correspond à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu familial médian
Revenu au-dessus et au-dessous duquel se trouve le même nombre de familles.

Revenu familial moyen
Revenu obtenu en divisant le revenu familial total par le nombre de familles.

Revenu net comptant
Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Revenu net réalisé
Le revenu net réalisé est la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation des agriculteurs, moins l'amortissement, plus le revenu en nature. Il mesure les flux financiers monétaires et non monétaires des entreprises agricoles, tout comme un état du revenu. Le revenu net réalisé représente le revenu net tiré des opérations (ventes de produits) au cours d'une année donnée, peu importe l'année où les produits agricoles ont été produits.

Revenu non agricole
Le revenu gagné par un exploitant agricole ou les membres d'une famille agricole des sources autres que le revenu d'emploi autonome agricole. Ceci inclut les salaires et traitements, le revenu d'emploi autonome non agricole, les revenus des placements, les revenus de pensions, des transferts sociaux du gouvernement et autres revenus non agricole.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Valeur nette
Actif total calculé d'après la valeur marchande, moins le passif total.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

Catégories commerciales

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

> **Exportations de produits primaires**
> Produits exportés peu ou pas transformés, classés selon les groupes de produits.
>
> **Exportations de produits transformés**
> Produits exportés qui ont subi une certaine transformation et qui sont prêts pour une transformation ultérieure ou la consommation.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Catégories d'aide gouvernementale

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Infrastructure de génie
Stocks de génie civil appartenant aux administrations municipales ou aux gouvernements provinciaux et fédéral. Il s'agit entre autres des autoroutes, des routes, des rues, des ponts, des chemins de fer, des installations portuaires, des réseaux d'aqueduc, des réseaux d'égout et des usines de traitement des eaux usées.

Infrastructure publique
L'infrastructure publique comprend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure publique inclut des édifices (écoles, hôpitaux, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des stocks de génie civil (voir ci-après) et des machineries (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, autobus, trains de banlieue rapides, etc.).

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes Agri-protection et des programmes d'aide financière.

Principales catégories de dépenses

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Mesures d'aide gouvernementale

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes
La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts budgétaires
Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

Terminologie économique et statistique

Commercialisation
Dans le secteur agricole, la commercialisation comprend tous les services qui font passer un produit agricole de la ferme au consommateur. Elle comporte de nombreuses activités interreliées, comme la culture, la récolte, le classement, l'emballage, le transport, l'entreposage, la transformation, la distribution, la publicité et la vente.

Dollars enchaînés
Mesure qui exprime les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations des prix au fil du temps.

Investissement direct à l'étranger (IDE)
L'IDE est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R-D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Dans le cadre de ces systèmes, qui comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité totale des facteurs (PTF)
Mesure de l'efficience de l'utilisation de tous les intrants et rapport entre les extrants et tous les intrants (le capital, la main-d'œuvre, etc.). La croissance de la PTF est le taux de croissance de ce rapport.

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio avantages-coûts
Ratio où le numérateur est composé de tous les avantages directs et le dénominateur, de tous les coûts directs. Autrement dit, le ratio avantages-coûts est le rapport entre les avantages pécuniaires pour les bénéficiaires d'un projet et les inconvénients.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Région rurale
Tout territoire situé à l'extérieur des régions urbaines est considéré comme une région rurale. Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Région urbaine
Les régions urbaines comprennent toutes les grandes régions métropolitaines (même si elles contiennent des régions rurales), la plupart des petites régions métropolitaines, également appelées agglomérations de recensement (dans certains cas, si une agglomération de recensement contient une grande population rurale, seulement la partie urbaine est considérée comme urbaine), et les régions urbaines fondées sur la définition du recensement : « les régions urbaines qui ont une concentration démographique d'au moins 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants au kilomètre carré, d'après les chiffres de population du recensement précédent. » Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Rendement de culture
Production totale d'une culture par unité de surface terrestre.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et des outils. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation des biens immobilisés (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

Taux de rendement interne (TRI)
Exprimé en pourcentage, le TRI est basé sur le ratio avantages-coûts du producteur. Les avantages et les coûts sont actualisés de manière que la valeur actuelle de l'ensemble des coûts égale la valeur actuelle de l'ensemble des avantages. Divers taux d'actualisation peuvent être utilisés.

Technologie de pointe
Technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies habituelles, comme la biotechnologie, la nanotechnologie, etc.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur des contingents
Il s'agit de la valeur d'une quantité précise d'un produit agricole assujetti au régime de gestion de l'offre (p. ex., produits laitiers ou volaille) qu'un producteur doit fournir.

Terminologie environnementale

Biomasse (intrants)
La biomasse s'entend des matières biologiques renouvelables et comprend les matières biologiques provenant de la foresterie, de l'agriculture, des produits marins et de l'aquaculture, ou les produits d'origine microbiologique; les sous-produits de transformation (p. ex., de l'agriculture, de la foresterie, des pâtes et papiers et des aliments destinés à la consommation humaine ou animale); les biomatériaux recyclés (p. ex., les matériaux de construction ou de démolition); les déchets (p. ex., les déchets urbains solides).

Bioproduits (extrants)
Les bioproduits sont des produits (autres que les aliments, les aliments pour animaux ou les médicaments) faits à partir d'intrants biologiques renouvelables (biomasse ou matières premières biomassiques). Dans le cadre de l'*Enquête sur la production et le développement de bioproduits* de 2009, les entreprises devaient faire la distinction entre les « bioproduits industriels non conventionnels » et les « bioproduits traditionnels », comme les produits du bois, car seuls les premiers ou les produits fabriqués selon un nouveau procédé étaient pris en compte dans l'enquête.

Gaz à effet de serre (GES)
Dioxyde de carbone, oxyde nitreux, méthane, ozone et chlorofluorocarbones produits de façon naturelle ou découlant de l'activité humaine (production et consommation) et qui contribuent à l'effet de serre (réchauffement climatique de la planète).

Plan environnemental de la ferme (PEF)
Un PEF officiel est une évaluation générale écrite des préoccupations ou des problèmes environnementaux d'une exploitation agricole; il peut inclure des processus de planification individuelle ou de groupe (ou les deux) dans le cadre d'un programme fédéral, provincial ou de l'industrie.

Pratiques de conservation du sol

Affectation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
Selon le Secrétariat des Nations Unies sur les changements climatiques, s'entend de l'inventaire des gaz à effet de serre couvrant les émissions et les absorptions des gaz à effet de serre provenant d'affectations des terres, de changements d'affectation des terres et d'activités forestières directement liés aux activités humaines.

Bande tampon riveraine
Étroite bande de terre longeant un cours d'eau, destinée à réduire l'érosion, à intercepter les polluants, à assurer un habitat à la faune et à répondre à d'autres préoccupations environnementales.

Brise-vent ou coupe-vent
Rangées d'arbres ou de haies naturelles ou plantées le long des champs qui empêchent les vents dominants d'éroder le sol. Cette méthode est surtout utilisée dans l'Ouest canadien, où les terres agricoles sont davantage exposées à l'action éolienne et où il est important de retenir la neige pour conserver l'humidité.

Culture de couverture d'hiver
Culture, comme le trèfle des prés ou le seigle d'automne, ensemencée à l'automne pour protéger le sol de l'érosion causée par l'eau et le vent pendant l'hiver, et par les fortes pluies et l'eau de ruissellement au printemps.

Culture sans travail du sol
La culture sans travail du sol (appelée sans labour ou semis direct) qui consiste à ensemencer le sol directement sans l'avoir travaillé après la récolte de la culture précédente. Le désherbage s'effectue à l'aide d'herbicides et le maintien des chaumes sert à protéger le sol contre l'érosion. C'est une pratique habituellement utilisée sur des terres labourables où la mise en jachère est importante.

Mise en jachère
Pratique de gestion consistant à laisser les terres normalement cultivées sans culture pendant une saison de végétation et à y appliquer des produits chimiques pour détruire les mauvaises herbes, les insectes et les maladies terricoles, et qui a pour but de permettre l'accumulation de réserves d'humidité dans le sol pour la campagne agricole suivante.

Pâturage en rotation
Pratique visant la revitalisation des fourrages après chaque période de pâturage. Elle consiste à faire la rotation périodique de deux pâturages ou plus et à utiliser des clôtures temporaires à l'intérieur des pâturages pour éviter le surpâturage.

Rotation des cultures
Pratique consistant à changer le type de cultures sur une même parcelle de terre d'une année à l'autre ou périodiquement afin de lutter contre les mauvaises herbes, les insectes et les maladies, de régénérer les éléments nutritifs du sol et de diminuer l'érosion.

Travail du sol classique
Pratique culturale classique comme moyen principal de préparation des lits de semences et du désherbage.

Travail du sol favorable à la conservation du sol
Mode de travail du sol qui crée un milieu propice à la culture et qui favorise la conservation des ressources pédologiques, hydriques et énergétiques par une moindre intensité du travail du sol et par l'incorporation des débris végétaux.

Zones tampons le long des cours d'eau
Zones de végétation naturelle (aucune activité agricole) sur les berges. Ces zones visent à prévenir l'érosion, surtout celle des berges des cours d'eau qui s'élargissent et deviennent peu profonds, à préserver l'habitat de la faune et les stocks de poissons ainsi qu'à protéger la qualité de l'eau pour le bétail et les humains. Aussi appelées « zones riveraines », c'est-à-dire les terres qui longent un cours d'eau ou un plan d'eau.

Pratiques de gestion bénéfiques
Méthodes ou techniques considérées comme étant les plus efficaces et les plus pratiques pour atteindre un objectif (p. ex. prévenir ou réduire au minimum la pollution) tout en utilisant d'une manière optimale les ressources de l'entreprise.

Terre arable
Selon la FAO, une terre arable est une terre couverte de cultures temporaires, de prés ou de pâturages.

Unités de mesure

éq. CO_2	Dioxyde de carbone
éq. CO_2 (kg/kg pv)	Équivalent dioxyde de carbone divisé par le poids vif en kilogrammes
KT	Kilotonne
KTPC	Kilotonne de poids en carcasse
KTPV	Kilotonnede poids vif
IIEGES/ICE (kg éq. CO_2/MJ)	Indicateur d'intensité des émissions de gaz à effet de serre/intensité de la consommation d'énergie (kilogrammes d'équivalent dioxyde de carbone divisé par le nombre de mégajoules)
Mt	Mégatonne
Q	Poids de 100 livres
QPV	Poids de 100 livres de poids vif
TM	Tonne métrique

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A – SECTION SPÉCIALE

Section A1 : Tendances de l'emploi dans le système agricole et agroalimentaire canadien

GRAPHIQUE	SOURCE
A1.1-A1.3	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active.*
A1.4	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 282-0008 : Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel.*
A1.5	Statistique Canada. *Enquête sur la population active.*
A1.6	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active.*
A1.7	OCDE. Tableau sommaire, à partir de la base de données *statistiques de la population active.*
A1.8	OCDE. Principaux indicateurs économiques, à partir de la base de données *statistiques de la population active.*
A1.9	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 282-0012 : Enquête sur la population active (EPA), estimations de l'emploi selon la catégorie de travailleur, le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et le sexe, annuel.*
A1.10	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 282-0031 : Enquête sur la population active (EPA), estimations des personnes ayant plus d'un emploi selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), le sexe et le groupe d'âge, annuel.*
A1.11	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2002=100 sauf indication contraire).*
A1.12	Statistique Canada. *Recensement de la population de 2006.* N° 97-564-XCB2006006 au catalogue.
A1.13	Statistique Canada. *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (EAMEF).
A1.14	Statistique Canada. *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH).
A1.15	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière* (EAMEF).
A1.16	Statistique Canada. *Recensement de la population de 2006.*
A1.17	Statistique Canada. *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.*

SECTION B – LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Section B1 : PIB et emploi

GRAPHIQUE	SOURCE
B1.1 -B1.2	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 379-0027 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); Tableau CANSIM 301-0003 : Enquête annuelle des manufactures (EAM), statistiques principales selon le Système de classification des*

	*industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), entreprises incorporées avec employés et ayant des ventes de biens manufacturés supérieures ou égales à 30 000 $, annuel (dollars sauf indication contraire) *Terminé*; Tableau CANSIM 301-0006 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).*
B1.3-B1.4	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active.*
B1.5-B1.6	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 379-0027 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)*; PIB provincial et totalisations spéciales, à partir du *Tableau CANSIM 379-0025 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces.*
B1.7-B1.8	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête sur la population active.*

Section B2 : Commerce international

GRAPHIQUE	SOURCE
B2.1-B2.2	*Global Trade Atlas.*
B2.3-B2.26	Statistique Canada. Données sur le commerce international canadien de marchandises, à partir du système d'extraction des données sur le commerce d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

Section B3 : Productivité et innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels

GRAPHIQUE	SOURCE
B3.1	AAC. Base de données sur la productivité agricole primaire au Canada, 1961-2006.
B3.2	AAC. Base de données sur la productivité agricole primaire au Canada, 1961-2006. United States Department of Agriculture, Economic Research Service, http://www.ers.usda.gov/data/agproductivity/alltables.xls.
B3.3	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2002=100 sauf indication contraire).*
B3.4	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2002=100 sauf indication contraire).* United States Department of Labor, Bureau of Labor Statistics. Tableaux de données agrégées sur la productivité multifactorielle (KLEMS) des industries manufacturières et non manufacturières, 1987-2006.
B3.5	AAC. « Tableau C.3 », *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale : Recueil de données.* Mise à jour de mai 2011.
B3.6	OCDE. Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : base de données*, 1986-2010.
B3.7	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 358-0024 : Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industrie basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).*
B3.8	Gray, R., C. Nagy, V. Galushko et S. Weseen. *Returns to Pulse Crop Research & Development and the Management of Intellectual Property Rights*, décembre 2008.
B3.9	Statistique Canada. *Série de rapports sur les grandes cultures : Stocks des principales grandes cultures au 31 juillet 2010.* N° 22-002-X au catalogue.
B3.10	Canfax et AAC. Diverses années.
B3.11	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture*, diverses années.
B3.12	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2008.
B3.13	Statistique Canada. *Sondage national sur le renouveau*, 2007.
B3.14	AAC. *Sondage de suivi sur les questions stratégiques*, 2009. Sondage effectué par Ipsos Reid.

B3.15	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de *Statistique des sciences : Recherche et développement industriels, de 2005 à 2009 : Édition de septembre 2008*, vol. 33, n° 4 et *Statistique des sciences : Recherche et développement industriels, de 1980 à 1994*. N° 88-001-X au catalogue.
B3.16	OCDE. *Base de données des indicateurs STAN pour l'analyse structurelle*, 2009.
B3.17-B3.22	Statistique Canada. *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.
B3.23-B3.30	Statistique Canada. *Enquête sur la production et le développement de bioproduits*, 2009.

Section C – Composantes du système agricole et agroalimentaire

Section C1 : Consommateurs

Graphique	Source
C1.1-C1.2	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 380-0024 : Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel 2009*, pour les aliments achetés au magasin; Totalisation spéciale pour les aliments achetés au restaurant.
C1.3	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 051-0001 : Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe au 1er juillet, Canada, provinces et territoires, annuel (personnes sauf indication contraire); Tableau CANSIM 380-0019 : Comptes sectoriels : particuliers et entreprises individuelles, annuel (dollars sauf indication contraire); Tableau CANSIM 380-0056 : Produit intérieur brut (PIB) indices, annuel (2002=100).*
C1.4	CIBC World Markets. *Household Credit Analysis*, juillet 2011.
C1.5	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 380-0024 : Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel, 2009*, pour les aliments achetés au magasin; Totalisation spéciale pour les aliments achetés au restaurant.
C1.6	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 380-0024 : Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel, 2009; Tableau CANSIM 051-0001 : Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe au 1er juillet, Canada, provinces et territoires, annuel (personnes sauf indication contraire).*
C1.7	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir *d'Enquête sur les dépenses des ménages de 2009.*
C1.8	Statistique Canada. *Les habitudes de dépenses au Canada 2009*. N° 62-202-X au catalogue. U.S. Bureau of Labor Statistics. *Consumer Expenditures in 2009*, Annual Consumer Expenditure Survey. Rapport n° 1029 Congressional Research Service. *Consumers and Food Price Inflation*, 14 avril 2011.
C1.9	OCDE. Base de données OLIS.
C1.10-C1.11	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 326-0021 : Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, annuel (2002=100).*
C1.12-C1.13	*Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0019 : Aliments disponibles selon les principaux groupes au Canada, annuel (kilogrammes par personne, par année sauf indication contraire).*
C1.14	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0010 : Offre et utilisation d'aliments au Canada, annuel (tonnes métriques sauf indication contraire).*
C1.15-C1.16	Financement agricole Canada. *Intentions des consommateurs canadiens en matière d'achat de nourriture*, Vision, 2010.
C1.17-C1.18	OCDE, *Politique de l'environnement et comportement des ménages*, 2011.
C1.19-C1.20	Université de l'Alberta. Calculs, à partir des données d'études de marché de Leger Marketing (2009) et TNS Global (2009, 2010).

Section C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

GRAPHIQUE	SOURCE
C2.1	Drake, Julia. « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », *Canadian Grocer*, janvier et février 2001, p. 22-31.
	Canadian Grocer. Février 2010. Ventes de 2009 estimées à partir de données provisoires de Statistique Canada sur les supermarchés et les données d'enquête sur les chaînes et les groupes de Canadian Grocers (2010).
C2.2	Canadian Grocer. Février 2010.
C2.3	TNS (Royaume-Uni), AC Nielsen (Canada), L'expansion.com (France), U.S. Census Bureau (États-Unis). Tiré d'une présentation à la CIBC World Markets Retail Conference, mars 2009.
C2.4	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir du *tableau CANSIM 187-0002 : Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire).*
C2.5	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 080-0019 : Marchandises vendues au détail, par secteur du commerce de détail basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), trimestriel (dollars); Tableau CANSIM 080-0022 : Enquête sur les marchandises vendues au détail basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), trimestriel (dollars).*
C2.6	Nielsen MarketTrack. Données recueillies au cours de 52 semaines consécutives jusqu'au 3 juillet 2010, tous circuits de distribution confondus, à l'échelle nationale.
C2.7	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel.*
C2.8	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (ACRSA). Totalisation spéciale pour 2004-2009, à partir de *Quarterly InfoStats 2003.*
C2.9	ACRSA. *Foodservice Facts 2010.* Extrait de CREST/NPD Group et ReCount.
C2.10	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel.*
	ACRSA. *Foodservice Facts 2011.*
C2.11	Statistique Canada, *Tableau CANSIM 180-0003 : Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).*
C2.12	fsSTRATEGY Inc. *2011 Canadian Institutional Foodservice Market Report.*

Section C3 : Transformation des aliments et des boissons

GRAPHIQUE	SOURCE
C3.1	Statistique Canada. Modèle d'entrées-sorties.
C3.2	*Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0017 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), *Terminé*, annuel (dollars).*
C3.3	*Statistique Canada. Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes).*
C3.4	Statistique Canada. *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, 2009.
C3.5	Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, 2010.
C3.6-C3.8	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière.*
C3.9	Statistique Canada. *Enquête annuelle des manufactures*, de 1990 à 2002 *Terminé*; *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, de 2003 à 2009.
C3.10	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 304-0014 : Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, mensuel (dollars sauf indication contraire); Tableau CANSIM 329-0038 : Indices des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).*

C3.11-C3.18	Statistique Canada. Données sur le commerce international canadien de marchandises tirées du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC.
	Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, 2010.
C3.19	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 301-0006 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel.*
C3.20	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars courants).*
C3.21-C3.22	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 330-0006 : Indices des prix des matières brutes, mensuel (indice, 1997=100)*, *Terminé*.
C3.23-C3.24	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 031-0002 : Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et actifs, Canada, provinces et territoires, annuel (dollars).*
C3.25-C3.26	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 187-0002 : Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire).*
C3.27-C3.29	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 376-0052 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel (dollars).*

Section C4 : Agriculture primaire

Graphique	Source
C4.1	Statistique Canada. Modèle d'entrées-sorties.
C4.2	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture*, années diverses.
C4.3	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture de 2006.*
C4.4-C4.6	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*
C4.7-C4.8	OCDE. World Trade Atlas et calculs d'AAC
C4.9	Commission canadienne du blé, Collège de Ridgetown et Université de Guelph.
C4.10	Canfax. Rapport annuel.
	United States Department of Agriculture. *Livestock, Dairy and Poultry Outlook*, Economic Research Service.
	AAC. *Information sur le marché des viandes rouges.*
C4.11-C4.12	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*
C4.13	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars)*; *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*
C4.14	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars).*
C4.15	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0004 : Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars).*
C4.16	Statistique Canada. *Statistiques économiques agricoles*, mai 2011. N° 21-017-XIE au catalogue.
C4.17-C4.18	Statistique Canada. Programme des données fiscales.
C4.19	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 1999 et 2009.
C4.20	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
C4.21	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 1997 à 2009.
C4.22	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
C4.23-C4.25	Statistique Canada. Programme des données fiscales.
C4.26	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
C4.27	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 2004 à 2009.
C4.28	Statistique Canada. Programme des données fiscales.
C4.29-C4.30	Statistique Canada. Base de données complètes sur les exploitations agricoles; Programme des données fiscales.

C4.31	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 1995 à 2009.
C4.32	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 2007 à 2009.
C4.33	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
C4.34	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 1997 à 2009.
C4.35	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, de 1995 à 2009.
C4.36	Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes*, 2009.
C4.37-C4.38	Statistique Canada. Base de données des déclarants (sociétés), années diverses.

Section C5 : Intrants de l'agriculture primaire

GRAPHIQUE	SOURCE
C5.1	AAC.
C5.2-C5.3	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars).*
C5.4	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 328-0015 : Indices des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel (indice, 2002=100).*
C5.5	Collège de Ridgetown, Université de Guelph et Chicago Board of Trade.
C5.6	Statistique Canada. *Statistiques de bovins*. N° 23-012-XWF au catalogue.
	Canfax. Bouvillons d'engraissement albertains, de 500 à 600 livres.
C5.7	AAC. *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.*
	Alberta Agriculture and Food. Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit, Alberta Input Monitoring System (AIMS).
C5.8	Alberta Agriculture and Food. Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit, Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS).
	United States Energy Information Administration.
C5.9-C5.10	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars x 1 000).*
C5.11	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars).*
	AAC. *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.*
C5.12	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 329-0064 : Indices des prix de l'industrie pour machines et matériel, véhicules automobiles et autre matériel de transport, mensuel (indice, 2002 = 100).*
C5.13	AAC. *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.*
	Quorum Corporation. Rail and Trucking Freight Rate Index (2002=100) : 2010-2011 Annual Report Data Tables, Trucking Rates : Table 4A-1, Composite Freight Rates and Railway Freight Rates : Table 4C-1, Composite Freight Rates.
C5.14	Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur la population active*, 2010.
C5.15	Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir des tableaux des entrées-sorties.
C5.16	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars).*

Section C6 : Utilisation des ressources naturelles et impact environnemental

GRAPHIQUE	SOURCE
C6.1-C6.2	AAC. *Sondage de suivi sur les questions stratégiques*, 2009. Étude réalisée par Ipsos Reid.
C6.3-C6.4	AAC. *Sondage national sur le Renouveau*, 2004 et 2007.
C6.5-C6.6	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture de 2006.*
	AAC. *Enquête sur la gestion agroenvironnementale*, 2006.
C6.7	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture de 2006.*

C6.8-C6.9	Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture de 2006.*
	AAC. *Enquête sur la gestion agroenvironnementale*, 2006.
C6.10	Environnement Canada. *Rapport d'inventaire national 1990-2008 : Partie 1 Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada*, 2010. N° En81-4/2008F-PDF au catalogue.
	Environnement Canada. Office de l'efficacité énergétique : Secteur agricole, Canada, *Tableau 2 : Émissions de GES par utilisation finale et source d'énergie – excluant les GES liés à l'électricité.*
	Ressources naturelles Canada. Base de données nationale sur la consommation d'énergie, 1990-2009.
C6.11	Environnement Canada. Office de l'efficacité énergétique – Secteur agricole, Canada, *Tableau 2 : Émissions de GES par utilisation finale et source d'énergie – excluant les GES liés à l'électricité.*
	Ressources naturelles Canada. Base de données nationale sur la consommation d'énergie, 1990-2009.
C6.12	Environnement Canada. *Rapport d'inventaire national 1990-2008 : Partie 1 Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada*, 2010. N° En81-4/2008F-PDF au catalogue.
C6.13	AAC. *L'agriculture écologiquement durable au Canada : série sur les indicateurs agroenvironnementaux : rapport n° 3*, 2010.
	Vergé, X.P.C., J.A. Dyer, R.L. Desjardins et D.E. Worth, 2009.
C6.14	AAC. *L'agriculture écologiquement durable au Canada : série sur les indicateurs agroenvironnementaux : rapport n° 3*, 2010.

Section D – L'État et le système agricole et agroalimentaire

Section D1 : Dépenses publiques

Graphique	Source
D1.1-D1.9	AAC. Base de données des dépenses publiques. Mise à jour de mai 2011.
D1.10	AAC. *Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, de 1960 à 2005.* Adresse : http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1197301474421&lang=fra.
D1.11	Statistique Canada. *Tableau CANSIM 031-0002 : Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et actifs, Canada, provinces et territoires, annuel (dollars).*

Section D2 : Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger

Graphique	Source
D2.1 -D2.4	OCDE. Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : base de données*, 1986-2010.